

Le gouvernement brésilien prépare des réformes libérales

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,70 F

Abonné, 1,70 par semaine, 1,80 par mois, 1,90 par trimestre, 7,20 par semestre, 13,80 par an. Les abonnements sont payés à l'avance.

ZAIRE

L'armée aurait repris l'aéroport de Kolwezi où la situation des Européens demeure critique

Circonspection à Paris

Une semaine après le début de la « dixième guerre du Shaba », les appels répétés du général Mobutu n'ont encore rencontré aucun écho concret ni à Paris ni ailleurs.

Si M. Giscard d'Estaing, qui réserve une place privilégiée à l'Afrique dans la conduite de la politique extérieure française, paraît moins compréhensif à l'égard du régime du président Mobutu que vis-à-vis de celui de M. Sekou Touré, par exemple, ce n'est sans doute pas sans motif sérieux.

Une réédition de la guerre du Shaba, dans un laps de temps aussi bref, donne à penser à Paris que si les populations zairoises restent apparemment indifférentes à la vie politique nationale, certains des adversaires du régime militaire de Kinshasa ne démentent pas l'homme qui exerce sans partage le pouvoir au Zaïre depuis plus de douze ans.

Le général Mobutu est victime du péquenotisme classique de l'usage du pouvoir. Ceux qui veulent l'écarter ont tiré, quant à eux, les leçons de leur échec de l'année dernière. Après avoir réorganisé leur mouvement, les chefs du Front national de libération congolais estiment avoir des chances plus sérieuses de parvenir à leurs fins.

L'absence de preuve établissant de manière claire la présence de groupes cubains aux côtés des rebelles jette la suspicion sur certains des proches du chef de l'Etat zairois. M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères, n'a pas dissimulé son scepticisme sur ce point et, après lui, nombreux sont ceux qui considèrent que la dénonciation du « péril cubain » pourrait bien n'être qu'un stratagème.

L'analyse de la situation politique et militaire au Zaïre n'est pas seule à décourager les velléités d'intervention immédiate. La conjoncture internationale est défavorable à une telle initiative. Les dures critiques que les pays progressistes du tiers-monde expriment à l'encontre de la politique française en Afrique incitent Paris à la prudence.

Déjà engagé militairement au Sahara occidental et au Tchad, le gouvernement français hésite à ouvrir un nouveau front, à prêter le flanc à l'agression d'inspiration à la veille de prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies pour y défendre les thèses françaises sur le désarmement. M. Giscard d'Estaing cherche à tempérer.

Le président de la République, recevant en visite M. Léopold Sédar Senghor, a déjà dû recueillir le point de vue de celui-ci sur les événements au Zaïre. Il consultera également ses pairs africains sur ce sujet à l'occasion du « sommet » franco-africain qui se tiendra la semaine prochaine à Paris. Désireux de poursuivre l'élargissement du cercle de famille francophone, il ne veut pas mettre dans l'embarras certains pays progressistes, comme le Bénin ou l'archipel du Cap-Vert, qu'une nouvelle intervention française au sud du Sahara pourrait inciter à ne pas participer aux assises auxquelles ils sont conviés. Tout pousse donc cette fois à la circonspection.

Vers une intervention des parachutistes belges ?

La situation militaire demeure critique à Kolwezi, la cité minière du Shaba attaquée depuis près d'une semaine par les forces gouvernementales, mais le sort des deux mille cinq cents à trois mille Européens résidant dans cette ville s'est aggravé au point qu'une intervention du gouvernement belge en vue d'assurer la sauvegarde de ses ressortissants semblait imminente ce jeudi 18 mai, en fin de matinée.

A Bruxelles, M. Tindemans, premier ministre belge, a déclaré jeudi matin : « La situation à Kolwezi est grave. On se bat dans les rues. On dénombre des dizaines de victimes. L'issue des combats est incertaine. » Selon un premier bilan, onze étrangers — dont neuf Belges et un Italien — ont été tués dans des circonstances mal éclaircies par les combattants (voir notre dernière édition du 18 mai).

A Paris, le porte-parole de l'Elysée a indiqué mercredi soir qu'« aucune disposition particulière n'avait, jusqu'à présent, été prise par le gouvernement français ». « Le gouvernement, a-t-il ajouté, rassemble tous les éléments d'information nécessaires. Il faut attendre demain pour voir si des décisions peuvent être envisagées. »

La plupart des informations en provenance de Kolwezi indiquent que la situation de la communauté étrangère continue de se dégrader. Le consul général de France à Lubumbashi, capitale du Shaba, déclarait mercredi soir, dans une communication téléphonique que le nombre des victimes civiles se serait accru et qu'il y aurait des Français parmi elles. D'autre part, selon des témoignages recueillis auprès de sources informées ayant été en contact récent avec Lubumbashi, des Européens auraient été vus à Kolwezi dans des camions circulant dans les rues de la ville. Ils seraient l'objet de sévices de la part des rebelles qui les gardent.

Selon l'agence officielle suisse, « à Kolwezi, rien ne va plus. Les ex-gendarmes « katangais » se livrent au pillage, mettent à sac les magasins et les villas, et donnent la véritable image de ce qu'ils ont tenté d'être, c'est-à-dire des aventuriers. »

(Lire la suite page 3.)

Rapprocher l'Europe et l'Afrique

Par JACQUES CHIRAC (*)

En ce début de printemps, au début des fêtes de la Pentecôte, une évidence s'impose : l'avenir appartient et le temps des ambitions est venu. Les rapports de domination touchent à leur fin, les matières de base se valorisent, les premières réussites font école.

L'Afrique peut désormais compter sur l'Europe. Elle ne saurait cependant se reposer sur elle-même, nier les interdépendances, effacer les solidarités. Au moment où les relations Nord-Sud disputent aux autres points cardinaux le soin d'écrire l'histoire, l'Afrique, partenaire essentiel du dialogue des continents, doit s'ouvrir au monde pour exprimer sa marque et faire entendre sa voix.

Or, il se trouve que l'Europe est le partenaire le plus naturel de l'Afrique. Il y a entre les deux continents tant de choses en commun et tant d'aspects complémentaires que ne peuvent rapprocher heurterait à la fois l'histoire, la logique et nos intérêts mutuels bien compris. C'est pourquoi à Marseille, le 27 janvier 1977, j'appelai publiquement un effort d'imagination pour définir l'avenir commun de l'Europe et de l'Afrique et former ensemble une « alliance » reposant sur la conjonction d'intérêts entre partenaires égaux, respectueux de leur dignité mutuelle.

Il était naturel qu'un tel essai procédât du mouvement gaulliste pour qui l'Afrique a toujours été si proche. L'idée a, depuis, fait son chemin et figure désormais au catalogue des tentatives de la politique africaine de la France.

Il ne s'agit pas de créer un mécanisme contraignant ou sophistiqué, qui serait vite dépassé ou détruit par les réalités. Il s'agit simplement d'esquisser un cadre qui favorise la création d'un tissu de liens nouveaux entre deux ensembles de pays également indépendants et souverains.

Trop d'arrière-pensées ont actuellement cours pour que je ne prenne pas la précaution de d'abord définir ce que ce cadre ne doit pas être : — Ce ne doit pas être une organisation internationale ; — Ce ne doit pas être un traité, ni un pacte, ni une alliance militaire ; — Ce ne doit pas être un mécanisme facilitant l'ingérence dans les affaires africaines ; — Ce ne doit pas être un cadre

(*) Président du R.P.F.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Les États-Unis entravent une tentative de coup d'Etat pour permettre des élections propres

Les interventions américaines ont sans doute contribué à faire échouer la tentative de coup d'Etat en République Dominicaine le mercredi 17 mai dans la soirée, que le dépouillement du scrutin du 10 mai pour l'élection présidentielle allait reprendre. Les locaux de la junte électorale chargée de centraliser les résultats avaient été occupés par des forces de police dans la nuit de mardi à mercredi. Le dépouillement était suspendu.

Cette intervention illégale de la police, bénéficiaire, selon toute vraisemblance, de la complicité des forces armées et de M. Joaquín Balaguer, actuel chef de l'Etat, candidat pour la quatrième fois depuis 1966 à la présidence de la République. Elle intervient en effet au moment où les premiers résultats officiels de la junte électorale commencent à être connus. M. Guzman, candidat du parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.), une formation de gauche dont l'ancien président Juan Bosch, renversé en 1963 par un coup d'Etat, est le fondateur.

Les plus vives pressions au plus haut niveau

Cette intervention armée apparemment mercredi à Saint-Domingue comme le président d'un véritable coup d'Etat destiné à faire échouer la victoire à peu près certaine, du parti révolutionnaire, et à maintenir par la force le régime. Balaguer, malgré la promesse formelle faite par le général Balaguer, ministre de l'Intérieur, au président américain que les élections d'Etat seraient « propres ». Il ne fait guère de doute que la très vive pression des États-Unis et la présence à Saint-Domingue d'une mission d'observateurs de l'Organisation des États américains (O.E.A.), priveront

(Lire la suite page 3.)

M. Giscard d'Estaing précise à M. Barre les orientations de l'action gouvernementale

L'Élysée a rendu public, jeudi matin 18 mai, le texte d'une lettre que M. Giscard d'Estaing a adressée, mardi 16 mai, à M. Barre pour lui indiquer les orientations que doivent prendre l'action gouvernementale dans les mois à venir.

Le président de la République avait annoncé, le 12 mai, aux nouveaux élus du P.D.F. qu'il se proposait à « l'indiquer prochainement les directions que doit prendre votre action en faveur de la justice et du progrès » (le Monde daté 14-15 mai).

(Lire page 36 la lettre du président de la République.)

AU JOUR LE JOUR

TOUT VA BIEN

Les signaux en économie pourraient se demander par quel miracle la hausse de l'indice des prix n'est pas l'inflation », comme l'affirme M. Raymond Barre. En fait, il ne s'agit pas d'un miracle mais de calculs extrêmement soignés qui ne sont pas à la portée de tout le monde, puisque le ministre de l'Économie lui-même, M. Monory, ne semble pas être accordé sur le même violon que le meilleur économiste de France.

Quant à nous autres, simples mortels, si nous restons plus qu'à nous convaincre que si le tabac augmente, il suffit de ne plus fumer ; que si l'essence est plus chère, nous n'avons qu'à aller à pied ; que si le timbre-poste fait de l'escalade, nous aurons nous contenter d'imaginer les lettres d'amour que nous n'échangerons plus. Bref, de ne pas vivre au-dessus des moyens que nous avons de ne pas dépenser.

BERNARD CHAPUIS.

Aimer l'Italie ?

Par M. A. MACCIOCCHI

Aujourd'hui professeurs à Vincennes, Maria-Antonietta Macciocchi a adhéré au parti communiste italien pendant la résistance. Elle en a été exclue l'an dernier dans des conditions qui ont été rapportées dans son livre « Après Marx, avril », après avoir été correspondante à Paris de « l'Unita » et députée de Naples. Au lendemain de l'assassinat d'Aldo Moro et de la chute de la situation du P.C.I.

La tragédie italienne s'appelle « compromis ». Depuis « l'unité » — d'ailleurs manquée par le Risorgimento (le « révolutionnaire passif ») — les compromis se succèdent dans l'histoire de l'Italie : de Cavour à Mussolini, à Giolitti, aux débuts de Mussolini, à Togliatti, à Andreotti et Berlinguer. Le dernier compromis est celui dit « de la majorité gouvernementale » conclu entre la D.C. et le P.C.I., dont l'artifice obstiné et fragile fut Aldo Moro : plus d'alternance au gouvernement mais partage du jeu du pouvoir avec toutes les Russes, les compromissions permanentes qui ensuivent. En résultat logiquement autoritarisme d'un Etat qui n'arrive pas à exister autrement que par des alliances

OLMI AU FESTIVAL DE CANNES

Jours de labeur jours de bonheur

Un seul film au programme pour cette deuxième journée du Festival de Cannes. Mais un film d'un meilleur, d'une qualité et rare qu'il apparaît déjà comme un des vainqueurs possibles de la compétition. Il dure trois heures. Ce film, où le temps épouse le rythme des saisons, où la vie s'écoule dans la grisaille des travaux, des peines et des joies confuses. Film-fragments, film-tapissier, chronique qui, par moments, devient poème, humble épique consacré à des humbles. La Lombardie de la fin du siècle dernier et, au cœur de la basse plaine bergamasque, une petite communauté paysanne : quatre ou cinq familles de métayers réparties dans une vaste ferme. Ici, tout appartient au maître : les bâtiments, les terres, les arbres, et c'est au maître que reviennent les deux tiers de la moisson. Pauvreté proche de la misère, soumission qui rappelle les vieux serfs.

Dans ce monde clos, Ermanno Olmi avance à pas tranquilles. Ces paysans, il faut d'abord apprendre à les connaître. Des visages apparaissent, des caractères progressivement se dessinent. Volonté, force, le ruse, qui réussit parfois à gruger le patron.

JEAN DE BARONCELL (Lire la suite page 27.)

LE FESTIVAL DU LIVRE A NICE

Lire page 24 les articles de JACQUELINE PIATIER et de BERNARD ALLIOT sur le Festival international du livre qui a pris fin à Nice le 17 mai.

Advertisement for the film 'Le bonheur des pierres' by Claudie et Jacques BROYELLE. The ad features a black and white photograph of a man and a woman. Text includes: 'Le bonheur des pierres', 'Carnets rétrospectifs', 'Le militantisme : ici déposez vos angoisses, vos hésitations, votre mémoire, mais aussi votre liberté... entrez dans le bonheur des pierres.', 'Collection Comptes dirigée par C. Durand - 204 p. 39 F.', 'Des scènes actuelles', 'Deuxième retour de Chine.', and a 'SEUIL' logo.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page: 'سكان النهر'.

idées

JEUNESSES

Pour une formation en alternance à la fin de la scolarité obligatoire

par JACQUES LEGENDRE (*)

CETTE année encore, les jeunes qui vont quitter l'école connaîtront des difficultés pour trouver un emploi. Cette année encore, le gouvernement met en place un ensemble de mesures importantes destinées à favoriser leur insertion. On a trop entendu dire que la politique menée en 1977 en faveur de l'emploi des jeunes était conjoncturelle, voire électorale, pour ne pas relever que ces assertions sont démenties par les faits. Certes, les mesures prises en 1978 ne vont pas reconstruire purement et simplement celles de 1977. Mais comment s'en étonner ? Le dispositif mis en place l'an dernier supposait une mobilisation sans précédent de l'administration et des entreprises : il était normal que les mesures aient été arrêtées pour la première fois ne le soient que pour un an.

Mais la situation que les jeunes ont à affronter est de celles que seuls une action continue et un effort prolongé permettront de redresser, tel est le sens de la politique qui a été et qui sera menée. Les causes du chômage particulièrement important chez les moins de vingt-cinq ans sont, en effet, assez bien connues. Elles se trouvent à tout d'abord dans l'absence d'expérience professionnelle, phénomène contre lequel il est particulièrement difficile

de lutter puisqu'il constitue en quelque sorte la caractéristique des jeunes demandeurs d'emploi et notamment de tous les primo-demandeurs. A niveau égal de qualification reconnue, à rémunération équivalente, le chef d'entreprise a naturellement intérêt à embaucher parmi les postulants celui qui justifie d'une expérience et qui connaît les tours de main. En ce sens, la prise en charge par l'Etat de certaines obligations sociales a pour objet de compenser, lorsqu'il s'agit de décider de l'embauche de jeunes, la perte de productivité due à l'inexpérience.

Mais trop de jeunes souffrent d'un handicap encore plus important : ils n'ont pas acquis au cours de leur scolarité une formation professionnelle adaptée. C'est une situation que l'on retrouve malheureusement à tous les niveaux de sortie du système éducatif, même relativement élevée, celui du baccalauréat, voire celui de la fin des études supérieures. Cependant, la situation la plus difficile est celle des jeunes qui n'ont reçu qu'une formation générale faible et aucune formation professionnelle. Ils sont encore deux cent mille à quitter le collège dans ces conditions chaque année.

siennelle à laquelle il se prépare, ce qui laisse place à la propagation d'idées fausses car préconçues. Du côté de la vie professionnelle, les possibilités de bénéficier d'une formation complémentaire sont extrêmement réduites, et, cependant, le besoin s'en fait de plus en plus fréquemment sentir.

En effet, devant l'évolution rapide des technologies, le pari a été pris, dans les formations professionnelles initiales, les mieux conçues, de préparer le jeune à faire face à d'éventuelles mutations du métier qu'il prépare plutôt que de lui inculquer toutes les finesses, si elles existent, d'un premier emploi dont le contenu sera modifié inéluctablement à moyen terme.

Mais les formules permettant réellement la préparation au premier emploi sont rares, ou peu utilisées. L'apprentissage est strictement réglementé quant à l'âge et au niveau de formation. Le contrat emploi-formation, formule intéressante, cesse à peine d'être confidentiel.

Il y a donc incontestablement place pour une action qui consisterait en une définition et une organisation de la formation par alternance, à la fin de la scolarité et au début de l'activité professionnelle. Cette formation en alternance pourrait aussi constituer des stages en milieu professionnel, pour le jeune sous statut scolaire, donc sous la responsabilité et le contrôle de l'établissement de formation, mais également des stages de formation pour le jeune sous contrat de travail, que le contenu de la formation

soit laissé à l'initiative de l'entreprise, comme dans le contrat emploi-formation, ou soit fixé en dehors d'elle, comme dans le contrat d'apprentissage.

Bien entendu, cette action, à laquelle réfléchissent déjà les membres du groupe de coordination éducation-travail mis en place à l'automne dernier par M.M. Haby et Beullac ne pourra être menée à bien si elle s'y trouve associée, par une large concertation, l'ensemble des partenaires sociaux, dans un secteur, qui leur est particulièrement cher, qu'il s'agisse de confédérations ouvrières, de syndicats d'enseignants ou de représentants des organisations patronales ou consulaires.

A plus long terme, cependant, une interrogation demeure. A ces jeunes dont on veut améliorer leur formation, l'économie pourra-t-elle offrir les emplois qualifiés qu'ils sont en mesure de tenir de leur côté, car une analyse de la situation économique mondiale montre que la force d'une nation comme la France n'est évidemment pas dans les matières premières ou la main-d'œuvre bon marché, mais dans le savoir-faire des Français.

Cela suppose une action délicate et à long terme en vue de la qualification des emplois offerts, action qui ignore pas les choix et les contraintes de la production industrielle et qui utilise toutes les possibilités de la politique d'amélioration des conditions de travail, et notamment du travail manuel.

C'est à coup sûr une politique difficile, à mettre en œuvre, mais cette difficulté même est à la mesure de l'enjeu : permettre à tous les jeunes d'acquiescer un emploi stable où leur personnalité pourra s'épanouir.

Un livre de Lê Thành Khôi

Jeunesse exploitée, jeunesse perdue ?

ET si mai 68 revenait ? Et si ressurgissait cette fièvre sociale qui fit vaciller l'Etat et trembler les nantis ? Professeur à l'université Paris-V et à l'Institut d'études de développement économique et social de Paris-I, Lê Thành Khôi écrit manifestement que cette époque de Damoclès est toujours suspendue au-dessus de nos têtes. Le livre qu'il publie aujourd'hui s'ouvre sur cet avertissement : « L'explosion violente de la contestation étudiante, qui a marqué les années 60 et le début de la présente décennie semble avoir fait place depuis à un certain reflux. Il serait inexact cependant de croire qu'elle est éteinte, car les causes qui en étaient à l'origine persistent toujours ; sur certains points, elles se sont aggravées du fait de la crise économique. »

Economiste, l'auteur ne croit pas aux explications « superstructurelles ». Le pouvoir des slogans, le soulèvement du verbe, cèdent la place sous sa plume à de froids constats statistiques auxquels n'échappent ni le monde dit libre, ni les pays prétendument démocratiques, ni davantage ces Etats du tiers-monde vus, selon leurs exploités, à un fatal sous-développement.

Dans le bastion avancé du capitalisme se niche une insère silencieuse, ignorée mais réelle. En 1978, un rapport de l'O.D.D.E. recensait soixante-seize millions de « pauvres » dans les pays membres, c'est-à-dire 10 à 15 % de personnes dont les ressources étaient inférieures aux dix premiers du revenu national moyen. Des « programmes » ont été lancés pour venir à bout de cette situation. En vain, ou presque, l'auteur est, selon l'auteur, la pauvreté est, dans ce système, un phénomène nécessaire. Elle constitue le « frein » à l'essor des salaires, à diminuer les pressions

inflationnistes, à favoriser la fluidité de l'emploi ». En un mot, elle entretient la croissance.

Cette loi d'airain n'explique pas seulement que subsistent des foyers de misère au milieu de l'opulence. La recherche du profit perpétue aussi les inégalités culturelles et sociales. Parfois même elle les aggrave. Dans l'enseignement supérieur, par exemple, les filles sont, dans la plupart des pays capitalistes, moins nombreuses que les garçons. Dans un même pays, les chances de scolarisation sont différentes selon que l'on naît fils de médecin ou de fils de paysan, à la ville ou à la campagne, en Algérie ou en Calabre, à Harlem ou dans un faubourg de New-York.

Les contradictions de notre époque

Plus subtile est la différenciation par l'idéologie, à propos de laquelle l'auteur a ces mots sévères mais pénétrants : « Le contenu des manuels, les méthodes pédagogiques, les notes, sont conçus de façon explicite ou implicite à valoriser les attitudes et les comportements qui ont assis l'essor du capitalisme : l'ambition individuelle, la compétitivité, la concurrence, la conquête d'une position sociale mesurée par la fortune. Or, ce sont des valeurs qui s'opposent à la culture de la classe ouvrière, fondée sur la solidarité, la coopération, l'association. »

Discrimination encore sur le « marché du travail » où l'homme adulte blanc est particulièrement privilégié, à la femme et au jeune. Discrimination toujours dans les pays socialistes où, malgré l'immense effort déployé en faveur de l'éducation, l'accès à l'enseignement supérieur reste inégalitaire. En Hongrie, par exemple, un enfant d'ouvrier agricole avait en 1980 une chance sur mille trois cent vingt d'entrer à l'université. Trente ans plus tard, il a encore vingt fois moins de possibilités qu'un fils de cadre supérieur d'y accéder.

Quatre plus tard qu'à l'égard des pays capitalistes, l'auteur voit dans cette situation la conséquence d'un système qui, s'il a aboli la propriété privée, cantonne les groupes sociaux dans des rôles différents. Cette dépression sante davantage aux yeux encore dans les pays du tiers-monde qui subissent les conséquences de la nouvelle division internationale du travail fondée sur la domination scientifique et technologique des nations avancées.

Là aussi, l'idéologie dominante est reine malgré quelques concessions à l'air du temps : « L'hybridation, pour prendre un exemple, a consisté à entrecroiser des manuels les phrases les plus choquantes (« nous autres les Gantois »), à augmenter l'horaire des cours de littérature, d'histoire et de géographie africaines. Et l'on se pose la question : Seul rare exception, nulle part le système n'a été repensé totalement en fonction des problèmes de l'Afrique. »

De quelque côté qu'on se tourne, l'inégalité triomphe, la misère subsiste, l'aliénation demeure. N'y aurait-il aucune solution ? Lê Thành Khôi en cite quelques-unes imaginées çà et là par les responsables politiques, reconnaissant un passage les énormes progrès enregistrés depuis la dernière guerre mondiale. Mais, outre que les causes du mal lui semblent constitutives au système qu'il décrit, son pessimisme s'appuie sur la conviction que, contrairement à une hypothèse courante, l'« état d'exploitation » engendrerait non la révolte mais l'« inertie ».

Alors, baisser les bras ? L'auteur ne le croit pas. Sa confiance va à la jeunesse, celle qui, de Berkeley à Paris, sut traduire dans les années soixante « les contradictions de notre époque ». Ce rôle, elle pourrait à nouveau le jouer, même si elle ne peut agir seule. Il lui faut pour cela prendre conscience de « l'unité des problèmes économiques, sociaux et politiques à l'échelle de la planète tout entière ».

BERTRAND LE GENDRE.

* Lê Thành Khôi, Jeunesse exploitée, jeunesse perdue ? Presses universitaires de France, 227 p., 50 F.

Préparer le premier emploi

C'est un grave problème que cherchent à résoudre tous les pays qui ne connaissent pas l'effectivité autoritaire à des postes de travail. La réponse ne pourra être apportée de façon correcte que par une réforme du système éducatif. Cette mise en œuvre par la loi du 11 juillet 1975, proposée par M. René Haby et dont l'auteur est le rapporteur devant l'Assemblée nationale, se fixe aussi ce but.

Mais les réformes du système éducatif, longues à être mises en œuvre, ne sont plus encore à produire leurs effets, puisqu'il faut tout d'abord que les jeunes aient parcouru le nouveau cursus. Or, le problème posé par les jeunes insuffisamment préparés pour leur accès à la vie professionnelle exige un action immédiate.

C'est pourquoi le « pacte national pour l'emploi » dans sa version définitive, sera mise en œuvre dès le début de l'année scolaire 1978-1979, proposée par M. René Haby et dont l'auteur est le rapporteur devant l'Assemblée nationale, se fixe aussi ce but.

Mais les réformes du système éducatif, longues à être mises en œuvre, ne sont plus encore à produire leurs effets, puisqu'il faut tout d'abord que les jeunes aient parcouru le nouveau cursus. Or, le problème posé par les jeunes insuffisamment préparés pour leur accès à la vie professionnelle exige un action immédiate.

C'est pourquoi le « pacte national pour l'emploi » dans sa version définitive, sera mise en œuvre dès le début de l'année scolaire 1978-1979, proposée par M. René Haby et dont l'auteur est le rapporteur devant l'Assemblée nationale, se fixe aussi ce but.

situation actuelle de l'accès des jeunes au marché du travail ? Par une coupure nette entre la formation initiale et l'activité professionnelle. Du côté de l'enseignement technologique même, les occasions sont encore trop rares pour le jeune de connaître la réalité de l'activité professionnelle.

Le système éducatif reflète la société dans laquelle il se trouve inséré. Le marché du travail explique son fonctionnement. Il est vain d'espérer un changement en profondeur, une baisse du chômage et une évolution des contenus d'emplois par une quelconque réforme du système de formation. C'est le mode de production lui-même qu'il faut modifier. Encore faut-il analyser convenablement son évolution et poser les vraies questions.

Le chômage est là, il s'installe. Il est le prix d'une volonté de maîtriser l'inflation sur le dos des travailleurs. Il est l'expression (comme l'inflation) d'une crise économique du système capitaliste qui, pour échapper aux difficultés, s'efforce de trouver un nouveau souffle, s'adapte en restructurant ses forces de production, en acceptant, créant, utilisant un important volant de chômage et tente de produire une nouvelle organisation de la société en cherchant à susciter de nouveaux besoins marchands.

Leur rôle de penser qu'un travailleur mieux formé, ayant bénéficié d'une période « sas », trouvera plus aisément un emploi — la formation n'a jamais été et ne sera jamais la solution au sous-emploi, c'est d'abord l'emploi qu'il faut créer. Les jeunes s'en rendent bien compte lorsque, au sortir du système de formation initiale, la première expérience s'avère être le chômage.

Pour répondre notamment aux impératifs de la production de masse, beaucoup d'emplois industriels ont commencé aux environs de 1950 à se viduer de contenu, à se transformer en tâches initiales, de tout intérêt, pour se diviser en une succession sans fin de gestes répétitifs. Une substitution accélérée du capital au travail s'est accrue surtout à partir de 1968. Elle s'est intégrée dans une politique de

l'emploi et des revenus visant à réduire le coût salarial, elle a participé à la déqualification massive de nombreux emplois.

Les mêmes évolutions attendent la grande majorité des jeunes travailleurs diplômés ou non : le VII^e Plan prévoit pour 1980 43,6 % d'entrées dans la vie active sans qualification. Peut-on encore dire que l'absence de sas est responsable de cette évolution ?

Nous observons globalement une dégradation du niveau de culture générale dans notre société même si, pour une certaine partie de la population exclue de

l'emploi et des revenus visant à réduire le coût salarial, elle a participé à la déqualification massive de nombreux emplois.

Les mêmes évolutions attendent la grande majorité des jeunes travailleurs diplômés ou non : le VII^e Plan prévoit pour 1980 43,6 % d'entrées dans la vie active sans qualification. Peut-on encore dire que l'absence de sas est responsable de cette évolution ?

Nous observons globalement une dégradation du niveau de culture générale dans notre société même si, pour une certaine partie de la population exclue de

l'emploi et des revenus visant à réduire le coût salarial, elle a participé à la déqualification massive de nombreux emplois.

Les mêmes évolutions attendent la grande majorité des jeunes travailleurs diplômés ou non : le VII^e Plan prévoit pour 1980 43,6 % d'entrées dans la vie active sans qualification. Peut-on encore dire que l'absence de sas est responsable de cette évolution ?

Nous observons globalement une dégradation du niveau de culture générale dans notre société même si, pour une certaine partie de la population exclue de

Le «sas» n'est pas la solution

Par JEAN LE GAC (**)

AINSEL selon Jean Vincens (Le Monde du 16 mars), le système de formation et la non-existence d'une période intermédiaire, d'un «sas», entre l'école et la vie active seraient à l'origine d'un grand nombre de maux de notre société industrielle. Il faut réduire cette analyse, car elle n'est qu'une réplique de thèses patronales selon lesquelles le système productif capitaliste et son évolution ne sont nullement en cause.

Le système éducatif reflète la société dans laquelle il se trouve inséré. Le marché du travail explique son fonctionnement. Il est vain d'espérer un changement en profondeur, une baisse du chômage et une évolution des contenus d'emplois par une quelconque réforme du système de formation. C'est le mode de production lui-même qu'il faut modifier. Encore faut-il analyser convenablement son évolution et poser les vraies questions.

Le chômage est là, il s'installe. Il est le prix d'une volonté de maîtriser l'inflation sur le dos des travailleurs. Il est l'expression (comme l'inflation) d'une crise économique du système capitaliste qui, pour échapper aux difficultés, s'efforce de trouver un nouveau souffle, s'adapte en restructurant ses forces de production, en acceptant, créant, utilisant un important volant de chômage et tente de produire une nouvelle organisation de la société en cherchant à susciter de nouveaux besoins marchands.

Leur rôle de penser qu'un travailleur mieux formé, ayant bénéficié d'une période « sas », trouvera plus aisément un emploi — la formation n'a jamais été et ne sera jamais la solution au sous-emploi, c'est d'abord l'emploi qu'il faut créer. Les jeunes s'en rendent bien compte lorsque, au sortir du système de formation initiale, la première expérience s'avère être le chômage.

Pour répondre notamment aux impératifs de la production de masse, beaucoup d'emplois industriels ont commencé aux environs de 1950 à se viduer de contenu, à se transformer en tâches initiales, de tout intérêt, pour se diviser en une succession sans fin de gestes répétitifs. Une substitution accélérée du capital au travail s'est accrue surtout à partir de 1968. Elle s'est intégrée dans une politique de

sance au contact des réalités quotidiennes et se traduit à un moment donné dans un projet social.

Enfin l'autogestion constitue un schéma d'organisation économique, notamment dans l'entreprise.

Mais il ne faut pas croire à la fin en un décalage de la division du travail par un développement de l'automatisation qui supprimerait toutes les tâches d'exécution. Nous ne pouvons compter ni sur la science ni sur le progrès technique pour remettre en cause la division du travail.

Cela signifie se battre pour l'égalité devant le contenu et le traitement des informations concernant un choix à effectuer. Sans cela il n'y a pas de choix démocratique réel.

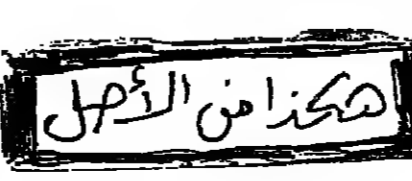
En ce qui concerne l'organisation matérielle du travail, les machines, les outils, il apparaît d'abord nécessaire de répondre aux conditions des conditions de travail : sécurité, environnement, réduction de la durée du travail, baisse des cadences, suppression du travail au rendement, du travail de nuit et du travail posté quand le processus technique de travail ne l'impose pas, modification des postes de travail s'appuyant sur des travaux ergonomiques.

Cette solution fait apparaître l'enrichissement du travail comme une nécessité non seulement humaine mais économique.

Alors, le rapport formation-emploi, emploi-formation apparaîtra tout autre. Alors, mais alors seulement, pourra se poser la question du lieu et du contenu de la formation. Et l'on pourra sans doute penser une formation initiale comportant pour tous une formation polyvalente intégrant formation générale, formation technique, formation professionnelle et débouchant sur une expérience professionnelle. Et le principe de l'alternance pourra être retenu à partir d'un certain âge des lieux que formation et production s'intégreront dans une perspective socialiste autogestionnaire.

(*) Membre du secrétariat national de la section française du S.G.E.M.-C.F.D.T.

(1) Editions du Seuil.
(2) Citation de H. Lévy, Opul. Interventions au nom de la C.F.D.T. au cours du colloque de 1976, Autogestion et travail.



LA NOUVELLE GUERRE DANS LE SUD DU ZAÏRE

L'armée aurait repris l'aéroport de Kolwezi

Il faut situer ces événements dans le cadre des efforts de déstabilisation de l'Afrique déclare M. Barre à TF1

(Suite de la première page.)

Selon l'agence, les femmes et les enfants des étrangers sont assiégés à résidence, tandis que les hommes ont été regroupés dans un hôtel de la ville. Selon l'agence, « la situation est très inquiétante pour les ressortissants étrangers pris en otage... »

de l'alimentation et beaucoup de boissons. Ils se sont départis de leur tenue pour se livrer au pillage et à la chasse aux Européens. Ces hommes n'ont rien de normal... »

Sur le reste du front du Shaba, les forces zaïroises semblent bloquer le dispositif défensif en place... »

« A WASHINGTON, un haut fonctionnaire de la défense nationale a indiqué que les mille cinq cents parachutistes de la 82e division aéroportée américaine basés à Fort-Russell (Colorado du Nord) étaient maintenus en état d'alerte... »

Lors de son entretien télévisé de mercredi soir 17 mai, TF1 M. Barre a répondu à plusieurs questions concernant la politique africaine et proche-orientale de la France. Il a notamment déclaré :

« Le gouvernement français suit avec la plus grande attention et avec la plus grande vigilance le développement des événements au Zaïre, qu'il faut d'ailleurs situer dans un cadre général... »

« Or le gouvernement français soutient que l'Afrique doit être un continent paisible, qu'il se concentre à son développement et que les problèmes africains soient réglés par les Africains eux-mêmes... »

« Cette fois-ci, nous constatons que le gouvernement zaïrois et le président du Zaïre, le général Mobutu, font face à la situation... »

« Vous pensez bien que nous ferons tout ce qui sera nécessaire pour la protection de nos ressortissants... »

« Tout dépend du jugement que l'on porte sur les gouvernements qui sont en place... »

Inquiétude à Bruxelles

UNE INTERVENTION AÉROPORTÉE PARAIT TRÈS PROBABLE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — A l'issue d'une réunion du comité de crise qui s'est tenue de 2 h. à 5 h. 30 du matin, le jeudi 18 mai, on avait l'impression à Bruxelles qu'une intervention aéroportée à Kolwezi était devenue inévitable... »

« On peut se demander cette fois si l'opération n'est pas déjà déclenchée et si les troupes belges n'ont pas déjà été transportées à l'aéroport de Kisangani... »

« Les ministres et les experts du comité de crise devaient se réunir à plusieurs reprises ce jeudi... »

« Un accord a été établi avec les rebelles du F.N.L.C. qui avaient désigné un commissaire à Kolwezi... »

« Sur le plan militaire, l'agence zaïroise a annoncé mercredi que les parachutistes gouvernementaux largués mardi matin sur Kolwezi avaient repris l'aéroport de la ville après « trois heures de combats... »

« Trois heures de combats »

« Sur le plan militaire, l'agence zaïroise a annoncé mercredi que les parachutistes gouvernementaux largués mardi matin sur Kolwezi avaient repris l'aéroport de la ville après « trois heures de combats... »

« A MOSCOU, nous indiquons notre correspondant Daniel Vermet, l'agence Tass a déclaré mercredi une « déclaration autorisée », démentant toute participation soviétique dans les actions armées antigouvernementales au Shaba... »

« A NEW-YORK, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a offert mercredi ses bons offices au représentant de la Belgique pour faciliter l'évacuation des ressortissants belges à Kolwezi... »

« A LUANDA, l'agence angolaise affirme mercredi que « sous le prétexte d'évacuation d'Européens résidents au Shaba, une opération de débarquement de troupes aéroportées américano-franco-belge est imminente... »

« AU CAP, M. Vostler, premier ministre sud-africain, a déclaré en substance que si l'intervention militaire actuelle au Gabon est préparée et inspirée par les marxistes, il serait impensable que les puissances occidentales restent les bras croisés... »

« A MOSCOU, nous indiquons notre correspondant Daniel Vermet, l'agence Tass a déclaré mercredi une « déclaration autorisée », démentant toute participation soviétique dans les actions armées antigouvernementales au Shaba... »

« A NEW-YORK, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a offert mercredi ses bons offices au représentant de la Belgique pour faciliter l'évacuation des ressortissants belges à Kolwezi... »

« A LUANDA, l'agence angolaise affirme mercredi que « sous le prétexte d'évacuation d'Européens résidents au Shaba, une opération de débarquement de troupes aéroportées américano-franco-belge est imminente... »

« AU CAP, M. Vostler, premier ministre sud-africain, a déclaré en substance que si l'intervention militaire actuelle au Gabon est préparée et inspirée par les marxistes, il serait impensable que les puissances occidentales restent les bras croisés... »

« A MOSCOU, nous indiquons notre correspondant Daniel Vermet, l'agence Tass a déclaré mercredi une « déclaration autorisée », démentant toute participation soviétique dans les actions armées antigouvernementales au Shaba... »

« A WASHINGTON, un haut fonctionnaire de la défense nationale a indiqué que les mille cinq cents parachutistes de la 82e division aéroportée américaine basés à Fort-Russell (Colorado du Nord) étaient maintenus en état d'alerte... »

« Or le gouvernement français soutient que l'Afrique doit être un continent paisible, qu'il se concentre à son développement et que les problèmes africains soient réglés par les Africains eux-mêmes... »

« Cette fois-ci, nous constatons que le gouvernement zaïrois et le président du Zaïre, le général Mobutu, font face à la situation... »

« Vous pensez bien que nous ferons tout ce qui sera nécessaire pour la protection de nos ressortissants... »

« Tout dépend du jugement que l'on porte sur les gouvernements qui sont en place... »

« Sur le plan militaire, l'agence zaïroise a annoncé mercredi que les parachutistes gouvernementaux largués mardi matin sur Kolwezi avaient repris l'aéroport de la ville après « trois heures de combats... »

« A MOSCOU, nous indiquons notre correspondant Daniel Vermet, l'agence Tass a déclaré mercredi une « déclaration autorisée », démentant toute participation soviétique dans les actions armées antigouvernementales au Shaba... »

« A NEW-YORK, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a offert mercredi ses bons offices au représentant de la Belgique pour faciliter l'évacuation des ressortissants belges à Kolwezi... »

« A LUANDA, l'agence angolaise affirme mercredi que « sous le prétexte d'évacuation d'Européens résidents au Shaba, une opération de débarquement de troupes aéroportées américano-franco-belge est imminente... »

« Une politique de défense des coopérateurs »

« Parant ensuite de l'éventuelle évacuation des Français du Shaba, le premier ministre a déclaré : « Vous pensez bien que nous ferons tout ce qui sera nécessaire pour la protection de nos ressortissants... »

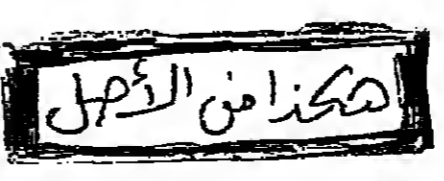
Les grands historiens d'aujourd'hui écrivent dans L'Histoire

L'Histoire

Chaque mois dans L'HISTOIRE, de nombreux articles illustrés font le point des recherches historiques en France et dans le monde, de la préhistoire à l'histoire immédiate... Dans ses sommaires, vous trouverez, entre autres, les signatures de : Maurice Agulhon, Philippe Ariès, Pierre Chaunu, Georges Duby, Jean Delumeau, Philippe Joutard, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, Michelle Perrot, René Rémond, Paul Veyne, Michel Vovelle...

LE N° 15 F EN VENTE PARTOUT EDITIONS DU SEUIL/LA RECHERCHE

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT valable jusqu'au 31 mai 1978. Un an : 120 F (au lieu de 165 F*) Etranger, 1 an : 150 FF *Prix de vente au numéro



AFRIQUE

Rapprocher l'Europe et l'Afrique

(Suite de la première page.)

J'en viens donc aux propositions précises. Il s'agit de constituer une conférence de dialogue euro-africain, ouverte à tous les pays africains et européens. Dans mon esprit, il s'agit d'une formule extrêmement souple et informelle ne nécessitant qu'un secrétariat très réduit. Des rencontres périodiques auraient lieu aux niveaux les plus divers, depuis celui des techniciens au sein de groupes de travail, jusqu'à celui des chefs d'Etat et de gouvernement. Il faudrait en fait emprunter à la fois à certains usages de la C.S.C.E. et du dialogue euro-arabe. L'élément constitutif, la pièce maîtresse de cette conférence, serait constitué par une déclaration générale à laquelle adhéreraient les Etats qui le souhaiteraient.

Cette déclaration comprendrait quatre chapitres :

- les principes politiques reconnus en commun ;
- le renforcement de la sécurité ;

- la solidarité économique et financière ;
- les échanges culturels, humains et technologiques.

LES PRINCIPES RECONNUS EN COMMUN :

- Condamnation de toute ingérence ;
- Respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats ;
- Libre choix du type de régime politique et social ;
- Respect des frontières existantes ;
- Condamnation de l'apartheid et de la discrimination raciale ;
- Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE :

- Reconnaissance de l'interdépendance des deux continents en matière de sécurité ;
- Renonciation à l'agression ainsi qu'à toute action qui tendrait à aider l'agresseur d'un Etat africain ;

Mise en oeuvre de moyens pacifiques de solution des différends (conciliation et arbitrage) :

- Reconnaissance du fait que la solution pacifique des différends entre Etats africains doit être recherchée par des organisations strictement africaines.

Amélioration des capacités défensives des Etats africains par

- l'encouragement à la création de pactes régionaux de sécurité et assistance des Etats européens à ces pactes si elle est souhaitée ;

Assistance technique des Etats européens aux Etats africains serait limitée à la mise sur pied de leurs forces de sécurité (l'objectif étant de parvenir à terme au retrait de l'ensemble des militaires étrangers).

- Dans cette attente, les pays européens étudieraient les moyens appropriés pour renforcer la sécurité des pays africains faisant l'objet d'une menace extérieure et qui feraient appel à l'Europe.

- Recherche en commun du niveau optimum d'armement compatible avec le développement économique ;

— Recherche du maintien de l'état actuel de non-alignation de l'Afrique à condition que tous les pays africains, y compris l'Afrique du Sud, renouent solennellement à se doter à l'arme nucléaire et qu'un comité proprement africain soit institué.

LA SOLIDARITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE :

Il s'agit de retrouver l'esprit de l'accord de 1964, c'est-à-dire l'existence de liens économiques et de mécanismes privilégiés entre l'Europe et l'Afrique. Il ne s'agit aucunement de remettre en cause le mécanisme de Lomé. Il s'agit, au contraire, de prévoir, en outre, pour les pays africains et pour eux seuls, une série d'avantages en s'opposant vigoureusement aux tentatives de mondialisation de l'aide européenne.

L'Afrique fait en effet partie du « premier cercle » de la solidarité européenne et doit en bénéficier concrètement.

Dans cet esprit, je propose :

- de développer la coopération financière et économique en privilégiant, notamment, les pays les plus déshérités ;
- de définir un cadre qui permette aux investissements privés de s'orienter massivement vers l'Afrique ;

— d'adopter une véritable politique de valorisation des matières premières fondée sur des accords à long terme portant à la fois sur les prix et sur les garanties d'approvisionnement ;

- de donner priorité à l'auto-suffisance alimentaire, au désenclavement et à la lutte contre la sécheresse (Sahel). A cet effet, seraient créés un fonds spécifique du dialogue euro-africain et des comités techniques chargés d'élaborer des projets pour chacun de ces secteurs ;

- de procéder à une réflexion en commun sur le dialogue Nord-

Sud en se gardant du culte des idées générales, responsable de l'actuel enlisement de ce dialogue, mais en privilégiant au contraire les applications concrètes et l'ensemble euro-africain.

LES ECHANGES CULTURELS, HUMAINS ET TECHNOLOGIQUES :

- Respect des droits de l'homme et condamnation solennelle de l'apartheid ;

— Echanges d'informations sur la situation en Afrique du Sud ;

— Développement de la coopération culturelle notamment par la création de liens inter-universitaires et d'une progression spectaculaire des bourses d'études et de stages ;

— Echanges culturels et échanges de jeunes ;

— Priorité aux échanges scientifiques et aux transferts de technologie, y compris pour l'atome pacifique contrôlé.

En proposant ce grand dessein, j'ai bien conscience de défier à la fois le temps et les difficultés. Des années seront sans doute nécessaires. De multiples questions se posent : quelle Europe ?

Quelle Afrique ?

Pour la mise en oeuvre de ce dessein, l'Europe ne saurait se limiter à l'actuelle Communauté. Le dialogue euro-africain doit être ouvert à toutes les démocraties occidentales européennes — notamment scandinaves —

comme à toutes les démocraties africaines (c'est-à-dire que seuls seront exclus les pays où la dignité de l'homme africain est bafouée), mais il doit être strictement limité à ces deux continents.

Quels que soient les obstacles, quels que soient les délais, je poursuivrai mon idée avec ténacité et cela pour plusieurs raisons.

L'une d'entre elles est que je suis convaincu que l'Europe, si beaucoup à emprunter aux cultures et aux civilisations africaines. Il y a pour les mentalités européennes un grand enrichissement à attendre d'un échange confiant et assidu avec les mentalités africaines. L'Europe ira au déclin si elle continue à hésiter

entre le repliement ou la duplication du modèle américain, et si elle ne s'ouvre pas vers des continents « porteurs d'avenir » comme l'Afrique.

En effet, le dialogue euro-africain me paraît surtout être l'une des garanties les plus sûres de l'indépendance de l'Europe et de l'Afrique. Dans un monde où le risque de coagulation des affaires mondiales par les deux super-puissances est plus élevé que le risque de les voir se combattre par les armes, c'est l'une des rares échappatoires possibles à leur ambition de prendre « en tenaille » des continents médians comme les nôtres.

Il s'agit donc de l'indépendance de l'Europe et de l'indépendance de l'Afrique.

Qu'on comprenne bien que, en faisant ces propositions, je ne me prononce pas contre l'aide bilatérale, qui doit rester un moyen privilégié de la politique de solidarité entre la France et les pays d'Afrique francophone. Bien au contraire, je considère qu'elle doit avoir, et de loin, la priorité dans notre politique africaine. J'ajoute que cette coopération bilatérale ne doit pas se réduire à une politique de l'insouciance et du verbe. Il ne s'agit ni de rêver ni de proposer, il s'agit de créer et de construire. Or nous manquons à notre devoir en ne reculant pas rapidement une situation que seuls masquent les mois. Notre coopération s'est gravement dégradée dans les années récentes : en 1968, le budget du ministère de la coopération représentait 1,3 % du budget du pays. En 1977, il ne représente plus que 0,7 %. Le nombre global de nos coopérants a diminué de 25 %, le volume de nos investissements publics a chuté de 40 %. Nous devons réagir sans tarder : il faut doubler le budget de notre ministère de la coopération pour retrouver par là même le niveau qui fut le nôtre au temps du général de Gaulle.

C'est pour la France une question de fidélité non seulement à l'égard de l'Afrique mais aussi d'elle-même.

JACQUES CHIRAC.

COPENHAGUE
Shopping - Tour
8 au 11 juin
F. 770
(avion + hôtel)
DSS
CHEMINS DE FER DANOIS
142, rue des Capucines, 75002 PARIS
Téléphone 383.75.08
ou à votre agent de voyages

LE MONDE
pour chaque jour de la disposition
de ses locaux, ses bureaux
Annuaire immobilier
Vous y trouverez également
L'APPARTEMENT
de vos rêves.

Les Grandes Routes Aériennes
Europe - Algérie
103 Vols Par Semaine



Londres - Barcelone - Genève
Bruxelles - Alicante - Toulouse
Francfort - Rome - Palma - Nice
Madrid - Paris - Lyon - Marseille

Alger
Oran
Constantine
Annaba

Air Algérie

L'ORIENT JUSQU'A L'EXTREME.

Paris. Tokyo. Osaka en direct.

東京 大阪

Air France est la seule compagnie à vous offrir, en direct au départ de Paris, une nouvelle porte d'entrée au Japon : Osaka. Trois fois par semaine, un Boeing 747 vous y emmène sans que vous ayez à changer d'appareil. Pour arriver au Japon, c'est une bonne solution : l'aéroport est moins encombré et se situe à 14 km seulement d'Osaka. Si vous avez un peu de temps libre, les centres touristiques de Kyoto et Nara sont tout près.

Pour le Japon, Air France réserve aux hommes d'affaires deux services particuliers : le Japon Express une formule simple, pratique et intéressante et le Service Affaires, pour vous informer et vous aider sur place. Si vos affaires vous mènent au Japon, Air France vous ouvre 2 portes.

AIR FRANCE
Le Japon plus proche.

هكذا من الأهل

AFRIQUE

PROCHE-ORIENT

Ethiopie

Les maquisards érythréens affirment avoir repoussé les premières attaques des forces d'Addis-Abeba

Le déclenchement de l'offensive éthiopienne pour briser l'enceinte de la ville d'Asmara, capitale de l'Erythrée assiégée par les forces de libération, a été confirmé tant par le chef de l'Etat éthiopien, le lieutenant-colonel Mengistu, que par les différents fronts érythréens. Toutefois il est difficile de savoir ce qui se passe réellement sur le terrain, et les divers communiqués demeurent contradictoires. Les maquisards après avoir reconnu que les forces éthiopiennes avaient pour la première fois réussi à franchir leurs lignes, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest d'Asmara, affirment maintenant que les affrontements se déroulent dans le no man's land qui sépare les combattants.

L'agence de presse du Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.) a affirmé mercredi 16 mai que cette contre-offensive avait été repoussée. « Les Ethiopiens, pense-t-elle, n'ont pas pu pénétrer le front des forces encerclant Asmara ». A Rome, le porte-parole du F.L.E. et du Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) a déclaré qu'il s'agissait d'une véritable contre-offensive générale, mais a reconnu que la marine

et l'aviation éthiopiennes bombardent les localités proches d'Asmara et tentent par les maquisards. Un communiqué de F.L.E. diffusé à Nairobi jeudi 16 mai, déclare que « les raids aériens incessants ont causé d'importants dommages aux biens et aux vies humaines dans la population civile. L'ennemi a déclaré pour objectif de créer la panique afin de forcer la population civile à fuir les villages et les villes. » Il s'agit, poursuit ce communiqué, d'un « génocide ».

Selon les représentants érythréens au Kenya, la moitié de la garnison d'Asmara, soit vingt mille hommes appuyés par des blindés, participe aux opérations et les combats font rage. Des opérations seraient aussi menées dans les zones de montagne, entre Massawa et Assab. Enfin, il n'a pas été précisé cette fois-ci si des forces étrangères cubaines, soviétiques ou sud-soudanaises — qui avaient aidé l'armée éthiopienne à reprendre l'Ogaden à la Somalie — participent aux combats contre les Erythréens. Ceux-ci ont néanmoins affirmé à plusieurs reprises que la participation des troupes et des pilotes cubains ou sud-soudanais à cette campagne d'Erythrée « ne faisait pas de doute. » (U.P.I., A.P.)

Cameroun

Selon le « Quotidien de la Réunion »

DES FRANÇAIS AURAIENT PARTICIPE AU COUP D'ETAT DE MORONI

Notre correspondant à la Réunion nous indique que, selon le Quotidien de la Réunion (Journal d'information de la Réunion), des Français auraient participé au coup d'Etat de Moroni le 17 mai. Ce dernier aurait été évacué vers l'île de Mayotte.

A ce propos, le quotidien demande « les puteschistes sont arrivés par vote maritime. De quel pays ? On ne peut encore le dire. Peut-être y trouvaient-ils des renseignements notamment français. Or, c'est également avec l'aide de mercenaires français ou recrutés en France que les puteschistes du 3 août 1975 avaient renversé le pouvoir de M. Ahmed Abdallah. C'est à Paris que le président Abdallah a passé ses deux ans d'exil. Le rôle de la France, même s'il ne s'agit pas de la France officielle, n'est donc pas complètement écarté dans cette affaire ».

D'autre part, un cabinet restreint a été mis en place mercredi 17 mai à Moroni. M. Abdallah Mohamed, premier ministre, chef du gouvernement, est chargé par un décret publié mercredi 17 mai, des affaires sociales, de la justice, de l'économie, du commerce et des finances.

M. Abba Djoussouf, ministre d'Etat, est chargé de la défense nationale, de l'intérieur, des transports et des télécommunications.

Une ordonnance précédente a accordé les pleins pouvoirs à M. Mohamed, au chef de l'Etat chargé des affaires intérieures dans le gouvernement de M. Solli. D'autre part, le gouvernement a été allégué en vigueur que de 23 heures à 6 heures.

Israël

EQUIVALENT DE LA COUR DES COMPTES FRANÇAISE Le contrôleur d'Etat dénonce dans son rapport les carences et les gaspillages dans l'administration

De notre correspondant

Jérusalem. — Les jours durant, les Israéliens vont lire plus attentivement que jamais leurs journaux. Non pas tant pour s'informer des conséquences de la vente des P-15 à l'Arabie Saoudite ou pour s'informer de l'éventualité d'une reprise des pourparlers avec l'Égypte, mais pour suivre un singulier feuilleton : le rapport annuel du contrôleur d'Etat.

Pendant plus d'une semaine, la presse israélienne commente, en effet, le contenu de ce volumineux document de mille vingt pages. L'inspection du contrôleur d'Etat est comparable à celle de la Cour des comptes en France, mais son rapport est plus détaillé et plus vibrant. Le retentissement donné à ses conclusions n'a guère d'équivalent dans d'autres pays. La parution de ce dossier représente en Israël un événement national qui fait passer au second plan tout autre sujet d'actualité. Il s'agit d'un minuteur et ardu sésame de l'administration.

L'an dernier, par exemple, le contrôleur d'Etat avait dénoncé avec force « un gaspillage énorme » dans l'armée et l'absence de « vols » dans le moment où s'élevait à plusieurs millions de dollars les armées militaires. Le gouvernement travailliste et M. Simhon Peres, alors ministre de la Défense, avaient dû répondre de « désordres » devant la Knesset, subissant les attaques de l'opposition de droite animée par M. Begin. Les répercussions de cette affaire furent locales, et les négociations dans le cadre des élections législatives trois semaines plus tard.

Cette année, le jugement du contrôleur d'Etat était d'autant plus attendu qu'il s'agissait de son premier rapport après l'arrivée de M. Begin au pouvoir. Le contrôleur dénonce notamment les lacunes du ministère des Finances, accusé de déléguer ses pouvoirs aux banques et d'ignorer trop ce que l'Etat doit et ce qu'on lui doit à lui-même. Le rapport reproche à ce ministère d'avoir la fâcheuse tendance de reporter certains détails d'un budget sur l'autre. En outre, certaines catégories de contribuables sont purement et simplement oubliées (c'est le cas des Israéliens installés en Cisjordanie depuis 1967). Le contrôleur estime qu'avec une meilleure gestion des fonds de l'Etat il aurait été possible, par exemple d'augmenter de deux cent mille le nombre des nouveaux immigrants et surtout d'éviter le départ de cent mille Israéliens.

L'armée n'est pas épargnée. Les enquêteurs ont découvert que, malgré la fierté de Tzahal pour son système de mobilisation, il existe une unité de réservistes au moins qui ne peut être mobilisée : on a tout simplement oublié de prévoir pour elle les consignes de rassemblement et les points de regroupement en cas de guerre. Dans une brigade de blindés, sur dix-sept chars, six ont des moteurs défectueux et trois des mitrailleuses inutilisables. L'administration des Domaines est aussi visée : parmi les quatre cent mille personnes qui possèdent des terres domaniales près du quart ne paient pas de loyer. Ces heures locales ont été oubliées. On découvre, d'autre part, que cinquante mille Israéliens n'ont pas pu voter lors des dernières élections législatives. Le ministre de l'Intérieur ayant arrêté leur dossier parce que leur adresse était incomplète.

Le contrôleur d'Etat est un personnage un peu mythique. Aidé par quelque cinq cents experts-comptables, économistes et juristes, il mène ses enquêtes dans les livres de comptes, mais aussi « sur le tas ». Il peut tout vérifier jusque dans le moindre bureau, derrière le plus petit guichet. Ainsi mène-t-il actuellement une enquête sur les carences du service d'ordre, de la police et de l'armée, lors de l'attentat palestinien commis près de Tel-Aviv le 11 mars et qui a coûté la vie à trente-sept personnes. De même des investigations sont en cours sur la manière dont a été conduite l'intervention militaire israélienne au Sud-Liban.

Les pouvoirs et la compétence du contrôleur sont presque illimités. Depuis dix-sept ans, le grand inquisiteur des vices de l'appareil d'Etat est une personnalité pittoresque, M. Tzahak Nebenzahl, qui, pour donner la mesure de l'originalité de cette institution, garde son franc-parler : « Un gouvernement, c'est comme une automobile, a-t-il déclaré en août, le 15 mai, son rapport. Pour rouler, une voiture doit avoir quatre roues en bon état. Dans ce pays, il y a une roue défectueuse : c'est l'administration. Dans ces conditions, ajoute-t-il, le citoyen arabe ne peut pas obtenir le téléphone, voir sa belle cité devenir un bidonville et regarder passer la somnolente limousine du président du fisc tandis que lui-même attend l'arrivée d'un autobus sale et bondé ».

L'une des conclusions du rapport de M. Nebenzahl souligne cependant les limites de sa fonction : « Les précédentes recommandations du contrôleur ont été rarement suivies et appliquées. »

FRANCIS CORNU.

DIPLOMATIE

L'U.E.O. S'INTERESSE AU ROLE DE LA CHINE POUR LA SECURITE DE L'EUROPE

La commission des affaires générales de l'Assemblée de l'U.E.O. (U.E.O.), réunie mardi 16 mai à Paris, a adopté par 14 voix contre 3 un projet de recommandation présenté par son rapporteur, Sir Fredrick Bennet (conservateur britannique), sur les relations entre la Chine et l'Europe.

Le projet qui sera soumis à l'Assemblée du 22 juin recommande à l'U.E.O. « d'examiner avec attention le rôle que peut jouer la Chine à l'égard de la sécurité de l'Europe », d'étudier avec soin ses vues sur les « menaces pesant sur la paix », d'encourager le commerce avec la Chine et de considérer « avec faveur » ses demandes en matière de technologie industrielle.

Examinés le 2 avril, le rapport et le projet de recommandation n'avaient pas été adoptés, les parlementaires de gauche le jugeant trop vague. Depuis la recommandation a été révisée et le paragraphe préconisant « d'examiner dans son esprit objectif » les demandes de la Chine d'armements et d'équipements militaires conventionnels supprimé.

(1) L'Union européenne occidentale, seule organisation européenne occupant de détense, groupe l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, le Luxembourg et les Pays-Bas.

(2) L'U.R.S.S. et le désarmement. — M. Leonid Brejnev, annoncé mercredi soir 17 mai, à Krevlin, que « l'Union soviétique a décidé de signer le protocole du traité sur l'interdiction de l'arme nucléaire en Amérique latine ». Le chef de l'Etat soviétique a fait cette déclaration au cours du dîner offert au Kremlin à M. Jose Lopez Furedo, président des Etats-Unis du Mexique. Cet accord, dit accord de Tbilisso, qui porte sur la dénucléarisation de l'Amérique latine, n'avait jusqu'ici maintes fois été signé par l'U.R.S.S., Cuba et l'Argentine. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

DES ETUDIANTS AURAIENT ETÉ TUÉS, mercredi 17 mai, au cours de manifestations et de pillages, qui dans plusieurs villes du pays ont précédé les élections de dimanche. Des heures de six cent mille employés du secteur public. A Bogota plus de cent personnes ont été arrêtées à la suite de ces affrontements et quatre jeunes gens ont été jugés par un conseil de guerre. — (A.P.)

Egypte

UN DEPUTE DE LA GAUCHE EGYPTIENNE, M. Aboul Seif El Bahri, membre du « Rassemblement progressiste national », a été arrêté, mardi 16 mai, à Alexandrie, à la suite d'une manifestation demandant le changement du régime. Indique le quotidien Al Ahras, jeudi, M. El Bahri a été arrêté avec d'autres manifestants dans le quartier de Gouzzak, où devait avoir lieu, mercredi, une consultation électorale destinée à pourvoir

au siège, laissé vacant par le cheikh Achour, député radicale (droite) exclu de l'Assemblée du peuple. (1) Monde du 18 mai. D'autre part, les autorités égyptiennes ont empêché la parution de l'hebdomadaire de gauche Al Ahras, qui avait mené une campagne contre la politique du gouvernement. — (A.F.P., Reuters.)

Haute-Volta

LE GENERAL SANGOULE LAMIZANA, chef d'Etat voltaïque, qui a été mis en ballottage lors du premier tour de l'élection présidentielle, affrontera M. Macaire Ouédraogo, le 23 mai prochain, lors du second tour. Au premier tour de scrutin, le général Lamizana avait obtenu 425 593 voix et M. Macaire Ouédraogo, celui de ses concurrents qui le suivait le plus près, a obtenu 244 465 voix.

Mauritanie

M. MOUKHAR OULD DADIAH, chef de l'Etat mauritanien, a indiqué, jeudi 18 mai, que le

Koweït, où il vient d'effectuer un voyage, avait décidé de participer au capital de la Société nationale industrielle et minière (SNIM), entreprise d'Etat créée en 1972 pour contrôler l'exploitation du minerai de fer, principale exportation du pays, et récemment transformée en société d'économie mixte. Cette prise de participation intervient après celle de la Libye, annoncée il y a quelques semaines, et de deux organismes arabes : la Banque islamique et l'Arab Mining Co., dont les sièges se trouvent respectivement à Djeddah (Arabie Saoudite) et Amman (Jordanie). — (A.F.P.)

Pérou

L'ARMEE EST INTERVENUE pour maintenir l'ordre dans les villes de Cuzco et Arequipa où, mercredi 17 mai, se poursuivaient les grèves et les manifestations de protestation contre les hausses de prix des produits de première nécessité. (A.F.P.)

● L'armée israélienne a annoncé mercredi 17 mai que plusieurs dizaines de fedayin palestiniens, organisés en douze cellules, avaient été arrêtés ces derniers temps sur la rive occidentale du Jourdain. Ces cellules avaient été mises en place par les organisations du Fatah et le Front démocratique de libération de la Palestine. Deux des cellules du Fatah seraient responsables de l'explosion qui fit deux morts dans un autobus à Jérusalem, en février dernier, et de celle qui entraîna la mort de deux touristes ouest-allemands dans un autocar à Naplouze, le 26 avril. — (Reuters.)

● Un nouvel incident a mis aux prises, mardi 16 mai, dans la région de Tyr des militaires français de la force interarmées des Nations unies au Liban (FINUL) et des commandos palestiniens. Selon un officier français, un fedayin a été blessé et deux autres Palestiniens se sont rendus aux « casques bleus » français. — (Reuters.)

● Le dispensaire de Médecins sans frontières délivrant une médecine gratuite à destination des populations chères pauvres du Sud-Liban et des Palestiniens a été inauguré le samedi 13 mai à Tyr.

23 MAI: VARIG OUVRE LA ROUTE DIRECTE PARIS-BAHIA.



Salvador de Bahia, 1^{re} capitale du Brésil, est aujourd'hui avec ses églises baroques couvertes d'or et ses 40 km de plages, l'une des plus fabuleuses cités d'Amérique du Sud.

Désormais, VARIG vous propose, pour vous y rendre :

- tous les mardis, 1 vol direct de Paris

- tous les autres jours, des vols avec correspondance.

et aussi : Paris-Bahia, tous les jeudis, avec correspondance immédiate pour Manaus ;

Paris-São Paulo, 5 vols directs par semaine, en DC 10 ou en Boeing 707, avec correspondance immédiate pour Buenos Aires, Bariloche, Montevideo, Santiago du Chili et La Paz de Bolivie.

VARIG

Compagnie Brésilienne

Paris - 12, rue Anber
 Nice - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V
 Strasbourg - Tél. 60.15.38



AMÉRIQUES

ÉCHEC AU COUP D'ÉTAT EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Les forces armées accepteront-elles la victoire du candidat de la gauche à l'élection présidentielle ?

Saint-Domingue. — Après dix-huit heures du scrutin le plus absolu de la part du gouvernement et des autorités dominicaines, un communiqué, diffusé sur les antennes de la radio et de la télévision, a annoncé, dans la soirée du mercredi 17 mai, que le comité chargé de coordonner et de superviser le déroulement des élections générales du 16 mai (« Junta Central Electoral ») se préparait à reprendre le dépouillement des votes interrompu au cours de la nuit de mardi à mercredi, intervenant quelques instants plus tard, un commentateur, proche du gouvernement, accusait d'« irresponsabilité » le comité de coordination électoral qui n'avait pas, selon lui, « donné d'informations à la population ».

A 4 heures, mercredi, l'annonce des résultats de la consultation avait été suspendue après une intervention des forces de police au siège du comité de coordination électoral.

M. Antonio Guzman pour le Parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.) s'annonçait très étonné.

Bien qu'aucun incident grave n'ait été signalé, la tension avait sensiblement augmenté dans l'après-midi : magasins et bureaux sont fermés et, dès la mi-journée, les rues de la capitale étaient désertes, malgré la démission du ministre de la défense, M. Juan René Beauchamps, selon lequel les forces armées n'avaient pas pris le pouvoir en République dominicaine.

La manifestation, organisée par une partie des forces armées devant le quartier général de la police, célébrant le « victoire » du président Balaguer et l'« enterrement » de Guzman, n'avait pas, il est vrai, contribué à apaiser les esprits.

Selon M. Salvador Jorge Blanco, président du P.R.D., principale formation de l'opposition, celle-ci aurait obtenu plus d'un million de suffrages, battant très nettement le Parti réformiste (P.R.) au pouvoir, qui n'aurait recueilli que 700 000 votes environ. Ces chiffres officiels, confirmant la tendance qui se dessinait au moment même de l'intervention de la police au siège du comité de coordination électoral, d'après des résultats partiels dans la capitale, le P.R. avait recueilli 58 700 voix contre 59 811 au P.R.D. En outre, le P.R.D. semblait s'acheminer vers la victoire même dans certains bastions du Parti réformiste comme Santiago, seconde ville du pays.

Selon certaines informations, deux

membres du comité de coordination électoral auraient disparu. M. Antonio Guzman, candidat du P.R.O. à la présidence, nous a indiqué qu'aucun membre de cette formation n'avait été emprisonné ou maltraité.

Francisco Peña Gómez est à Saint-Domingue depuis qu'il a pris un autre membre du P.R.O., démissionnaire des fonctions les plus importantes au sein de l'homme le plus populaire du parti. Le comité exécutif du P.R.D. s'est réuni à ses adhérents et sympathisants, dont plusieurs dizaines occupent une permanence au siège du parti, de rester « calmes et sereins ».

Une guerre civile il y a treize ans...

« La situation est extrêmement grave, nous le déclarons », déclare M. Emilio Ludovino Fernández, directeur du département des affaires étrangères du parti, car on est en train de jouer avec le volonte du peuple. Pour des raisons moins importantes, le pays a connu une guerre civile il y a treize ans. Sans vouloir établir de parallèles entre les deux situations, je peux vous affirmer que le peuple dominicain ne peut pas attendre ses droits.

L'annonce de la reprise des opérations de dépouillement aura quelque peu contribué à dédramatiser l'atmosphère. La présence d'observateurs étrangers et d'une mission de l'inter-

nationaliste socialiste, ainsi que d'une délégation de l'Organisation des Etats américains, qui s'en est donné à cœur joie, ont sans doute aidé à limiter la crise.

En tout état de cause, la surprise causée par les événements aura certainement été plus grande à l'étranger qu'en République dominicaine. L'arrivée de l'ancien fait mystère de son soutien au président Balaguer, et l'éventualité d'une intervention militaire dans le processus électoral, en cas de difficulté du candidat du parti réformiste, était considérée comme un « quasi-critère ».

MARIE-CLAUDE CÉLESTE

M. François Mitterrand a pris position mercredi 17 mai, en adressant au président de la République une lettre dans laquelle il a été communiqué à M. René Waldinger, secrétaire général des Nations unies. Le premier secrétaire du parti socialiste indique que, « l'informel de l'interdiction de l'implication du P.R. dans le processus électoral », « l'implication du P.R. dans le processus électoral », « l'implication du P.R. dans le processus électoral », « l'implication du P.R. dans le processus électoral ».

« Le parti socialiste réaffirme avec force la nécessité que le déroulement complet et régulier du processus électoral soit respecté et que ses résultats soient acceptés par tous », conclut le télégramme.

DE TRUJILLO A M. BALAGUER

L'assassinat, en 1961, du dictateur Rafael Trujillo par un commando affilié à la C.I.A. a marqué le début d'une période d'agitation en République dominicaine. En septembre 1961, le gouvernement de Juan Bosch, alors dirigeant du parti révolutionnaire, de tendance gauche libérale, était renversé par un coup d'état. Ce fut suivi d'un soulèvement civil et militaire dont le but était le rétablissement du gouvernement constitutionnel de Juan Bosch tenu en exil à la suite d'une intervention militaire américaine massive. En 1966, le Dr Balaguer, ancien candidat et ministre de Trujillo, était élu à la présidence de la République. Il a exercé le pouvoir au cours des douze dernières années.

ÉTATS-UNIS

DANS SES « MÉMOIRES »

M. Nixon fait un autoportrait d'homme d'Etat impitoyable

Washington. — Si certains jugent excessifs les droits d'auteur — non officiellement révélés, mais estimés à 2 millions de dollars — créés pour Nixon pour ses « Mémoires », il faut bien reconnaître que l'ancien président n'a pas ménagé sa peine. Les sept extraits publiés auparavant par la presse ne donnaient qu'une faible idée de l'énorme volume (plus de 1 100 pages) qui vient de sortir en librairie. Bourrés de citations, de notes et de documents jusqu'à paraître confusément entrecoupés, ils sont cependant intéressants d'une longue carrière politique dont tous les principaux épisodes sont abondamment décrits.

De notre correspondant

sonnel les Mémoires de Richard Nixon sont surtout une source précieuse pour les historiens. Même si, comme dans tous les exercices de ce genre, l'auteur cherche à se défendre et à se justifier, l'histoire du Watergate a été présentée en priorité (le Monde du 14 mai). Les journaux de la période des journaux, mais ce n'est pas le seul chapitre intéressant d'une longue carrière politique dont tous les principaux épisodes sont abondamment décrits.

pour moi ce qu'il devra dire à la fois de son rôle et de son rôle.

Dans les rares cas où M. Nixon se reproche quelque chose, c'est généralement de ne pas avoir été assez ferme. Ainsi, il regrette à propos de l'invasion du Cambodge en 1970, est de n'avoir pas lancé en même temps des bombes atomiques contre le Vietnam du Nord. A un autre endroit, l'auteur se demande comment l'histoire aurait évolué s'il avait été président en 1960 et non pas Kennedy, et nous aurons tout l'après de la bataille des Cochons de manière très différente et nous aurions probablement vu Cuba devenir un pays libre.

La haine du clan Kennedy

de ce propos, l'ancien président ne cache pas sa haine de Kennedy et son « clan » qui lui a fait perdre son poste de vice-président en 1960, et une fois au pouvoir, a tenté de le faire renverser. M. Nixon ne se cache pas de le dire.

BRÉSIL

Le gouvernement prépare des réformes libérales

L'acte institutionnel qui confère au président des pouvoirs d'exception va être supprimé

Brasilia. — L'acte institutionnel numéro 5, qui donne depuis dix ans au président de la République des pouvoirs d'exception permanents (1), va être supprimé. L'indépendance du pouvoir judiciaire sera reconnue, avec la garantie d'immunité pour les juges. Les abus commis par le régime militaire ont été révisés. La loi de sécurité nationale, les limitations aux activités des organisations étudiantes vont être réexaminées. Confronté à une crise politique et militaire, le général Geisel a lancé sa contre-offensive.

Un personnage décidé

En politique étrangère, les passages les plus caractéristiques sont ceux de son mandat de président de la République, notamment lors des négociations sur le Vietnam en 1972. On y redécouvre un personnage encore plus décidé que celui que nous avons décrit, mais avec un caractère plus affirmé.

Thierry Malinik

Mais le président Geisel doit aussi tenir compte des éléments « durs » dans l'armée qui ne veulent dans toute l'activité politique de l'opposition qu'« agitation » et « manœuvres de subversion ». Inquiets devant le climat d'effervescence politique croissante, hostiles aux réformes, ils font pression sur la présidence par l'intermédiaire des ministres des trois armées. Dans le passé, en période de crise, les secteurs « durs » ont toujours eu le dernier mot.

THIERRY MALINIK.

(1) L'acte constitutionnel n° 5 a été promulgué, notamment dans les milieux gouvernementaux brésiliens, à l'article 16 de la Constitution française, qui définit pourtant des pouvoirs à caractère temporaire.

ASIE

Chine

Huit jours après l'incident frontalier sur la rivière Oussouri Pékin réagit avec modération aux « regrets » exprimés par Moscou

Huit jours après l'incident frontalier sino-soviétique, l'agence Tass a accusé mercredi 17 mai le China d'« expansionnisme » et de « bellicisme », et de vouloir « justifier » par une « maxime marxiste soviétique » sa volonté « d'établir son hégémonie de grande puissance en Asie d'abord, et ensuite dans le monde entier ». Selon l'agence, les dépenses militaires chinoises « dépassent 40 % des dépenses de l'Etat ». Pékin, affirme Tass, « récemment acheté en France - un important contingent de missiles anti-chars et sa propose d'acheter la licence de fabrication d'avions de combat Miraga ».

De notre correspondant

Pékin. — La réponse officielle chinoise aux « regrets » soviétiques exprimés à propos de l'incident frontalier du 9 mai, transmises sous forme de note verbale, mercredi 17 mai à l'ambassade d'U.R.S.S. à Pékin, est d'un ton inhabituel. Certes, Pékin reprend certains des termes employés dans sa première protestation du 11 mai et soutient la thèse d'une « provocation militaire organisée par la partie soviétique ». Mais pouvait-on moins faire à Pékin sans peine de se déchaîner gravement à quelques jours d'intervalle ? La Chine maintient, d'autre part, que des civils ont été blessés par le tir des Soviétiques et affirme en détenir des preuves. Il s'agit de l'accusation la plus grave portée contre l'U.R.S.S. On peut s'étonner qu'elle ne soit mentionnée au dernier point de la note.

Pour le reste, la controverse entre les deux parties porte sur des points de détail : heure exacte de l'incident, conditions de visibilité, topographie des lieux (...). Pékin se permet même un brin d'humour pour demander, au cas où, l'homme l'homme l'U.R.S.S., les ambassadeurs militaires soviétiques n'auraient-ils pas pénétré dans les eaux territoriales chinoises, et la personnel qu'elles transportaient « avait des ailes » pour atteindre la rive.

Tout cela donne l'impression d'une acrimonie très mesurée. Si on se souvient des échanges extrêmement durs et violents auxquels donnèrent lieu de précédents incidents, on ne peut qu'être frappé par la modération dont Pékin fait preuve aujourd'hui. Sous réserve de la « réponse officielle » que la R.P.C. déclare encore attendre de Moscou, les échanges diplomatiques entre les deux pays dénotent dans cette circonstance d'une rationalité, d'une réserve de part et d'autre qui étaient loin de caractériser leurs rapports depuis dix ans.

Rien n'indique que ce comportement réciproque soit révélateur d'un changement sur le fond dans les relations sino-soviétiques. On y verrait plutôt le signe d'un changement de style, d'ailleurs inauguré il y a six mois par la présence du ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, à la réception organisée par l'ambassade d'U.R.S.S. à Pékin pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

A. J.

Recevant une délégation commerciale indonésienne

Pékin cherche à rétablir des relations diplomatiques avec Djakarta

De notre correspondant

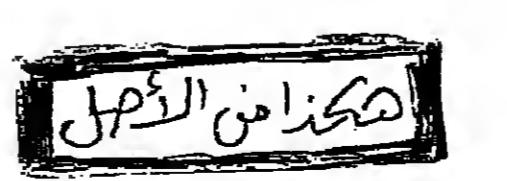
Pékin. — Une délégation de la chambre de commerce et d'industrie indonésienne se trouve actuellement à Pékin où elle a été reçue, dimanche 16 mai, par M. Chen Méi-lun, vice-premier ministre, membre suppléant du bureau politique du P.C. après s'être entretenue la veille avec le ministre chinois du commerce extérieur, Li Chiang. Ces rencontres à un niveau sans précédent depuis onze ans pour des Indonésiens constituent le premier épisode dans une série de développements contradictoires qui ont récemment marqué les relations sino-indonésiennes. Comme avec les autres pays de l'ASEAN, Pékin cherche depuis longtemps déjà à rétablir avec Djakarta des relations diplomatiques normales, suspendues depuis 1967. On demandait, par exemple, de la Thaïlande, de la Malaisie et des Philippines l'essentiel des échanges commerciaux entre ces deux pays — caoutchouc indonésien contre conserves alimentaires et jouets chinois, notamment — passe par Hongkong.

Assurément, des possibilités beaucoup plus larges s'ouvrent dans ce domaine. L'essentiel toutefois réside dans le problème des relations politiques. Côté indonésien, on paraît particulièrement préoccupé par la question des Chinois résidents en Indonésie, environ trois millions en tout, dont près d'un million ayant la qualité de citoyens de la République indonésienne, ce qui constitue une importante partie de l'économie du pays. C'est un point capital sur lequel les hommes d'affaires indonésiens s'accrochent et Pékin seront très certainement priés de transmettre des assurances à Djakarta. Le plus intéressant de l'affaire est, qu'en dépit de profonds différends idéologiques qu'on s'applique même à souligner de part et d'autre, des pas concrets continuent d'être franchis sur la voie de la normalisation. La diplomatie thaïlandaise, fortement expérimentée en la matière, jouerait, dit-on, son rôle dans ces efforts de rapprochement.

A. J.

Préparation aux Ecoles Nationales Vétérinaires

Enseignement Privé secondaire et supérieur
13, rue Jussieu - 75005 Paris
NADAUD Enseignement 707.13.38 et 337.71.16 +



Chine: la révolution rectifiée

II — La lutte entre deux lignes

De notre correspondant ALAIN JACOB

Après avoir, dans un premier article (« Le Monde » du 18 mai 1978), décrit la disparition des idéologues au profit des pragmatiques, notre correspondant analyse les luttes de tendances qui continuent de secouer le P.C. chinois.

Pékin. — Les efforts de remise en ordre et de rénovation déployés par la nouvelle direction chinoise se heurtent à plusieurs sortes de résistances. Il en résulte une réalité politique beaucoup plus complexe que na le présentent la plupart des discours officiels et qui explique les tensions sensibles au sommet du régime.

Toutes les décisions de la nouvelle équipe dirigeante, ne sont pas accueillies à la base avec un enthousiasme unanime. Avant même, par exemple, que le décret ne devienne public, par voie de journaux muraux à l'université de Pékin (Le Monde du 24 mars 1978), on savait qu'une partie des étudiants et un certain nombre d'enseignants de la nouvelle génération critiquaient divers aspects de la réforme entreprise dans l'école. D'une part parce que celle-ci diminue les chances des enfants et jeunes gens aux origines les plus modestes (qui avaient au contraire été avantagés depuis la révolution culturelle), d'autre part parce que le rétablissement des examens et des méthodes de contrôle des études, la réouverture

d'écoles pilotes destinées à de petites élites, le rétablissement de filières de grandes dans les facultés, se font souvent dans un esprit de restauration d'un passé qui n'était pas idéal et dont tout le monde n'a pas gardé le meilleur souvenir.

Des manifestations de mécontentement ont-elles eu lieu dans d'autres secteurs ? Il est très difficile, faute d'informations complètes, d'apprécier la qualité de l'ordre qui règne effectivement dans le pays. Sans aucun doute, il n'est plus question de troubles du genre de ceux qui agitaient l'année 1976. Mais, il est aussi vrai qu'il n'y a plus d'incidents ? Les sanctions dont on entend parler font au moins penser qu'il ne peuvent être réduits par les seuls moyens de la critique et de la persuasion : condamnations à la peine capitale dans plusieurs villes, et notamment en janvier dernier à Hangchow, arrestations par exemple dans le Setchouan au février et à Lata (Liaoning) en mars. Il ne saurait s'agir dans chaque cas de criminels de droit commun, mais des personnages arrêtés étaient expressément accusés d'être « actifs contre-révolutionnaires », « chefs de file de la bande des quatre ». Qu'ils viennent seulement d'être appréhendés ou qu'ils aient été arrêtés avant pas cessé leurs activités de la crise d'octobre.

Inertie, résistances...

D'une manière générale, bon nombre de transformations entreprises se heurtent à des résistances, par inertie. Phénomène naturel dans une société où les comportements humains n'évoluent pas au gré des mots d'ordre, surtout quand ceux-ci changent un peu trop vite. Dans les campagnes comme dans les usines, les cadres locaux se voient constamment pressés de montrer plus d'énergie dans la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail et de gestion. Il est à craindre toutefois qu'avec la meilleure volonté du monde, on ne parvienne que lentement à modifier la mentalité des paysans et des ouvriers dont ils ont la responsabilité. Les principes de la « ligne de masse » leur interdisent d'ailleurs toute brusquerie.

Mais l'inertie est souvent un phénomène plus politique que sociologique. Un an et demi après la chute de la « bande des quatre », la presse dénonce à nouveau quotidiennement non seulement ceux qui furent avec elle, mais ceux qui « exécutèrent leurs propres responsabilités » et « cherchèrent à protéger leurs copains », mais encore ceux qui, résistants à l'égard de la révolution culturelle, « trop à gauche que trop à droite ». Crainte des lendemains et d'un possible retour de bâton ? C'est une préoccupation qui explique par exemple les gens qui, depuis 1977, ont connu des mésaventures diverses et jugent prudent de ne s'associer qu'avec réserve aux orientations les plus récentes. Mais le maréchal Yeh Chien-ying, à la tribune du onzième congrès rappelle que, sur les trente-cinq millions de membres que compte le P.C. chinois, « près de la moitié » y ont adhéré depuis la révolution culturelle, dont sept millions depuis le dixième congrès, en 1973. On ne saurait s'attendre que ce vaste contingent de militants formés pendant des années dans un milieu idéologique où le « groupe de Changhaï » a exercé une influence pilote accomplisse sans hésitations ni murmures un tour-

nant à 180 degrés et ne soit pas tenté de freiner, lorsqu'il le peut, certaines des opérations de « restaurations » qui lui paraissent excessives.

Le 23 mars encore, le Quotidien du peuple évoquait expressément les cas de « résistances à la ligne du dixième congrès ». Un exemple parmi d'autres de ce freinage concerne la politique des réhabilitations. Des consignes répétées ont été données pour que les dossiers de cadres inquiétés depuis la révolution culturelle soient examinés et que les intéressés soient critiqués, mais ne puissent reprendre leur travail. Cette liquidation du passé ne se déroule pas sans difficultés, et l'on nous le dit le cas d'un établissement pékinois qui compte encore cinquante détenus — dont certains depuis plus de huit ans — sur un effectif total d'environ 800 mille personnes.

Peu de secteurs de la vie politique échappent à ce phénomène et de multiples indices montrent que l'année « six-neuf » n'est pas exempte. Dans un article diffusé le 24 février par Radio Pékin, le « groupe théorique » de la rédaction centrale observait que, depuis 1976, « certains problèmes non seulement n'ont pas cessé d'exister dans l'armée, mais encore sont, à divers degrés, devenus plus graves ». C'est sur ce fond de tableaux que des tendances différentes s'opposent et se manifestent au sommet et à la base. Le problème de la réhabilitation est l'un de ceux sur lesquels les divergences sont le plus évidentes. Les discours en discussion depuis le dixième congrès, le président Hua Guo-feng ne cesse de répéter que l'opération d'assainissement du rangs du parti peut être comparée comme « pratiquée » à la libération. A la différence de celles de ce quotidien, auquel les étrangers n'ont pas accès, les critiques contre l'auteur sont, à présent, publiées dans des revues accessibles à tous.

Des écrivains demandent la «réhabilitation» de l'amour dans la littérature

Pékin (A.F.P.). — Des écrivains chinois, mentionnant l'existence d'une littérature pornographique clandestine en Chine au temps de la « bande des quatre », ont demandé la « réhabilitation » de l'amour dans la littérature pour mettre fin à ce phénomène.

Radio-Canton a rendu compte, le 17 mai, d'un forum de l'Association provinciale des écrivains au cours duquel la veuve de Mao, Mme Chiang Ching, a été accusée d'avoir organisé la circulation clandestine de « manuscrits pornographiques » à l'époque de la « bande des quatre ».

L'existence d'une littérature érotique clandestine en Chine populaire, interdite après l'accession des communistes au pouvoir, n'avait jusqu'à présent jamais été évoquée officiellement.

Les écrivains de la province du Kwangtung (sud de la Chine) ont appelé leurs collègues « progressistes et révolutionnaires » à donner une « description correcte de la relation amoureuse ».

Le relâchement de la pression idéologique après le limogeage des « quatre » a tout cela permis la réapparition théâtrale, dans le domaine public, de romans clas-

siques chinois, dont le genre amoureux n'est pas entièrement masqué par l'analyse de classe.

D'autre part, un écrivain vogue à l'apogée de la « bande des quatre », Hao Jan, l'objet d'une campagne de critiques dans la presse chinoise. Des commentaires contre son œuvre sont parus dans les différents numéros des revues Littérature du peuple et Littérature de Changhaï. Hao Jan avait déjà été critiqué à la mi-février par le Quotidien de l'Armée de libération. A la différence de celles de ce quotidien, auquel les étrangers n'ont pas accès, les critiques contre l'auteur sont, à présent, publiées dans des revues accessibles à tous.

Hao Jan est accusé d'avoir « pavé le chemin » de la prise du pouvoir par les « quatre » et d'avoir « cherché les louanges » de la veuve de Mao. Son roman, Les Enfants des Haisia, écrit après l'affrontement entre l'armée chinoise et les forces vietnamiennes de Saïgon, en janvier 1974, sur les pas Haisia (Parasol), n'attestait pas le niveau des romans de popularité érotique. (Robinson Crusoe vient, en revanche, d'être réédité en traduction chinoise.)

page — dans laquelle le nouveau chef du département politique général de l'armée, M. Wei Kuo-ching, le seconde sans doute activement. La sécheresse d'action du dynamisme vice-premier ministre se distingue assez clairement avec une année de recul.

Le premier rendez-vous décisif a lieu en mars 1977 : on y décide d'une part, les conditions de la campagne de « réhabilitation » des cadres, M. Teng Hsiao-ping reprendra ses fonctions ; d'autre part, les grandes lignes de l'opération d'épuration à laquelle convient de procéder. Cette dernière est officiellement « arrêtée », l'annonce du vice-premier ministre est déjà très ancienne, c'est à dire qu'il exige des actes. Un premier compromis est réalisé sur celui qui tomberont et celles qui resteront. Il devrait servir de base à la préparation du congrès en parti, dont on apprend qu'il se tiendra avant la fin de l'année.

En juillet, le plénum du comité central décrète le rétablissement de M. Teng Hsiao-ping dans tous ses pouvoirs, le décharge pratiquement des « erreurs » qui lui étaient reprochées quatre mois plus tôt (en particulier en ce qui concerne son interprétation des directives du président Mao sur la ligne de classe et le développement de l'économie nationale) et lui fait reprendre le XI^e congrès dans l'attente officielle, au mois d'août, M. Teng Hsiao-ping aurait fait savoir que les décisions qui ont été prises à cet égard étaient sujettes à de multiples réserves. On s'en rendit compte un peu plus tard lorsque des personnes qui venaient d'être réhabilitées au congrès perdirent leurs fonctions.

Octobre 1977 : nouvelle réunion

Le compromis d'octobre

Tout se passe comme si chaque compromis auquel on était parvenu parvenait à être rapidement remis en cause par un homme pour qui on ne va jamais ni assez vite ni assez loin. Il va de soi que l'offensive se développe aussi bien sur le plan des principes que sur celui des personnes. Au mai 1977, par exemple, la notion de primes et de « stimulants matériels » est encore qualifiée de « révisionniste ». En novembre, elle fait partie du « système socialiste de réparations » selon le travail et le mérite. D'autres points restent en discussion sur lesquels tout le monde n'a visiblement pas les mêmes idées. A l'initiative et au professionnalisme que prône sans

diverses personnalités, dont les premiers secrétaires du parti dans les provinces où se posent encore des problèmes. Cette réunion est précédée, à Canton, d'une conférence des principaux chefs militaires, qui sont informés à l'avance des décisions sur le point d'être prises et peints de 57 contours. Il s'agit d'un nouveau compromis. C'est à cette époque que sont arrêtées les principales mesures qui seront annoncées au cours de la session de l'Assemblée nationale populaire, ainsi que diverses nominations, désignations et « rétroactions ». Les résultats apparaîtront dans les mois qui suivent avec le remplacement du chef du département d'organisation du comité central — qui a la haute main sur les mouvements de personnes dans l'appareil du parti, — diverses promotions à la propagande, la chute du premier secrétaire du Hainan (gouverneur depuis moins d'un an, aujourd'hui rétroactivement critiqué), la nouvelle enfin — que deux des membres du bureau politique perdent leur « base » de pouvoir : M. Saïfudin à la tête du comité du parti du Sinkiang et le général Chen Hsi-lin à la tête de la région militaire de Pékin.

Rien n'est pour autant définitif, car moins de quinze jours après la session de l'Assemblée nationale populaire — dont on aurait pu penser qu'elle annonçait une phase nouvelle de stabilité et d'unité — le Quotidien du peuple republiait le 30 mars à l'attaque, dénonçant la présence « d'équipes dirigées par des éléments révisionnistes » et réclamaient la « réforme complète » des équipes en question.

réserve M. Teng Hsiao-ping dans son discours à la récente conférence sur les sciences, résumant des propos de M. Hua Guo-feng à la fois plus populaires et plus équilibrés quant aux rapports entre le travail scientifique et la formation politique. Le Quotidien du peuple — qui n'est actuellement l'organe d'aucune tendance exclusive — reprend peu après un thème voisin, citant des paroles de Mao Tse-toung en 1957 sur la nécessité préalable des « politiques », c'est-à-dire des réformes dans le parti sur les spécialistes. Le Quotidien ajoute le journal, écrit et dicté sur l'encre, mais non également révisé par l'exercice de la « direction sur

d'autres domaines. Voilà une vérité fondamentale du marxisme-léninisme ».

Autre exemple de décalage : au mois de décembre, le vice-premier ministre, M. Li Hsiang-nien, annonce que la Chine souhaite acheter au Japon une usine d'une capacité annuelle de 6 millions de tonnes. Un peu plus tard,

le bruit court que l'aéroport en question sera construite à Changhaï. Le 26 février, devant l'Assemblée, le président Hua Guo-feng éprouve le besoin de préciser qu'on devra ériger dans la mesure du possible, d'implanter les nouveaux projets industriels dans les grandes villes déjà surchargées.

L'alliance de la « gauche » et du centre

Qui l'emporte ? On se ferait une fautive idée de la situation politique en imaginant qu'elle est dominée par la rivalité entre deux hommes, M. Hua Guo-feng et M. Teng Hsiao-ping. Ne dit-on pas et n'est-il pas vrai, dans une large mesure, que l'un et l'autre concourent aux mêmes objectifs de « décollage » de l'économie nationale ? Ce qui est vrai, en revanche, et que personne ne conteste, y compris parmi les rares interlocuteurs chinois avec qui l'on peut s'entretenir de ce sujet, c'est que le dynamisme du vice-premier ministre, homme pressé, le conduit à imposer des décisions avec une agressivité qui suscite elle-même des réactions antagonistes et des résistances jusqu'au plus haut niveau.

L'impression qui s'est dégagée de la session de l'Assemblée nationale populaire est que l'influence de M. Teng Hsiao-ping a considérablement été « contenue » par une majorité des membres du bureau politique dans laquelle se sont retrouvés des hommes aussi divers que M. Wang Tsoung-ling, grand maître des services de sécurité et certainement l'homme qui, parmi les dirigeants actuels, a été le plus proche de Mao Tse-toung, et le vénérable et respecté maréchal Yeh Chien-ying. En bref, M. Teng Hsiao-ping se serait heurté à une alliance de la « gauche » et du centre.

Est-ce vraiment un fait nouveau ? Quand on y regarde de près on s'aperçoit que l'épuration, en dépit des appels à la vigilance, diminue considérablement d'ampleur au fur et à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie. Elle a été très sévère au niveau des vice-présidents des comités révolutionnaires dans les provinces — dont un quart à peine sur un total de trois cent quatre-vingts ont survécu à leur poste depuis 1976 — et sans doute à celui des membres des comités provinciaux du parti (dont on ne connaît que des listes incomplètes). Sur quarante premiers secrétaires du parti dans les provinces et commandants de régions militaires, une demi-douzaine à peine ont eu revanches depuis de la vie politique. Au niveau du bureau politique proprement dit, à part les « quatre » eux-mêmes, une seule personne, Mme Wu Kuo-hsien, a été « éliminée ». Des

personnages comme le maître de Pékin, M. Wu Teh, les généraux Li Teh-sheng et Chen Hsi-lin, l'ancien premier secrétaire du Sinkiang, M. Saïfudin, notamment critiqués à un moment ou à un autre, ont pour leur part conservé leurs sièges.

Cela prouve seulement qu'il existe dans le P.C. une puissance de l'appareil contre laquelle les offensives les plus déterminées s'essouffent. Ce qui est vrai pour les vivants l'est d'ailleurs aussi pour les morts, et une récente tentative pour assimiler à la « bande des quatre » le nom de Kang Sheng, décedé en décembre 1976, mais personnage-clé des derniers épisodes de l'histoire politique chinoise, s'est éteinte sans bruit dans la désapprobation générale. « Dixit » ce traitement ? Heure, nous confiant un ami pourtant peu suspect de sympathies « gauchistes », de faire le procès des « disparus ».

Tout l'art de M. Hua Guo-feng — dont l'expérience en ce domaine fait penser à celle de M. Brejnev en U.R.S.S. — y a quelques années — a été de se tenir avec une application constante et méticuleuse au plus près du centre de gravité du système. Partant en septembre 1976 d'un capital politique fort mince — une phrase discutable de Mao Tse-toung le désignant comme son successeur et son rôle dans l'arrestation des « quatre » — il a su se faire confirmer des pouvoirs qui, pour n'être pas exercés sans partage, n'en sont pas moins considérables entre les mains d'un seul homme. Il n'a plus rien aujourd'hui d'un Malenkov, auquel on eut tort de le comparer à l'origine, et sa réussite majeure est d'avoir su s'identifier à cette stabilité à laquelle le corps politique aspire probablement avant tout. Aussi bien parlait-on, au lendemain de la session de l'Assemblée, de la mise en place du « système Hua ».

Serait-il pensable d'ailleurs que, sans la stabilité intérieure, la République populaire se permette les initiatives qui annoncent une ère nouvelle dans sa politique extérieure ?

Prochain article : UNE NOUVELLE PUISSANCE

Echangerais ennuyeuse semaine de travail à venir contre petit tournoi de tennis très sympathique.



هكذا في الشهر

EUROPE

Espagne

Élections sénatoriales partielles.

Progrès des communistes et de la droite au détriment des socialistes et du centre

De notre correspondant

Madrid. — « Le bipartisme a cessé d'exister. Il existe maintenant un quadripartisme », a déclaré M. Sole-Tura, membre du comité exécutif du P.C.E. en présence de connaissances des premiers résultats des élections partielles qui ont eu lieu mercredi 17 mai dans les provinces d'Oviedo et Alicante, afin de pourvoir deux sièges de sénateur.

Les chiffres qui ont été connus dans la nuit de mercredi à jeudi indiquent une chute du parti gouvernemental, l'Union du centre démocratique, un assésment du parti socialiste — qui remporte malgré tout le siège d'Alicante — et une première position à Oviedo, — une montée en flèche du parti communiste et une nette progression du parti de droite, l'Alliance populaire. Le commentaire de l'Union communiste paraît néanmoins précipité en raison du pourcentage élevé d'abstentions (environ 50 % des électeurs inscrits), ce qui a désavantagé l'U.C.D.

Toutes les formations engagées ont voulu donner la valeur d'un test politique à cette consultation. La première depuis les élections législatives du 15 juin 1977. Les principaux leaders ont participé à la campagne, y compris le chef du gouvernement, qui est allé sur place défendre les candidats de son parti. Un socialiste, M. Alberto Javier Perez, succédant à un autre socialiste à Alicante, où le siège avait été laissé vacant par la mort de son titulaire, M. Fernando Moran, diplomate de carrière, également socialiste, mais venu du parti socialiste populaire de M. Tierno Galvan, succédant sans doute au sénateur communiste Wenceslao Roco, démissionnaire.

Ce dernier avait été élu le 15 juin 1977 grâce à une coalition du P.S.O.E. et du P.C.E. Aussi le parti communiste avait-il déclaré que le siège lui revenait et que la même coalition devait se former pour permettre la victoire de son candidat. Le parti socialiste ayant refusé, M. Santiago Carriño l'a accusé d'avoir été électoral.

Pour avoir une idée de l'évolution de la popularité des différents partis, les résultats de mercredi ont été confrontés à ceux que chaque formation avait obtenus aux élections pour le Congrès des députés le 15 juin 1977 (l'élection des sénateurs avait donné lieu alors à des alliances électorales qui rendent toute comparaison impossible). À Alicante, le P.S.O.E. est en tête comme en juin 1977 mais avec 34,6 % des voix au lieu de 42,3 %. L'U.C.D. tombe de 38,4 % à 31,15 % tandis que le parti communiste progresse (18,4 % contre 9,4 %) ainsi que l'Alliance populaire (10,3 % contre 6,3 %). Les abstentionnistes, trois fois plus nombreux, ont déserté les deux principales formations, car le parti communiste et dans une moindre mesure l'Alliance populaire améliorent leur nombre de voix.

Aux Asturies, alors que pour 85 % les bulletins avaient été déposés, le parti socialiste arrivait également en tête avec 32 % des voix, alors que le parti socialiste populaire, avec qui il a fusionné, et lui-même obtiennent 28 % des suffrages en juin 1977. L'Union du centre démocratique tombait de 31,8 % à environ 24 %. En revanche le parti communiste passait de 10,7 % à environ 23 % tandis que l'Alliance populaire augmentait légèrement ses positions (15 % contre 13,6 %).

Le pourcentage d'abstentions qui a doublé à la fois désavantagé le centre et dans une même proportion le parti socialiste. Ainsi est construite la thèse de M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du P.S.O.E., qui affirme que pour arriver au pouvoir il devra gagner des élections sur sa droite, c'est-à-dire parmi les Espagnols qui ont voté l'an dernier en faveur de l'U.C.D. On pourrait être tenté d'expliquer la percée du parti communiste par la figure légendaire de son candidat, M. Horacio Fernandez Inguanzo, héros de la résistance antifranquiste, et le score modeste réalisé l'an dernier n'aurait pas été celui d'une figure encore plus légendaire, la Pastanaria. — Ch. V.

A la suite d'un différend avec le ministre de la défense

Le chef d'état-major de l'armée de terre donne sa démission

De notre correspondant

Madrid. — Est-ce le signe d'un malaise au sommet de l'armée ? Le chef d'état-major de l'armée de terre, le lieutenant-général Vega Rodriguez, a demandé à être relevé de ses fonctions pour « raisons personnelles », et le lieutenant-général Gutierrez Melado, vice-président du gouvernement et ministre de la défense, a accepté de lui chercher un remplaçant. La nouvelle a été accueillie par surprise les militaires, le mercredi 17 mai. On niait cependant, dans les mêmes milieux, que la démission du chef d'état-major soit liée à des « problèmes de fond », c'est-à-dire qu'elle soit de nature politique. Selon la version la plus couramment admise mercredi, il semble qu'elle ait été provoquée par un différend entre le ministre de la défense et celui qui apparaît comme son successeur naturel, puisqu'il était le numéro deux dans la hiérarchie.

Ce différend aurait porté sur la nomination du nouveau capitaine-général de Catalogne, le lieutenant-général Juanes Freire, pour en comprendre l'origine, il faut se reporter au plan de restructuration des forces armées mis en chantier l'an dernier par le lieutenant-général Gutierrez Melado et dont certains aspects ont heurté une institution régie par des règles plusieurs fois centenaires.

L'un des premiers objectifs du plan — le rajustement des cadres — avait déjà soulevé une certaine émotion. Le vice-président du gouvernement, en effet, a décidé d'avancer de quatre ans l'âge de la retraite, qui est actuellement de soixante-quatre ans pour les colonels et de soixante-six et soixante-huit ans pour les généraux, selon leur grade. En rendant ce changement progressif (il l'a étalé sur quatre ans), il a prévenu le mécontentement qui commençait de se manifester. Mais la réorganisation en cours a d'autres aspects polémiques, comme la désignation des futurs capitaines-généraux commandant des régions militaires. Jusqu'à présent, ce sont toujours des généraux de l'armée de terre qui

ont été nommés à ce poste. Chefs suprêmes dans leur région, ils avaient sous leur autorité les commandants des autres armées. Avec la fusion des ministères traditionnels en un seul, celui de la défense, la nouvelle organisation militaire — qui devrait s'appuyer sur un nouveau découpage territorial — permettrait, en principe à son chef de la marine ou de l'aviation d'être nommé capitaine-général. Le monopole de l'armée de terre cessant d'exister, rien ne justifierait que la désignation des capitaines-généraux soit confiée seulement par le nouveau chef d'état-major de cette armée.

Le problème s'est posé au moment de remplacer le général Coloma Gallegos à Barcelone, ancien ministre de la guerre de Franco, le général Coloma Gallegos était connu pour ses intransigeances ; il l'a prouvé en engageant des poursuites judiciaires contre quatre membres du parti de gauche, au scandale général, deux ans de prison. Le ministre de la défense n'a pas pu résister à la pression de son chef d'état-major, qui avait son candidat, il a envoyé à Barcelone un général qui, dès sa prise de fonctions, a fait des déclarations apaisantes de nature nettement politique. Après avoir vanté les mérites du président de la Généralité, le général Juanes Freire a indiqué, en effet, que l'armée serait toujours prête à venir en aide « au peuple catalan », et il a fait des éloges répétés des vertus régionales.

Ce geste n'a pas suffi à tout le monde dans l'armée. Des remarques assez aigres sont faites sur la carrière du général Juanes Freire, notamment sur les difficultés qu'il a rencontrées lorsqu'il était gouverneur civil de la province de Barcelone, en 1968. On lui reproche d'avoir favorisé, par ses malaises, l'agitation universitaire qui s'est développée cette année-là et qui avait abouti à l'action de la police contre un congrès de capucins où s'étaient affrontés des dirigeants étudiants et des intellectuels. Parmi ses fonctions, le général Juanes Freire avait été nommé sous-secrétaire aux travaux, puis il avait occupé plusieurs fois le poste de directeur de la garde civile.

Le lieutenant-général Gutierrez Melado ne s'est efforcé pas seulement de réorganiser les forces armées pour les rendre compatibles avec le régime démocratique, il a interdit les discussions politiques entre des officiers (y compris au mess des officiers) et il a imposé un règlement chaque fois que cette règle a été enfreinte. Il a limogé un général de la garde civile qui avait critiqué l'engagement des forces de l'ordre aux Canaries et adopté la même mesure à l'égard de plusieurs officiers qui avaient reçu dans leur cantonnement le leader de l'extrême droite, M. Plus Pinar.

CHARLES VANHECKE.

LA SITUATION

La Chambre ouvre un débat sur l'affaire Moro et l'ordre public

Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a réuni ce jeudi matin 18 mai les secrétaires généraux des cinq partis de la majorité (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate et républicain) en prévision du débat à la Chambre sur l'affaire Moro et le terrorisme qui devait avoir lieu dans l'après-midi. Quelques difficultés à propos de ce débat avaient été soulevées la veille par les socialistes à leurs bouillottes aux élections locales partielles les encourageant à faire entendre leur voix. Les partis de la majorité devaient débattre enfin des consultations du 11 juin prochain. Si la référendum sur le financement public des partis est incertain, celui sur l'abrogation de la loi Reale (ordre public) paraît difficilement évitable. Les partis de gauche sont très embarrassés par la perspective de devoir défendre une loi à laquelle ils s'étaient opposés en 1975.

La carence des services secrets et des forces de police

De notre correspondant

Rome. — L'affaire Moro a mis en relief la carence des services secrets et celle des forces de police. Les premiers n'ont pu mesurer ni de prévoir l'importance ni d'indiquer des pistes sérieuses aux enquêteurs. Les secondes se sont montrées incapables de défendre l'homme politique le plus important d'Italie, de retrouver ses navisseurs et d'empêcher que le corps de la victime soit déposé dans deux pas du siège de la démocratie chrétienne et de celui du parti communiste.

Ces multiples échecs font parler de l'inefficacité de la police italienne. Mais la plainte s'impose car il s'agit de plusieurs corps, mal coordonnés et parties concurrentes. Leur physionomie est un peu floue. Des projets de réforme ont été établis ou même approuvés par le Parlement, mais dans bien des cas, les nouvelles dispositions sont restées lettre morte. Elles n'existent que sur le papier.

Les services secrets ont reçu un coup d'arrêt au début de 1975, après l'expiration de leur ancien statut. Le général Vito Miceli, chef de la division de la sécurité et même devenu parlementaire d'extrême droite — était soupçonné d'avoir couvert une tentative de putsch néofasciste. D'autres membres du S.I.D. (Service d'information de la défense) étaient accusés de participation à des attentats d'extrême droite.

Le vice-président de ce comité de surveillance est le sénateur communiste Ugo Pecchioli, considéré dans son parti comme le spécialiste de l'ordre public. « L'ancien S.I.D. remarqué-t-il, n'était ni efficace ni limpide. Il faut le détruire, le refaire complètement, cela dit, tous ses membres n'étaient évidemment pas des félons. On doit utiliser l'expérience qu'ils ont acquise. »

Concrètement, sur les trois mille membres du S.I.D., près d'un tiers ont été ou seront écartés pour diverses raisons. Mais les nouveaux organismes restent en grande partie paralysés. Le SISMI (contre-espionnage) s'accroche à l'héritage et ne veut céder au SISDE ni des hommes ni des dossiers. Il faudra reconstruire certains agents et recruter certains nouveaux en apprenant aux uns et aux autres à ne pas déprimer seulement quelques espions mais à chasser les terroristes (souvent si compliqués sur tout le territoire national. Ce ne peut être ni facile ni rapide.

La crise des vocations

A part les polices municipales, les polices privées, les gardiens de la paix, l'Italie compte trois grandes forces de l'ordre : la pubblica sicurezza, qui dépend du ministère de l'Intérieur, les carabinieri, qui appartiennent à l'armée et à la guardia di finanza, laquelle, comme son nom l'indique, relève du ministère des finances.

En total, plus de deux cent mille hommes. Contrairement à une idée courante, l'Italie est le pays d'Europe occidentale qui compte le plus fort taux de policiers par rapport à la population. Mais ces policiers sont, à la fois, mal coordonnés et mal employés, donc inefficaces. Pour surveiller, par exemple, les parcs publics romains, les policiers font des rondes, indépendamment des carabinieri. Ceux-ci se retrouvent avec la guardia di finanza pour garder les côtes tandis que d'autres frontières les trois polices se marchent sur les pieds.

La grande malade est la pubblica sicurezza, toujours bien que ses quatre-vingt mille hommes ne soient plus traités de « sales files », comme au temps de la guerre froide et de la répression anti-carrière. On les appelle même des « enfants du peuple qui militent dans la police ». L'Italie aime ses policiers, les admire pour leur courage, mais les utilise beaucoup. D'où une crise des vocations qui pourrait devenir préoccupante.

La classe politique est consciente du malaise des policiers. Elle sait qu'il faut les payer davantage et les libérer des tâches de bureau qui absorbent trop d'énergie et rendent les tâches opérationnelles bien malgées. Une proposition de loi nouvelle votée prévoit une démissionnaire — sans désarmement — de la pubblica sicurezza. La réforme militaire ne se justifie pas, remarque le sénateur Pecchioli. On ne combat pas le terrorisme avec des blindés. Quant au statut militaire, il fait des forces de l'ordre un univers fermé. La police doit être immergée dans la société pour mieux connaître la population et permettre à celle-ci de collaborer avec elle.

Ne se limitant pas à la pubblica sicurezza, la proposition de loi des partis de la majorité prévoit une coordination des diverses polices qui auraient des services communs. D'ores et déjà le Parlement a approuvé la création d'une « banque des informations » au « San national. Son usage conduira à entretenir le secret de l'information.

La restructuration des polices ne peut ignorer les gardiens de prison, n'est-ce pas dans les pénitenciers que se recrutent nombre de terroristes ? Ces gardiens sont dans une situation financière et psychologique désastreuse. Certaines mesures urgentes viennent d'être prises en leur faveur. Le gouvernement prévoit surtout de « dépolluer » des d'élus mineurs qui seraient sanctionnés par une amende et non plus une démission. C'est le seul moyen, à l'heure actuelle, de désengorger les prisons, car la magistrature ne parvient pas à faire face à la situation ; deux détenus sur trois attendent d'être jugés.

ROBERT SOLÉ.



Comité Français d'Education pour la Santé B.P.1616-75761 Paris Cedex 16

APPRENONS A VIVRE ENSEMBLE

Grande-Bretagne

LA MORT DE LORD SELWYN-LLOYD

L'homme de Suez

De notre correspondant

Londres. — Lord Selwyn-Lloyd a terminé, mercredi 17 mai, à soixante-trois ans, dans le respect et l'estime, une vie mouvementée, une carrière contrastée, un rôle serviteur de son parti — conservateur — il encaissa les coups les plus durs en appliquant avec un soin méticuleux les décisions impopulaires, souvent prises à l'échelon supérieur. Ainsi, succédant à Sir Anthony Eden, comme ministre des affaires étrangères, en janvier 1956, et malgré les doutes qu'il avait sur la sagesse de l'intervention militaire à Suez sans être assuré de l'appui des États-Unis et du Commonwealth, il soutint jusqu'au bout la politique de son ancien patron.

Il alla même jusqu'à tromper les Communes sur le sens de l'opération menée par les Franco-Britanniques. Après avoir assuré, en novembre, les Israéliens qu'ils pouvaient compter sur le soutien total de la Grande-Bretagne s'ils entraient en guerre contre l'Égypte, Sir Selwyn Lloyd déclara que la politique britannique visait seulement à assurer l'évacuation du territoire égyptien par les forces israéliennes. Plus tard, il fut le seul, aux côtés d'Eden, à s'opposer au retrait inconditionnel des troupes britanniques. Démissionnaire, il aurait à coup sûr obtenu la sympathie du public.

Ensuite, dans les années soixante, comme chancelier de l'Échiquier, il devint très impopulaire en faisant le champion de l'austérité et en imposant une pause aux basses températures.

Malgré les revers, cependant, il fut brutalement renvoyé du cabinet par M. Macmillan, le 3 juillet 1962, première victime d'un remaniement ministériel qualifié

par la presse de « nuit des longs couteaux ». Son courage dans l'adversité et sa fidélité au parti conservateur lui valurent l'affection des amis et l'estime de ses adversaires. Après avoir été pendant un an leader (chargé de l'ordre du jour de la Chambre des communes) sous le gouvernement de Sir Alec Douglas Home, il fut élu député en 67 (président des députés), mais contrairement à la tradition le vote ne fut pas unanime. Il renoua cependant à l'étranger en maintenant la neutralité d'impartialité exigées par ses fonctions. Il présidait également des débats avec l'autorité d'un assureur remarquable, sachant manifester tolérance et humour.

Mais plutôt qu'un respectable leader des Communes, les historiens s'intéresseront à l'homme de Suez, et regretteront que ses Mémoires inachevés ne permettent pas d'en savoir encore davantage sur ce malheureux épisode de la politique britannique.

HENRI PIERRE

(Né à Liverpool en 1904, dans une famille libérale d'origine anglo-galloise, John Selwyn Brooke Lloyd avait été des études de droit à Cambridge avant de devenir avocat. Après la guerre, il fut nommé conseiller d'État en 1946 et le resta jusqu'en 1950, où il devint pour deux ans chancelier de l'Échiquier. Sa carrière ministérielle s'acheva en 1962, mais il jonna ensuite pendant de longues années un important rôle d'arbitre aux Communes. En 1976, Sir Selwyn Lloyd, ancien, était devenu lord Selwyn-Lloyd of Wirral.)

هكذا من الأهل

EN ITALIE APRÈS L'ASSASSINAT D'ALDO MORO

L'extrême gauche craint de servir de victime expiatoire

Milan. — L'extrême gauche italienne brève du noir. Elle prise entre deux feux, elle craint fort désormais de servir de victime expiatoire. Les principaux courants « révolutionnaires » ont certes, dès l'enlèvement d'Aldo Moro, condamné la « logique de mort des Brigades rouges », mais jamais ils n'ont manqué de dénoncer par ailleurs l'Etat — « pousse au crime », disent-ils — quand la plupart des forces politiques prétendaient au contraire affirmer son autorité pour « sauver la République ».

C'est ce refus obstiné de choisir entre l'Etat et ceux qui le défient que les gauchistes italiens craignent aujourd'hui de payer cher. Les tenants de la fermeté l'ont, il est vrai, déjà interprété comme un signe de mansuétude à l'égard des terroristes, voire l'expression d'une certaine complaisance, au moins passive.

A lire sa presse, l'extrême gauche semble échapper à tel procès. Au lendemain de la mort d'Aldo Moro, les trois quotidiens « révolutionnaires » se sont distingués par principe et par habitude. *Il Manifesto* tirait à Moro le « dans la solitude ». *Le Quotidien del Lavoratore* titrait « l'infâme assassinat » dont la mise en scène, ajoutait Lotta Continua, aurait « fait l'émulation de Goebbels ». Même les « autonomes » en venaient à « excommunier » les Brigades rouges, eux qui, pourtant, avaient aussi tiré des aspects positifs dans un enlèvement qui « aggravait les contradictions internes de la bourgeoisie ».

Tout cela traduit en fait la vigueur du débat et l'importance de la réflexion amorcée depuis plusieurs mois au sein de la mouvance gauchiste, confrontée, en Italie comme en Allemagne fédérale, au développement d'un terrorisme qui se réclame, lui aussi, de la « révolution sociale ».

La réflexion paraît aujourd'hui sortir des sentiers mille fois battus sur « l'opportunité de la violence dans la situation actuelle ». Elle s'éloigne aussi des sacro-saints canons qui opposaient « violence minoritaire » et « violence majoritaire », et tend ici à s'attaquer aux principes mêmes de la non-violence. Les militants de Lotta Continua — qui ont volontairement déposé leur organisation en décembre 1977 — ont gardé à travers leur journal une influence notable — sont à l'avant-garde de cette remise en question.

De notre envoyé spécial

« Il faut rejeter le chantage des brigadistes », affirment-ils aujourd'hui. « A les entendre, qui est contre eux à partie liée avec l'Etat. Et dans nos ? Les moyens employés ne sont jamais neutres. Ils préfigurent la société que l'on prétend construire. La lutte des classes escamote de prendre des prisonniers politiques. On ne fait pas la révolution en rétablissant la peine de mort. On ne lutte pas contre les prisons quand on construit sa propre prison ».

Mais ce discours ne suffit pas à convaincre le pouvoir en place — et avec lui le parti communiste — qui n'ose séparer désormais la majorité de l'extrême gauche des terroristes. Car, si loin vont-ils dans leurs critiques, les gauchistes n'en refusent pas moins l'allégeance à l'Etat et ne se font pas faute, à l'occasion, de rappeler ses connivences avec l'autre terrorisme — le « noir » — celui dont la flambée a précédé l'écroulement des brigadistes.

Les communistes, les premiers, ont dénoncé l'« ambigüité » de ceux qui font part égale entre l'Etat et ses destructeurs. Et une opinion publique peu au fait des arcanes de la mystérieuse gauchiste

ne tarde pas à jouer des amalgames : certains de ses franges, notamment parmi les autonomes, peuvent en fait servir de « vivier » au terrorisme. Mais c'est aujourd'hui l'ensemble de l'extrême gauche qui, très isolée, passe peu ou prou pour le flanc-garde des « ennemis de la démocratie ».

Propos à dramatiser la situation, elle s'élève déjà contre la « répression ». A Milan, on mes en reliefs les perquisitions effectuées chez d'autres membres du « conseil d'usage » de l'Alfa Romeo qui s'étaient opposés aux heures supplémentaires du samedi acceptées par les syndicats. On parle de « mesures semblables contre les travailleurs de la SIF (Stéphano) » de la Compagnie générale électrique. On évoque le cas de ce professeur de philosophie récemment arrêté et incarcéré trois jours pour avoir refusé de dénoncer ses élèves qui avaient contesté le directeur lors d'une grève datant du mois de décembre.

Rien ne fait le permet de conclure que « l'usage de répression » est « exemplaire » et isolé, mais très graves, la plupart des personnes arrêtées par les policiers lancés aux trousses des Brigades rouges ont été rapidement relâchées.

La détermination du P.C.

Plus sérieuse et plus révélatrice paraît, en revanche, la détermination du P.C. et des syndicats à empêcher toute contestation trop ouverte de leur ligne de conduite dans les entreprises. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L. (socialiste-communiste) n'a laissé planer aucune équivoque : « ceux qui sortent le diable de leur caveau, l'Etat ni avec les Brigades rouges ne peuvent faire partie du syndicat unitaire ; ou ils s'en retirent ou ils nous le retirent », déclarait-il voilà quelques semaines.

Cela, semble-t-il, n'est pas resté simple menace. Les dirigeants de Democrazia proletaria affirment, par exemple, qu'un de leurs militants membre du secrétariat provincial de la C.G.I.L. à Trente, a été exclu pour avoir adhéré publiquement au « slogan ». Une section du même syndicat, regroupant enseignants et travailleurs de l'université de Comana (Calabre), aurait été dissoute pour des motifs similaires. Les dirigeants de Democrazia proletaria soulignent cependant que cette volonté d'épuration renvoie à la base des résistances assez fermées pour constituer le plus souvent des responsables syndicaux à tempérer.

Pour l'extrême gauche, la répression et la remise en ordre dans les syndicats, loin d'extirper les racines du terrorisme ou d'en étouffer les effets risquent au contraire, de le favoriser : « Réduire les espaces de liberté et de démocratie de masse par la répression ne sert que grossir les rangs de ceux qui ne voient d'autre issue que la lutte armée », assure ainsi M. Scaglioni, leader milanais de Lotta Continua. Et c'est à cet égard que les révolutionnaires qui militent dans les syndicats, c'est, selon ce militant du « Manifesto », prendre le risque de couper les passerelles fragiles qui relient encore les lignes au vibrant organisme aux mouvements de jeunes et aux « enseignants », dont l'explosion au printemps

1977 n'a jamais été véritablement éteinte. Certains, parmi les plus alarmistes, voient déjà poindre une évolution dite « à l'allemande », qui finirait par « criminaliser toute opposition ». Mais ils sont peu suivis, et peut-être veulent-ils exorciser le démon, en jouant un vieux militant, mais ils sont complètement à côté de la plaque. Le modèle allemand d'est un Etat fort et un consensus social largement accepté. Rien de tel chez nous : l'Etat est faible, et le mouvement ouvrier reste fort. En fait de consensus, le compromis historique s'éboule, peut-être au sommet, mais, heureusement, on le chercherait vainement à la base.

Assurément isolée, éventuellement menacée d'une répression larvée et sélective, apparemment battue dans les usines, où elle a dirigé vers Rome, surtout pour se libérer des illustrations méprisantes dans lesquelles, « avait tenu le P.C.F. », principalement pendant la guerre d'Algérie, même les plus frustes partisans, les exécutifs du parti français, ne manquaient pas d'avoir un couplet d'approbation pour le P.C.I. de leur imagination, pour se donner bonne conscience. Au-delà des Alpes était la vérité du communisme italien, cultivé, intelligent, subtil, jouer le P.C.I. contre le P.C.F. nous l'avons bien fait. Opération indolore. Greffe « soignée ». A mes yeux, ceux qui sont allés à Pékin en s'illusionnant sur la possibilité d'un éclatement de l'appareil de domination communiste ont été plus près de la réalité — comme beaucoup l'ont démenti par

Aimer l'Italie ?

(Suite de la première page.) Malgré tous les scandales, le D.C. pouvait compter sur un appui sûr : puisque la vraie démocratie était ailleurs (à Moscou pour les uns, à Washington pour les autres), les Italiens n'adhéraient que superficiellement à leur Etat et le considéraient pas comme un socle fondamental à défendre à tout prix. Or, un jour de ces années 1970, le D.C. et le P.C.I. — regroupés à eux deux 75 % des électeurs — se sont mis d'accord pour une formule de gouvernement libérale offrant deux garanties soit à Moscou (Berlinguer, en 1977, a été reçu triomphalement par Brejnev) soit à Washington (on rassure les Américains sur la stabilité des alliances). Voilà le « compromis historique », voilà « l'eurocommunisme », belle formule énoncée par des communistes italiens et les différentes gauches mélangées de ne pas arriver à penser un socialisme crédible.

Le « polycentrisme » du P.C.I. sert donc d'aimant aux diverses engouures théoriques et politiques. Les socialistes français n'ont pas arrêté, de révéler le P.C.I. comme étant le parti qu'ils auraient voulu être. Les intellectuels vraiment marxistes allaient demander leur consécration à Rome. Les intellectuels de gauche en général se sentaient porteurs de lumières pour un pays très politisé, avec un P.C.I. superstar.

L'année 1977 marque le point culminant de cette vieille adoration confuse pour le P.C.I. et, en même temps les premiers signes sérieux de contestation, voire de tentatives de démythification à son égard. Toute l'année dernière, la défilé contradictoire des intellectuels français en Italie — de Trieste à Venise, de Bologne à Milan ou à Rome — n'a fait élargir que les préparatifs théâtraux d'un grand affrontement comparable, comme la suite meurtrière des événements l'a malheureusement prouvé, à la situation de l'Espagne avant la guerre civile.

Cela faisait longtemps que l'intelligence française (notamment Sartre et les Temps modernes) s'était dirigée vers Rome, surtout pour se libérer des illustrations méprisantes dans lesquelles, « avait tenu le P.C.F. », principalement pendant la guerre d'Algérie, même les plus frustes partisans, les exécutifs du parti français, ne manquaient pas d'avoir un couplet d'approbation pour le P.C.I. de leur imagination, pour se donner bonne conscience. Au-delà des Alpes était la vérité du communisme italien, cultivé, intelligent, subtil, jouer le P.C.I. contre le P.C.F. nous l'avons bien fait. Opération indolore. Greffe « soignée ». A mes yeux, ceux qui sont allés à Pékin en s'illusionnant sur la possibilité d'un éclatement de l'appareil de domination communiste ont été plus près de la réalité — comme beaucoup l'ont démenti par

Un parti communiste comme les autres

Le « transfert » de la gauche sur le P.C.I. a été fait de malentendus et d'ignorance ou, si l'on veut être plus indulgent, de romantisme stochastique. La gauche n'est pas arrivée à comprendre qu'il y avait, quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark — ou bien que, dans un « système politique malsain », la maladie ne pouvait pas ne pas atteindre aussi, le P.C.I. Banale vérité. C'est un parti communiste comme les autres. Plus « machélique », sans doute, donc plus usé que le rustre, l'intolérant P.C.F. de Thorez ou de Marchais, mais tout aussi mécanisé, centralisé, dominateur, ennemi du vrai débat.

Le mythe du P.C.I. aurait dû pourtant être ébranlé, en France, dans le courant de 1977, par la révolte des étudiants, des jeunes marginaux, des « indiens métropolitains » qui donna naissance à une nouvelle avant-garde intellectuelle, sorte de « révolution culturelle sous-jacente ». Le P.C.I. qui aurait pu laisser se développer ce mouvement libertaire, profondément inventif et novateur, et qui avait le premier levé le drapeau de la défense des libertés constitutionnelles, l'a implacablement combattu et réprimé de façon bien plus violente que le D.C., en qualifiant la non-violence de « fascisme » et les jeunes de « petits délinquants » et de « porteurs de peste ». Les intellectuels qui ne survivaient pas étaient, comme Sciascia, des « lâches ». Une fois la non-violence battue de Rome à Bologne, l'Espagne est intervenue, toute la place a été livrée à la vraie violence criminelle, paramilitaire et sauvage, des « Brigades rouges ». Ces

damiers n'ont pas seulement exécuté Aldo Moro mais ont, du même coup, parachévé le meurtre, commandé par la P.C.I., de la nouvelle gauche de 1977. Deux seuls interlocuteurs « durs » sont restés face à face : les B.R. et le P.C.I.

Cet enchaînement est loin d'être compris : l'appel à quelques intellectuels français contre la répression en Italie, et notamment à Bologne, l'année dernière, est maintenant dénoncé (cf. Max Gallo, *L'Express*) (1) comme une complaisance par rapport aux Brigades rouges, ce qui montre la persistance inébranlable de l'influence du P.C.I. Mais où donc est passée l'intelligence française pour « sauver » Aldo Moro ? Je me suis vu en train de signer avec des évènements et Lotta Continua. A Paris, décidément, on ne signe que pour des cas de gauche. Si le P.C.I. avait reçu une pétition de deux mille intellectuels français, n'aurait-il pas été où son irresponsabilité inhumaine, qui ne masque que sa volonté de sauver sa place au pouvoir et non pas Moro (« Moro est mort »). Sauver non pas l'Etat mais le régime. Hypothèse fantastique : si un grand dirigeant du P.C.I. avait été anéanti par des Brigades blanches du Christ vengeur, n'aurait-on pas eu le plus spectaculaire éventail d'illustres signatures pour la faire libérer, et cela de gauche à droite ? Pour me par, j'ai le faible de croire qu'une vie humaine n'est ni de droite ni de gauche.

L'après Moro — qui peut tout au plus servir l'Italie soit à l'époque du déclin du compromis historique avec la fin du monothésisme gouvernemental et un renforcement instauré de la démocratie constitutionnelle, soit dans les secousses de nouveaux affrontements sanglants — exige plus d'humanité de la gauche française, plus de connaissance plus de sérieux, plus d'analyse sévères de ce qui se passe derrière le perpétuel écran d'un « compromis » que les délecteurs italiens semblent commencer à déchirer. Ce serait, en effet, la seule façon d'« aimer l'Italie ».

M.-A. MACCIOCCHI.

(1) Voir les articles de Jérôme Pouchon et Le chantage à la barbarie », *Le Quotidien de Paris* des 9, 10, 11 mai 1978.

SI VOUS MESUREZ 1,80 M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ETES MINCE OU FORT JOHN RAPAL CHAUSURES TAILLÉES PRÊT-À-PORTER COLLECTION PRINTEMPS 78 COSTUMES LÉGERS, VESTES, BLAZERS, ENSEMBLES JEAN, SAHARIENNES VÊTEMENTS DE PEAU EXCLUSIVITE MAC DOUGLAS PANTALONS LÉGERS, CHEMISES, PULLS SPORT ET VILLE, LONGUEURS DE MANCHES LIVRÉS IMMÉDIATEMENT 40, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - PARIS 13

AVANT TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT SWANN Christian Aujard 17, Avenue Victor Hugo 16 Collection Printemps-Eté 78 LIQUILATION TOTALE AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 51 LD 78 (Loi du 30.12.1968) les jeudi 3, vendredi 19, samedi 20 mai et jours suivants OUVERT DE 10 H. A 18 HEURES 45

BROCANTE A LA BASTILLE 18 au 28 mai ouverture de 12 à 20h. samedi de 12 à 21h. dimanche de 10 à 20h.

La Véritable Anisette des Frères Gras Elle revient à la mode.

MEDECINE Pharmacie Septembre Recyclage scientifique Octobre Juin Préparation PCEM 0 Soutien au PCEM 1 IPEC 46, Bd St Michel, 75006 Paris 033 45 87 633 8123 329 03 71 renseignements (tarif spécial) documentation sur demande

FBI Office Franco-Belge d'Investissement Vends directement dans Paris quartiers agréables 200 studios, deux pièces et duplex de caractère entièrement rénovés loués ou prêts à habiter gestion assurée 555 92 72 de 8 H à 20 H même le dimanche O.S.S.I. Bureaux 109, rue de l'Université 75007 PARIS

ITALIE Pour découvrir l'Italie des splendeurs et des secrets demandez à votre agence de voyages la brochure Evasion. mille suggestions de vacances GEMSON 5, Bd des Capucines 75009 Paris Tél. : 266.46.00, ou votre agence de voyages.

هكذا من الذهب

politique

LA SUCCESSION DE M. ROBERT FABRE A LA PRÉSIDENTENCE DU M.R.G.

Redevenir ce que nous sommes

NOTRE prochain congrès du M.R.G., qui verra l'élection de son nouveau président, suscite de l'intérêt. Au P.S., en particulier, qui agit pour que la M.R.G. reste son « marchepied » pour les consultations nationales à venir : élection au Parlement européen en 1979, élection pour la présidence de la République en 1981... On a souvent besoin d'un plus petit que soi.

Il paraît, en effet, vouloir maintenir en vie notre formation. Mais en voulant qu'elle n'accueille pas d'autonomie réelle, il pèse donc sur notre congrès extraordinaire pour que le futur président reste dans le mouvement du P.S.

Un dispositif a été déjà mis en place dans ce sens : dégrèvement systématique de ceux qui ne veulent pas être complices de cette opération, intervention auprès d'eux qui se sentent « tenus » par les voix socialistes, promesse à ceux qui ont l'ambition d'être candidats à des élections européennes ou au Parlement européen, réduction de l'indemnité du M.R.G. grâce à des accords électoraux qui furent « la pièce maîtresse du P.S. ». Mais, pour la plupart, les militants du Mouvement des radicaux de gauche estiment que notre élitisme, en toute légitimité, plus qu'une simple amorce dans un programme, et sa place plus qu'un appendice au P.S. ou d'une quelconque formation politique. Nous sommes persuadés que le radicalisme du M.R.G. correspond à un besoin profond, qu'il est appelé à jouer un rôle de premier plan dans une société caractérisée par l'inégalité et le machinisme.

Dès lors, comment le M.R.G. pourrait-il se contenter de l'exister qu'opportunistement ? Traditionnellement de gauche, le radicalisme ne peut se satisfaire de gadgets qui ne résolvent pas les problèmes fondamentaux. Il veut une transformation continue et progressive de la société au service de l'homme, de sa dignité, de son épanouissement. Sa sensibilité lui impose d'imprimer aujourd'hui, dans les lois, les idées de demain.

Quatre axes principaux

- 1) Etablir une base programmatique spécifiquement radicale.
- 2) Créer une structure efficace en donnant aux militants la possibilité

par JACQUES MAROSELLI

de se faire plus et mieux entendre, de contribuer à l'élaboration des décisions. Pour cela une démocratisation et une décentralisation s'imposent. Les postes de responsabilité à tous les niveaux seront pourvus uniquement par la voie électorale. Notre future organisation sera d'autant plus efficace qu'elle s'appuiera sur les fédérations départementales regroupées au sein des vingt-deux régions administratives.

Notre actuel comité directeur modifié — élargi par l'entrée de plus de militants — jouera un rôle majeur. Il aura une vue plus réaliste de notre société et de ses problèmes. Mieux renseignés, grâce à un bulletin de liaison, nos comités locaux deviendront les relais de notre doctrine et seront plus aptes à faire connaître les positions du M.R.G. au regard des questions d'actualité.

Enfin, pour que nos propositions et nos décisions soient déterminées hors du poids de l'argent que nous pourrions recueillir, nous élargirons les fonctions administratives des fonctions politiques.

3) Fixer les buts et les moyens de les atteindre. Une formation politique qui n'a pas la capacité de présenter des candidats chaque fois que possible ne peut prétendre obtenir une stature nationale. Nier cette évidence serait remettre en cause notre existence.

L'élection au Parlement européen en 1979, à la proportionnelle, donnera à l'électorat radical la chance de s'exprimer dans son cadre naturel grâce à la présence d'une liste M.R.G. Ce sésame sera rejoint, n'en doutons pas, par les gains de progrès, qui verront que nous sommes parmi les mieux placés pour dépasser les nationalismes étroits et ouvrir par la tolérance et le respect de chacun le voie de la complémentarité.

La seconde grande échéance électorale sera l'élection à la présidence de la République en 1981. Il est impératif que nous nous dotions les moyens d'y présenter, le cas échéant, un candidat. Sans nous soucier des aujourd'hui de ce que feront les autres formations politiques. Laisser croire le contraire, même par des silences, équivaudrait à une abdication.

4) Il faut, par un effort constant, augmenter le nombre de nos adhérents. Il faudra aussi veiller rigoureusement à l'efficacité de fonctionnement administratif et assurer la formation et l'information de nos militants.

5) Il faut que le M.R.G. affirme son autonomie, son indépendance vis-à-vis de l'exercice de sa courtoisie, en refusant, notamment, l'appareillement de ses députés au groupe parlementaire du P.S., qui, de ce

fait, doivent se fier à la discipline de vote de ce groupe.

4) Définir les types d'alliances possibles dans la gauche.

« Les alliances ne doivent pas être conclues à seulement de conquérir le pouvoir pour avoir ensuite le plaisir de l'exercer à la carte. Les radicaux de gauche recherchent dans une alliance de la gauche qui, pour eux, est synonyme de mouvement, tolérance, justice, progrès, liberté. »

Un congrès extraordinaire du Mouvement des radicaux de gauche se tiendra samedi 20 et dimanche 21 mai à l'Hotel Méridien, à Paris. Il a pour principal objectif de désigner le successeur de M. Robert Fabre, député de l'Aveyron, à la présidence du Mouvement. Trois candidats se sont déclarés. Il s'agit de deux vice-présidents du M.R.G., MM. Michel Crépeau, député, maire de La Rochelle, et Jacques Maroselli, maire de Luxembourg, auxquels s'est joint M. Jacques Lévy, conseiller général de la Haute-Garonne. Nous publions ci-dessous les analyses de MM. Crépeau et Maroselli.

Devront-ils s'en tenir à un type d'alliance telle que celui d'un « d'union de la gauche » — assorti d'un programme dont l'objectif n'a pu être mené à bien d'un accord électoral — privilégié — passé entre la M.R.G. et le P.S. ? Ou devront-ils, fidèles à eux-mêmes, aller vers des accords plus étendus, notamment en direction d'autres formations ou associations de la gauche pour mieux assurer la victoire de leur idéal humaniste ?

L'essentiel sera de réaliser des alliances qui ne soient pas des soumissions déguisées, mais fondées sur une morale politique. Nous devons alors tenir nos engagements sans jamais réduire les libertés acquises.

Etolle ou vaste, toute alliance, pour être loyale, doit être le fruit de la comparaison des programmes et des convergences qui en ressortent. Selon qu'elles seront plus ou moins nombreuses, l'alliance qui en découlera aura une base plus ou moins large. Nombreuses, elles donneront naissance à une coalition qui sera le résultat de l'entente et de la profondeur des accords. Limitées, elles permettront de réaliser en commun des opérations ponctuelles.

Ces principaux axes de réflexion retenus permettront — au-delà des attitudes querelles de personnes que je désapprouve, et des mauvais procès — de construire un parti moderne, solide, uni, autonome, mais non solitaire dans la gauche. Un parti capable de renforcer, au-delà des combinaisons d'appareils ou de pas personnels, le camp socialiste et de changement et mobiliser par l'humanité qui le caractérise tous les citoyens épris de vérité et soucieux de moraliser la vie publique.

Saisir l'innovation

Le contexte politique de notre époque place les partis dans une position difficile. Mais, pour mesurer quelle soit la mesure que nous devons prendre pour saisir l'innovation, il faut d'abord saisir le langage, à bousculer les idées et les choses pour les faire avancer. Ne disposant pas du poids d'un nom, il ne peut tomber à leur profit la force irrésistible des idées neuves. Ce implique d'abord qu'il se doive de structures appropriées à l'action de ce type. On ne dirige pas un commando comme on mène une armée.

L'expérience veut d'ailleurs d'être faite, en France, d'un parti politique véritablement régionalisé et décentralisé, qui ne soit pas principalement parisien et qui échappe par conséquent à la tentation de la gauche et du renouveau de la classe politique. Tenter de faire tomber cet élan, de sauter par-dessus cette barrière pour nous rapprocher des masses de notre légitimité, tel doit être le premier objectif, tel doit être le premier exemple que nous puissions nous efforcer de donner.

C'est parce qu'elle n'a pas su garder, comme il le faut, le vrai contact avec la vie que la gauche a perdu. Elle perdra aussi longtemps qu'elle ne tiendra pas le langage que la majorité des Français et des Français ont besoin de nous entendre. C'est un langage qui n'est pas celui des radicaux, mais qui est celui de la gauche moderne et novatrice. Or, en politique ce ne sont pas les mots qui comptent. Ce sont les actes. Et, pour avoir vécu depuis longtemps avec le déclin du radicalisme, je suis — avec quelques autres — bien placé pour savoir que si nous voulons survivre il est grand temps d'entreprendre une série de mesures qui nous permettent de nous organiser autrement.

Le radicalisme de compromis n'a pas sa raison d'être dans le

par MICHEL CREPEAU

Le contexte politique de notre époque place les partis dans une position difficile. Mais, pour mesurer quelle soit la mesure que nous devons prendre pour saisir l'innovation, il faut d'abord saisir le langage, à bousculer les idées et les choses pour les faire avancer. Ne disposant pas du poids d'un nom, il ne peut tomber à leur profit la force irrésistible des idées neuves. Ce implique d'abord qu'il se doive de structures appropriées à l'action de ce type. On ne dirige pas un commando comme on mène une armée.

L'expérience veut d'ailleurs d'être faite, en France, d'un parti politique véritablement régionalisé et décentralisé, qui ne soit pas principalement parisien et qui échappe par conséquent à la tentation de la gauche et du renouveau de la classe politique. Tenter de faire tomber cet élan, de sauter par-dessus cette barrière pour nous rapprocher des masses de notre légitimité, tel doit être le premier objectif, tel doit être le premier exemple que nous puissions nous efforcer de donner.

C'est parce qu'elle n'a pas su garder, comme il le faut, le vrai contact avec la vie que la gauche a perdu. Elle perdra aussi longtemps qu'elle ne tiendra pas le langage que la majorité des Français et des Français ont besoin de nous entendre. C'est un langage qui n'est pas celui des radicaux, mais qui est celui de la gauche moderne et novatrice. Or, en politique ce ne sont pas les mots qui comptent. Ce sont les actes. Et, pour avoir vécu depuis longtemps avec le déclin du radicalisme, je suis — avec quelques autres — bien placé pour savoir que si nous voulons survivre il est grand temps d'entreprendre une série de mesures qui nous permettent de nous organiser autrement.

Le radicalisme de compromis n'a pas sa raison d'être dans le

par MICHEL CREPEAU

Le contexte politique de notre époque place les partis dans une position difficile. Mais, pour mesurer quelle soit la mesure que nous devons prendre pour saisir l'innovation, il faut d'abord saisir le langage, à bousculer les idées et les choses pour les faire avancer. Ne disposant pas du poids d'un nom, il ne peut tomber à leur profit la force irrésistible des idées neuves. Ce implique d'abord qu'il se doive de structures appropriées à l'action de ce type. On ne dirige pas un commando comme on mène une armée.

L'expérience veut d'ailleurs d'être faite, en France, d'un parti politique véritablement régionalisé et décentralisé, qui ne soit pas principalement parisien et qui échappe par conséquent à la tentation de la gauche et du renouveau de la classe politique. Tenter de faire tomber cet élan, de sauter par-dessus cette barrière pour nous rapprocher des masses de notre légitimité, tel doit être le premier objectif, tel doit être le premier exemple que nous puissions nous efforcer de donner.

C'est parce qu'elle n'a pas su garder, comme il le faut, le vrai contact avec la vie que la gauche a perdu. Elle perdra aussi longtemps qu'elle ne tiendra pas le langage que la majorité des Français et des Français ont besoin de nous entendre. C'est un langage qui n'est pas celui des radicaux, mais qui est celui de la gauche moderne et novatrice. Or, en politique ce ne sont pas les mots qui comptent. Ce sont les actes. Et, pour avoir vécu depuis longtemps avec le déclin du radicalisme, je suis — avec quelques autres — bien placé pour savoir que si nous voulons survivre il est grand temps d'entreprendre une série de mesures qui nous permettent de nous organiser autrement.

Le radicalisme de compromis n'a pas sa raison d'être dans le

La controverse au sein du P.C.F.

M. CHAMBAZ PRÉCISE LE SENS DU RAPPORT DE M. MARCHAIS DEVANT LE COMITÉ CENTRAL

M. Jacques Chambaz, ancien député, membre du bureau politique du P.C.F., explique, dans l'Assemblée du 12 mai, la phrase de M. Georges Marchais dans son rapport au comité central du parti communiste : « Il est vrai que c'est plus facile maintenant d'écrire un bureau et de rédiger, à l'abri de toute contestation de ses camarades, des articles péremptaires qui trouveront facilement preneur. »

« Cette phrase, comme le confirme son contexte, ne concerne ni les intellectuels ni le travail intellectuel (qui pourrait sérieusement prétendre que l'usage d'un bureau est un critère décisif de la définition d'une classe ou d'une couche sociale ?), écrit M. Chambaz. Elle porte appréciation sans équivoque aucune sur des articles précis, sur un auteur précis, je veux dire Louis Althusser, qui, depuis, a confirmé la gravité de ses propos, comme chaque communiste a pu en prendre connaissance dans l'Humanité. » Cette dernière remarque fait allusion à l'article de M. Paul Laurent critiquant les déclarations de Louis Althusser au quotidien italien Paese Sera (le Monde daté 14 mai).

« M. Michel Rocard, député, membre du secrétariat général du P.S., a déclaré mercredi 17 mai : « Il faut à l'Europe un autre souffle, une autre ambition : celle d'exister pour elle-même au service de ceux qui l'habitent et qui sont fiers d'y vivre. On peut appeler cela l'Europe socialiste, on peut appeler cela l'Europe des travailleurs, on peut appeler cela l'Europe des peuples... »

LES ÉLUS COMMUNISTES PRÉSENT LEUR PROJET DE RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le conseil national de l'Association des élus communistes et républicains (A.E.C.R.) a tenu mercredi 17 mai à Paris, à huis clos, sous la présidence de M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du P.C., une réunion d'études consacrée aux problèmes de collectivités locales, au cours de laquelle, selon l'Humanité du 18 mai, M. Marcel Bostet, sénateur, président de l'A.E.C.R., a notamment souligné la nécessité de préciser les propositions contenues dans le projet de réforme présenté l'an dernier par son parti. « Le conseil national, indique l'organe central du P.C., a mis au point un projet de neuf mesures d'urgence » concernant les revendications en matière économique communale, les nouvelles « responsabilités que demandent les communes, des propositions pour l'équilibre des budgets, l'inspiration et la participation de la population, la coopération intercommunale, les droits des élus et du personnel communal, la création d'un conseil supérieur des collectivités locales pour la décentralisation et enfin, la mise en place de la représentation proportionnelle à tous les niveaux. »

Ces propositions seront rendues publiques « dès leur rédaction définitive ».

« M. Michel Rocard, député, membre du secrétariat général du P.S., a déclaré mercredi 17 mai : « Il faut à l'Europe un autre souffle, une autre ambition : celle d'exister pour elle-même au service de ceux qui l'habitent et qui sont fiers d'y vivre. On peut appeler cela l'Europe socialiste, on peut appeler cela l'Europe des travailleurs, on peut appeler cela l'Europe des peuples... »

M. ROBERT BALLANGER (P.C.) RENONCE A SON MANDAT DE MAIRE D'AUMAY-SOUS-BOIS

Dans une lettre en date du 12 mai adressée aux habitants d'Aumay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), M. Robert Ballanger, président du conseil municipal de cette commune, annonce sa décision de se démettre de son mandat de maire de cette ville qu'il exerce depuis 1971.

« Il s'agit de respecter des circonstances politiques et humaines où le mandat de maire n'est plus tenable, écrit-il. Je mets un terme à mon mandat de maire. »

Le conseil des ministres du mercredi 17 mai a décidé la dissolution du conseil municipal de Wimereux (Pas-de-Calais), à la suite de la démission du maire, M. Georges Caux, P.S., et de son premier adjoint. Ces derniers s'étaient démis de leurs fonctions après le refus exprimé par une majorité de conseillers municipaux de conseil est composé de 18 élus de gauche et de 5 favorables à la majorité de voter le budget, proposé par le maire. Ce budget prévoyait une sensible augmentation des dépenses consécutive à la participation financière de la commune de Wimereux à la construction d'une salle de sports, située sur le territoire d'une commune voisine, mais dont les utilisateurs sont en majorité des habitants de Wimereux. L'annulation préconisée aurait imposé cette charge à la commune de Wimereux.

Le Conseil constitutionnel a statué, mercredi 17 mai, sur huit recours relatifs aux dernières élections législatives. Il a décidé le rejet de ces recours, dont deux visaient l'élection de M. Maurice Fournié, le C.F.R. Fy-de-Dôme) les autres, celles de M. Maurice Charrier (U.D.F., Vendôme), Claude Labbé (R.F.P., Hauts-de-Seine), Louis Philibert (P.R., Bouches-du-Rhône), Robert Foulade

« M. Michel Rocard, député, membre du secrétariat général du P.S., a déclaré mercredi 17 mai : « Il faut à l'Europe un autre souffle, une autre ambition : celle d'exister pour elle-même au service de ceux qui l'habitent et qui sont fiers d'y vivre. On peut appeler cela l'Europe socialiste, on peut appeler cela l'Europe des travailleurs, on peut appeler cela l'Europe des peuples... »

Une approche nouvelle

C'est, au contraire, par une approche nouvelle de la politique que nous pourrions marquer l'indépendance du radicalisme et par là même lui rendre une existence et un rôle.

Encore faut-il que nous sachions être clairs, imaginatifs et créatifs, en restant réalistes et mesurés. Mais n'étant pas les traits dominants du programme commun que nos partenaires ont conçu en 1972, avant que, à l'initiative de Robert Fabre, notre mouvement soit entré au sein de l'Union.

Dependant, cette partie de notre histoire, elle aussi, nous engage. L'échéance d'une élection, qui n'est après tout qu'un moment de la vie politique, ne justifie pas que nous nous sentions du jour au lendemain, ou le soir même, déçus de ce que nous avons défendu devant le pays pendant cinq ans. Il y a un moment et une manière de dire les choses. Le débat est trop grave pour qu'un homme seul puisse le trancher. Les grandes responsabilités se posent et se posent à nouveau devant le conseil et de la réflexion.

« M. Jacques Lévy, conseiller général de la Haute-Garonne, candidat à la succession de M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui avait obtenu le soutien de la fédération M.R.G. de son département, a reçu celui de la Fédération de l'Ariège. Cette dernière estime que M. Lévy « symbolise le désir d'un grand nombre de militants de faire entendre leur voix. »

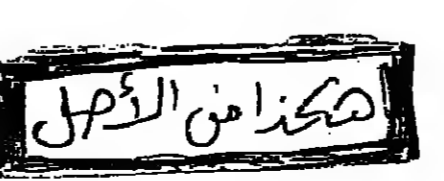
Voyages Avion

Montreal 1390f New York 1285f
Los Angeles 2350f Mexico 2650f
Lima 2680f Rio 3600f
Delhi 2350f Bombay 2250f
Colombo 2500f Athènes 700f
Bangkok 1850f Bali 4100f

Delta Voyages

Bordeaux 91.71.07 Grenoble 87.78.74
Lille 51.82.28 Lyon 38.00.14
Marseille 54.17.96 Montpellier 72.43.77
Nancy 35.31.07 Nantes 73.32.00
Nice 82.11.75 Paris 329.21.17
Rennes 79.58.68 Strasbourg 32.89.65
Toulouse 21.95.53 Bruxelles 648.22.69

DELTA VOYAGES



LE PREMIER MINISTRE POURSUIT SES ENTRETIENS AVEC LES PARLEMENTAIRES

Poursuivant ses entretiens avec les parlementaires, M. Raymond Barre a continué à déjeuner, jeudi 18 mai à l'hôtel Matignon...

NOMINATIONS

M. GABRIEL VUHT : directeur général de l'administration et de la fonction publique.

M. Gabriel Vuht, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé, sur proposition du premier ministre, directeur général de l'administration et de la fonction publique...

M. Pierre Moïnot, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé président de chambre en remplacement de M. Bernard Beck...

M. Pierre Moïnot, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé président de chambre en remplacement de M. Bernard Beck...

M. Pierre Moïnot, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé président de chambre en remplacement de M. Bernard Beck...

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, actuellement en voyage dans les Antilles françaises, a déclaré mercredi 17 mai à Fort-de-France (Martinique)...

A L'ASSEMBLEE NATIONALE

LA PREVENTION COLLECTIVE DES MALADIES INFECTIEUSES DES ANIMAUX

Les agents de l'Etat n'interviendront qu'en cas d'épizootie ou à titre exceptionnel

Mercredi 17 mai, sous la présidence de M. Sissal (U.D.F.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif à l'extension des prophylaxies collectives des maladies des animaux.

Ce projet, dont le rapporteur, M. DOUSSET (apparenté U.D.F.), rappelle la lente élaboration, marquée par la confrontation entre vétérinaires et vétérinaires, donne à l'Etat la possibilité de faire assister par des fonctionnaires et agents de la direction des services vétérinaires (D.S.V.) les prophylaxies ordonnées par l'Etat...

Pour ce qui concerne les prophylaxies obligatoires, l'objet de ce projet, indique le rapporteur, est d'établir une complémentarité satisfaisante entre vétérinaires sanitaires et agents de l'Etat, en cas d'épizootie, lorsqu'il faut agir vite et massivement...

En revanche, les dispositions concernant l'exercice des prophylaxies agréées doivent être, à son avis, écrites. Il les examine en effet, soit inutiles (on voit mal ce qu'apporterait l'intervention des agents de l'Etat), soit intolérables dans la mesure où les vétérinaires seraient l'objet d'une concurrence déloyale par le biais des prix.

M. Doussset conclut : « Ce projet associera le dispositif de lutte contre les maladies des animaux ; mais il n'en restera pas moins de portée très limitée. Pour accroître la productivité de l'élevage, sauvegarder la santé publique, exporter, il faudra prendre des mesures nouvelles et surtout procéder à l'identification permanente de l'ensemble du cheptel. »

M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, estime que si la loi de juin 1968 garantit aux vétérinaires le monopole de l'exercice de cette profession, il convient aujourd'hui « de pallier la défaillance des vétérinaires sanitaires dans l'exécution des prophylaxies ». La voie choisie par le gouvernement consiste à faire exécuter certaines interventions par des agents de l'Etat qui, souligne le ministre, « seront soumis à l'autorité hiérarchique de la direction de mon département chargé

des services vétérinaires ». « Il ne s'agit pas d'une loi de substitution mais d'une loi de complémentarité et le principe de complémentarité sera affirmé dans le texte d'application de la loi », a déclaré le ministre.

Après avoir indiqué que le texte des interventions prévues par les agents de l'Etat sera identique à celui appliqué par les vétérinaires, il indique qu'il estime « suffisant » l'amendement de la commission précisant les conditions d'intervention des agents de l'Etat.

M. MANUELLELLI (P.S., Landes) estime que le projet de loi « pourrait prendre toute sa valeur si nous dépassions le seul objectif qui nous semble être justifié : ne pas permettre en cause la monopole de la profession vétérinaire ». Les prophylaxies collectives...

Son groupe votera le texte à condition qu'il ne soit pas déformé par les amendements de la majorité.

M. AUBILLAC (R.P.R., Indre) demande que les agents de l'Etat intervenant dans les conditions définies par la loi seront sous le contrôle technique d'un docteur vétérinaire.

Le rôle du vétérinaire

M. SOURY (P.C., Charente) relève que les opérations de prophylaxie collective obligatoires entraînent chaque année plus de quarante millions d'interventions, soit, pour moins de quatre mille praticiens, de dix mille à douze mille par cabinet d'être en moyenne. « Il y a donc place pour davantage de vétérinaires », déclare-t-il. Il rappelle que la brucellose a eu tendance à s'étendre depuis deux ans et que les éleveurs redoutent des dangers possibles.

M. CLAUDE MICHEL (P.S., Eure) souligne l'insuffisance des indemnités versées aux éleveurs pour compenser les pertes dues aux maladies. Dans le cas de la tuberculose, par exemple, cette indemnité est passée de 300 F en 1966 à 450 F aujourd'hui. Il estime qu'il n'est pas satisfaisant de « vouloir déjouer à tout prix un monopole de droit qui est battu en brèche dans les faits ». « Le vétérinaire, dit-il, ne doit plus être le notable du milieu rural qui érige le paysan de toute la hauteur de son savoir. »

M. EMILE BIZET (adj. R.P.R., Moselle) estime que « jusqu'à présent la profession vétérinaire (dont il est membre) a fait face

à ses tâches de prophylaxie ». Il estime nécessaire en conséquence de ne pas ouvrir de brèche dans le monopole contre auxiliaires vétérinaires.

Dans sa réponse aux intervenants, M. MEHAIGNERIE souligne surtout que dans ce débat « les raisons d'empêcher sur la passion des éleveurs une meilleure prophylaxie ».

Dans la discussion des articles, M. EGGOUF (P.C.) estime la position de la commission inacceptable, car en limitant l'intervention des agents de l'Etat en cas d'épizootie ou à titre exceptionnel, elle violerait le texte de son contenu positif. Opinion que ne partage pas M. POIVRANNE (Insc. inscrit), qui tient au contraire à cette restriction.

L'article premier donne à certains fonctionnaires et agents de la D.S.V. la faculté d'intervenir dans les opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux lorsqu'elles sont ordonnées et dirigées par le ministre de l'Agriculture ou agréées par ce dernier. Le rapporteur présente l'amendement de la commission, qui met en évidence la complémentarité des interventions de la D.S.V. et des vétérinaires en soulignant que l'intervention des agents de l'Etat ne serait ni systématique ni permanente, mais susceptible de s'intervenir qu'en cas de nécessité.

Au scrutin public demandé par le groupe communiste, l'Assemblée a voté 285 voix contre 189 sur 487 votants que les agents de l'Etat seront habilités à intervenir « en cas d'épizootie ou à titre exceptionnel ».

Un amendement de la commission vise ensuite à exclure les vacataires du champ d'application de la loi. Il s'agit, explique le rapporteur, de se prémunir contre la tentation de recourir au coup par coup des agents dont la compétence professionnelle peut être discutée. Pourrait-on seules intervenir des fonctionnaires et agents « titulaires et contractuels ». L'Assemblée accepte.

La commission propose également de supprimer les dispositions concernant la participation d'agents de l'Etat aux prophylaxies privées agréées par le ministre de l'Agriculture. Le gouvernement exprime son accord ; l'Assemblée également.

L'Assemblée repousse deux amendements, présentés par M. Aurillac (R.P.R.) et M. Bizet (P.C.), et vote l'ensemble du projet de loi, l'opposition s'abstenant.

P. J. et P. F.

Le groupe parlementaire mondialiste, qui se donne pour but de « promouvoir la cause du droit mondial par l'action parlementaire », notamment « à l'appui du développement des institutions mondiales », s'est reconstitué, mardi 16 mai, sous la présidence de M. Gabriel Méronne, président d'honneur du parti radical et député (app. U.D.F.) de l'Ailier.

SI VOTRE CANON AEI PORTE LE LABEL PHOTO HALL IL EST GARANTI 6 MOIS DE PLUS.



PHOTO HALL: DE SERIEUX AVANTAGES

SI VOTRE CANON AE1 PORTE LE LABEL PHOTO HALL NOUS ASSURONS LA REUSSITE DE VOTRE PREMIER FILM.



PHOTO HALL: DE SERIEUX AVANTAGES

SI VOTRE CANON AE1 PORTE LE LABEL PHOTO HALL IL VOUS DONNE LES DROITS D'UNE CARTE DE FIDELITE.



PHOTO HALL: DE SERIEUX AVANTAGES

SEULS CES MAGASINS VOUS PROPOSENT LE LABEL PHOTO HALL:

- List of Photo Hall stores: Photo Hall-Canon 63, Champs-Elysées - Paris 8e - 225.05.24, Centres Commerciaux - Paris 2 - 954.29.92, Vélizy 2 - 946.29.64, Les Ulis 2 - 907.44.76, Rosny 2 - 854.68.08, Paris 9 - 931.36.45, Paris 8e - Photo Hall-Darty - Pl. de la Madeleine - 073.29.47, Paris 14e - Photo Hall-Odiolov - 124, av. du Gal. Leclerc - 542.08.17, Paris 17e - Photo Hall-Odiolov - 8, av. des Terres - 380.62.14, Paris 20e - Photo Hall-Darty - Porte de Montreuil - 345.14.22, 78. St-Germain-en-Laye - 41, rue de Paris - 963.11.35, 78. Orgeval - Photo Hall-Darty - Centre Art de Vivre - 975.76.27, 91. Morsang-sur-Orge - Photo Hall-Darty - 51, rue de Montlhéry - 05.93.29, 92. Asnières - Photo Hall-Darty - Carrefour des 4 routes - 791.12.66, 92. Châtillon - Photo Hall-Darty - 151, av. Marcel Cachin - 253.00.13, 93. Bagnollet - Photo Hall-Darty - Centre Gallieni - 858.91.16, 93. Bondy - Photo Hall-Darty - 123, av. Gallieni - 848.20.99, Aéroports Orly - 587.51.41 - Ouest poste 43.22 - Sud poste 32.75

PHOTO HALL: DE SERIEUX AVANTAGES

Bangkok 1850f Delta Voyages 329.21.17 54, rue des Ecoles, 75005 Paris

New York 1285f Delta Voyages 329.21.17 54, rue des Ecoles, 75005 Paris

LOTO c'est pas cher Montreal 1390f Delta Voyages 329.21.17 54, rue des Ecoles, 75005 Paris

encore plus douces... Lentilles de contact souples On ne les sent plus sur l'oeil Essayez YSOPTIC 80, Bd Malesherbes 75008 PARIS Tél. 522.15.52

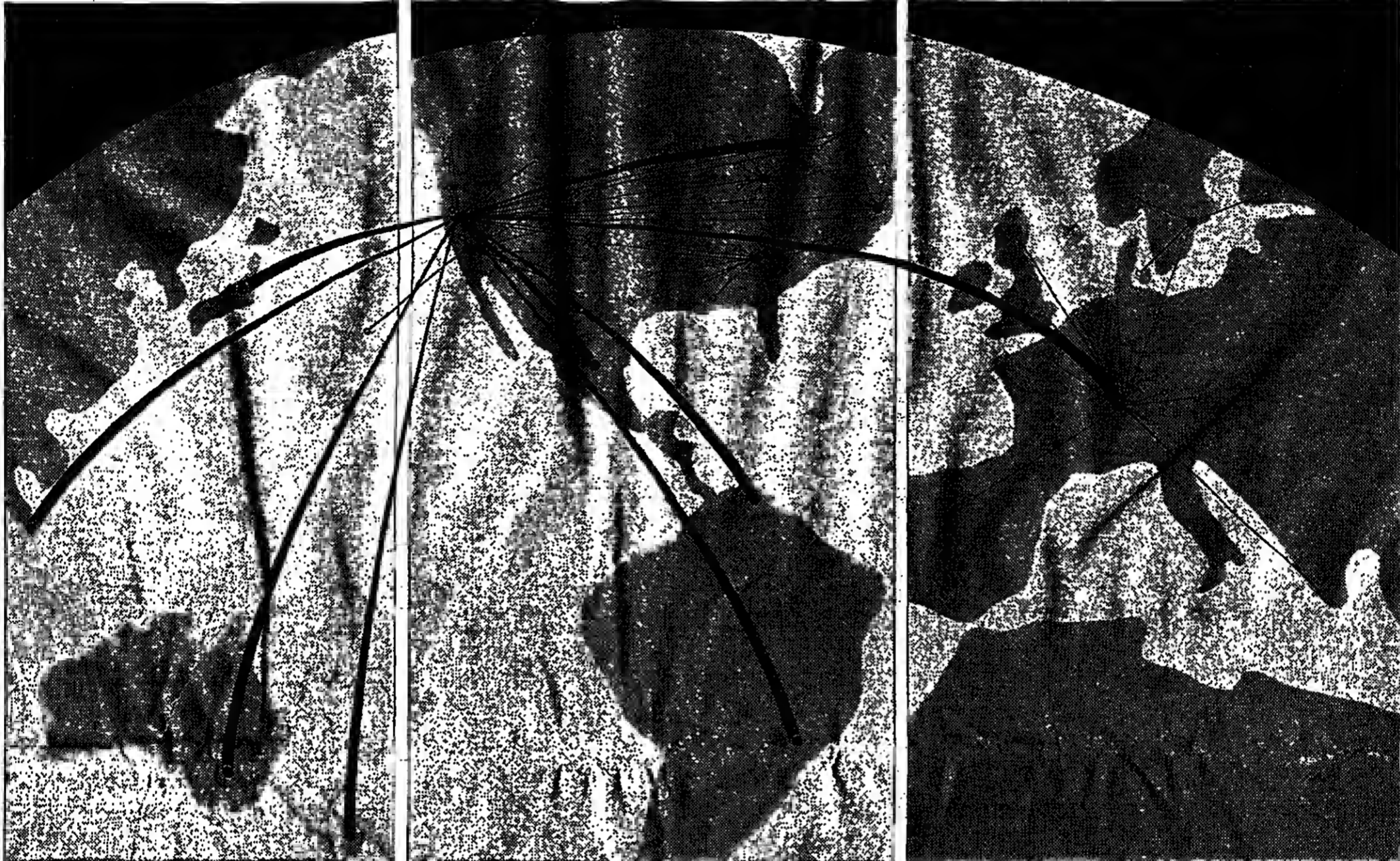
29 boulevard de Port Royal UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING STUDIOS 2 ET 3 PIECES EQUIPES immoverly 50 rue Desnouettes, 75015 PARIS Tél. 538.88.91

Map of the area around 29 boulevard de Port Royal with contact information for immoverly.

هكنا من التهل

Le traitement réparti peut-il convenir à votre entreprise?

Une expérience concluante: la nôtre.



Nous réduisons les coûts de communication pour nos deux usines du Sud-Est Asiatique en reliant l'usine de Penang à celle de Singapour. C'est là que sont regroupées les informations destinées à être transmises aux Etats-Unis.

Les données sur la comptabilité, la paye et le stock sont traitées localement par des ordinateurs HP. La situation est identique au Japon.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, les bureaux de vente HP sont équipés à la fois pour le traitement local des données et les communications à grande distance.

Réseau de systèmes répartis Hewlett-Packard

Toutes les unités de fabrication et tous les bureaux du Nord de l'Amérique disposent de liaisons de communication informatisées avec le siège HP en Californie.

Dans les petits bureaux, ces liaisons servent également au traitement des commandes, à la gestion des fichiers clients, etc. Nos unités de fabrication et nos bureaux régionaux utilisent des systèmes HP 3000 pour le traitement local des données.

Au Brésil, notre unité de fabrication de Campinas est reliée par ordinateur au bureau principal de Sao Paulo. Celui-ci communique à son tour avec le siège de l'entreprise.

Les bureaux du Venezuela et au Mexique disposent de systèmes de communication informatisés qui assurent aussi la gestion locale.

La majorité des données recueillies en Europe est acheminée vers les Etats-Unis par l'intermédiaire de notre siège de Genève, mais tous les bureaux de vente communiquent entre eux directement.

Les unités de fabrication en France, Allemagne et Ecosse utilisent également des ordinateurs Hewlett-Packard pour la comptabilité, le traitement des commandes, la gestion, etc.

Chez Hewlett-Packard, dès 1967, nous avons réparti la charge de traitement entre nos unités de production. La mise en place en 1971, d'un réseau de systèmes à l'échelle mondiale, nous a permis d'atteindre, en 1977, un niveau de vente de 1,36 milliard de dollars (dont 42 % en matériel informatique).

Actuellement nous fabriquons 4000 produits, différents dans 40 divisions dispersées dans le monde entier. Nous disposons de 172 bureaux de vente dans 65 pays. Une telle extension financière et géographique nécessitait donc l'implantation du traitement réparti chez Hewlett-Packard.

Commencer par le commencement

Nous avons commencé par utiliser des petits systèmes dans nos unités de production pour automatiser divers tests. Ensuite nous avons associé ces mini-ordinateurs à d'autres systèmes pour qu'ils puissent relayer données et programmes. Puis nous avons interconnecté ces ordinateurs pour que la direction locale puisse prendre ses décisions en fonction de données précises et actualisées.

Dans le cadre de notre évolution, nous avons relié nos bureaux de vente dispersés aux unités de production. Actuellement, nous

disposons de 130 systèmes de communication rapides répartis en 94 points, qui échantillent des données condensées par l'intermédiaire de satellites et de lignes téléphoniques. Chaque jour, nous recevons au siège de notre société un ensemble d'informations représentant au minimum 12 millions de mots. Cependant, le coût des communications est étonnamment bas.

Ainsi, pour environ 5 F, nous pouvons envoyer un message international de 10.000 mots en une minute. Avec un téléimprimeur, une telle opération coûtait environ 4800 F et exigeait 16 heures.

Un système doit être évolutif

Vous n'avez pas à choisir impérativement entre un réseau en étoile, en boucle, ou en chaîne. Il vous est possible d'adopter les configurations de votre choix et de les associer, disposant ainsi d'un petit système local ou d'un réseau mondial.

Vous pouvez connecter un système HP à partir de 35.000 F. Les entreprises, quelle que soit leur taille, ont donc la possibilité de bénéficier de l'approche souple qu'offre le traitement réparti. Vous n'aurez pas non plus à vous débarrasser de votre ancien matériel car nous tirons parti de certains ordinateurs et périphériques, Hewlett-Packard ou non.

La clé de votre de notre système est le puissant système universel HP 3000. Un logiciel peu coûteux lui permet de communiquer avec le HP 1000, ordinateur généralement spécialisé dans les applications de conception, de test et de contrôle au niveau des unités de production (ces deux types d'ordinateurs peuvent être également connectés directement à un processeur IBM).

La majorité des communications à grande distance est prise en charge par le HP 2026 qui dispose de toute la puissance nécessaire pour le traitement local des données. Le nouveau logiciel HP 3000 en fait un outil de gestion encore plus puissant. C'est ainsi qu'à partir de votre ordinateur de Paris, vous pourrez utiliser toute la puissance de traitement et la base de données de votre ordinateur de Milan ou d'un autre HP 3000 de votre réseau.

Protection du plus grand investissement

Nous avons consacré des centaines d'années-homme à l'élaboration du système d'exploitation de notre HP 3000. Nous n'ignorons donc rien des coûts de programmation et désirons les limiter au maximum. Dans cette perspective, nous concevons nos nouveaux systèmes pour qu'ils puissent utiliser le logiciel existant. Ils exécuteront donc vos programmes

plus rapidement et plus efficacement.

Nous vous épargnons en outre bien des soucis en fabriquant nos propres imprimantes, unités à écran, disques, dérouleurs, mémoires additionnelles, unités de saisie de données, etc.

Si une partie quelconque de votre système nécessite une intervention, nous la réaliserons. Etant donné le nombre important de nos bureaux de vente, nous pouvons être chez vous dans un délai très court.

La morale de l'histoire

Elle est très simple. Si vous devez équilibrer la charge de vos ordinateurs au sein de votre usine ou entre des points très éloignés, vous pouvez le faire sans risque.

Si vous désirez en savoir plus, faites appel à votre représentant local Hewlett-Packard ou écrivez-nous à l'adresse suivante: Hewlett-Packard France, ZI de Courtaboeuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25.

HEWLETT hp PACKARD

France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

APRÈS LE SUICIDE D'UNE INSTITUTRICE

Plusieurs syndicats d'enseignants appellent à une journée de protestation en Charente

De notre envoyé spécial

Reignac (Charente). — A l'appel de plusieurs syndicats d'enseignants, un arrêt de travail d'une heure devait être observé, ce jeudi 18 mai, dans les écoles, collèges et lycées du département de la Charente. Ce mouvement a été décidé en signe de deuil et de protestation après le suicide d'une institutrice quelques heures après qu'elle ait reçu une réprimande de son inspecteur. (« Le Monde » daté 14-15 mai et 16 mai.)

Les témoignages concordent sur ce qui s'est passé le jeudi 11 mai au collège de Reignac. François Bordelais, âgé de vingt-trois ans, instituteur de classe unique à Reignac, rencontre dans un collège l'inspecteur départemental de l'éducation nationale avant une réunion de la commission d'admission en sixième. L'institutrice a omis de constituer les dossiers des élèves estimés aptes à passer en sixième. Un bref dialogue s'engage : « Je n'ai pas été informé qu'il fallait apporter des dossiers. »

« Vous n'avez rien retourné chez vous. Vous reviez à la prochaine réunion, le 22 mai. Mais je vous assure que je n'ai pas été informé. »

« Vous vous foutez de ma gueule ? » L'inspecteur prononce cette dernière phrase d'un ton rude. M. Bordelais repart en voiture et se rend dans un local attenant à son école de Reignac.

Ces faits ont déclenché une semaine plus tard une avalanche de communications. La section charentaise du Syndicat national des instituteurs et des professeurs d'enseignement général de collèges (SNI-P.E.G.C.) met en cause « la réforme Haby » qui a supprimé la concertation inspecteur-inspecté. Le SNI-P.E.G.C. évoque « la nécessité d'une revalorisation de la fonction d'instituteur et d'une amélioration des conditions de travail ». Il appelle à faire du 18 mai « une journée de deuil départemental et de protestation contre l'autoritarisme qui s'instaure de plus en plus dans la fonction publique et dans l'éducation nationale en particulier ».

Les sections départementales du Syndicat national de l'enseignement national de la Fédération de l'éducation nationale déclarent que « le désarroi des enseignants face à la réforme Haby et à la dégradation des libertés » sont à l'origine du drame. Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels C.G.T. estime que le suicide illustre « la pesanteur du pouvoir qui étouffe notre système éducatif ».

Selon l'union départementale C.G.T. Mme Bordelais a été « frustrée et humiliée par un inspecteur plus soucieux d'appliquer la politique d'autoritarisme que d'accomplir sa mission ». Même quand ils précisent qu'ils ne visent pas personnellement l'inspecteur, les responsables de ces syndicats sont unanimes : la réprimande est la cause du suicide. M. Roger Nouvel, inspecteur d'académie, trouve l'accusation « grave et injuste ». Il explique « le mouvement d'humeur de l'inspecteur » par des négligences répétées « l'ordre administratif » de l'institutrice, peut-être en raison d'une fatigue.

« La goutte d'eau »

Dans le village de Reignac, on ne parle que de la réforme Haby ni de l'autoritarisme. On s'interroge, on sent qu'un suicide par pendaison ne peut pas être interprété comme un appel au secours. On parle de « la goutte d'eau qui a fait déborder ». « Débordre quoi ? Une si « gentille » institutrice, bien qu'on ne sache pas si elle est mariée, bien qu'elle se soit avouée « fatiguée » en cette fin d'année, si « simple » ? On cherche et on ne trouve que des bribes qu'on a honte d'évoquer : la santé mentale de la mère, une cure d'amalgame. On se reprend bien vite. On sent le besoin d'affirmer avec insistance qu'elle s'est sentie bien avec son mari. On regrette quelle ne soit pas allée le voir pour se « soulager » (au moment de la discussion avec l'inspecteur le mari, qui est enseignant, était dans le même collège). « Si seulement il avait eu quelque chose sur son chemin pour l'arrêter, pour quoi ? Pourquoi ? »

Dans le cimetière de Condon repose une jeune femme qui, selon l'inspecteur d'académie, « semblait avoir l'estime de tous, et de sa famille ». Cet homme, un peu bourru, mais qui défend ses maîtres, avait fourni sur son travail, ses convictions, des appréciations très positives. Dans l'école de Reignac, une « classe unique » d'une vingtaine d'enfants de cinq à onze ans ont été confiés à sa responsabilité. Dans les établissements scolaires de Barbezieux et d'Angoulême, les responsables syndicaux se mobilisent. Exploitation politique ou rancune ? Solidarité humaine et professionnelle ? « On cherche des causes individuelles à ce suicide pour désamorcer le mouvement contre l'autoritarisme », dit l'un d'eux.

MICHEL SIDHOM.

A PARIS

Plusieurs centaines d'enfants manifestent en faveur des centres de loisirs

Les loisirs des jeunes Parisiens sont au centre de diverses déclarations et manifestations qui ont eu lieu mardi 15 et mercredi 17 mai. Mercredi, plusieurs centaines d'enfants se sont réunis place des Vosges avec leurs animateurs C.F.D.T. et C.G.E. des centres de loisirs pour attirer l'attention sur les difficultés que rencontre l'organisation des loisirs le mercredi après-midi. La veille, M. François Collet, adjoint au maire de Paris, avait annoncé un certain nombre de mesures destinées à améliorer le fonctionnement des centres de loisirs qui accueillent cette année pendant 144 jours sept mille et dix-huit enfants.

Il y avait des ballons rouges et jaunes, des tréteaux, un orchestre, des conteurs et des marionnettes hollandaises. Il y avait six à sept cents enfants haroelés qui multipliaient les cris et les jeux. Il y avait aussi leurs animateurs, qui ont rappelé qu'ils n'ont pas de statut. Cette absence de statut est liée à la diversité de leur origine : étudiants, enseignants, animateurs vacataires ou non. La plupart n'ont pas non plus de formation. Les moyens de transport promus depuis deux ans ne sont toujours pas là. Les normes officielles d'encadrement (un animateur pour huit enfants) ne sont, selon les syndicats, pas respectées. Enfin il n'y a ni locaux (« on n'a que le préau et la cour de l'école »), ni budget (« à chaque sortie, on demande trois francs aux parents. Ce n'est pas le service public gratuit »). L'administration les a menacés de licenciement, considérant qu'ils n'avaient pas à se servir des enfants pour appuyer leurs revendications.

Mardi 15 mai, au cours d'une conférence de presse, M. François Collet, adjoint au maire, délégué à l'enseignement, avait annoncé que la capacité d'accueil des centres de loisirs sera de 144.000 places à la fin de l'année. La ville de Paris (11 centres à Boulogne, seize à Vincennes et trente autres hors de Paris) sera accrue. Des crédits d'investissement seront débloqués pour permettre une utilisation plus large de ces centres du 3 juillet au 3 septembre. Il y aura quarante-huit jours de fonctionnement. Le fonctionnement sera amélioré : il y a maintenant l'eau potable dans tous les centres et la qualité de la nourriture sera strictement surveillée.

A titre expérimental quatre centres seront à hebdomadaire : à Clichy-la-Forté et à Pierrefonds (Oise), aux Mesnuls près de Montfort-l'Amaury (Yvelines), et à Morsang-sur-Orge (Essonne), qui pourront accueillir un total de cent soixante enfants pris en charge du lundi matin au vendredi soir. Collet a admis que les autobus étaient encore surchargés, l'encadrement insuffisant et que la flexibilité de leur séjour pouvait devenir monotone. Ils ont rappelé que la Ville dépensera 22,3 millions de francs au cours de l'été (68 francs par jour et par enfant, l'adjectif au maire a évoqué les difficultés d'accueillir des jeunes dont on ne connaît jamais d'avance le nombre.

Les associations « portes ouvertes » ont accueilli six mille six cents personnes en 1977

« APPRENDRE À ÉCOUTER LES AUTRES »

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — « Apprendre à écouter les autres » est le thème de la semaine de la Fédération « portes ouvertes » par des négligences répétées « l'ordre administratif » de l'institutrice, peut-être en raison d'une fatigue.

« Chez nous, dit M. Fraiche, secrétaire général de la Fédération, Monsieur Tout-le-Monde de notre Monsieur Tout-le-Monde. Nous garantissons l'anonymat et la gratuité. Le même accueillant ne reçoit jamais deux fois la même personne. Nous ne donnons que du temps aux autres, mais pas de conseils. »

Les diverses expériences ont permis de dégager une constatation commune : il y a des isolés dans toutes les classes sociales. Ils sont de toutes origines et de tous âges. L'étude des six mille six cents entretiens conduits au cours de l'année 1977 (10 % de plus qu'en 1976) a fait ressortir que plus de 50 % des visiteurs se situent entre vingt-cinq et cinquante ans, soit dans la population active, et que la progression de cette catégorie, pour l'année dernière, a été de 6 %. Sans vouloir aborder le débat de fond, les congressistes, qui ont cependant rappelé que « certaines personnes apparaissent plus exposées que d'autres au fait, soit de leur situation économique, soit de situations ou prédispositions d'ordre personnel sur les plans physique, psychologique ou affectif ».

Le 11 mai 1977, 26-27 décembre 1976 et 1^{er} juin 1977.

RECTIFICATIF. — M. Robert Lehr, président de Mensages France, nous écrit au sujet de l'article « Les surdoués sont-ils les premières victimes de l'école ? » (« Le Monde » du 3 mai) et nous prie de rectifier : « Il ne faut pas lire que nous préparons pour 1978 une autre manifestation intitulée « L'ornée de la sottise », mais « L'ornée Mensage de la sottise », à l'issue de laquelle nous décréterons des prix aux auteurs des discours les plus vains, aux actions les plus inopérantes, aux décisions les plus absurdes, aux bêtises les plus énormes. »

JUSTICE

On ne s'évade pas (toujours) de la Santé

Jacques Mesrine n'a pas été le seul détenu de la Santé à posséder du matériel d'évasion. Trois autres ont été surpris en possession de matériel d'évasion. Michel Cherbonnel, âgé de quarante-trois ans, Maxime Lebour, vingt-huit ans, et Michel Cherbonnel, trente ans, qui se trouvaient mercredi 17 mai, à la quarantaine chambre correctionnelle, ont été surpris en possession de matériel d'évasion. Ils ont été condamnés à six mois de prison ferme, avec sursis, pour avoir tenté d'évasion avec l'aide de prisonniers de la Santé. Les trois hommes ont été surpris par les surveillants de la Santé le 17 mai 1977, après leur échec, de deux mètres de hauteur, de sauter d'un gratin.

En Grande-Bretagne LES « ASSASSINS »

AVANT-QUATRE ET SIX ANS. — Les magistrats ont condamné quatre hommes à quatre ans de prison ferme, et six autres à six ans de prison ferme, pour avoir tenté d'évasion de la Santé. Les magistrats ont également condamné deux autres hommes à six mois de prison ferme, avec sursis, pour avoir tenté d'évasion de la Santé.

LES PROLONGEMENTS

Huit nouvelles dispositions

Après la communication de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, au conseil des ministres du 17 mai (ses dernières éditions), le chancelier a publié un communiqué sur les mesures de sécurité qu'elle a décidé de prendre à l'égard des détenus dangereux.

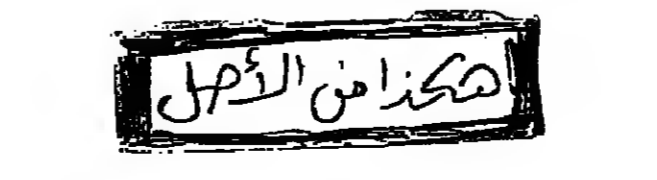
AUX ASSISES DE PARIS

Le pigeon

Le pigeon a été condamné à six mois de prison ferme, avec sursis, pour avoir tenté d'évasion de la Santé. Le pigeon a été condamné à six mois de prison ferme, avec sursis, pour avoir tenté d'évasion de la Santé.

vente directe aux particuliers 20% de remise de caisse d'achat au 27 mai sur tous nos tapis d'orient aux entrepôts Atighetchi

berdy notre prêt à porter commence là où les autres l'arrêtent tout l'hiver et les chaussures pour les pieds (1 m 85 à 2 m 15) et les costumes. NOUVEAU MAGASIN



JUSTICE

DE L'AFFAIRE JACQUES MESRINE

sont prises pour renforcer la sécurité à l'égard des détenus dangereux

appelées à pénétrer dans les quartiers de sécurité; réaménager les parloirs dans le respect du secret et de la liberté de communication des détenus avec les avocats, les aumôniers et les visiteurs des prisons; charger un groupe de contrôle et de sécurité de veiller à la stricte application du règlement, d'organiser des mesures de sécurité particulières et d'apporter au personnel son assistance technique; prendre des mesures en vue d'éviter des transferts et déplacements de détenus à l'occasion d'un poursuite pénale engagée à leur égard; affecter à la surveillance des détenus dangereux un personnel d'élite

ayant reçu une formation spécialisée; mettre en place des dispositifs modernes de surveillance, de détection et d'alerte.

D'autre part, un projet de loi est en préparation, selon le ministère de la justice, de manière à permettre que les profits tirés par un détenu, ou par un tiers, du récit de son crime soit affecté à la réparation du préjudice subi par les victimes. Ce projet répondra aux préoccupations de M. Roger Chénouard, député de Paris P.R.I., qui, dans une question écrite au ministre du budget, suggère de demander aux services fiscaux de faire

procéder à la saisie des bénéfices faits par les maisons d'éditions qui n'hésitent pas à éditer des auteurs comme MM. Spaggiari et Mesrine.

M. Chénouard demande de plus « si la saisie des droits d'auteur de tels plumitifs ne devrait pas être, elle aussi, décidée. Cela permettrait finalement, dit-il, de faire supporter à ces auteurs secondaires et à leurs surprenants éditeurs des dépenses que la nation est forcée d'effectuer de plus en plus, afin de se protéger des exactions commises par des personnages de ce type ».

M. PIERRE AYMARD :

sûr de mon honneur.

Dans une lettre d'adieu adressée, mercredi 17 mai, au personnel pénitentiaire, M. Pierre Aymard, récemment relevé de ses fonctions de directeur de l'administration pénitentiaire écrit :

« Quel que vous fussiez, vous serez constamment critiqués par les uns ou par les autres au nom de principes, d'idéologies et de nécessités également contradictoires. Vous avez souvent le sentiment de ne pas être compris et appréciés comme vous méritiez de l'être. Je vous dis néanmoins : ne vous découragez jamais, en vous attachant sans complexe à votre mission première d'ordre public mais sans perdre de vue son aspect social essentiel » (...)

« Je pars dans la sérénité, sûr de mon honneur, poursuit M. Aymard, mais avec le regret d'une mission inachevée qui m'apporte, grâce à vous tous, beaucoup de satisfactions, et la malchance ultime d'un grave déboire. »

FAITS ET JUGEMENTS

Débütés

quatorze ans après.

Le tribunal de grande instance de Dijon a débüté, mercredi 17 mai, M. et Mme Saint-Aubin de leur appel en garantie contre l'Etat français, qu'ils tiennent pour responsable de la mort de leur fils, Jean-Claude, survenue près de Fréjus, sur la R.N. 7 le 5 juillet 1964. En conséquence, M. et Mme Saint-Aubin devront payer le montant des frais de gardiennage (4 500 francs suisses) de la voiture accidentée à M. Auguste Prétas, garagiste près de Geolève. Depuis l'origine de cette affaire, M. et Mme Saint-Aubin estiment que leur fils a été victime d'une méprise politique, à savoir d'une action antiterroriste dirigée contre l'O.A.S. (le Monde du 13 juin 1973 et du 28 avril 1978).

Le jugement rendu souligne à propos des circonstances de l'accident « qu'il est inconcevable que les témoins n'aient pas vu ou entendu le camion militaire dont les époux Saint-Aubin sur la foi du témoignage de M. Mohamed Moulakia, pensent qu'il est à l'origine de l'accident. Les témoignages sont insuffisants, précise le jugement, pour enlever la conviction du tribunal en ce qui concerne l'intervention d'un véhicule dans le règlement de l'accident. » — (Corresp.)

Les ravisseurs de la dépouille mortelle de Chaplin risquent sept ans et demi de prison.

Arrêtés mardi (le Monde du 18 mai), les deux ravisseurs de la dépouille mortelle de Chaplin — un Bulgare et un Polonais qui bénéficiaient de l'asile politique en Suisse — sont passibles de sept ans et demi de prison pour « crime manqué d'extorsion » et « atteinte à la paix des morts ». Ils avaient présenté sans succès plusieurs demandes de rançon à la famille. Le cercueil a été retrouvé dans un champ, près de Noville, à quelques kilomètres du cimetière de Corlier-sur-Vecvey.

Un administrateur judiciaire pour le Palais de la Méditerranée. — Le tribunal de commerce de Nice vient de désigner un administrateur judiciaire provisoire, M. Jean-Louis Lanzetta, pour assurer la gestion de la société du Palais de la Méditerranée, après le dépôt de bilan, au mois d'avril, de ce casino nîçois. D'autre part, M. Jean-Claude Roulès, syndic désigné auparavant, est chargé de tirer parti des éléments constitutifs de la société et de rechercher un éventuel acquéreur désireux de continuer l'exploitation du casino.

UNE EXPOSITION A LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

Ville-prison...

« Ville = zero », écrivait-on sur les murs d'une cité de transit lyonnaise, ghetto surveillé nuit et jour par des rondes de police.

La ville peut-elle être autre chose qu'une prison? De la cité moderne à la prison, de la prison à la cité, de ce cercle, peut-on sortir? Ouvrir la prison sur la ville, les yeux des citoyens sur la prison. C'est le thème de l'exposition itinérante organisée par la CIMADE (Comité œcuménique d'entraide) et l'ARAPEJ (Association rencontre, action, prisons et justice), toutes deux d'origine protestante. (1). Entrée gratuite dans

(1) Exposition ouverte à Paris du 16 au 30 mai. Pour tous renseignements, cf. Dora Valayer, CIMADE Expo-Prisons, 178, rue de Grenelle, Paris-7^e.

le hall « zéro » de la Maison des sciences de l'homme, à Paris.

« La ville est comme un grand rond dans le centre est occupé par ceux qui ont l'argent, le savoir, le pouvoir... Elle repousse de plus en plus loin ceux qui sont en marge et se contentent à lui faire peur. Alors elle les enferme », lit-on à l'entrée de l'exposition.

« Et les-nous en sécurité? » On entre en prison. C'est l'arrêt de la sexualité. Le travail occasionnel sous-payé. Le temps? « Plus

rien qu'un compte à rebours qu'il faut user. » Pour une lettre, une double peine pour une double transgression : celle de la loi et celle de la condition de femme.

De ces photos, de ces mots, de ces chiffres, chacun peut penser ce qu'il veut. Pour une fois le citoyen n'est pas guidé, assumé par ceux qui créent à la mort ou par d'autres qui orient à la guerre. Le spectacle est ailleurs. Mesrine s'est évadé, les verrous ont été resserrés.

De ces prisons, dont M. François Colcombet, du Syndicat de la magistrature retraçait l'histoire au cours du débat d'inauguration, on ne sort guère. « Pour un qui se réadapte malgré la prison, il y en a un qui crée et deux qui retournent en taule, tel ou tard... »

A la sortie de la prison de Fresnes les cafés s'appellent, c'est vrai, « Ici mieux qu'en face » et « Liberté ». Des noms à rêver.

Les révoltes de Touz, ces cris des centrales, se sont maintenant tus. Seul persiste ce regard désemparé d'un garçon, photographié après un interrogatoire, affolé, menottes aux mains. C'est un

regard de maintenant. Depuis trois ans, derrière les hautes murailles des prisons françaises, le nombre des détenus progresse rapidement. Dans le domaine de la sécurité, la route fait en 1977 vingt-six fois plus de morts que le revolver. Alors, après tout, qui fabrique l'insécurité?

DANIELLE ROUARD.

M. Schmeick est nommé vice-président du comité d'étude sur la violence. — Par décret, publié au Journal officiel du 17 mai, M. Robert Schmeick, premier avocat général de la Cour de cassation, est nommé vice-président du Comité national de prévention de la violence et de

la criminalité. Après la nomination à la chancellerie de M. Alain Peyrefitte, qui avait été le premier président de ce comité d'étude, M. Schmeick avait été chargé d'assurer la mise au point rédactionnelle du rapport concluant les travaux (le Monde du 28 avril 1977).

Advertisement for Old Nick Martinique Rhum Blanc. The central image shows a bottle of Old Nick Rhum Blanc with a label that reads 'Old Nick Martinique 50 Rhum agricole sélection des meilleurs produits de nos carrières de 1764'. The bottle is set against a dark, textured background that resembles a forest or a cave. Text on the left and right sides of the bottle provides information about the product and includes a coupon for a free envelope. At the bottom right, the name 'BARDINET' is visible. The overall aesthetic is classic and emphasizes the quality and heritage of the rum.

هكنا من الكحل

ÉDUCATION

PREMIÈRE RENCONTRE ENTRE M. BEULLAC ET LE SGEN-C.F.D.T.

Une délégation du Syndicat général de l'éducation nationale SGEN-C.F.D.T. conduite par son secrétaire général, M. Roger Lépinay, a été reçue mercredi 17 mai, pendant plus d'une heure et demie, par M. Christian Beullac, ministre de l'éducation.

Nous avons été étonnés, a déclaré M. Lépinay à l'issue de ce premier entretien, mais nous ne savons pas si nous avons été entendus. Le SGEN a réitéré son refus de la réforme Elaby, dont il n'entend négocier ni le contenu ni l'application. Il a insisté pour obtenir un blâme des établissements (droit de réunion sur le temps de travail, décharges de services, heures de délégation syndicale, etc.). Le ministre n'a pris note de nos demandes, mais ne s'est engagé à rien, ont déclaré les dirigeants du SGEN.

Pour l'emploi, M. Beullac aurait constaté qu'il y avait effectivement beaucoup de non-remplis et il a promis d'examiner quels maîtres pourraient être réemployés à la prochaine rentrée.

Enfin, s'agissant des rythmes scolaires, M. Beullac s'est déclaré prêt à réexaminer les dates d'examen futurs en concertation avec les intéressés. Mais il a précisé que le ministre n'en tenait pour cette année, un calendrier fixé par son prédécesseur.

Le Groupe de recherche pour l'éducation permanente (GREPE), 13-15, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris (tél. 824-46-76), organise, sous le patronage de la Fondation européenne de la culture, du ministère français de l'Agriculture et du Fonds d'intervention culturelle, avec le concours de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale et de la Caisse nationale de crédit agricole, une série de dix séminaires européens sur la ruralité à l'abbaye de Fontevraud, près de Saumur.

Ces ateliers fonctionneront durant dix-huit mois selon un rythme bimestriel. Le premier aura lieu les 6, 7 et 8 septembre 1978 sur : « Les institutions et expériences globales d'orientation et de développement rural ». Suivront : « Le rôle des services en milieu rural » (11, 12 et 13 octobre) ; « Le cadre de vie et l'habitat rural » (18, 9 et 10 novembre) ; « Les problèmes de la régionalisation culturelle » (13, 14 et 15 décembre). L'interprétation sera assurée en anglais et en français.

DEUX JOURNÉES D'ÉTUDES DU SYNDICAT DES INSTITUTEURS

Décentraliser avec mesure

La décentralisation de l'enseignement conçue comme un réajustement pour combattre un centralisme excessif, une équipe éducative où les parents aient leur place, mais avec des « garde-fous », la pratique des langues régionales autorisée mais en évitant tout système exclusif, le syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.) n'a pas quitté la voie de la mesure au cours d'une session d'études qu'il a organisée les 16 et 17 mai à Paris et qui a réuni trois cents personnes. « Plus que jamais, a conclu M. Guy Georges, secrétaire général, nous devons discuter le possible du souhaitable. »

En avouant sa prudence, le syndicat la fonde, le souci de ne pas casser le fil qui relie les militants aux adhérents. « Nous avons demandé en 1976 une rénovation de l'enseignement des mathématiques », a rappelé M. Guy Georges. Cette rénovation est venue sans préparation des maîtres. Ils l'ont donc reçue « avec réticence, alors même qu'ils la souhaitaient ». Cette volonté de cohésion, le syndicat l'a prouvée d'avantage encore, après le congrès de la fédération Corneil, qui vient d'avoir lieu (le Monde du 17 mai). Les instituteurs ne sont-ils pas fondés à se réjouir de la coudes après avoir entendu les parents de la fédération amie revendiquer le droit d'être présents et actifs dans les écoles ? Et puis, le désenchantement n'incite pas à l'andace ; quand le thème de la session a été déclaré « tout d'abord penser que nous serions aujourd'hui dans une autre situation politique et qu'il nous appartient de mettre en œuvre une gestion véritablement démocratique de l'école, il en est allé autrement. Mais s'il est un domaine où il ne faut pas attendre le grand soir, c'est bien celui de l'éducation ».

« On ne s'enferme pas dans des murs pour faire de la théologie. La théologie n'est pas une connaissance livresque. Ici, à l'Institut catholique, je n'apprends pas grand-chose, sinon que j'ai des moines en moins de certitudes. Ici, je n'ai pas trouvé de sécurité, mais j'ai appris à poser les questions. Mon désir est de témoigner ma foi à travers une espérance, d'espérer que le Christ est ressuscité. »

Ces propos d'Isabelle Parmentier, professeure d'allemand, vingt-sept ans, heurteront peut-être certaines catégories de chrétiens qui mettent l'accent sur le savoir de la foi, sur les « certitudes » doctrinales, sur l'aspect de consolation de la religion. Ils ne semblent pas en tout cas détonner parmi les autres interventions d'une conférence de presse organisée le 16 mai avec des étudiants de la « formation C » (formation théologique universitaire pour laïcs). Ces étudiants espèrent que la théologie doit partir de la vie et se forger dans la confrontation. « Nous nous sommes répondu à la demande de nous exprimer ma foi. J'ai tenté, quant à moi, de le faire en français, mais j'ai cherché un langage pour ma foi. » (Marie-Dominique Niel, vingt ans).

La « formation C » fonctionne depuis dix ans (1). Elle attire quelques trois cents laïcs, hommes et femmes de tous âges, qui apprennent, au-delà des cours magistraux, la volonté délibérée de travailler par équipes en toute spontanéité. « Si je suis resté dans la « formation C », c'est parce que j'ai aimé la formation C », commente le Père Courreau, responsable de la « formation C », « c'est non seulement la prise de conscience que la fonction théologique de l'Église est aussi l'affaire des laïcs, mais surtout la volonté d'améliorer la communication entre le monde et l'Église. L'Église rencontre difficilement les hommes. Il faut s'en expliquer. »

Le succès déjà rencontré par la « formation C » a entraîné l'effort de plus en plus assidue pour assumer les difficultés éprouvées par nos contemporains à s'intéresser à une Église qui n'aurait tantôt été au vertige du changement, tantôt vouloir s'accrocher à des formes, des rites, des concepts, une mentalité dépassés.

L'entrée en sixième : une ambiguïté

Inquiétude : voilà évidemment le mot-clé de cette école en crise. Il n'était point besoin du récent suicide d'une jeune institutrice, évoquée à l'ouverture de la session (le Monde du 17 mai), pour rappeler les maîtres et les parents. Parce qu'ils veulent « se dégager du poids de la hiérarchie » tout en recherchant avec les inspecteurs de nouvelles modalités d'évaluation de leur travail, parce que leur formation insuffisante et inadéquate les pousse à s'enfermer sur eux-mêmes et dans les « écoles », des incertitudes se sont accumulées. Les secrétaires généraux du SNI décident une cause supplémentaire. Le système scolaire vit, selon lui, dans une ambiguïté entretenue depuis près de vingt ans, depuis l'ordonnance du 8 janvier 1959, qui supprimait l'examen d'entrée en 6^e. « On n'aurait alors que tous les enfants atteignant la 6^e soient au niveau des seuls 30 % qui y entrent », dit-il. Pour le SNI, il faut donc revenir à la sélection et le dire clairement, soit, c'est la solution qu'il préconise dans son projet de « école fondamentale », soit, toutes les connaissances de l'entrée en 6^e sont devenues devenues. A cette fin, il convient de définir des programmes de tronc et de matières communes en commun entre les cours moyens et de supprimer toute rupture entre ces deux niveaux et de préparer les maîtres à exercer de l'école maternelle à la classe de 3^e.

LES CRITÈRES DE LA PÉDAGOGIE

« Si je ne dégoûte à tout jamais un enfant de la culture, je ne suis pas pédagogue. Mais si je lui donne une gifle, j'aurai les bras ennemis... » Pour éliminer sa réflexion, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.) a demandé à M. Gilbert de Landshere, doyen de la faculté des sciences de l'éducation et directeur du laboratoire de pédagogie expérimentale de Liège. Avec un humour de légende, de Landshere s'est demandé devant qui, et de quoi, est responsable celui qui enseigne ?

Si les réponses ne manquent pas dans l'abstrait, tout se complique dans la réalité. Car personne ne sait, scientifiquement, ce qu'est l'acte d'enseigner. En le limitant à un message verbal qui cheminerait de l'enseignant vers l'élève, avec une action directe, on se rend compte qu'il n'est observé qu'il se passe un acte pédagogique différent toutes les quatre secondes dans une classe d'élèves. Dès lors, on peut tout au plus définir des objectifs pédagogiques et fixer par avance les critères qui serviront à apprécier s'ils sont atteints.

Un inspecteur venant dans une classe ne devrait pas procéder autrement que demander au maître : « Que voulez-vous enseigner ? A quelle prise estimerez-vous que vous avez réussi ? Pourquoi devriez-vous alors « des gens qui travaillent ensemble » et non plus « un potentiel et un domaine ». Quant à notre éducation, « en fonction du nombre incroyablement grand de paramètres qui interviennent dans l'acte pédagogique, n'importe de Landshere, je mets un défi quiconque de définir un système de notation sérieuse ».

CHARLES VIAL

RELIGION

Le dixième anniversaire de la « formation C » à la « Catho »

La théologie, moyen d'améliorer la communication entre l'Église et le monde

« On ne s'enferme pas dans des murs pour faire de la théologie. La théologie n'est pas une connaissance livresque. Ici, à l'Institut catholique, je n'apprends pas grand-chose, sinon que j'ai des moines en moins de certitudes. Ici, je n'ai pas trouvé de sécurité, mais j'ai appris à poser les questions. Mon désir est de témoigner ma foi à travers une espérance, d'espérer que le Christ est ressuscité. »

Ces propos d'Isabelle Parmentier, professeure d'allemand, vingt-sept ans, heurteront peut-être certaines catégories de chrétiens qui mettent l'accent sur le savoir de la foi, sur les « certitudes » doctrinales, sur l'aspect de consolation de la religion. Ils ne semblent pas en tout cas détonner parmi les autres interventions d'une conférence de presse organisée le 16 mai avec des étudiants de la « formation C » (formation théologique universitaire pour laïcs). Ces étudiants espèrent que la théologie doit partir de la vie et se forger dans la confrontation. « Nous nous sommes répondu à la demande de nous exprimer ma foi. J'ai tenté, quant à moi, de le faire en français, mais j'ai cherché un langage pour ma foi. » (Marie-Dominique Niel, vingt ans).

L'épiscopat et la JOC

« TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN » CRITIQUE Mgr ETCHEGARAY

Sans nier que la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) a des problèmes, Georges Montaron dans l'édition de « Témoignage chrétien » du 16 mai sous le titre « Les faux pas de Père Etchegaray » regrette que le président de la conférence épiscopale de France ait fait quelques reproches à ce mouvement (le Monde du 13 mai).

« A qui la faute ? » demande-t-il si les jeunes travailleurs « ont du mal à vivre leur foi... »

« Qui n'impose sa culture pour lire le message de l'Évangile ? Qui n'identifie la liturgie à un certain style de vie ? Qui a donné à Jésus-Christ le visage béni des statues jades de Saint-Sulpice ? »

« Dites-nous, père Etchegaray, n'y a-t-il pas là quelques ambiguïtés qu'il conviendrait de dénoncer ? »

« Il faut un extraordinaire courage aux évêques de Jésus-Christ, de son Amour, de son Message au cœur de la jeunesse ouvrière. Reconnaître la communion des chrétiens ne les aide guère. »

A propos du caractère « sélectif » des invitations à la Courneuve, où a eu lieu le rassemblement de la JOC (le Monde du 13 mai), Georges Montaron écrit :

« Il est vrai que les dirigeants jocistes ont voulu que les organisations ouvrières avec lesquelles ils travaillent, ils auraient pu être plus larges dans leurs courriers, laissant aux destinataires de leurs lettres le soin de rejeter les invitations. Mais les jocistes ne sont guère formés à la diplomatie. Pour eux, un chat est un chat, un contact de combat est un contact et un dégringolade reste un dégringolade. »

« Le père Etchegaray craint la « pensée significative », mais que pense-t-il de la sélection significative qui s'installe dans tant de paroisses et de mouvements chrétiens où les ouvriers sont sous-représentés. »

PRECISION. — Nous avons indiqué dans le Monde du 10 mai que M. Charles Paget, leader de l'« C.F.D.T. chapeau », accompagnait M. Edmond Maire au rassemblement de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) le 14 mai à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Le P.S.U. nous demande de préciser que M. Paget basait en réalité partie de la délégation de cette formation, conduite par Mme Geneviève Petit, secrétaire nationale.

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE

OISE Oxford Intensive School of English

Pour un séjour vraiment profitable : Programme de cours individualisés, familles choisies, niveaux scolaires, universitaires, adultes ; programme loisirs.

O.I.S.E. (Information) 16, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris TEL. 224.42.22

* Assurances sans but lucratif - org. tech. voy. Westalls - LIC. A 568 *

50^{ème} anniversaire

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en

GRANDES VACANCES

ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE ESPAGNE

OSFB

préparez le BECC ou le BAC dans une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - TEL. 526-63-49

Étudiants à temps partiel

Les études sont les études. Mais tant qu'elles durent, il faut vivre. Et vivre bien tant qu'à faire.

Notre société, spécialisée dans la promotion d'abonnements à tarif réduit dans les milieux universitaires représente plus de cent journaux, revues ou magazines (dont Le Monde, bien entendu).

Elle s'appuie dans chaque faculté sur une équipe d'étudiants et d'étudiantes sympathiques, dévoués, sérieux et sans complexes vis-à-vis de l'argent ; capables de se battre pour un produit noble et un service réel.

Dans la pratique, ils ne tirent pas les sonnettes, obtiennent avec nous les moyens de vivre à l'aise (superflu compris) et réussissent aussi leurs examens.

Postes à pourvoir dans toutes les villes universitaires

Adressez dès maintenant vos coordonnées à l'OFUP 21, rue Rollin 75240 Paris Cedex 05 qui vous fera parvenir aussitôt des informations complémentaires vous permettant d'apprécier si vous devez être candidat.

Décision pendant les vacances pour prise de poste début septembre.

Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

- Cours de langue généraux, intensifs et études très intensives
- Cours préparatoires aux examens
- Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais
- Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes
- Logements choisis avec grand soin.

Demandez sans engagement, le programme des cours ACEG.

ACEG 33 Wilshire Road, Bournemouth, Angleterre, Tél. 28 21 28, Téléfax 483
ACEG Swisslandstrasse 17, CH-8003 Zurich/Suisse, Tél. 047 73 11, Téléfax 323

Form. Prénom. No postal. Rue. Domicile. F28

Anglo-Continental Educational Group (ACEG)

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

- Cours de langue généraux, intensifs et études très intensives
- Cours préparatoires aux examens
- Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais
- Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes
- Logements choisis avec grand soin.

Demandez sans engagement, le programme des cours ACEG.

ACEG 33 Wilshire Road, Bournemouth, Angleterre, Tél. 28 21 28, Téléfax 483
ACEG Swisslandstrasse 17, CH-8003 Zurich/Suisse, Tél. 047 73 11, Téléfax 323

Form. Prénom. No postal. Rue. Domicile. F28

50^{ème} anniversaire

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en

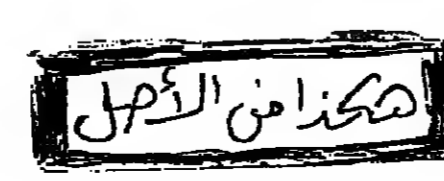
GRANDES VACANCES

ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE ESPAGNE

OSFB

préparez le BECC ou le BAC dans une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - TEL. 526-63-49



Le Monde DES LIVRES

Gertrude Stein acharnée à faire parler la langue

● Trois ouvrages aident à pénétrer l'une des œuvres les plus célèbres et les plus inconnues qui soient.

P our reconnaître Gertrude Stein comme un génie dès le début du siècle, il fallait un génie. Ce fut Gertrude Stein. Elle ne disait un génie, elle se savait un génie. « Cela prend beaucoup de temps d'être un génie, vous devez tellement rester tranquille à ne rien faire, à ne vraiment rien faire », constate-t-elle, en 1938, dans l'Autobiographie de tout le monde. Et Gertrude Stein, écrivain, semble bien ne rien faire, du moins rien de ce que font les écrivains. Elle laisse, la langue, les mots, à leur platitude première et cette langue, ces mots, ne semblent pas le moins du monde travailler ce dont ils traitent : la vie, qui demeure toute pauvre, mais si dense, épaisse, comme elle l'est vraiment avant l'intervention du discours. Cette écriture décaillée, répétitive, comme la respiration, absolument superposable à ce qu'elle dit, représente, en fait, l'une des aventures les plus violentes de la pensée et déclenche la plus étonnante des lectures où s'organise une perception neuve, plus naturelle donc plus difficile, car « la nature n'est pas naturelle et c'est assez naturel », soupire également Gertrude Stein.

Son œuvre est l'une des plus célèbres et des plus inconnues qui soient. Trois ouvrages seulement, sur un soixantaine, parus, avaient été jusqu'à main-

tenant traduits en français. Trois nouveaux paraissent, on en attend d'autres. La simplicité démente et si exigeante de ses textes fait de leur traduction une gageure dont Daniel Mauroc et M.F. de Faloméra proviennent aujourd'hui quelle peut être tenue, admirablement. Dévoilé par Christian Bourgois, le Picasso fut écrit directement en français. Analyse fulgurante d'intelligence, portrait-miroir : Gertrude Stein ne se décrit-elle pas affirmant : « Il ne devance pas son époque, il la vit ». Ce fut sa manière à elle de débiter son temps et c'est pourquoi de ses travaux si peu lus on retrouve la trace infiltrée dans la plupart des expériences contemporaines sur les langages, que les chercheurs, musiciens, peintres ou écrivains en soient conscients ou non. On a beaucoup évoqué son influence sur Hemingway, par exemple, mais on ignore tout ce que lui doivent être même Samuel Beckett, par l'extrême limpidité où elle a su réduire et la langue et la pensée, des ions mystérieusement identiques.

« Alors quelle est la question ? »

Encore inconnus aujourd'hui, Gertrude Stein fut d'abord simplement ignorée comme écrivain. Lasse de publier ses manuscrits à compte d'auteur ou de les entasser dans des tiroirs, elle décide de sang-froid, vers les années 30, d'écrire un best-seller. Ce sera l'Autobiographie d'Alce Torkias, qui la raconte racontée

(gloire) serait mieux dite par un compagne. Alce Torkias tenu, c'est la gloire. L'Autobiographie de tout le monde rend compte de ce triomphe qui l'exalte et la trouble. Lorsque, en 1934, les grands-ciel de New-York proclament les lettres éminentes la bienvenue des États-Unis à Gertrude Stein, lorsque est reçue à la Maison Blanche par le président Roosevelt, lorsque Ley lui offre avec délices l'Académie, lorsque Gertrude Stein est élu président et journaliste au cours d'une sensationnelle conférence donnée dans les universités, qui célèbrent-elles ? Est-ce l'Amérique massive, âgée de soixante ans, issue d'une famille juive allemande ? Est-ce la Parisienne, de passage au pays natal qu'elle depuis trente ans ? Est-ce l'ancienne étudiante de Harvard, passionnée par l'enseignement du philosophe William James et Henry et qui lui apprenait à éprouver la sensation d'un mais, d'un et, d'un si, comme celle du bleu ou du froid ? Célébrer-elle la collectionniste, installée depuis trente ans à Paris, amie de Picasso, de Braque, de Matisse, de tant d'autres qu'elle avait découverts



Gertrude Stein, par Picasso.

et soutenus ? On le femme toute sa vie en proie à une crise d'identité, mal enracinée en Amérique comme en France, douloureusement consciente d'être née pour « remplacer » un frère mort et qui demanderait sur son lit de mort : « Quelle est la réponse ? », puis, une recevant aucune : « Alors, quelle est la question ? » Mais surtout, éblouit-on vraiment l'écrivain acharné à faire parler la langue, à lui faire savoir ce qu'elle dit, et à ne rien dire d'autre ?

VIVIANE FORRESTER.
(Lire la suite page 22.)

La nouvelle Phrygie de Gaston Bonheur

● Un roman d'aventures utopique paré de toutes les séductions de la réalité.

AVANT laissé à René-Victor Filles, citoyen de l'Occident comme lui et son pres- que à pays, le soin de présenter aux lecteurs du Monde en 1976, la Croix de ma mère, le découvre seulement avec le Soleil oblique, la nouvelle vocation de Gaston Bonheur. Certes, par-delà une belle carrière de journaliste, on le savait écrivain, voire poète, même romancier dans des temps plus anciens. Mais le voilà qui se révèle comme un farouche « faiseur » de ces romans populaires, pleins de héros, d'exploits et d'utopies qui vous entraînent, vous envoient, tout en prétendant vous instruire. C'est qu'ils retrouvent en toute simplicité les voies traditionnelles du genre : la création de personnages héroïques, l'invention d'aventures rocambolesques, le recours à de folles sociétés secrètes et, à travers ces débordements de l'imagination, le dessin de faire vivre une vérité sur l'homme et sur le monde.

Un produit rare et de bonne marque. Ne croyez pas que tout y soit au service de l'action. L'écrivain sait se ménager des plages où sa plume savoure le paysage, la lune, les arbres, les sources, la mer, la beauté des femmes, les virages oues, le sport, les délices de toute la cuisine régionale et les divines surprises d'architectures naturelles ou humaines. Son roman va vite, va loin, plonge dans l'histoire, dans la littérature, dans la mythologie, ne s'interdit aucune utilisation fabuleuse du présent et cependant s'accorde le temps qu'il faut pour que l'auteur et le lecteur satisfassent avec raffinement leurs désirs.

Au fond, qu'arrive-t-il à Gaston Bonheur ? Il se met à rêver son époque. Le saint, bien entendu ne peut venir que du ciel. JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 19.)

Un portrait de famille des Toscans au Moyen-Âge

● L'ordinateur au secours de Clio.

C E livre a trois auteurs : David Herlihy, Christiane Klapisch et l'ordinateur. Le document de base, c'est le gigantesque *catasto* (cadastre) de 1427 par lequel la modernissime administration de Florence prétendait tout connaître, tout estimer, tout taxer équitablement au titre de l'impôt : familles, terres, bétail. Le vaste état de la statistique, consciencieusement tissé par les bureaucrates citadins, enveloppe les 280 000 personnes qui forment la population de l'Etat florentin (du contado), villes et campagnes. Seuls les prêtres, les juifs et les très pauvres ne sont pas comptés. L'opération permit d'améliorer la justice fiscale, mais elle était tellement énorme qu'on en resta souvent aux chiffres de base, faute de machines à calculer pour faire les additions du quatorzième siècle.

L'ordinateur fournit leur revanche posthume. Un demi-millénaire plus tard, les chercheurs du Quattrocento, à terme d'énormes travaux de préparation et de digestion des données, menés par les deux auteurs, le machine est venue à bout du monstre. Saint Georges a terrassé le dragon. En un tournemain, on peut désormais demander à ce *Catasto* revu et corrigé par M.M. de nous donner l'annuaire téléphonique des citoyens de Florence en 1427, à supposer, par extraordinaire, ils aient possédé le téléphone.

Une « géine » interrompue

L'ouvrage contient de longues considérations de méthode. Elles sont indispensables pour tenter la solidité de l'entreprise. Mais le lecteur peut les « sauter ». Du côté du contenu maintenant : Herlihy et Klapisch partent, comme il se doit, des épiphanies catastrophes des quatorzième et quinzième siècles. Sans guerre de cent ans (réservée au seul territoire français), par la simple vertu de la peste noire (1348) et des « pandémies » suivantes, le *contado* de Florence perd plus de deux tiers de sa population entre 1300 et 1427. Quelle saignée !

Au quatorzième siècle, Florence était la troisième ville d'Italie pour la population, après Venise et Milan. Au seizième siècle, elle ne sera plus que la septième. Si les pertes pestueuses ont été quand même compensées, au moins partiellement, on le doit aux extraordinaires facultés de rebondissement de la fécondité des femmes : le mariage des jeunes Florentines vers 1420 s'opère très jeune, à quinze ou seize ans, comme aujourd'hui dans les Indes. D'où beaucoup d'enfants, puisqu'on dénombre déjà des potron-minet, qui plus est, les veuves ne se remariant pas toujours à l'âge le plus jeune. A-t-il disparu par fait dépeuple- les voilà, quand elles sont encore jeunes, qui se remarquent ; elles sont vite enceintes. La « géine » est presque ininterrompue.

An total, la vigueur économique de la cité, avec son industrie textile, son commerce, ses écoles, son art de la sculpture, sur les collines entourées d'oliviers, fournissent la rote et la nourriture aux citadins, restés impressionnés : grâce à cette forte base, Florence traverse désastreusement, mais traverse quand même, et dans cette que nous appelons la période dite 1340-1430.

Décidément fécond, l'ordinateur de nos deux auteurs a beaucoup à dire sur les structures sociales et mentales : il dessine les pyramides pyramidales des âges. Elles sont les mêmes dans les classes sociales de Florence au quinzième siècle, chez les bourgeois, compte des originaux remarquables quand le siècle folle le père la marie à six ans, avec un « vieux » de dix-huit ans. Quand elle est laide et le met au couvent, pour épouser Dieu. Jésus-Christ est un grand diable et bon marché. Le couvent cache des nouvelles femmes une des deux fois mûres et vierges que ne ferait un époux le char et d'os ! Les classes moyennes urbaines, quand elles sont désargentées, cherchent de pratiquer la « contraception » (cette intervention chirurgicale de l'époque, dont le prototype est sainte Bernadine de Sienna, irrité par les funestes méthodes de ce paléo-malthusianisme.

La structure de la famille ou du foyer (« feu ») est bipolaire : à un pôle se tiennent les infortunés ménages-détruits, dure-

ment éborgnés par les pestes, privés de leur chef de famille et gouvernés par une pauvre veuve, chargée de maraude. À l'autre pôle, on trouve les familles élargies : père, mère, beau-père, grand-mère, oncles et tantes célibataires, innombrables enfants nés des couples multiples formés par des frères respectivement mariés. Tout ce monde-là, jusqu'à quarante personnes quelquefois, se laisse gouverner par les vieux de la maison, et couchant sous le même toit, mange au même pot, cultive ensemble les terres familiales ; elles bénéficient ainsi d'une main-d'œuvre pas chère, parce que familiale et non salariée. Les petits enfants sont scolarisés, mûrissent, embrassent, châtouillés par les mères et les courtoises. Quand ils meurent, comme des mouches, on se doit d'en faire vite son deuil, pour préparer le berceau du suivant. Nobles, les jeunes filles sont séquestrées. Mariées, elles sont battues par l'époux. Tout est dans l'ordre.

Pourquoi ?

Ce « Herlihy-Klapisch » est probablement le plus formidable étude démographique qu'on ait jamais réalisée sur des populations médiévales ; un quart de million de personnes détaillées, scrutées, passées au peigne fin. L'ordinateur, en l'occurrence, aura bien mérité de Clio. Il ne s'agit pas de dire que tout ce monde-là mystérieux voile qui dissimule à nos regards les causes du miracle florentin. Nous sommes en désaccord sur le bout du doigt la façon dont les Toscans de 1427 ont résisté à l'effondrement, équilibre, équilibre, momentané, avaient leurs impôts, mariaient leurs filles ou gardaient leurs boeufs. Nous ne savons pas encore très bien (mais le but de ce grand livre n'est pas d'être sans doute pas de nous l'apprendre) pourquoi, quelques décennies plus tard, ils verront s'épanouir chez eux le capitalisme et Botticelli.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.
LES TOSCANI EN LEUR FAMILLE, une étude du *Catasto* florentin, de 1427, de David Herlihy et de Christiane Klapisch-Zuber. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 704 p., 200 F.

« Le vagabond qui passe sous une ombrelle trouée », de Jean d'Ormesson Gloire du funambule

S i vous voulez faire carrière au service de l'Etat, il n'y a pas mieux que de naître d'Ormesson et de suivre, autour de la pièce d'eau du château familial, les conseils d'un adorable père ambassadeur. Mais si vous voulez rêver d'écrire, c'est-à-dire de la graine de détraqué traqué, ce comble de la veine, pour peu que vous y ajoutiez le don du plaisir, peut tourner à la poïse.

De cette douce malédiction, l'auteur d'*Au revoir et merci* s'est brillamment amusé alors qu'il n'était encore qu'un normalien distrait, payé par l'UNESCO pour mettre en romans minces (c'est lui qui le dit), ses amours de vacances. Douze ans ont passé pendant lesquels l'adolescent, dont lui-même et les siens redoutaient l'incroyable légèreté, est devenu immortel, orphelin, quinquagénaire, directeur du *Figaro*, et auteur de deux best-sellers nullement frivoles. De quoi commencer à faire sérieux, à se prendre au sérieux ? En tout cas, de quoi mettre à jour ses expériences, ses convictions et ses chimères.

Ce nouveau tour de pièce d'eau, c'est encore en funambule que l'entreprend Jean d'Ormesson, son titre le dit assez, et on ne le changera pas ; mais sa fantaisie charmeuse se révèle la politesse d'une réelle gravité.

L u n'en dément pas. Quitte à faire douter de sa modestie, maintenant qu'œuvres et honneurs ont lesté sa biographie, il continue à se proclamer « incapable et de peu d'importance ». M. Hirsant parle-t-il de sa « faiblesse » ? Il y voit un compliment. Coquette de vedette que l'obscurité crucifierait ? A peine. On le croit quand il assure que, comme à Laordaire et à Montherlant, la gloire lui fait pitié, et qu'il s'inclut dans sa tendresse pour les perdants. Dérocher le Nobel, tomber « si bas » ? Il y songe.

S'il a souhaité diriger le *Figaro* et siéger quel Conti, c'est uniquement pour se faire pardonner ses péchés de jeunesse par son père, dont il ne cesse de retoucher le portrait de grand humaniste libéral avec une insistance inconsciente. De même juré-t-il n'avoir inventé le château d'*Au plaisir de Dieu* et son duc inébranlable que pour rendre à sa mère un domaine perdu et célébrer sa permanence.

La pléte filleule sert ainsi de fil secret au livre, et au funambule pour braver, ombrelle en main, le vide de l'évenir.

par Bertrand Poirot-Delpech

L 'HERITIER ne s'est pas contenté d'honorer ses privilèges de naissance, il les a transformés en avantages intellectuels. Il y a puisé, avec quelque avance sur son temps, une réhabilitation du plaisir ; un plaisir moins béat que ne l'ont fait croire ses fringales d'Italie vers 1980, il baigne parfois d'un soleil noir. Enfin, après avoir commencé à écrire « sans savoir quoi », il a apporté à la production littéraire des années 70 la contribution considérable de *Le Gloire de l'Empire* et d'*Au plaisir de Dieu*, dont le manque apparent de sérieux n'a caché l'importance qu'aux imbéciles.

Sa modestie qu'on peut croire feinte parfois est authentique en littérature, et payante. Au lieu de vouloir s'élever risiblement à Nietzsche ou à Proust, comme tant de ses contemporains, il a accepté de se situer dans la descendance de Bouffet, de Bordeaux, de Toulet ou de Renard. Il aurait pu ajouter Jules Romains, à qui il n'a pas succédé par hasard sur son trône et sous le Coupole ; ici encore, à propos de précédents archaïques romains ou italiens, il illustre, comme dans *Le Gloire de l'Empire*, les charmes et les profondeurs insoupçonnées de la mystification.

Grâce à quoi il occupe beaucoup mieux qu'un « strapontin » dans la littérature, et la tête d'une « arrière-garde » dont dépend finalement le survie du roman, aux yeux du public, sinon des professeurs.

C AR le roman est menacé, ainsi que l'écrivain et toute la culture qui a baigné notre bonheur d'exister. Jean d'Ormesson en est conscient et inquiet. Sans dramatiser, parce qu'il a horreur de ça, son *Vagabond* glisse sournois vers un *Ce que je crois* ou plutôt un *Ce dont je doute*. L'Occident, selon lui, est à son automne, et pas seulement la classe qui l'a dominé. Le socialisme a cessé d'être un recours acceptable. La jeunesse est livrée à un monde où l'avenir dévore l'être, sans plus de projet que de mémoire.

Face à cette crise des valeurs, d'Ormesson s'affirme chrétien, persuadé qu'une force invisible et les morts veillent sur nous, tourné vers l'avenir, mais fidèle au passé, horrifié par le *macro-féodalisme* mais aussi par les « gouges spirituelles » de l'Occident, partagé entre sa défiance de l'humanisme et sa foi en une nature humaine déjà présente à l'époque de Cro-Magnon, entre l'éternel et le contingent, le tout de l'individu et son néant, bref hésitant sans cesse entre les contrastes.

N OUS touchons là au plus typique de sa pensée, de son caractère, de son style. Pas un ancre qui ne soit défilé par ses contradictions ou tout de ses contrastes. Se dit-il las de la politique ? C'est pour y revenir plus qu'on ne lui demande. Défend-il les principes ? C'est pour les transgresser. La famille ? C'est pour lui préparer l'individu. Ses amours ? Ni tragiques ni gaies. Les objets ? Il les adore et s'en moque. L'histoire va à la fois vite et lentement, dans l'espoir et le désespoir...

(Lire la suite page 20.)

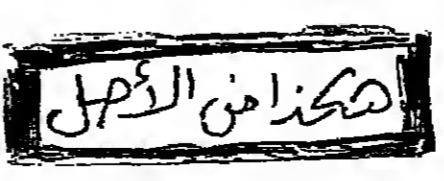
Des choses cachées depuis la fondation du monde

RENE GIRARD

Recherches avec J.-M. Oughourian et Guy Lefort

« Un livre monumental ». Georges Siffert/Le Point

« Un livre fulgurant ». Le Nouvel Observateur



25% DE REMISE
jusqu'au 31-6-78

• LA PLEIADE
• BANDES DESSINÉES
• ASSIMIL - Livres - Disques - Cassettes
• ATLAS

JOSEPH GIBERT
26/30, BOULEVARD saint-michel — Paris (6^e)
Métro : ODEON-LUXEMBOURG

ECOPLAN Marque déposée
LOCATION LONGUE DURÉE

ECOPLAN VOUS CONNAISSEZ?

2CV SPECIAL

428 F par mois (48 mensualités fixes).
Sans aucun dépôt de garantie, jusqu'au 30 juin 1978.

POUR sans réserve d'acceptation de votre dossier. Carte grise en sus. Tarif n° 132 du 13.2.78.

CITROËN

ROBERT LAFFONT

Portrait de famille dans le regard d'une mère...

Le nouveau roman de

YVES NAVARRE

Je vis où je m'attache

JACQUES DE BOURBON BUSSET

Tu ne mourras pas
Journal VII

Je n'ai peur de rien
quand je suis sûr de toi

entretiens avec Jacques Paugam

C'est beau, impressionnant, impudique et cela fait peur.

GALLIMARD

la vie littéraire

Le Midi à la conquête de l'Ouest

Dès le second moitié du siècle dernier, la surpopulation d'une terre pauvre entraînant à l'ouest des paysans des Hautes-Alpes. Certains s'installent à Marseille, d'autres, éduqués par le bâtiment des recrutements, émigrent aux Etats-Unis. Ceux du Champaur parcourent l'Ouest américain comme mouliniers, mineurs ou arpenteurs. Quelques-uns, saisis par le fait du pays, retournent dans leur vallée natale. Mais la plupart finit soit à l'ouest, soit à l'est. Marcel Barris, journaliste à Gap, et sa fille Florence ont retrouvé ces pionniers ou leurs descendants, après un parcours de 10 000 kilomètres à travers le California, l'Orégon, l'Idaho, l'Arizona, etc. Florence et Marcel Barris consultèrent les « papiers de famille » et entreprirent alors de retracer l'épopée des cousins d'Amérique dans un ouvrage intitulé *Western champaurien* (Editions Ophrys, 10, rue de Navarre, 75002 Paris). Le second tome (148 p., 20 F) — il en est prévu cinq — vient de paraître, et le troisième devrait sortir à l'automne. L'unité de la Bibliothèque de la Californie, où réside de nombreux Hauts-Alpins ou leurs descendants, envisage la traduction de la série complète. — B.A.

Méto, boulot, docto.

Quotidiennement les « bouchés » du méto parisiens vivent et respirent une atmosphère de stress humain — quatre millions environ. Près de quatre mille travailleurs assurent le fonctionnement de ce réseau souterrain, de cette Métropole.

Pierre Bouvier, auteur d'un essai sur Franz Fanon et agent culturel, pendant plusieurs années, à la R.A.T.P., a tenté, par le biais d'entretiens libres, d'appréhender le quotidien de ces travailleurs.

C'est le « fonds quotidien », les « temps morts » de la classe ouvrière — c'est-à-dire ce qui échappe généralement aux historiens ou aux sociologues de la politique — qui est l'objet de ce livre. Le plus grand mérite de ce livre est de comprendre le pourquoi et le comment du « conformisme » apparent du plus grand nombre. R. J. Tigris et Dupier, 7, boulevard de Cligny, Paris) constitue un document excellent sur l'aliénation ouvrière. — R. J.

Le « Doctrinal » est arrivé

Le numéro 4 du *Doctrinal* de Savance vient de paraître. Sous ce titre moyenâgeux se cache une revue, trimestrielle assez méchante et pas du tout bête. Animée par un groupe d'enseignants d'histoire et de philosophie, elle se propose de réfléchir sur l'école et la fonction non seulement de l'école, mais aussi du précepte « éduquer, raisonner », que véhiculent l'enseignement de la philo, et sur sa prétendue « neutralité » politique. Dans ce numéro 4, on trouve, entre autres, d'excellents articles sur l'attitude du pouvoir vis-à-vis des enseignants, sur « la méthode sociologique de l'histoire », l'usage des « politiques » dans le cadre de l'institution scolaire, etc. et ce n'est pas l'aspect le moins original de cette revue, on y trouve aussi des textes d'élèves : ce ne sont pas forcément des canons, et leur point de vue est souvent celui du prof. Bref, tous ceux qui se préoccupent de la culture, des ministères relatifs au « programme » de la classe de philo et du bac plongent chaque année, dans le perpétuel, et qui ne trouvent pas dans Kant un réconfort suffisant pour leurs angos, devraient s'abonner au *Doctrinal*, une des excellentes revues comme on n'en fait pas assez. (Ecrire à Martine Hocquet-Tessard, 85, rue de Ménil, 75002 Paris). — C. D.

Vercingétorix est de retour

C'est le dix-neuvième siècle (pas et stupide) qui tira Vercingétorix de l'ombre où le bachelot l'histoire, le héros de César mis à part. D'ambly dans la légende, le personnage ainel s'est grandement « vraï » que celui de la Guerre des Gaules. On doit à Camille Julian, grand spécialiste des Gaulois, d'avoir mis les choses en place, en 1891 : son *Vercingétorix*, toujours aussi puissant et psychologiquement crédible, est peut-être au cœur d'une civilisation que nous connaissons mal — la nôtre, pourtant, — originale, tumultueuse, enrichie en même temps qu'effrayée par trop de particularismes. Une préface et des glosses de Paul-Marie Duval réactualisent une œuvre restée actuelle. Dans la même optique : la réaction de travail historique d'une qualité indiscutable, les Editions Tallandier publient, de John Charpentier, *l'Ordre des Temples* (qui avance pas mal de balivernes régulièrement débitées sur le sujet), et les *Hommes de la Croisade*, qui évoquent, tout aussi lucide, vers l'Orient par croyance ou espoir, du génie, sous le plume aigre de Régine Pernoud. — G. G.A.

Le centième numéro de « Psychologie »

La revue *Psychologie* fête son centième numéro. Lancée en février 1970 par Jacques Mousseau au sein des Editions Royat, elle atteint rapidement un tirage moyen de soixante-quinze mille exemplaires. Bénéficiant du contact d'intimité avec le magazine américain *Psychology today*, elle publie en premier de nombreuses études sur les nouvelles tendances de la psychologie anglosaxonne, ainsi que des grands entretiens avec des chercheurs reconnus — de Jean Piaget à Claude Lévi-Strauss. S'adressant à un public non épistémologique, elle est évitée les écueils d'une vulgarisation hâtive et racoleuse. — R. J.

vient de paraître

- Romans**
MAURICE TOESCA : *Un héros de notre temps*. — Un récit à la fois policier et politique sur le thème d'un terrorisme. (Albin Michel, 233 p., 39 F.)
CLAUDE COURCHAY : *Les Mœurs d'aujourd'hui*. — L'auteur nous fait dans son cinquième récit le « journal de notre temps ». (Gallimard, 255 p., 39 F.)
ROGER IVON : *Un César à Paris*. — Les moeurs d'aujourd'hui considérées par un ouvrage de Candide. (Albin Michel, 237 p., 39 F.)
FRANÇOISE FARTURIER : *Cela n'est pas amour*. — Françoise Farturier revient au genre romanesque, avec ce roman de la vie conjugale contradictoire de l'amour. (Albin Michel, 409 p., 49 F.)
- Poésie**
MARC VARTIEN : *Adresses habitées*. — L'auteur a obtenu, pour ce recueil, le prix Lucien-Varenne 1977. (Ed. Seghers, 91 p., 21, rue de l'Embarcadere, 12000 Rodéz.)
JEAN FOLLAIN : *Préface jour*. — L'auteur, inconnu et fervent, du monde quotidien. Les poèmes sont accompagnés de croquis dessinés de Denise Erubin. (Ed. Galena, 127, bd Haussmann, Paris-8^e, 35 F.)
KATHLEEN RAINE : *Sur un visage d'été*. — On découvre ici la grande poète anglaise dont Françoise Wagnon a présenté l'autobiographie. *Adresser vos commandes à Stock* dans *Le Monde des Livres* du 21 avril 1978. Traduit par Madeleine Menace et Jean Mandrin. (Gallimard, Diffusion Nourissier, quai de la Seine, 145 pages, 33 F.)
Libé créant. — Autre recueil traduit de l'anglais par François Xavier Jourd'heuil, suivi d'une bibliographie de l'auteur. (Gallimard, Diffusion Nourissier, quai de la Seine, 105 pages, 33 F.)
- Littérature étrangère**
FRANCES GLADSTONE : *Le Portrait de son père*. — L'enfance et l'adolescence d'une jeune Américaine juive new-yorkaise vivante actuellement à Paris, ou le portrait d'une jeune femme. Traduit de l'anglais par Michel Douy. (Le Sagittaire, 202 p., 32 F.)
- Critique littéraire**
Maurice Roche par les autres. — Un recueil d'analyses théoriques, de témoignages d'entretiens concernant l'auteur de *Compass* et de *Colect* (Ed. de l'Arctique, 185 p., 42 F.)
- Essais littéraires**
GEORGES PERROUX : *L'Arctique imaginaire*. — Un des derniers romans de Perroux, mort le 24 janvier 1978. (Ed. Grise, 3, place J. Lacaze-Villars - Semences 08 000 Charleville-Mézières, 29 p., 30 F.)
- Entretiens**
HENRI QUEFLEUC : *Un Breton très tranquille*. — Quelques entretiens avec Maurice Charraud. (Stock, 347 p., 42 F.)
- Psychanalyse**
MICHEL NEYRAUT : *Les Logiques de l'insécurité*. — Pourquoi parler de l'insécurité en termes sémiotiques ? (Ed. Hachette, 226 p., 35 F.)
- A. VITALE, P. BERRY et J. HILLMAN : *Pratiques de l'Analyse*. — Trois études de psychologues jungiens traitant des « psychologies relatives aux archétypes du père et de la mère. Trad. de l'américain et préfacé par M. Leguillomier. (Ed. Imago, diffusion Peyot, 130 p., 48 F.)**
- JEAN-CLAUDE MILNER : *L'Amour de la langue*. — Qu'est-ce qu'il dit de la langue ? (Ed. du Seuil, 132 p., 39 F.)**
- Témoignages**
MARC BLANC-LAPIERRE : *Seigneur dans les nuages*. — Le pouvoir psychique exercé par un de ses victimes. (Ed. Robert Laffont, 408 p., 55 F.)
- Psychiatrie**
THOMAS S. SZASZ : *Éloge de la folie*. — L'histoire de l'hospitalisation psychiatrique à travers des textes de psychiatries et d'écrivains commentés par Thomas S. Szasz. Trad. de l'anglais par J. Ochs. (P.U.F., coll. « Perspectives critiques », 255 p., 59 F.)
- Philosophie**
PAUL SAUREN : *ASSONIN : Morale et philosophie historique*. — L'explication historique inscrite à l'œuvre de la philosophie marxiste de la révolution. (P.U.F., 219 p., 60 F.)
- MICHEL CLOUSCARD : *Le Frontisme et la Staline*. — Les mythes du néo-capitalisme et les idéologies à la mode. (Ed. Halicz, 191 p., 39 F.)**
- Sociologie**
MANCOUR OLSON : *Logique de l'action collective*. — L'impossibilité théorique de la solidarité, par une sociologie nouvelle proche de Raymond Boudon. (Presses universitaires de France, 199 p., 69 F.)
- BERNARD TOCANNE : *Fléau de nos jours*. — Les moeurs de la seconde moitié du XVII^e siècle. — Ce livre vers une thèse présente ce qu'il faut penser de la pensée classique. (Kailinck, 501 p., 65 F.)**
- Histoire littéraire**
LES LIVRES NEUS. — Les deux années de ce livre qui parurent à Bruxelles de 1974 à 1978 sont rééditées. On y trouve des textes de Paul Nougé, Marcel Marini, Louis Sarrailh, Guy Debord. (Ed. Flammarion, 48, rue Saint-Honore, 75001 Paris, 588 p., 120 F.)
- HERMANN WENDEL : *Destin*. — Biographie classique par un essai sur le thème politique local-démocratique d'avant 1914. La première édition française date de 1932. (Peyot, 289 p., 55 F.)**

en bref

- UN FESTIVAL DE POESIE en langues française et anglaise aura lieu à l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi, les 13, 20 et 21 mai.
- LE CENTRE CULTUREL MUNICIPAL PRÉSENTE A VIERZON l'exposition de Joëlito Daria et Alain Bruguat. Poésie dans la cité.
- A l'occasion de cette manifestation, une plaquette sera distribuée aux participants. Elle sera distribuée à Vierzion le samedi 20 mai, à 20 h. 30, avec la participation des poètes Marie-Claire Banaquart, Pierre Delle Nogate, Juliette Darda, Vincent Khoury - Ghata, Gilles Paillasson, Louis Ray et Marcel Tard. (Bibliothèque Paul-Eluard, à Vierzion.)
- LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE POESIE DE PARIS s'ouvrira le 20 mai par une soirée de poésie à l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi, de 19 h. 30 à 23 heures. Trente-trois poètes y seront représentés. Le 21 mai, un hommage sera rendu à Victor Hugo à Vierzion le samedi 20 mai, à 20 h. 30, avec la participation des poètes Marie-Claire Banaquart, Pierre Delle Nogate, Juliette Darda, Vincent Khoury - Ghata, Gilles Paillasson, Louis Ray et Marcel Tard. (Bibliothèque Paul-Eluard, à Vierzion.)
- UNE GRANDE FÊTE DU LIVRE est organisée les 12, 13, 14 et 21 mai à Argenteuil (Val-d'Oise) par la librairie La Halle des Heures, place Honoré-de-Balzac.
- LE SEIZIÈME PRIX SEVIGNÉ, décerné par la Société des Journalistes Français, a été attribué à notre collaborateur Jean Tallenange pour son livre « Famine terre » (Stock).
- D'autre part, le prix du Cercle européen Louis-Vincent a couronné Dominique Ancelet pour « Faut-il ouvrir les yeux ? » (Flon). Le prix Sévigné européen d'économie a été attribué à Philippe Lacombe pour son livre « Ecologie ou écologistes non ? » (Flon). Enfin, le prix Sévigné du cercle des Humanités humaines est revenu à Jacques Médard pour « Le Travail de la Liberté » (Presses de la Cité).
- NOTE DE COLLABORATEUR CLAUDE DAVID, professeur d'histoire de la littérature allemande à la Sorbonne, a reçu le prix littéraire « Friedrich-Gundolf », de l'Académie allemande de Darmstadt, pour la langue et la poésie, d'un montant de 600 Deutschmarks, destiné à récompenser les études germaniques à l'étranger.
- LA LANTERNE NOIRE, revue de critique anarchiste, présente dans son numéro 18 (mars 1978) un dossier sur le Manifeste de P. Schiller, n.º 14 - 5200 Montesson-la-Forêt.
- A PROPOS DE GUSTAVE LE BON. — Nous avons signalé, dans « Le Monde des Livres » du 14 avril, que les amis de Gustave Le Bon ont entrepris de rééditer son œuvre, trop oubliée. Les éditions Kailinck ont voulu qu'avant la publication de la « Psychologie du socialisme », due à cette association, elle-même ait réédité, l'an dernier, l'ouvrage le plus célèbre de Gustave Le Bon : « La Psychologie des foules ».

en poche

« LA VIE DE GRAMSCI »

La collection « Pluriel » reprend la remarquable biographie de Gramsci par Giuseppe Fiori avec une préface et des notes supplémentaires de Gramsci. Ce récit, précis et sensible — le contraire de la hagiographie politique — est une véritable enquête, bouillie de lettres et d'entretiens.

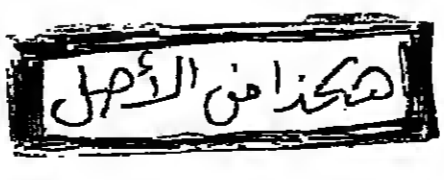
Il s'agit tout à fait de cette vie souffrante physique et morale d'un homme, fils de bourgeois, enfant fragile en enfance, hystérique sous-jacent, enfant en philosophie à Turin, marxiste socialiste, chroniqueur théâtral s'intéressant à Pirandello, communiste enfin, vaincu par le stalinisme, puis prisonnier du fascisme, Antonio Gramsci a toujours été un homme contre son propre régime. Il mourut le 27 avril 1937, à la suite de la venue de sa mort. L'histoire morale s'ajoute à la pensée corporelle. La préface de Gramsci explique pourquoi les innovations théoriques proposées par Gramsci dans ses années de prison le firent considérer comme un traître par ses amis communistes, et comment ceux-ci lui firent sentir leur désapprobation jusqu'à la fin de sa vie.

« LA VIE DE GRAMSCI » est un livre de Gramsci contrasté étrangement avec l'irréductible hélien de la guerre.

Cette biographie est également une excellente introduction à l'histoire contemporaine d'Italie, sujet sur lequel on se doit de réfléchir, à un moment où la pensée humaine avec la tradition de violence.

« LA VIE DE GRAMSCI » de Giuseppe Fiori. Le livre est en poche, « Pluriel », n.º 14, 5200 Montesson-la-Forêt, 24 F.

• Parmi les rééditions : « Bel Est », de Cesare Pavese (L'Imaginaire, Gallimard) ; « Le feu d'Amérique », roman d'Yves Bachelard (L'Imaginaire, Gallimard) ; « Du contrat social », de Jean-Jacques Rousseau, précédé d'un Essai sur la politique de Rousseau, par Bertrand de Jouvenel (Pluriel) ; « Le livre de poche » : Utopie et Civilisations, essai de Gilles Lapouge (Champs, Flammarion).



chronique

Un peintre de la France profonde

Ces paysans qui vont disparaître.

Ce livre est le fruit d'un coup de fouret. A près de quarante ans, Charles-Armand Klein, qui avait vécu toute sa vie entre le onzième arrondissement et divers guichets de la Sécurité sociale, où il officiait, a découvert Hulsen-sur-Cosson, dans le Lot-et-Cher, et, à la différence de Paul Claudel, qui y avait situé des « conversations », lui, il y a fixé sa coexistence. Il s'est pris d'intérêt pour une famille de paysans, les Boyer, et, comme il arrive dans toutes les histoires d'amour, il n'a rien voulu laisser du passé de cette famille.

Cela nous vaut un récit à la fois documenté et savoureux, minutieux et galopant, qui court sur plus d'un demi-siècle, de 1905 à 1970 très exactement. Une chronique villageoise qui est en même temps un morceau de l'histoire de la France.

Comment on était éduqué, en ce début de siècle, par des instituteurs qui avaient les principes aussi rigides que les moutons. Comment on se transmettait les secrets de la terre, de père en fils. Comment on mourait à la guerre, soit dans l'immédiat, piqué par un trait de feu, soit à retardement, miné par l'ypérite (soixante et onze disparus pour un village de mille-trois cents habitants). Comment on prenait femme, entre deux tailles de vignes, et non pour un tour de taille, mais pour un tour d'esprit, ou un tour de main à confectionner les tartes et les tourtes. Comment les fils des tués de la Grande Guerre sont repartis et sont restés prisonniers cinq ans durant lesquels les femmes ont sacrifié, bêché, labouré, administré.

Comment, pour se déboucher l'entendement, on lisait, avant,



* Dessin de CAGNAT.

le Petit Parisien et, plus tard, on a écouté la T.S.F. puis regardé la télévision, sans que l'homme, le bon sens, la raffinerie fine de l'âme n'aient jamais perdu leur dernier mot. Comment les tracteurs ont remplacé les chevaux et comment, avec les tracteurs, on a fait des barrages pour protester contre les incohérences, les ignorances de l'administration. Comment les enfants ont peu à peu déserté les sillons de moins en moins nourriciers et remplacé la terre, dans leurs veines, par la paperasse des bureaux, le cambouis des garages, l'asphalte des H.L.M. et comment, enfin, les vieux vieillissent et trépassent, que ne parvenant pas à égarer les pages de la télévision ni le bobol du monde.

Charles-Armand Klein a dédié son livre à tous les petits paysans, avant que le dernier d'entre eux ne finisse empalé dans un musée. C'est un constat d'amertume, où l'ingratitude et l'inconscience des puissants ont leur part. Car il s'agit là d'une peinture de la France profonde, celle qui ne confondait pas l'homme avec l'argent ni l'économie des marchés avec celle des supermarchés. Le livre a de l'humour comme l'auteur et comme la région où il se situe, qu'on n'a pas qualifiée sans raison de « jardin de la France ». Glorieux avait coutume de dire que les paysages façonnent les caractères. Ici, même le drame se colore de rose. On s'aime sans ostentation. On meurt sans embarras.

Dans sa passion d'amoureux attentif, Charles-Armand Klein (ce prénom, déjà, serait d'époque) a tissé sa chronique d'expressions du terroir qui sont aussi savoureuses à l'esprit que le vin du pays l'est au palais.

Ce n'est pas du précis mais du parler paysan, simple, truité, capoté à la source. Dans même manière, il a entrecroisé son récit de nouvelles et puisées dans la presse de l'époque — qui aident à le situer dans son contexte politique, historique. Ses chapitres s'intitulent à la suite : « Sous le signe de MM. Couder, Félières, Formont, Juvénat, Donnergue, Lebrun, Assis, de Gaulle, Pompidou ». Toute notre histoire. Ou tout notre Général.

PAUL MORELLE. * LA TERRE DANS LES VEINES, LES GENS DE HULSEN, de Charles-Armand Klein, Plon, 225 p., 48 F.

romans

LA SAGA DES MAMMIFÈRES

HUGO VERLOMME a d'abord été un jeune journaliste parisien (il est né en 1952). Puis il a choisi pour un moment le bourg de : à l'est, toujours plus à l'est, jusqu'au Pacifique. En a ramené un bras réci, D'abord, où s'affirmait le goût typique de la dérive et, déjà, la fascination de l'Océan. Il publie aujourd'hui une sorte d'énorme fiction maritime. Mémora.

Mémora ne ressemble à rien de ce qui s'est écrit aujourd'hui. Entre poésie et poésie, c'est, si l'on veut, une sorte de roman d'aventure fantastique. Il y est question de vastes domaines sous-marins peuplés d'êtres étranges nommés « nés ». Descendants d'humains transposés des terres polluées, les nés leur ressemblent, à d'infimes détails près : ils ont la peau plus lisse, les cheveux sculptés par le sel, la capacité de respirer sous l'eau, et surtout, une insatiable sérénité.

Récit de plus précieux, pour les nés, que leur merroir — qu'ils habitent. Entre algues cultivées et sauternes sargassées, ils contiennent du fond de la mer les tempêtes qui agitent la surface. Ils baignent dans l'élément matériel de Mémora en compagnie des débris mammifères survivants : une sorte d'intimité les nés et océans, baléines, marsouins et dauphins.

Mémora retrace particulièrement l'histoire d'un jeune né aux yeux d'écume, Hom, fils d'une mère terrifiée et d'un père lasu de la mer, des fondateurs nés. Tourmenté par cette double appartenance, Hom partira pour voir, au péril de sa vie, cette terre qui l'attire et l'épouvante. Cette épopée parmi les terres machiavéliques nous emmène que l'histoire de Mémora n'est qu'une trève, écologie entre deux catastrophes à peu près irréversibles.

Indubitablement, Hugo Verlomme a du souffle et un vrai talent de conteur à l'imagination généreuse. Ses gentils nés avec leurs drôles et cétacés sont plutôt sympathiques. Mais en fin de compte ce qu'il a de plus attachant et aussi de plus beau dans le livre c'est, en fragments épars, un hymne superbe au soleil et aux séductions marines, aux marées et aux constellations, aux abysses originelles et aux forêts d'algues hantées d'épaves qui semblent contenir le mémoire du monde.

* MAMMÈRES, d'Hugo Verlomme, Éditions Maritimes et d'Outre-mer, 198 p., 48 F.

MONIQUE PETILLON.

La nouvelle Phrygie de Gaston Bonheur

(Suite de la page 17.)

Le Soleil oblique démarre à Carcassonne, dans le quartier populaire qui s'étend entre l'Aude et les remparts de la cité. Là vit, de nos jours, en 1977, une famille de communistes : les Sourrel. Le grand-père est gârisseur, le père sculpteur et le fils Marceau, lancé dans un périple initiatique, sera le héros du livre. Tous ces gens-là sont de bien « vieux » membres du parti ! Mais l'Occident n'a-t-elle pas toujours germé des hérétiques ?

De Carcassonne le roman gagne la montagne voisine, où s'est établie une mystérieuse frise-macronie : saint-simonienne qui étend le réseau de sa puissance sur la Méditerranée. C'est la Nouvelle-Phrygie, que ne lui doit-on ? Dans le passé, la création des chemins de fer et le percement du canal de Suez... Aujourd'hui, elle a du feu dans ses bottes et ressemblerait à une parfaite société capitaliste si elle n'usait de son argent pour l'argent et assurer le triomphe des bien-pensants.

Or, le bien-pensant par excellence, aux yeux de Gaston Bonheur, se trouve être Erver Hodja, le chef actuel de l'Albanie. Par l'intermédiaire de Marceau, il se fera doté richement par la société secrète afin de fonder Tété-Tirana et de répandre la bonne parole sur le monde. Gaston Bonheur, mi-sérieux, mi-plaisantin, prend soin de légitimer son choix. Erver Hodja n'a pas seulement fait ses études à Montpellier, ce qui lui vaut d'avoir été le condisciple de l'évêque de Carcassonne. S'ajoute à la fois par ses positions géographiques et idéologiques. L'Albanie est le « nouveau » l'Utopie, située à la « frontière des quatre mondes », « l'Occident, la Slavie, la Chine et l'Islam ». En outre, Erver Hodja, qui n'a pas renié Staline et s'est rallié à Mao, dont les poèmes hantent l'auteur, qui le cite à

tout bout de champ, a bâti son communisme sur les communes paysannes. Or, Gaston Bonheur ne cesse de clamer tout au long de son livre que « le communisme c'est beaucoup plus simple qu'on ne croit ». Ce livre est donc un roman : la commune et la communale ». Ce qu'Erver Hodja lui paraît avoir réalisé.

Il n'y a pas beaucoup de romans français qui nous introduisent en Albanie, ex-Byrie, ex-domaine de Pyrrhus, l'antique Epiré où s'est accomplie la tragédie d'Andromaque. Le Soleil oblique en est un et peut-être le seul. A retentir les sermons que pour cela, l'auteur qui nous initie aux charmes de cette terre qu'il voit appelés à façonner le monde de demain.

Dans la mission que Marceau accompli auprès d'Erver Hodja, avec la bénédiction du parti communiste français et espagnol, il perdra une femme et en gagnera une autre, Augusta, la petite amie des cours de philo de Carcassonne, lui sera ravie parce que l'organisation saint-simonienne à qui elle appartient de naissance la réclame pour un autre destin. Elle disparaît soudain. Marceau qui même une double quête, amoureuse et politique, se lance à sa poursuite. Après un surprenant détour par le monastère d'Ébène, dans les parages de Mir-Lefèvre, qui trouve en Gaston Bonheur un penseur insatiable et narquois, cette quête s'ouvrira jusqu'aux lointains rivages de Troie, la vieille Phrygie. Là, transformée en moderne Sybilie, Augusta va mourir. Mais, chemin faisant, Marceau aura découvert en Myrte, l'Albanaise, la musulmane, l'étonnante pouvoir de la beauté physique. Gaston Bonheur nous envoie un autre tome de cette curieuse Odyssée océane, qui se relie par certains personnages au roman précédent, le Croix de ma mère.

Un syncrétisme affiné qui fait parfois sourire, nourrit ce roman où l'inspiration cathare, à la fois sensuelle et érudite, étale le rêve d'une société communiste qui ne déroberait à l'homme ni la terre, ni le temps, et ajouterait aux saints principes de liberté, d'égalité, de fraternité, les avantages non moins nécessaires de la prospérité et de la beauté. Avec la même audace le Soleil oblique transforme en personnages de romans les acteurs de l'histoire contemporaine, l'eurocommuniste Carlio aussi bien que le marxiste albanais : il ressemblait sous un masque l'écrivain José Bouquer et ne se prive pas d'ajouter un chapitre imaginaire à l'action du conte de Saint-Simon, ni de ranger Nerval parmi ses disciples. Enfin, dans un mouvement inverse, il ramplie les anciennes fables pour égarer sa nouvelle mythologie.

Il se donne donc toutes les libertés et la plus séduisante, celle de décoller ses chimères comme sous le plein soleil de la réalité, dans une fête continuelle des yeux, du cœur et des sens.

JACQUELINE PIATIER.

* LE SOLEIL OBLIQUE, de Gaston Bonheur, Julliard, 288 pages, 48 F.

RENE HOSTACHE DE GAULLE 1944 victoire de la légitimité. L'arrivée à Paris du général de Gaulle le 21 août 1944. L'unification de la Résistance. La préparation à Alger de la libération de la France. La Délégation Générale en France et Secrétaires généraux provisoires. Le Conseil National de la Résistance. Les rouages de la machine administrative : comités, commissions et services civils. L'organisation militaire intérieure. Le noyautage des administrations publiques et la mise en place d'une nouvelle administration. La prise du Pouvoir. COLLECTION espoir PLON

Peut-on manipuler l'opinion publique? le mode d'influence des médias et de la publicité sur les comportements. JEAN-PIERRE KAPFERER. Gauthier-Villars

Les Dieux dans la cuisine. De Sartre à Derrida et à la nouvelle philosophie, en passant par Lacan, Barthes, Foucault, et les autres... Indispensable. Le Nouvel Observateur. AUBIER

VIENT DE PARAITRE Pensée par une femme : Edmée Mottini Coulon. ESSAI D'ONTOLOGIE SPÉCIFIQUEMENT FÉMININE. Une démonstration de l'existence d'autrui. Un vol. in 16 de 124 pages 27 F. J. VRIN 6, PLACE DE LA SORBONNE - 75005 PARIS

LA DIFFERENCE DORIAN PAQUIN. Plaisirs d'amours (romans) 125 p., 14x24 cm. Prix : 30 F. "Si l'Amour était un dieu, son plaisir serait de proscrire à la souffrance des hommes." également paru dans la collection La Fêlure : Claude Louis-Combet : Mémoire de Bouche 144 p., 14x24 cm. Prix : 26 F. Ce texte, que George Sulliv a écrit, est comme la fusion d'un personnage et d'une notion symbolique, celle de bouche. Du refus du présent à la tension du futur, Claude Louis-Combet parcourt tout un itinéraire de salut. L'absolu s'écrit par sa propre dialectique — c'est ainsi l'absurde... Un curieux livre. Alain Bogaquet — Le Quotidien de Paris. EXCLUSIVITE LABYRINTHE 2, Cardinal Mercier Paris 9

BENOIST-MÉCHIN Le rêve le plus long de l'Histoire. BONAPARTE EN EGYPTE ou le rêve inassouvi. DÉJÀ PARUS : ALEXANDRE LE GRAND CLEOPATRE L'EMPEREUR JULIEN PERRIN

مكتبة الأهل

ROBERT ANDRÉ

L'enfant miroir

Retour aux sources, descente aux enfers, règlement de comptes... avec l'arme incomparable du style.

Guarulle Rolin - Le Monde

GALLIMARD

André Stil

de l'Académie Goncourt

Trois pas dans une guerre

roman



Quand les peuples entrent dans les romans d'amour.

« Un de nos plus authentiques écrivains. Il est temps de le considérer comme une voix universelle. »

Alain Bosquet / Le Quotidien de Paris.



La nuit devant moi

Constantin Fettel



Collection "Duel pour la vie" 336 pages - 48 F.

Aveugle à 22 ans parce qu'une femme lui a jeté du vitriol au plein visage, C. Fettel s'est battu toute sa vie pour vivre une véritable existence d'homme, d'époux et de père, mais surtout pour recouvrer la vue. Son courage exceptionnel, sa ténacité et la chirurgie permirent deux fois ce miracle. Mais ce ne fut qu'un répit. Voici le récit émouvant et plein d'espoir de ce combat, obstiné et admirable, contre la nuit.

En vente chez votre libraire **Trévisse**

LEONARDO SCIASCIA CANDIDO OU UN REVE FAIT EN SICILE

TRADUIT DE L'ITALIEN PAR NINO FRANK

LN MAURICE NADEAU LES LETTRES NOUVELLES

LN MAURICE NADEAU

GLOIRE DU FUNAMBULE

(Suite de la page 17.)

Est-ce la marque de son signe zodiacal, les jumeaux ? Jamais épousé dans ce qu'il fait, souvent autre qu'un croûte, ailleurs qu'on l'imagine et tout près, notamment, de l'adversaire, il préférera toujours la contradiction à l'étroitesse d'esprit ou à l'obstination.

par Bertrand Poirot-Delpech

Il arrive que cette souplesse, quand il s'agit d'opinions ou de concepts, donne un peu le tournis. Mais elle gage un libéralisme, une tolérance, à toute épreuve, et épasse le trait de caractère pour atteindre à la sagesse, selon à la philosophie.

Nature non facit saltus pourrait se dire à son propos : on ne naît pas sauteur ou danseur, on le devient. En montrant que le double postulat, basé sur le fait que le dualisme de Montmortant, le balancement est ce qui tient le funambule d'Ormesson en équilibre sur le fil à sauter de sa vérité.

Ce n'est pas parce qu'il met les inhibitions à l'épreuve au-dessus des traités opeques que cet agrégé de philosophie manque de sérieux. Et si, pour prouver Dieu, ce Don Juan se fait volontiers Sganarelle — Alors, ce monde n'est pas sorti de rien — ce n'est pas pour l'abandonner dans sa niche — « si Dieu existe c'est son problème » — on le drôlement, sur les murs de 68, — mais pour l'aider à sauver les hommes, et lui servir d'agent secret.

Opposer le mystère de l'oscillation au vertige de l'absurde, c'est aussi entretenir un rapport fécond avec le temps, perdu aux deux bouts du fil. Le temps, pour d'Ormesson, c'est Dieu même. Il le frôle dans le plaisir comme dans la détresse. C'est l'air sans lequel l'hirondelle de Kant ne volerait pas. C'est son espace. C'est là que se nouent son œuvre et sa vie.

Avoir été : d'autres se désolent de devoir se conjuguer un jour au futur antérieur : pas lui. Les printemps d'après sa mort, il les hume par avance, il s'en réjouit, dans les siècles des siècles. Car il est l'Homme à lui tout seul. Il est le Printemps. Le bonheur rand général, entre avantage.

VOILA ce que dit le vagabond d'Ormesson, mine de rien, et qui justifie son titre. L'Ombrelle trouée dont Mao aurait parlé à Edgar Snow veut peut-être dire « sans foi ni loi », ou encore « sans Dieu ni maître », comme le livre l'insinue avec un fou du dit du plus pur *Gloire de l'Empire*. Mais elle pourrait surtout être portée en retouche au blason ou à l'épée de l'auteur. Ce sont à la fois les protections qu'il a reçues et les faiblesses dont il prend la mesure, et sur lesquelles, comme l'oiseau sur l'air, il s'appuie.

Dans une prose dont le talent ému fait on ne sait quel pont entre Chateaubriand et Giraudoux, le dernier chapitre suggère, jusqu'au vertige, l'avancée coulée ou subitement interdite, sur son fil de nuit, de l'humanité funambule.

Toute la légèreté de Jean d'Ormesson est là : il nous laisse nous apercevoir qu'il est profond.

* LE VAGABOND QUI PASSE SOUS UNE OMBRELLE TROUÉE, de Jean d'Ormesson, Gallimard, 338 pages, 45 F.

poésie

Lionel Ray revient au lyrisme

• Une curieuse guerre des étoiles.

DANS les années 50, Lionel Ray était un tout jeune poète élégiaque qui, sous un autre nom, signait des textes que l'on pouvait s'attribuer à Michaux, à Paul Eluard et René-Guy Cadou : ils étaient tendres, jolis, sans complication. En 1971, il rompaît avec une tradition qui, jugéait-il, ne lui convenait pas, et se lançait avec intrépidité dans une écriture plus moderne, faite d'éclatements syntaxiques et de ruptures de ton.

Cette année-là, deux recueils importants, *Les Mécanorhophoses du Biographe* et *Lettre ouverte à Aragon*, sur le bord rouge de la réalité se laissent bénéficier aussi bien des expériences de Tel Quel que des recherches entreprises par Michel Deguy. La poésie de Lionel Ray gardait cependant un parfum particulier, comme si par-delà les soucis intellectuels se maintenait le goût du mystère et de l'irrésistible. Cette tendance, qui corrigeait en quelque sorte la parti pris d'une avant-garde accessible, marquait aussi son recueil de 1973, *L'interdit est mon opéra* : le lointain descendant du Coup de dé de Mallarmé rejoignait celui de la *Voyance* de Rimbaud.

Nous assistons aujourd'hui, avec l'attachant et le superbe *Parlons toi même*, à un nouveau revirement de Lionel Ray. Il s'est recréé compte que trop de ses contemporains sacrificiellement à la théorie, à la remise en cause de la construction du langage, à mille théorèmes qui, loin de moderniser la poésie, l'enfoncent dans l'aridité. Il ne garde que quelques recettes, par instants déconcertantes, et qu'on peut juger inutiles pour un poète inspiré.

(Les fêtes ont des soirs mobiles les cordes pendent comme parfois les fleurs vous laissez l'eau brusque des phrases le retrait.)

Sous l'écorce du bruit dans le murs-alliance dans le murs-paroles de l'écrit côté de moi dans le.

Traversez paroles la plus des ombres je vous cherche parmi les ombres les ombres les ombres.

Car le charme est la vertu suprême de Lionel Ray, dans ce livre, qui se sait d'une noblesse et d'une effervescence peu communes. Vêtement, exalté, d'une belle arrogance, Lionel Ray rassemble, comme pour les brasser sans fin, des bribes de confessions, des tentatives d'identification ou de pari et se retrouve le mal, des matériaux divers de l'imagerie poétique comme le Neveu, le ciel, les bêtes, les arbres lointains, les choses, les sentiments insupportables à force de s'extérioriser. Haro sur le vrai ! semble crier Lionel Ray qui sollicite, entre autres, et l'opinion du saphir et envoie ses semblables en « collige des oéties ».

Nous assistons à une longue catastrophe d'objets verbeux qui s'entrechoquent et de concepts qui s'annihilent pour donner lieu à une forme nouvelle, imprévue d'idées ou vénéneuses ou conciliantes. La noblesse du poète consiste à nous prouver que son passage au sein de l'avant-garde avait un seul dessein : nous précipiter dans le royaume des merveilles, non pas telles que Lantremont ou Sempervire ou Benjamin Péret nous les ont transmises, mais telles qu'elles émergent d'une curieuse guerre des étoiles, où l'homme écrivait, de se chercher parmi les techniques toutes jeunes, se rajoutait dans la prolifération de ses écrits et de ses fables. Ce symbolisme sans symboles et cette férie abstrakte pourraient bien être l'un des produits les plus avancés de notre jeune poésie.

« Dans la forme visible de son nom dans l'eau qui s'accumule dans la fissure du sommeil le corps froite de »

« Fais dans le soleil réchauffé dans le bleu plus rare et le bleu et blanc des morts dans l'oiseau caché »

ALAIN BOSQUET.

* PARLONS TOI MÊME, de Lionel Ray, Grasset, 152 pages, 48 F.

histoire

LES INHIBITIONS FRANÇAISES

• La gaudriole n'appartient-elle qu'au passé ?

A L'ÉCURIE, le peuple est plus beau. Sa culture est plus riche, plus libre. En France, il est d'usage chez les intellectuels de ne pas aimer le style populaire de moment. En ces fins de vingtème siècle, la culture de masse est méprisée, du roman-photo à l'automobile. Robert Muechembled, historien, a naturellement trouvé son « ailleurs » dans le passé exotique du Moyen Âge et du début du seizième siècle. Il décrit dans *Culture populaire et culture des élites* les moeurs et les institutions, les goûts et les hautes des hommes d'autrefois, et la lente mais douloureuse transformation de 95 % de paysans en Français modernes.

Vers 1500, paysans et pauvres urbains sont analphabètes, physiquement dégradés, violents, surexcités, hargneux, superstitieux, mais surtout, très de notre temps, sexuellement libres. En 1878, malgré des efforts louables, les Français, autant que les Britanniques, les Allemands ou les Suisses, sont silencieux, inhibés, puritains, torpides. Évidemment, ils savent lire, écrire, compter, se faire mangot à leur faim. Tout est pas pour le pire dans le pays des mondes.

Que s'est-il passé entre ces deux dates ? L'acculturation de Muechembled. Les élites ont frappé patiemment, patiemment ou sournoisement, elles ont réduit le peuple, dès le dix-septième siècle, à son état actuel d'aliénation et de frustration.

La description est excellente. Muechembled connaît par cœur les archives criminelles du nord de la France depuis le seizième siècle. Il sait tout des affaires

de meurtres, d'infanticides, de rixes urbaines et, surtout, de sorcellerie. Il a, de plus, un coup d'œil européen, étant familier des meilleurs historiens étrangers de la magie et de sa répression : Carlo Ginzburg pour l'Italie, Alan Macfarlane et Keith Thomas pour l'Angleterre.

Pour l'interprétation, Muechembled est essentiellement, uniquement, disciple de Michel Foucault. A ses yeux, c'est le pouvoir qui transforme les moeurs, qui fait des primitifs joyaux des origines, des travailleurs puritains et pudiques. Mais on comprend mal, dans cette hypothèse, comment s'enclenche la mécanique, puisqu'il est admis que ce sont les élites — c'est-à-dire le pouvoir — qui ont commencé à se transformer elles-mêmes, à s'auto-paralyser, à s'auto-frustrer et à s'auto-aliéner. Historiquement, le masochisme précède le sadisme.

Ce livre intéressant, vivant, drôle et pathétique par l'époque qu'il reconstruit — on jugeait et pendait les cochons pour meurtre d'enfant — combine curieusement la sensibilité descriptive de Lucien Febvre et le dogmatisme interprétatif de Michel Foucault.

On est frappé par la différence entre le pessimisme sexuel des historiens français actuels — qui voient la gaudriole dans le passé — et l'optimisme frénétique de chercheurs américains, comme Edward Shorter, qui croit saisir dans le développement de l'humanité un irréversible mouvement vers l'activisme sexuel. On a peine à y croire : Paris serait-elle devenue la capitale de la déprime sexuelle ?

EMMANUEL TODD.

* CULTURE POPULAIRE ET CULTURE DES ÉLITES, de René Muechembled, Flammarion, 338 p., 38 F.

GEORG MAY
Doyen de la faculté de Droit Canonique à l'Université de Mayence

L'Œcuménisme, levier de la protestantisation de l'Église

Traduit de l'allemand par DOMINIQUE FRANÇOIS

1 vol. 11 x 17,5 10,50

LES ÉDITIONS DU CEDRE, 13, rue Mazurine, 75006 PARIS

Tadeusz Konwicki

béthofantôme

roman

Un livre pour enfants accessible aux adultes

هكذا من الأدب

Album PASCAL

Iconographie réunie et commentée par Bernard Dorival
258 illustrations



Cet album de la Pléiade vous est offert gracieusement
par votre libraire pour l'achat de trois volumes
de la collection.

Quinzaine de la Pléiade

du 6 au 20 mai

GALLIMARD

مكتبة دار الفكر

lettres étrangères

Elias Canetti : la divine surprise

Un des grands écrivains contemporains méconnus. Et aussi un penseur singulier.

FAIT en toute simplicité, de fragments choisis, divagations, notes, aphorismes, apologues, le Territoire de l'homme est un livre très singulier. Le penseur y creuse silencieusement des centaines de galeries invisibles aux sens. Tout se passe comme si un ancien Chinois était de retour parmi nous et que, après lui, l'édifice — nos habitudes, nos dogmes, nos préjugés — devait s'écrouler.

En dédoublant les références obligatoires à Marx et à Freud, en cherchant dans ce qu'il fait le plus, Hobbes ou de Maistre, dans ce qu'il aime par-dessus tout, Kafka ou Stendhal, les vrais mobiles des grandes actions humaines, guerres, amours, conquêtes, en se posant les vraies questions de la vie et de la mort, Elias Canetti crée une sorte de divine surprise. On avait oublié avec les pétales du plaisir qui accompagne l'impertinence intellectuelle, avec les convulsions du bonheur que procure une exigence d'absolu, il nous redonne l'un et l'autre, sans taper la note, tandis qu'il fait à la fois le tri et le rite dans ses lectures comme dans ses rêves. Au dehors, pendant ce temps, se déchangent les totalitarismes et s'épouvaient la bête.

Il n'esquive pas les théories, mais elles lui sont à chaque fois l'occasion de nouvelles origines. Il sait jouer avec les systèmes sans s'y enliser. Il écrit les plus grandes difficultés comme on fait d'une poussière sur un habit, d'une étiquette. Dans son sillage, on devient soi-même léger. A ses côtés, on prend tout au sérieux, mais pas trop. C'est une érudition légère comme la lumière. Ce portrait de Lichtenberg, un des hommes qui lui ressemble le plus, est un subterfuge, une façon de parler de soi et de ce qu'il a l'ambition d'accomplir. On peut dire qu'il le considère comme un disciple qui l'aurait précédé, dans un temps où les esprits dérivent autrement que dans le nôtre, avec une familiarité énigmatique. Les dictateurs, au contraire, Hitler, Gertrude Kraus, toujours tapis derrière leurs monceaux de mots, répètent toujours le même rôle, dans la monotonie cyclique des catastrophes.

Canetti aborde les thèmes impossibles, ceux contre lesquels tant de penseurs ont renoncé à se jeter. Il y emploie une obstination si admirable et une provision de ruses si imprévues, qu'il donne l'impression de posséder tous les codes de ses illustres devanciers. On a la même impression de péril, de risque volontairement couru, en lisant Kraus (un autre de ses modèles), ou Cloran (qu'il a dû lire depuis). Il tourne, par exemple, autour du thème de la mort avec la

ferveur d'un maniaque, pour en tirer des réflexions qui ont le don de rassurer et d'inquiéter du même coup : « Les villes où l'on a vécu deviennent les quartiers de la ville où l'on meurt. » Quelqu'un qui devient immortel à coup de millions ? Il découvre de terribles menaces sous des remarques plutôt anodines : « Si chacun savait combien de personnes l'ont perçus à jour ! » Il éclaire du seul jour possible les relations entre les animaux et les hommes — un des lieux du « territoire » où il vient souvent rôder : « Les animaux ne se doutent pas que nous leur avons donné des noms. On peut être que et c'est alors pourquoi ils ont peur de nous. »

maître mais le garde en laisse. » C'est le bavardage humain qui lui semble être quand même à l'origine de tous nos maux. Alors, il imagine encore des jugements pour le dégoûté : « Des super-lakhs se dégoûtent de la puissance de destruction. » Les grands mots devraient, en s'ouvrant, commencer à siffler comme les bouillottes où l'on chauffe l'eau pour le thé. Canetti a peut-être aujourd'hui assez d'astucie dans son jeu pour devenir la dégoûtée de ceux qui cherchent enfin à répondre l'intelligence et l'irrespect. Ils sont chaque jour plus nombreux, comme si, avant de finir, ce siècle qui a si cruellement manqué d'esprit allait met-

tre les bombes doubles et se payer le luxe d'un dernier sur-saut d'une ultime coquette. Cette quasi-certitude ne devrait pas empêcher les autres de lire à avec plaisir et avec profit un livre qui, déjà nous survit à nous. RAPHAËL SORIN. * LE TERRITOIRE DE L'HOMME d'Elias Canetti, traduit de l'allemand par Armand Gatti, Albin-Michel, 328 p., 49 F.



André Masson romancier de l'absurde

Le dernier roman de l'écrivain mauricien vient d'être publié au Sénégal.

DEPUIS Kafka, la littérature de l'absurde s'est diversifiée. On connaît la branche quasi métaphysique, l'absurde à l'état pur en quelque sorte, avec Camus ou les dramaturges contemporains. Hecht, Josselin. Mais il y a aussi l'absurde social, l'absurde abstrait de la bureaucratie, descendu en droite ligne des prémonitions du Proès et, hélas ! de la réalité du Zéro et l'Amind. Dans ce domaine, qui semblait réservé aux écrivains des pays industrialisés, pénètre un homme du tiers-monde, un Mauricien, André Masson, frère du romancier et poète disparu Loys Masson et à qui l'on doit déjà plusieurs romans (1).

La loi du genre implique le déroulement d'un inéluctable enchaînement, qui rend l'absurde logique et le cauchemar héliogène vraisemblable qu'il devient objet de vérité. Ainsi en va-t-il avec le Verrus, paru aux Nouvelles Éditions africaines, jeune maison d'édition sénégalaise.

Une ville, la Ville, l'État, peu importe lequel. L'un de ses dirigeants, celui-là même perçus à leurs extrêmes interprétation et la conception de la Loi, le conseiller Kartus, se surprend un beau matin à chantonner. Or, on ne chante pas, dans la Ville. On ne rit pas non plus. Au maximum, on sourit. Mieux : Kartus ne se met-il pas à comparer les insensibles qui l'entourent à des colosses, les garçons à des lanternes, les piteux à des fourmis ? On a compris que le Conseiller modeste vient d'être contamné par la peste de la Liberté. Son regard n'est plus un regard légal, d'ailleurs la preuve en est que son œil brille. Il fait montre d'imagination et, comme pour consacrer définitivement sa déviance, accepte de perdre, au lieu de se débarrasser ? — de sa veste, symbole, pour lui jamais ne se doit défaire dans la Ville, de l'allégeance à la Loi.

Un impitoyable jeu de massacre

Dès lors, le combat est engagé entre l'institution, ses agents, ses formidables pesanteurs, et l'individu de chair et de sang, enfiévré à défendre jusqu'au bout son droit à l'identité. Dans cette lutte, l'identité écartelée de son domestique Amiel et l'amour désespéré de sa maîtresse, Pilar, se luttent même d'actions sœurs. On ne peut être qu'un seul, implacablement seul, dans une confrontation de cette taille. D'ailleurs son issue n'est-elle pas connue d'avance ? Qu'importe. On ne se bat pas pour gagner mais parce qu'il faut se battre, répondre de toute manière à cet appel irrésistible qui justifie la vie et qui, sans doute, existera aussi longtemps que l'Homme, jettera toujours dans les engrenages bien huilés de l'institution le grain de sable de la Conscience et de l'insurrection.

Claire est la parabole, et significative l'écriture de ce texte nerveux et brillant sous l'apparente objectivité du récit. Bien sûr, on pense à Camus, et à Orwell. Mais André Masson a su aussi faire œuvre personnelle par l'engagement général, le découpage et la convulsive progression dramatique du roman, l'évocation de scènes complètement décrites (celle notamment dans laquelle le maire s'exerce à Pilar), à la manière parfois de l'incantation poétique, des dialogues toujours justes.

Le Verrus n'est pas un livre reposant. C'est au contraire un impitoyable jeu de massacre. Qu'un romancier des latitudes confines d'une Afrique où fleurissent tant de dictatures ait éprouvé le besoin de choisir un tel thème est également révélateur. Révélateur et réconfortant. Car il prouve que, contre le Système de l'Absurde, des hommes de talent et de courage continuent, malgré tout, comme Kartus lui-même, de se dresser.

JEAN-PIERRE BONDI. * LA VERRUS, par André Masson, Ed. Nés, 210 p.

(1) Calmann-Lévy.

Kathleen Raine : l'homme le plus cultivé...

La grande poétesse anglaise Kathleen Raine a été récemment découverte en France avec « Adieu prairies heureuses », (Stock), le premier tome de son autobiographie, et deux recueils de poèmes publiés par François Xavier Janjard (Granié), connaît bien Canetti.

Voici des extraits des pages qu'elle lui consacre dans le deuxième tome de son autobiographie, traduites par Diane de Margerie. CANETTI est, je crois bien, l'homme le plus cultivé que j'aie jamais connu et peut-être le plus intelligent. Pourtant ce n'est ni pour son savoir, son intelligence ou sa bonté que Socrate était considéré par ses amis comme étant le meilleur des hommes. La qualité pour laquelle il était ainsi jugé est sans doute la sagesse. La sagesse de Canetti est justement celle briguée par Socrate — une « sagesse humaine ». Tout comme Socrate,

Canetti est inséparable de la cité ; comme pour le philosophe, l'être humain est le terrain de sa connaissance, l'expérience humaine étant à la fois objet de son étude et truchement de la création. Il y a des gens qui se nomment humanitaires, mais il en existe bien peu qui possèdent l'art suprême de le Comédie humaine. Canetti possède ce génie qu'évoque Balzac à l'égard des êtres humains — un génie qui suppose à la fois une sorte de compréhension et de compassion, mais qui consiste surtout dans l'amour éprouvé pour la matière humaine en tant qu'objet de connaissance.

Un jour, Canetti me confia que son plus cher souhait serait, si seulement c'était possible, de s'identifier à chaque être vivant de la création. Il aimerait, me dit-il, l'espace de toute une journée, devenir ver de terre, apprendre ce que c'était que d'être un ver — quelque chose de si limité et dénué d'expression. Un soir que j'étais avec lui attablée dans un petit bistrot

minable ouvert toute la nuit, je me souvins qu'il m'avait cherché en de tels lieux les sorts de purification, loin de tout jeu social, et qu'il entra en contact avec la véritable nature des choses dans les profondeurs inépuisables hantées par les destinées et les volours professionnels. Les philosophes grecs notamment ont univers — le de la terre — mais peut-être est-ce dans cette lie que le génie jette l'explosion, car c'est jusque dans les abîmes que Dieu doit se manifester, si son désir est de se manifester. Canetti en tout cas refusait d'épargner à Jehovah un seul atome de la misère et du boublier de l'ignorance et de la dépravation dès lesquelles était tombé l'homme, sa créature — dont il devait bien savoir la faiblesse et le fétus pour l'avoir créé.

Je me souviens comment il me désigna la nappe maculée qui nous séparait, affirmant que c'était un ciel qu'il devait maintenir fol, celui qu'il devait comprendre, car à converser avec Canetti il est parfois difficile de

décoder le point où s'achève sa propre responsabilité et celui où commence la responsabilité de ce Dieu qu'il confronte et inséparablement avec le mal perpétré contre l'homme. Et pourtant il lui arrive d'admettre l'existence d'un Dieu bénéfique quelque part au-delà de celle du Démentage cruel. « Si je pouvais vraiment croire que Jésus avait vaincu la mort, je me convertirais au christianisme éternel », me dit-il un jour, car ce qu'il trouve vulgaire chez les chrétiens est précisément leur souffrance, et le facilité avec laquelle ils acceptent l'immense promesse. Si vraiment Jésus sur la croix avait vaincu la mort, alors, pensait Canetti, toute la souffrance humaine, le sang innocent versé sur l'autel d'un créateur sans pitié, et qui cria vengeance, serait racheté par le dieu qui le versa ; car ce n'est pas ce que l'homme a commis envers Dieu, mais ce que Dieu a commis envers l'homme, qui lui paraît edger d'être racheté. * Extrait de The Lion's Mouth, Hamish Hamilton, 1977.

Ceux qui ont lu son unique roman, *Androïde* (1), et le grand œuvre de sa vie, *Masse et Puisse* (2), retrouveront dans ces pages une marque de distinction qui, travaillée, épurée, finissent par ressembler à de la pensée. On assiste donc au travail de la réflexion qui, comme l'homme, a ses sautes et ses constantes. Les villes, les livres, les chiens, les Chinois, reviennent souvent, pour fixer les idées. Et il les aime certainement, comme il aime les généraux, les prophètes, les analystes : « Les prophètes prédisent, en se lamentant, l'histoire ancienne. » Quand il ne parvient plus à contourner l'intolérable, il préfère inventer des solutions imaginaires qui font rire bizarrement, ce qu'il appelle des « retournements » : « Le chien enleva la muselière à son

Vilo vous invite à mieux voyager avec les guides FODOR. 27 grands succès mondiaux. Liste de pays : Afghanistan, Allemagne, Arabie Saoudite, Asie du Sud-Est, Autriche, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Inde, Japon (Hong-Kong), Thaïlande, Népal, Ceylan, Cambodge, Iran, Irlande, Israël, Italie, Mexique, Pakistan, Portugal, Scandinavie, Suisse, Tunisie, Turquie, URSS, Yougoslavie. Hall d'exposition 192, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS - Tel. 504.28.30. En vente dans toutes les librairies.

Gertrude Stein

(Suite de la page 17.)

Autobiographie de tout le monde surprend l'étrangeté de Stein dans sa propre géographie : cette langue où choses et mots se présentent sans hiérarchie, où le parapluie d'Alce, perdu et retrouvé, prend la même valeur qu'une méditation sur la sainteté. Gertrude Stein sait dire la première pensée venue, celle que l'on repousse d'ordinaire, car elle n'a pas sa place dans nos systèmes codés ; elle sait accueillir les détails les plus négligeables, les enchaînements les plus incongrus et faire surgir l'existence palpante, immédiate que dénature la tradition écrite. Elle retrouve le fonds dans lequel on pense, afin d'extirper les trames mensongères de cette légende que nous appelons l'Histoire, de ces récits truqués que nous appelons nos vies.

« Ida », elle, a une vie. Toute simple, absurde. Une vie comme la vie. Dans ce dernier roman paru du vivant de Stein, en 1940, Ida change d'hommes, de chiens, de villes, mais pas de vie. Il n'y en a qu'une, faite de gestes et de paroles. Ida ne l'entend pas. Elle voyait la lune et elle voyait le soleil et elle voyait l'herbe et elle voyait les rues... Elle faisait très attention un mardi. Il lui fallait toujours un mardi. Le mardi était pour elle le mardi. Peu à peu, nous comprenons Ida. Nous devenons Ida, nous absorbons Ida. Elle était comme ça, Ida. Le temps, sans chronologie,

l'enveloppe et l'englobe. Ida et ses hommes et ses femmes et l'absence. Et l'amour, qui est question d'identité. Et c'est qu'Ida n'était plus simplement Ida elle était l'Ida d'Andrew et était l'Ida d'Andrew, Ida était plus qu'Ida elle était l'Ida. » Sensation de l', apprise autrefois du professeur James J. Andrew parti ne disparaît pas, passé dans le domaine des signes et dans la folie si poignante d'Ida : « Il y avait un il voyez-vous qui était redevenu Andrew et c'était Ida. » Ida continue de se reposer, de mourir, de vivre, de faire « quelque chose d'intermédiaire. Elle avait pris son parapluie et son ombrelle. Tout le monde savait qu'elle s'en allait, pas vraiment, ils ne savaient pas qu'elle s'en allait mais elle était partie. » Claire Ida.

Saura-t-on découvrir avec Gertrude Stein, à travers l'émotion des lettres, le poids du présent retrouvé, non pas fugitif comme celui de Virginia Woolf, mais continu, permanent, si envahissant que, telle la lettre volée d'Edgar Poe, il passe impérisseur à cause de son évidence ? Ce serait discerner la vie dans son exactitude enfin restituée.

VIVIANE FORRESTER. * AUTOBIOGRAPHIE DE TOUT LE MONDE, de Gertrude Stein, traduit de l'américain par Marie-Françoise de Palomera, Seuil, 312 p., 39 F. * IDA, de Gertrude Stein, traduit de l'américain par Daniel et Marianne, Seuil, 180 p., 35 F. * PICASSO, Christian Bourgois, 96 p., 29 F.



reportage

VOYAGE EN LAROUSSE

Après sa visite à René Rougerie, un des plus petits éditeurs de France, Josane Duranteau explore l'imposante machine des éditions Larousse.

Le visiteur qui franchit la grande porte du 17, de la rue du Montparnasse, entre dans un monde de travail et de silence, où règne un ordre parfait : c'est l'univers laroussien, oasis de raison et de paix au sein d'un des quartiers les plus fantasmes de Paris.

guyennaises, une prodigieuse fécondité d'inspiration. Ce vocabulaire de la boulimie convient aujourd'hui plus que jamais au gigantisme laroussien : on avale, on dévore, on digère, on assimile, on fait provision, on engrange pour les jours à venir.

Ce dépeuplement (journal, la récapitulation des faits les plus notables rangés en rubriques régulièrement suivies d'une année sur l'autre : c'est là aussi qu'on peut suivre les transformations de la langue usuelle, car on ne se contente pas de mettre en fiches journaux et revues ; on s'intéresse beaucoup aux

nécessitant une organisation rigoureuse, afin que les devis et les détails soient partout respectés : c'est pourquoi un service de coordination a été mis sur pied en 1962-1963, qui établit pour chaque ouvrage un planning précis de la rédaction au dernier stade de fabrication. Cette innovation a d'abord inquiété les collaborateurs, qui craignaient d'être amenés à travailler plus vite, et donc moins bien.

La grande salle de rédaction fait penser à une salle d'examen : chaque poste est visible pour les autres, mais, seul dans sa petite cellule, Claude Dubois, qui dirige la préparation des

devant le dictionnaire de la maison un peu sur la tête, et son frère Paul portait un haut-de-forme. Depuis, l'illustration n'a cessé de grandir de l'importance. Le dessin n'a pas été abandonné, et le récent succès de l'Encyclopédie de France en bandes dessinées a ouvert de ce côté une voie nouvelle.

Mais c'est la photographie qui est largement utilisée, soit au second plan, pour illustrer les textes, soit en préface dans les collections d'art et de voyage.

La dernière des collections, Beauté du monde, après la Grèce et les Pays-Bas, annonce la Turquie, l'Autriche, l'Italie et une quarantaine d'autres livres, qui paraîtront tous les lundis après les marchés de journaux. Cent vingt-huit fascicules sont ainsi prévus.

L'ouverture vers l'audio-visuel

Il s'agit là encore d'un type d'édition classique ; mais Larousse s'ouvre de plus en plus résolument vers l'expression audio-visuelle, en liaison avec l'INA, dont les archives considérables seront diffusées de diverses façons. Larousse prévoit d'édition de cassettes sonores (cassette accompagnant un livre, par exemple pour présenter l'auteur), de créer une collection caméra-livre, la même équipe concevant à la fois le livre et le film qui l'accompagne, de travailler en liaison avec la télévision en éditant des livres qui reprendront les grandes émissions télévisées.

Parmi les projets à l'étude, il y a celui d'une revue de communication sociale, et la constitution d'une commission d'étude de la langue parlée. Jacques Demougin, spécialiste de littérature, pense qu'on pourrait développer une grammaire, et pour ça un dictionnaire de la langue parlée. Innovation des maintenant réalisée : l'édition d'un album de dispositifs enseignant aux débutants l'utilisation du dictionnaire.

Les techniques modernes ont toujours été en faveur chez Larousse, et elles jouent un grand rôle dans la gestion même de l'entreprise : le service informatique est de ceux qu'on fait travailler avec fierté. Vers 1963-1964, l'extension des ventes à crédit, qui entraînaient une comptabilité encombrante, a donné naissance à un département mécanographique, qui s'est vite montré insuffisant. Par étapes, l'entreprise a été modernisée et l'efficacité du service augmentée, jusqu'à comporter aujourd'hui une quarantaine de personnes, dont un tiers de cadres. Larousse est un client-pilote de Bull. Ainsi réussit-on à éviter à la fois surstockage et ruptures de stock, ainsi qu'à contrôler les ventes du monde entier sans elles, grâce à des lettres et à une vitesse record : le montant des exportations représente à peu près le quart du chiffre d'affaires.

L'importance de l'image

Mais les « signes » sont loin de représenter le seul « mode d'expression » en vigueur. Dès 1906, le premier Petit Larousse illustré ne comportait pas moins de 5 800 gravures. A l'article coiffure, Claude Augé, directeur de la publication, avait posé

Panorama du XX^e siècle

Le neuvième et dernier volume du Panorama du vingtième siècle est paru. Cette encyclopédie du monde contemporain est née d'un constat : notre civilisation a évolué depuis la « belle époque » des années 1900 avec une accélération telle qu'un homme du dix-neuvième siècle ressuscité serait presque aussi dépassé par nous qu'un sujet de Louis XIV. Non seulement notre vie quotidienne est dans les plus petites choses imprégnée d'une technique envahissante, mais encore les secours qui interviennent sur tous les points du globe nous concernent directement, et il est plus possible aujourd'hui de vivre à l'ombre de son clocher, dans l'ignorance de l'aventure planétaire.

Les découvertes, les événements, les idées nouvelles qui ont contribué ou contribuent à faire de notre époque ce qu'elle est sont les présentes par ordre alphabétique, avec un souci de vulgarisation qui rend cet ouvrage accessible à un très large public. L'illustration est parlante - au moins autant que les textes.

Cet ouvrage a au moins deux aspects possibles : on peut le comprendre chaque fois qu'on veut, comprendre tel et tel aspect de la actualité, et il est alors un instrument de travail ; on peut aussi tout simplement le lire et regarder les images, qui sont belles, dans une libre et attrayante promenade à travers notre temps.

L'ampleur de cette production

L'INDEX DE LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE

L'index de la Grande Encyclopédie vient de paraître. Nous avons demandé à Claude Dubois, le rédacteur en chef, d'exposer la méthode de son travail.

La Grande Encyclopédie répondra à deux exigences essentielles : fournir à qui la consulterait réponses à des questions précises, ces questions formant un ensemble hétérogène parce que provoquées par des sollicitations très diverses ; mais aussi, tenir un bilan des connaissances et des controverses actuelles, en restituant un savoir organisé, grâce à un discours suivi, relativement homogène. Les quelque huit mille notions, qui constituent le corps de l'ouvrage, ont été choisies en vue de répondre à cette problématique ; elles articulent les connaissances en un tout cohérent dans lequel le lecteur doit pouvoir se diriger pour trouver le renseignement qu'il cherche.

Mais ce choix d'entrées est évidemment limitatif. L'ouvrage exige, pour remplir la totalité de ses fonctions, une « clé », supplantant toute recherche inutile ou inattendue : l'index de six cent quarante-neuf pages que nous venons de terminer, répond à ce souci. Riche - plus riche que le Grand Larousse en dix volumes et deux suppléments - de cent soixante-quinze mille mots renvoyant à plus de quatre cent mille références, il a été rédigé par quarante-cinq personnes plus de deux ans de travail. Chaque entrée retenue porte en clair les références [livre, page (s)] des articles dans lesquels elle fait l'objet d'une citation, de préférence d'un développement, d'une illustration (texte, photographie, schéma). Ainsi ce système des références croisées doit aider le lecteur à trouver immédiatement l'information dont il a besoin.

Evidemment le plus difficile a été pour ceux qui ont travaillé à cet index de repérer dans les divers articles de la Grande Encyclopédie les concepts suffisamment définissables pour faire l'objet d'une entrée et de distinguer les homonymes reconnus des réalisations éditoriales ; ainsi agréger fait l'objet de quatre entrées correspondant à quatre acceptions différentes (en économie, en construction, en statistique, en zoologie). Parmi les noms propres, il faut - et cela effleure de soi - ne pas confondre en un seul article, parmi les trente-deux Davis cités, John Davis l'explorateur et John Davis l'haltérophile, il convenait

en revanche de ne pas distinguer ce qui ne devait pas l'être et de savoir par exemple que le « dyndal » cité à l'article « épluisse » et le John Dyndal dont il était fait mention pour ses importants travaux de physique était le même homme ; de même on ne devait pas ignorer que Charles V empereur germanique était aussi Charles III de Hongrie et Charles IV de Sicile.

Le reflet d'un temps

Ceux qui auront la curiosité de se promener au hasard des pages de cet index ou qui auront le courage de l'analyser feront, n'en doutons pas, d'intéressantes observations sur l'évolution de notre culture et de nos idéologies ; abondance de notions disciplinaires (psychologie, psychanalyse, économie, informatique, astronomie, biologie, cinéma, jazz, etc.) ; richesse de certains préfixes (éco - par exemple : éco-anthropologie, éco-critique, éco-pédie, éco-physiologie, éco-système, éco-tonne, éco-tologie, éco-topologie, éco-type), importance du nombre de références concernant certains personnages (Einstein, Foucault, Freud, Charles de Gaulle, Joan XXIII, Lacan, Lévinas, Lévi-Strauss, Marx, Picasso, Sartre, Schönberg...), ou au contraire, absence de certains autres ; nature même des articles vers lesquels renvoient certains mots (amour, vers affectivité, béhaviorisme, saint Bernard, littérature courtoise, érotisme, personnalisme, Platon, précolombien). Une encyclopédie reflète bien son temps - et les contradictions de son temps - et son index est peut-être l'objet le plus sûr pour le constater.

Signalons, enfin, que dans la mesure où ont été analysés non seulement les articles de l'encyclopédie, mais aussi l'ensemble de son index de références, l'index constitue un immense répertoire iconographique. L'image étant aussi significative que le texte : c'est ainsi qu'on trouvera des reproductions des œuvres de Picasso, et l'article qui lui est consacré, mais également aux entrées « Apollinaire », « Cocteau », « cubisme », « dessin », « Satie », et « Gertrude Stein », que J.-L. Barrault renvoie à « Claudel » et à « drama », et Robert Bresson à « Bernanos ».

Ainsi se révèle le tissu serré de correspondances dont est faite la Grande Encyclopédie.



Le premier emblème de la maison a été dessiné par Eugène Grasset. Il figurait sur les publications Larousse à partir de 1890 jusqu'en 1921 et sera repris à partir de 1978. Les deux autres, datant de 1932 à 1954 et de 1961, ont été dessinés par Pierre Le Douz, de 1954 à 1978.

mieux sujets. Les dièves des lycées viennent souvent en groupe visiter ces lieux exemplaires.

Edmond About, dans un discours de distribution des prix au lycée Charlemagne, rappelé en 1883, les débuts de Pierre Larousse et traça de lui ce portrait : « Tel ceux des maîtres d'études bien méritants, un, deux autres, qui ont pris du service chez mon cher et vénéré chef d'institution, M. Jauffret. C'était un petit homme trapu, à la barbe fauve, aux yeux pétillants, un petit cœur des maîtres d'études, fortement soupçonné de couvrir des idées subversives. Il en avait au moins une, subversive ou non, et il la mena à bonne fin, sans autres ressources qu'une volonté de fer. Ce qu'on a rêvé de publier un dictionnaire comme on n'en avait vu, une encyclopédie populaire, et il n'en a pas le démenti. Il a laissé non seulement une fortune, mais une œuvre. Extrait de Pierre Larousse et son œuvre, par André Rébillot.

Une boulimie gigantesque

Plus de cent ans après la mort de ce « piocheur » à la volonté de fer, le monument qu'un lui doit est une entreprise énorme, et qui ne cesse de s'étendre. Pour la seule année 1977, Larousse a imprimé 12 000 tonnes de papier (tomage de l'ensemble des livres imprimés en France en 1976 : 97 812 tonnes). Nombre de signes imprimés en 1977 : 101 millions (les rééditions ne sont pas incluses). Cinq cent vingt personnes travaillent au siège social, la librairie en employe douze, les entrepôts de Montrouge cent quinze, et ceux d'Auxerre cent soixante-quatre. Plus d'un million de collaborateurs extérieurs ont travaillé à la Grande Encyclopédie. Dans tous les pays du monde, des correspondants se tiennent en liaison avec Larousse. Un nombre variable de documentalistes temporaires s'ajoute à l'effectif des permanents.

Quand Pierre Larousse, à vingt-deux ans, quitta sa Bourgogne natale pour s'installer à Paris, et devint « pion » à l'Institution Jauffret, 23, rue Culture-Sainte-Catherine (actuellement rue de Sévigné), il se précipita aux cours de la Sorbonne ; mais il fréquentait aussi le Collège de France, l'école des Arts et Métiers, l'Observatoire de Paris, le Muséum d'histoire naturelle, et il passa toutes ses soirées à la bibliothèque Sainte-Genève, étudiant avec une curiosité insatiable le latin, le grec, les sciences, l'histoire, la géographie, la linguistique et la philosophie. Son biographe écrit : « Un apprenti encyclopédique, un apprenti

respectueux de la publicité et aux catalogues en tous genres. Le salon des Arts ménagers est une mine », dit le chef de ce service en souriant.

En ce qui concerne la langue, l'ambition actuelle des éditions Larousse se sépare de celle de leur fondateur, grammairien passionné qui proscrivait les expressions vulgaires et préconisait l'usage d'un français « pur ». Le dictionnaire, aujourd'hui, a une vocation de constater. Il photographie la langue tel qu'on le parle, et c'est pourquoi il mot familier, argot, argo, et signifié comme tel, peut entrer dans le dictionnaire une année, et en disparaître l'année suivante s'il est tombé en désuétude.

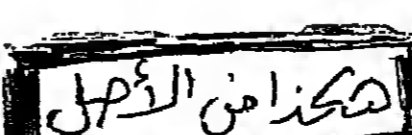
L'idéal laroussien, tel qu'il s'exprime par la bouche de tous ceux qui participent à des titres divers au travail commun, tend à l'objectivité. Il faut avant que possible être « impartial » ; d'autres disent : « être neutre ». On encore : « être équilibré ». Les produits Larousse doivent pouvoir être reçus par les lecteurs de tout horizon, de toute opinion, et en disparaître l'année suivante s'il est tombé en désuétude.

Ce n'est plus possible aujourd'hui. Comme le dit Etienne Gilson, qui est l'actuel capitaine de ce grand bateau, « Pierre Larousse était engagé. Nous ne sommes plus à la Croisade contre le mal, nous nous en sommes débarrassés. Notre idée n'est pas de faire du prosélytisme ». Et l'un de ses collaborateurs déclare : « Notre doctrine, c'est que nous n'en avons pas. On voit par là que l'entreprise encyclopédique de Larousse s'oppose, en profondeur, à celle d'un Diderot. L'arrangement des savoirs, leur classification, puis leur redistribution dans le public sous des formes diverses se veulent purs de toute intention autre que d'information. La masse de ces savoirs accumulés jour après jour est si considérable que même la Grande Encyclopédie ne peut l'épuiser. Aussi travaille-t-on simultanément à un grand nombre d'ouvrages : il y en a quatre-vingt-dix-huit en chantier, à l'heure actuelle.

HISTOIRE DU CAFE THEATRE Bernard da Costa. Comédiens récalcitrants. Bistrot de bistrotistes. Journalistes goguenards. Public bon enfant. Bernard da Costa nous trace une véritable photographie (toujours passionnante) d'un certain monde théâtral contemporain. J.L. de Ramures LE MONDE. BUCHET/CHASTEL

répertoire des livres au format de poche 1978. Chez votre libraire

(PUBLICITE) LIBRAIRIE A VENDRE. Spécialisée dans l'acquisition universitaire (livres et sciences éco), mais traitant aussi de la vie pratique, de la musique, sociologie, art, sciences-fiction, régionalisme, etc. C'est en livres neufs, d'occasion ou anciens. Prix : 200 000 F, avec le stock, dans les locaux de la rue Casary, 12100 AIX. Tél. : (04) 27-28-84 (les mercredi ou vendredi matin)



LA DIXIÈME ANNÉE DU FESTIVAL DU LIVRE

Nice-sur-Seine ?



Destin de Carleman.

D'un stand à l'autre...

— La Livre de poche a fêté son vingt-cinquième anniversaire et le sortit du 500 millions exemplaire de la collection avec le Fou d'Amérique, d'Yves Berger, Collaborant avec plus de quatre-vingts maisons d'édition, le Livre de poche compte deux mille cinq cents titres entrés à son catalogue et a publié huit cents écrivains français et étrangers.

— Présant sur le stand des Editions du Seuil, M. Chodkiewicz, qui a donné pour le successeur de Paul Fiamand, a été particulièrement félicité pour le succès du manuel d'Histoire, dont le premier numéro, tiré à 57 000 exemplaires, a été épuisé en deux jours sur Paris.

— Un éditeur de livres qui a tout révisé a résolu ses problèmes de

stockage. Les libraires ne lui retourneront plus les ouvrages invendus mais seulement leur couverture.

— Larousse et FINA (Institut national de l'audio-visuel) ont présenté le premier « Radio-livre » réalisé en commun sur le thème de la ville. Sous l'apparence d'un livre relié, le Radio-livre renferme une cassette et un livret. Le texte commente le thème choisi et la cassette rassemble des documents sonores d'une durée d'une heure et a mis en bande, par des étudiants et chercheurs spécialisés.

— Une nouvelle venue : le micro-édition, il s'agit de microfiches qui permettent de gagner 75 à 95 % de place sur les archives en papier et procurent une plus grande facilité de classement et de manipulation.

CHACQUE année, à la fin du Festival de Nice, ils sont nombreux à dire qu'ils ne reviendront pas. Chaque année, ils sont tous — sauf un, cette fois, Galliard, irrésistible. Car les éditeurs sont ainsi, ils critiquent les insuffisances, inventent qu'on se les reprendra plus et ils reviennent en entraînant les pieds. Voilà dix ans que ça dure. Tous répètent : on fait

ALBI

LES rencontres entre auteurs et lecteurs sont une initiative qu'il convient de mettre à l'actif du Festival. Mais quand celles-ci ont lieu dans une sorte de niche de contre-plaqué reléguée dans un endroit surchauffé du palais, on se demande si bon droit les organisateurs ont assez d'intérêt qu'ils le disent pour ce genre de contacts. Et quand Louis Guilloux, lauréat du Grand Alibi d'or du Festival, ne peut se faire entendre de son public parce que le bruit assourdissant des appels officiels rend inaudible tout dialogue, on s'interroge sur le rôle d'événement culturel que peuvent jouer la littérature et ses grands auteurs.

Autre fait : la rétrospective consacrée à l'œuvre de Louis Guilloux mise à l'écart du passage du public a été pratiquement désertée tout au long du Festival.

Louis Guilloux est un écrivain âgé, discret, dont l'œuvre élaborée sans tapage contribue à la renommée de nos lettres. Mais il répugne à parler dans un « crachoir », selon l'expression dont il use pour qualifier le micro. On imagine avec regret quels regards lui auraient valu une dizaine de passages sur les ondes... — B.A.

pen d'affaires, le déplacement est coûteux, la production de la lecture est douteuse, les temps sont difficiles. On n'a pas le charme discret des restaurateurs de Nice, l'accueil de la ville conclut avec le soleil, la plage, les produits et les chères confitures si difficiles à jeter dans le périmètre de la rue gauche. Le Festival est un miroir de l'édition française se contrefaisant.

Il n'y a guère que Jérôme Lindon (éditeur de la collection pour se faire l'apogée infatigable de la manifestation. Lindon est venu pour travailler, pour prendre langue avec les libraires, pour convaincre les derniers adversaires du prix imposé, les petits éditeurs nouveaux, ceux aussi, sont satisfaits de leur production au public et aux libraires. Les uns, errant avant d'être reçus, en demandant à leur libraire, puis désabusés que jamais.

A l'inauguration, M. Jacques Médecin, député, a dit de la ville, « c'est félicité de l'accueil d'une aventure organisée il y a dix ans « avec quelques amis ». Elle est devenue une chose « originale » qui n'est pas une « entreprise commerciale » comme la Foire du livre de Francfort, qui a emprunté une dénomination nouvelle à son statut de promotion de la lecture, « de expérience de décentralisation. Et de citer à M. Jean-Philippe Lecat, venu inaugurer son tout jeune ministère de la culture et de la communication, les dix-sept nations étrangères représentées, les deux cent soixante-dix éditeurs exposants et les trois cent vingt libraires congressistes.

Promotion de la lecture ? Certes, si l'on regarde les enfants réunis dans le « crachoir » qui émettent les livres avec sérénité. Ils font plaisir à voir. Mais que dire de l'abandon des livres de sport, ou signés par les vedettes de la politique et de la télévision ? Ne sont-ils pas ceux qui se vendent le plus facilement aux lecteurs occasionnels et qui bénéficient des moyens de lancement audiovisuels les plus importants ? Les livres de littérature, les essais difficiles, qui font de l'auteur un lecteur passionné, et fidèle, n'étaient guère mis en valeur, sauf parmi les grands, chez Flammarion, le Seuil, Grasset et chez les éditeurs de langue étrangère tels que Québecco, les Suisses et les Belges.

Même Armand Lanoux, romancier bien connu, dont le feuilleton de télévision sur Zola vient d'obtenir un grand succès, n'a pu rivaliser, dans la course et ses signatures, avec Malax, l'illustrateur de l'O.R.T. Le champion lui-même confesse la dureté de Bedford M. Pustowski qui a quelques mouvements divers, Georges Arnaud, Lucien Bodard, Suzanne Prou, Marie-Claire Blais ne purent se mesurer avec un Eric Tabarly pressé de tous côtés et qui devait regretter le bon temps de la navigation solitaire.

Le Festival du livre est d'abord le lieu de l'audiovisuel. Télévision, comme il se doit, avec M. Bernard Fivet, dont les prestations ont été très appréciées du grand public, et studios de radio, où auteurs et interviewers, entrent dans un grand cyclotron de plastique, s'offrent à la curiosité des visiteurs comme des poissons exotiques dans un aquarium. A ce moment-là, les stands

étaient déserts — quand ils ne l'étaient pas par les éditeurs eux-mêmes, rendus à quelque invitation : ce fut notamment le cas ce samedi après-midi où Christian Bourgois avait convié tous ses confrères à déjeuner dans sa maison d'Antibes.

Le public a finalement peu acheté, sinon des livres de sport, des ouvrages pour la jeunesse — dans ce domaine, des éditeurs avaient fait un effort de présentation remarquable — et, évidemment, des Mémoires de vedettes. Une exception : au stand du « Livre de poche », les acheteurs se poussaient et fouillaient à plaisir dans une montagne d'ouvrages. Aux Editions sociales, le dernier ouvrage de Louis Althusser a obtenu un regain d'intérêt singulier.

A l'inverse de l'an dernier, peu d'incidents ont troublé ce X^e Festival. Les Editions sociales ont protesté contre « l'interdiction d'un spectacle audiovisuel sur l'édition, réalisés par le groupe Organon ». Le Syndicat des écrivains (SEELF) a quitté son stand parce qu'on lui refusait « le droit à la parole » au micro du Palais des Expositions, sous la pression, a-t-il prétendu, de grands éditeurs.

Trop de colloques et de débats se sont déroulés simultanément. Comment y participer ? Dans l'ensemble, ils furent surtout l'occasion d'un festival de leur communs. En revanche, les colloques sur « La technologie et la culture post-industrielle » et celui des éditions du C.N.R.S. sur « l'état des sociétés médiatiques » ont été remarquables. L'orientation furent d'un haut niveau.

Deux bonnes expositions : Chodkiewicz présentait ses dessins et ses caricatures d'une grande originalité de trait et rappelait qu'il n'était pas seulement l'auteur des Objets introuvables mais aussi l'illustrateur de talent de Camus et de bien d'autres ; une série de dessins de Dubois, Entre-chats et Entre-chiens, l'inimitable Dubout mort il y a deux ans, révélait une tendresse méconnue chez l'illustrateur de la Justine de Sade.

L'avant-veille de la clôture,

LE PALMARÈS

Ont été obtenus diverses distinctions :

Les éditions suisses de langue française Fontaine pour « l'ÉPI et l'ÉPIRÉ », portraits romanesques d'Égypte.

L'éditeur français Pierre Belfond pour « Paris 1988 ».

Les Editions des musées nationaux français pour « l'Age du bronze dans la région de Paris », « Le Règne du miel à Liffou », Provence et Frédéric Mistral a LE PRIX TRENTE JOURS DE L'ÉPIRÉ (18 000 F), créé en 1977, à l'initiative de Denis de Rougemont pour « L'avenir est notre affaire » (Stock).

LA BOUSSE DE LA TRADUCTION (18 000 F), attribuée pour la première fois cette année, sous l'égide de la Communauté européenne, à Eugen Rosenstock Hensay (Europa Verlag).

LES LECTEURS D'ÉPIRÉ ont été sélectionnés pour le mois de mai le roman d'Henriette Dubois et « La Marie-Marguerite » (Grasset) et l'essai du Dr Tubiana « Le Règne du miel à Liffou ».

CONCOURS FR 2. Les candidats avaient proposé l'adaptation de trois nouvelles sélectionnées. A été retenue celle de Robert Bea et Jean-Jacques Bernard pour « La Vénus d'Épi », de François Médéric.

Humour Cynique, Réverie Fantastique
2 aspects de La Bande Dessinée selon FRED
2 Nouveaux Albums

PHILEMON AVANT LA LETTRE
Y'A PLUS D'SAISON

DARGAUD ÉDITEUR
Chez votre libraire

LES BAHAMAS vous connaissez ?

Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride tout près de Haïti. 700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons. Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente. Les Bahamas où vous nez tenter la chance au casino. Les Bahamas où tout semble possible. Les Bahamas où tout semble possible. Paradis pour milliardaires? Jugez-vous-même : 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F 2.490*.

*1 semaine, transport, jet, hôtel, compris. Ltc. A 478. Ltc. A 496. Ltc. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

NOM _____ Adresse _____

cest mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA

La voie de la francophonie

LES éditeurs des pays francophones belges, suisses, canadiens, africains, n'ont pas bougé Nice. S'ils ont découvert assez tardivement les avantages du Festival, leur participation, cette année, a été remarquable. Et ils ont su mettre à profit leur rencontre pour se faire connaître et reconnaître, et pour s'interpeller ensemble, dans un colloque, sur leurs difficultés particulières et communes.

La traversée d'un océan n'a pas empêché les Québécois de venir nombreux, ministre de la culture en tête, M. Denis Vaughan, et escortés de plusieurs écrivains, les uns déjà connus en France comme les romanciers Anne Hébert, Marie-Claire Blais, Victor-Lévy Beauregard, le poète Gaston Miron, le critique essayiste Nahim Kattan... et autres à réviser à travers leur dernier livre.

Mais, d'empressement du côté des éditeurs suisses, l'entraide par leur collègue Vladimir Dimitroff, de l'Age d'homme, et singulièrement par les distinctions reçues les années précédentes par les livres d'art d'Ides et Calendes, ils sont regroupés pour la première fois en un beau stand collectif, où voisinent Fayot, de Langonne, la Beaumontière, de Roché, l'Office du Livre de Bourg, Dros, de Genève, Bardi, de Vevey, et une cinquantaine d'autres.

C'est d'ailleurs un Suisse, C. Hutter, président de l'Union des éditeurs suisses de langue française, qui a eu l'idée de tenir le colloque, où ses homologues — M. Jean-Jacques Schellens, pour la Belgique, M. Yves Dubé, pour le Québec — et le directeur commercial des Nouvelles Éditions africaines, M. Philippe Toussard, ont tour à tour dessiné le profil éditorial de leur pays, avec les traits forts et les points faibles.

Tous ont insisté sur la nécessité de l'ouverture du marché français à leur production. Quand il s'agit de littérature, Belges et Suisses reconnaissent sans sourcilisme que seul le socle de l'édition parisienne apporte la consécration. Encore souhaitent-ils que les talents qui ont germé sur leur sol leur soient rendus et qu'on ne présente pas par exemple à la télévision française Emmaus comme un écrivain d'ici qui aurait beaucoup vécu en Suisse.

A part ces points légitimes,

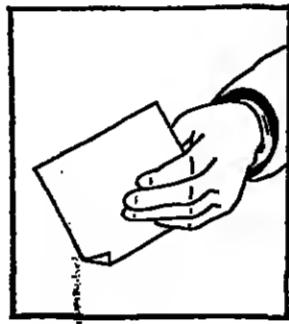
nicolas saudray
le maître des fontaines
roman d'un évangile maudit
denoël

مكتبة الشامل

Classez les 4 plus beaux buts de la Coupe du Monde 1974 et gagnez le remboursement de votre TV couleur.

Pour suivre la Coupe du Monde de Football, vous voulez un téléviseur couleur? Au meilleur prix? Avec le plus grand choix et le meilleur service après-vente? Venez chez Darty. En plus, dans tous les magasins Darty, vous verrez en

permanence sur TV couleur les plus beaux buts de la Coupe 74. Et si vous achetez votre TV couleur avant le 1^{er} juin, vous pouvez même gagner son remboursement. Pour participer c'est très simple: voyez vous-même.



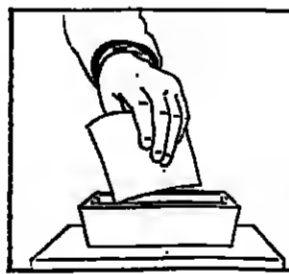
Le bulletin de participation vous sera remis après enregistrement de votre achat de TV couleur.



Regardez sur les écrans TV du magasin une sélection des buts marqués lors de la Coupe du Monde 1974.



Sélectionnez et classez les 4 plus beaux buts de ce film suivant les critères précisés sur le bulletin de participation.



Remplissez votre bulletin de participation et déposez-le dans l'urne.

Hème-Centre Darty et Pédagogie. E est spécialiste de l'électronique.
 Paris 7^e - 122, rue de Valenciennes. 122, rue de Valenciennes.
 75 - PARIS 14^e, Centre Commercial Gare-Montparnasse.
 80, av. du Maine - Entrée directe par le 1^{er} Galilé.
 91 - LES ULIS, Centre Régional "Les Ulis".
 93 - BAGNOLET, Pte de Bagnolet, 117, G. 5^e et 1^{er} Au pied du Nord.
 93 - BOULEVARD, 122 et 125, av. Coligny, 81.
 95 - CERGY-POISSY, Centre Régional "Cergy-Poissey".
 92 - CHARLEVOIX, 151, av. Marcel Cachin, 81-1306.
 93 - PIERREFITE, 152254, av. Léonine, P. 11.
 94 - CHAMPIGNY, 1042, av. R. Safer, Le Fourchettes, R. 14.
 94 - CRETEIL, Centre Régional "Créteil-Sud".
 93 - NOISY-LE-GRAND, Centre Commercial "Les Arcades".
 Magasin Darty, spécialiste de l'électronique, Hi-Fi, TV.
 75 - PARIS 8^e, Darty sous la Madeleine, P. 1^{er} place de la Madeleine.
 75 - PARIS 15^e, 168, av. de Choisy, M^o Pl. d'Italie.
 75 - PARIS 18^e, 128, av. de Saint-Ouen, M^o Pte de Saint-Ouen.
 75 - PARIS 20^e, 5-57, av. de la Pte de Montreuil, M^o Pte de Montreuil.
 78 - ORGEVAL, Centre Commercial "Art de Vivre".
 Centre Régional, Avenue de l'Europe.
 78 - FAYEL, Centre Commercial.
 91 - THY-LES-BAINS, Centre Régional de la "Belle Epave", RN 7.
 92 - ASY-LES-BAINS, Centre Régional de la "Belle Epave", RN 7.
 324, av. d'Argenteuil, RN 309.
 69 - LYON, Centre Commercial de La Part-Dieu, 3^e niveau.
 4300 pièces de parking.



69 - BRONNET, Route Nationale 6.
 38 - GRENOBLE, 136, av. Gabriel-Péri.
 42 - STÉPHANIE, Centre Commercial de Mathieu, Bus des Rochettes.
 92 - LA DÉFENSE, Pte de la Défense, A côté du C.M.L.
 59 - LILLE, 56, rue de Béthune.
 59 - BOUBAIX, 15, rue Pierre-Matte.
 59 - ENGIOS, Centre Commercial Engios.
 69 - BONVILLER, 141, Avenue Sauray, Sorin-Macille-Bénet.
 75 - LA VILLETTE, Pte de la Villette - Centre Poétique.
 91 - MORSANG-SUR-ORGE, Autoroute du Sud - Sorin-Sarigny.
 Direction Générale des B&S.
 60 - CREIL, Centre Commercial de Creil, 10, place de l'Europe.
 62 - LENS, Route de l'Évin.
 27 - DIVOIS, Centre Commercial de Divois.
 75 - ROUEN-SEINE, 47, avenue de Caen.
 75 - ROUEN-MARVILLE, Centre Commercial Collège 2000.
 O Nocturne le Mardi jusqu'à 21 h 30 - O Nocturne le Mercredi jusqu'à 21 h 30 - O Nocturne le Jeudi jusqu'à 21 h 30 - O Nocturne le Mardi, le Mercredi, le Jeudi et le Vendredi jusqu'à 22 h 00 - O Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 30 - O Nocturne le Samedi jusqu'à 22 h 00 - O Ouvert le Dimanche matin - O Ouvert le Dimanche toute la journée - O Fermé le Dimanche - O Fermé le Lundi - O Fermé le Lundi matin - O Fermé le Mardi - O Fermé le Mercredi - O Nocturne le Mardi jusqu'à 22 h 00 - O Nocturne le Vendredi jusqu'à 21 h 00 - O Nocturne le Samedi jusqu'à 21 h 00 - O Ouvert tous les jours de 10 h 00 à 21 h 00 - O Ouvert tous les jours de 10 h 00 à 20 h 00 - O Ouvert tous les jours de 9 h 00 à 20 h 00 - O Ouvert le Samedi de 9 h 00 à 20 h 00 - O Ouvert 7 jours sur 7 de 9 h 00 à 19 h 30.

TV. Electroménager. Hi-Fi.

هكزافن الذهب

un bon choix
le grand tailleur
le tailleur-boutique
les chemises sur mesure
les accessoires
15, av. Grande-Armée - Paris 16^e
André Bardot

LISTE DE MARIAGE
JOAILLER
ORFÈVRE
HORLOGER
LOISEAU AYCARDI
2, rue de Valenciennes - PARIS 10^e
512 40 53

CARNET

Naissances

Hervé BEROVIER et Danièle KRIBOGLER ont annoncé la naissance de...
14 mai.
153, boulevard Masséna, 75015 Paris.

Laurent, Anne et Yves FRESCH ont la joie d'annoncer la naissance de...
13 mai 1978.
11, rue des Filles-du-Calvaire, 75003 Paris.

Joseph J. FERBERGERS, Anne-Marie, née Huber, et David ont la joie d'annoncer la naissance de...
Paris, le 2 mai 1978.

Emmanuel et Catherine VILMIN, née Brabeo, ont la joie de faire part de la naissance de...
16 mai 1978.
2, rue Cloucheat, 75009 Paris.

Décès

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

M. André Adler a la douleur de faire part du décès de sa sœur...
Mlle Marcelle ADLER-BRESSE, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, docteur en lettres.

Communications diverses

Le 17 mai 1978, au cours d'une brève cérémonie au siège de la Confédération nationale du Crédit Mutuel...
M. Théo Braun, président de la Confédération, a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Gérard Galichon, directeur général de la Confédération et de la Caisse centrale.

Conférences

Le Club Libertés, attaché par les Grandes Conférences de Paris, qui n'oublie pas les confrontations entre personnes de toutes tendances, annonce ses prochains débats à Paris...
18 h. 30 à 20 heures : lundi 22, débat sur la gauche et le marxisme, avec M. Jean Bédaride; mardi 23, débat sur l'immigration, avec les professeurs E. Goussier de Fontaine, de l'Académie de médecine, et Maxime Auloy, chef de service de l'hôpital Bichat; mercredi 24, débat sur l'enseignement à la faculté de Paris-Ouest; le docteur J. Lambert, secrétaire général de la Société de nutrition et de diététique; M. J. Cabut, secrétaire général de la Confédération de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie; M. E. Lanté, ancien professeur à la faculté des sciences de Montpellier (représentant les magasins d'alimentation dite naturelle); M. Régis Glais, administrateur de « Nature et Progrès », etc.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

Le 20 mai 1978, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, M. et Mme Claude Pédant et leur fille, M. et Mme Georges Delille et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de...
Mme Lucien LEVAILLANT, née Bernadette Glais.

ANCIENS COMBATTANTS

M. CHRISTIAN PRETTE DIRECTEUR DES PENSIONS

Le conseil des ministres du 17 mai, sur proposition du secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a pris les décisions suivantes :

M. Christian Prette, conseiller aux affaires étrangères, est nommé directeur des pensions au secrétariat d'Etat aux anciens combattants, en remplacement de M. Pierre Blandino.

M. Jean-Paul Bourcheix, sous-préfet, est nommé directeur des statuts et des services médicaux, en remplacement de M. Jacques Le Meignan.

Mlle Viviane Ronsereil est nommée directrice de l'administration générale, en remplacement de M. Jean-Paul Bourcheix.

M. Pierre Blandino, contrôleur aux armées, retournerait à son corps d'origine, tandis que M. Le Meignan a atteint l'âge de la retraite.

Le Monde
Service des Abonnements
3, rue des Saussaies
75008 PARIS - CEXEX 05
C.C.P. 4207-2

ABONNEMENTS
3 mois 4 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 210 F 305 F 400 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
285 F 380 F 575 F 760 F

ÉTRANGERS
(par mandats)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
143 F 285 F 380 F 510 F
II. - TUNISIE
180 F 340 F 580 F 660 F

Par voie aérienne
Tant sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèques) voudront bien joindre à chaque fois leur demande.

Changements d'adresse
S'adresser au service des abonnements (à l'exception des cas où l'abonné ne peut pas être atteint) à l'adresse indiquée ci-dessous. Les demandes de changement de nom ne sont acceptées qu'en cas de mariage ou de divorce. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'ancienne bande d'envoi à l'adresse indiquée ci-dessous.

Bientôt le soleil d'été
Ne laissez pas vos yeux se fatiguer
Pour les protéger, Leroy vous propose ses verres filtrants de haute qualité avec un grand choix de montures. Et toujours ses services spécialisés : verres correcteurs, lentilles de contact et appareils auditifs.
LEROY OPTICIEN
104, Champs-Élysées 147, rue de Rennes 27, bd St-Michel
11, bd du Palais 18, bd Haussmann 127, Fg St-Antoine
158, rue de Lyon 5, place des Terres 30, bd Barbès

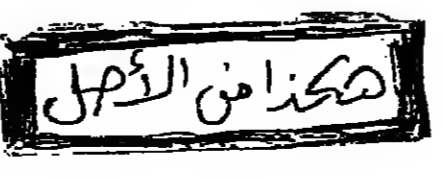
Légère et court vêtue...
Elle allait à grands pas.
Sandales François Villon
Souliers de rêve, Pour filles de rêve.
37, Fbg Saint-Honoré - Paris 1^{er} 65.14.45
57, Rue Pierre Charbon - 14, Av. Victor Hugo
58, Rue Bonaparte St-Germain-des-Près
8, Rue Royale

Les Tailleurs de Qualité
CLUB DES GRANDS CISEAUX
BERCEVILLE, 4, bd Malesherbes - 265.36.28
BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
COURTÈS, 33, rue Marbeuf - 225.04.81
DESTRAC & Cie, 47, rue des Mathurins - 265.47.27
A.L. GUERLOT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
LORYS, 33, av. Pierre-1^{er} de Serbie - 720.80.46
PITTARD & PLUMET, 9, rue St-Ph-du-Roule - 225.20.21
QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
S.A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 389.17.66
TALON, 62, av. Bosquet - 551.11.64 et 705.67.36

A L'HOTEL DROUOT
Vendredi
VENTES
S. L. - Bijoux, obj. vitr., argenterie anc.
S. E. - Livr. violons, estamp., talenc.
S. II. - Pendules anciens, mobiliers.
S. IV. - Sarcoph. E. et div. Grav., tableaux, sièges et meubles.
(Publité)
L'Association l'Éducation organise un Dîner-Débat de grande actualité le mardi 23 mai 1978, à l'hôtel Lutetia, Paris-6^e, sur le thème : « QUELLES MÉTIÈRES POUR QUELLES ÉTUDES ? ». Le débat sera présidé et animé par M. Georges Sestren, secrétaire général de l'Association l'Éducation. Avec la participation de : MM. Bertrand Schwartz, professeur de l'université Paris-Dauphine; Gabriel F. S. U. 1. 2. 3., secrétaire général de l'Association pour la formation des enseignants en Europe; James Markag, ancien secrétaire général de la FEV. Dîner à 19 heures. Débat à la suite. Nombre de places limité. Places gratuites pour vous faire inscrire. Frais de participation 60 F. à adresser à l'Éducation, 2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris. Tél. 286-29-20.

A PARIS CICA PROPOSE
le Marais ou le 15^e
Une même qualité dans une construction classique ou contemporaine.
PARIS 4^e LES ARCADES DE L'ANGEVIN
11 à 15, rue Geoffroy l'Angevin Paris 4^e
PARIS 15^e Le Richmond
59 à 63, rue Cambrouse Paris 15^e
Prix fermes et non révisables
Plan d'un 4/5 pièces 101 m² + balcon-loggia 15 m²
Je désire obtenir des renseignements, sans engagement de ma part.
Paris 4^e □ Paris 15^e □
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____
Veuillez retourner ce bon à CICA 45, rue de Courcelles 75008 PARIS.

A partir du 18 mai. Cadeaux du Cœur au 4^e étage
Fête des Mères
AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER



LE JOUR DU THÉÂTRE

Essai pas mort

Tout près de Beauport, il y avait l'Essai, deux copies pour le théâtre, deux copies pour le cinéma, deux copies d'essai et qu'il avait dû abandonner pour cause de faillite. De son côté, José Valverde, après avoir quitté la direction du Théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis, s'était transformé en metteur en scène errant. Mais il réussit de retourner à Paris, de retrouver dans une petite salle l'enthousiasme de ses débuts héroïques aux Nouveautés. « Poésie peut-être, mais utopique certainement pas ».

Brecht vivant

« Le théâtre de Brecht dans un monde qui n'en finit pas de commencer » disait Jean-Marie Serreau. Et on n'en finit pas de commencer à analyser le dramaturge et son théâtre. Le Théâtre Jean Vilar de Suresnes accueille jusqu'au 20 mai le Retour de Bertolt Brecht dans une mise en scène d'Alain Mermet, avec le Centre dramatique de Bourgogne. Le 19 mai, à 20 h 30, pour célébrer le quarante-vingtième anniversaire de sa naissance, il y aura un débat à la Maison de la culture de Nanterre sur le thème de Brecht, art et politique, avec la participation de M. A. J. F. de Weckert, metteur en scène et directeur du Théâtre National, Gilbert Badia, Bernard Dort, André Gidebrecht. Le 20 mai, à 20 h 30, Rencontre, accompagnée par le Fischer-Quinell, donnera un spectacle de cabaret et de 23 mai à la Maison de la culture de Nanterre (où jusqu'au 3 juin on pourra entendre des extraits de l'Opéra d'aujourd'hui, Mère Courage, Mahagonny et d'autres moins connues), le 25 mai au Centre d'animation culturelle d'Angoulême, les 26 et 27 mai à la Maison de la culture d'Amiens.

Phédre au Marais

La dix-septième édition du Festival du Marais aura lieu du 13 juin au 13 juillet. M. Jacques Châtrac, maire de Paris, vient d'en annoncer le programme. Le fait marquant sera certainement la représentation de Phédre par la Comédie-Française dans une mise en scène de Jacques Rosier, à partir du 29 juin. L'hôtel d'Amont. Deux autres spectacles seront proposés : du 12 au 21 juin (à l'exception), la Lune à l'envers, ballet-théâtre musical par la compagnie Alain Germain, et le 14 juin un spectacle de poésie par Vicky Messiaen. De 19 h à 21 h, il y aura aussi du café-théâtre tous les soirs, à 22 heures, dans les cours gothiques de l'hôtel de Beauvais.

Musique

MORT DU CHEF D'ORCHESTRE WILLIAM STEINBERG

Le chef d'orchestre allemand William Steinberg est mort le mardi 16 mai à New-York. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

RECRUTIF - Le festival organisé par le Théâtre populaire des Flandres aura lieu au printemps 1978 et non pas 1979 comme nous l'avions annoncé dans le Monde du 12 mai.

Le XXXI^e Festival de Cannes

Le poison des belles manières

Romant avec toute une tradition, MM. Fava Labret, président du Festival, et Gilles Jacob, délégué général, ont inauguré les sections parallèles à la section « Un certain regard ». Le Festival commence vraiment. Ce que l'on a présenté était d'ambitions diverses et inégales, avec une déception pour le Semaine de la critique et un bonheur récurrent pour les perspectives du cinéma français, qu'a ouvert les Belles manières, premier film de Jean-Claude Guiguet, qui fait également partie de la Quinzaine des réalisateurs.

Il s'agit d'un film linéaire qui commence avec le début d'une histoire et se termine avec elle : un profane égaré, sur palette, annonce dans le sphère de la haute bourgeoisie et la quitte. Entre-temps est passé le moteur de la lune des choses, ce qu'il faut dire vite pour ne rien égarer. Le charme et la finesse des Belles manières ne sont pas fragiles, mais ils apportent beaucoup plus qu'une simple intelligence sociale.

Murées

DEVANT LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES M. Lecat défend le projet de loi-programme

L'Assemblée nationale examine jeudi 18 mai, le projet de loi de programme sur les musées, adopté par le Sénat en première lecture. Ce projet, qui comporte l'intégration du musée du dix-neuvième siècle dans les bâtiments de l'École nationale supérieure de l'architecture d'Orsay, se heurte, sur ce point, aux critiques des députés du R.P.F. et de ceux de l'opposition (le Monde du 13 mai). Mercredi, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a défendu le texte devant la commission des affaires culturelles, en présence de M. Maurice Thesandier

(U.D.F.), rapporteur pour avis de la commission des finances. Le ministre a déclaré que la création du musée du dix-neuvième siècle s'inscrit dans l'opération de rénovation de la gare d'Orsay, qui consiste à la dégrader des locaux administratifs, à y créer des installations d'accueil, des locaux réservés au personnel et des locaux scientifiques et à régler le problème de l'Orange. L'installation du musée d'Orsay permettrait de disposer de l'espace nécessaire à cette rénovation. En réponse à la principale objection émise par la commission des affaires culturelles, dont le rapporteur est

Jours de labour, jours de bonheur..

Voici les Brava et leur fille Maddalena, que couronne un garçon des environs. Voici la jeune Runic, restée seule avec ses six sœurs. Voici Anselmo, le grand-père, qui plante des tomates en cachette. Et voici Battisti qui, les soirs d'hiver, quand la neige recouvre le campagne, raconte des histoires à ses compagnons. Battisti dort la femme est de nouveau enceinte et qui, plus tard, mènera dans la boîte tendre d'un paupier appartenant au maître - « crime » inexplicable - les sabots dont son fils a besoin. Le documentaire apparaît chez Omi : le sacrifice, du cocon - une vieille trise - élevée comme un enfant - est un étonnant morceau de cinéma réaliste. Ailleurs, c'est le conteur d'Anselmo. L'histoire d'une vache soignée à l'eau bénite, celle d'une plume d'écaille, pour le récit d'un cheval rappelé par leur sœur le Marcel Armé de Gustaf et de la Jument verte. Mais le plus souvent, c'est le témoin qui parle, l'observateur attentif et fraternel qui se souvient de ses propres expériences et qui « raconte » à ces paysans ce qu'il a vu et ce qu'il a senti.

admiration nous les montre voguant au fil du fleuve, puis accueillis à Milan - Milan où l'armée traque les ouvriers en grève - par une tante religieuse qui a préparé à leur intention deux lits par un ruban. Quand Maddalena et Stefano reviennent à la ferme, c'est avec un enfant dans les bras, un petit orphelin que la religieuse leur a confié. Qui est cet enfant ? Peut-être un « fils de prince » dont on fera un bon paysan. A la fin du récit, quand le maître découvre la « voi » du paupier, Battisti et les siens sont chassés du domaine. Traitant une misérable charrette, ils s'éloignent en silence - et l'on ne sait ce qu'ils vont devenir - après un dernier regard sur cette ferme qui n'était pas la leur, sur cette terre qu'ils ont tant travaillée et qu'ils ne reverront plus.

logie politique. La misère est là, si présente, si obédiente, que son scandale n'a pas besoin d'être dénoncé par des discours. Aucun acteur professionnel, tous les personnages du film sont d'authentiques paysans qui parlent dans le dialecte de leur province. Ce qu'expriment de patience, de résignation, de courage quotidien, ces visages qui pourraient avoir été peints par Le Nain semblent venir du fond des âges. Aucun faux-semblant, aucune leçon apprise. L'émotion que communique ces comédiens improvisés est celle de la vérité nue.

ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

Cette marge d'imprévisible qui fait l'événement

Ermano Omi (quarante-six ans) appartient à la deuxième génération du néoréalisme italien. Celle qui, au début des années 60 a trouvé une nouvelle approche humaniste des médias. Ses sentiments, des faits de société. On le connaît pour Le temps s'est arrêté à Porto, les Fiancés et Un certain jour, mais les caprices de la distribution nous ont privés d'une partie de son œuvre. On le retrouve à Cannes avec l'Arbre aux sabots, chronique de la vie paysanne en Lombardie, à la fin du dix-neuvième siècle, qui est la somme de ses conceptions sur le rôle du cinéma.

« J'ai commencé à travailler dans le cinéma documentaire. En filmant des événements, je me suis aperçu que l'espace n'était pas seulement organisé en fonction de la caméra, mais du cadre de vie des hommes. Le cinéma n'est pas une présence dominante. Je le fais participer, sans idées préconçues, à l'événement que je fais revivre, au moment où il s'accomplit. Alors, il se passe toujours quelque chose d'imprévisible. Pour moi, cette marge d'imprévisible contient le vrai substance politique. C'est pour cela que j'emploie des acteurs non professionnels. Il me faut le présent, la réaction humaine à l'événement. En général, l'acteur se soumet à son personnage, évolue en prise privée, prédomine. L'interprète est dans la vie, il n'est pas, lui, cette réaction.

LE XIX^e SIÈCLE A LA GARE D'ORSAY

Un projet en péril

Alors que l'Assemblée nationale s'apprête à voter le projet de loi de programme sur les musées, le projet de loi de programme sur les musées du dix-neuvième siècle à la gare d'Orsay suscite des réserves de dernière heure, réserves assez tardives et peut-être d'importance politique, mais qui n'en sont pas moins préoccupantes pour ceux qui, comme nous, ont toujours pensé qu'il fallait conserver cet admirable exemple de l'architecture de 1900 et qu'on ne pouvait le sauver qu'en l'utilisant.

Orsay correspond, en fait, à une rénovation de la Gare d'Orsay, qui est en fait un projet de loi de programme sur les musées du dix-neuvième siècle, qui a été retiré de l'Assemblée en 1945.

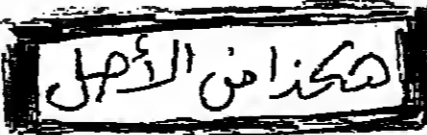
Le problème n'est pas là. Il faut avec le courage de la dire, sans risque de provoquer de vaines indignations : c'est à la province de prendre le relais pour ce qui est du patrimoine, comme la Ville de Paris le fait pour ses musées. Elle a fait un siècle de musée, elle a fait un siècle de patrimoine. Elle a consacré le faire depuis la première guerre. Et, si les dernières dépenses ont été marquées par quelques belles réalisations (Paris, Beauport, Poitiers, Bourges, Lyon), on a encore trop souvent l'impression que le musée de province est pour beaucoup de municipalités le parent pauvre d'un musée qui ne serait-ce que parce qu'il n'est pas systématiquement rentable.

ROSTROPOVITCH NE VIENDRA PAS

Le nouveau film de François Reichenbach consacré à Mstislav Rostropovitch, dont la projection avait été annoncée pour le 29 mai, ne sera pas présentée à Cannes. Il a été apparemment impossible de trouver un horaire dans un programme très chargé.

Notes

Thin Lizzy au Stadium



PALAIS DES ARTS
102, Boul. Sébastopol - 372-62-08
Trotrois mois à Paris
cinéma interdisciplinaire
5 LEÇONS DE THÉÂTRE
D'ANTOINE VITEZ
avec ses élèves du
Conservatoire d'Art Dramatique
LES THÉÂTRES ET LA VIE
Cinq films de 1 heure
de Maria KOLEVA
sortis le 17 mai à Lyon
LE CINÉMA
Impasse Saint-Polycarpe

DEMAIN
MOGADOR
BALLET
ALINE ROUX



l'Avant-Scène
textes intégraux - photos
mai

théâtre 10 F.
Mém-Méno (L. Dorel) 15
Barouffe et Chingis (Kokou/G. Henry) 15
cinéma 10 F.
Chicouris (L. Comédial) 15
La Grèce-Tanquerel (P. Schoendorff) 15
opéra 25 F.
Carmen et Dédé (n° 15)
Maison Press, Édition, correspondance
ou 27 av. St-André-des-Arts 75005 Paris
C.C.P. Paris 753001V

L'Orchestre de Chambre de ROUEN, que dirige Jean-Claude BERNEDE, effectue actuellement, du 15 au 28 mai, une tournée de concerts au Japon sous le haut patronage du Ministère des Affaires Étrangères.

ODEON THEATRE NATIONAL
GRANDE SALLE - 18 h 30 - PETITE SALLE
En raison de succès, PROLONGATION
du 18 mai au 1^{er} juin
La nuit et le moment
de CRÉBILLON fils
Mise en scène J. L. THAMIN
par la **COMÉDIE FRANÇAISE**
tous les jours excepté lundi 29 mai.
Location exceptionnellement ouverte
pour toutes les représentations.
Renseignements et location: 325.70.02
Tarif unique: 17 F. - Étudiants et Cartes Verméilles: 9 F.

Le mai d'amour
NELLIGAN
poète québécois
MONIQUE LEYRAC
dit et chante
Location gratuite une semaine
à l'avance pour tous les jours. Les autres
places sont mises en vente 1 heure
avant le début du spectacle.
Renseignements et location: 325.70.02
Tarif unique: 17 F. - Étudiants et Cartes Verméilles: 9 F.

SPECTACLES

Théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : Faust.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Un caprice; le Triomphe de l'amour.
Châtelet, grande salle, 20 h. 30 : Cyrano ou les Femmes de la racine.
Cité de la Musique, 20 h. 30 : Dans le langage des villes.
Odéon, 19 h. 30 : La Nuit et le Moment.
Félix-Odeon, 18 h. 30 : Émilie Nelligan.
T.S.P., 20 h. 30 : Moe oncle, de J. Tull; Network de S. Lounet.
Comédie-Française, 20 h. 30 : le Progrès et le Songe (N. Chatelet, C. Feytaud).
Opéra, 20 h. 30 : Les Deux Femmes (G. Garavy) et La peinture chinoise.

Les salles municipales
Nouveaux Carré, salle Pavin, 20 h. 30 : Yvonne de Saint-André.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Phobos Dance Theatre.

Les autres salles
Avenue de la République, 20 h. 15 : Venez nommez-moi.
Antonia, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Ara-Bertrand, 20 h. 30 : Si l'été n'est pas...
Atelier, 21 h. : la plus Grande.
Athénée, 21 h. : les Femmes de la République.
Carpouche, Théâtre de l'Épée-de-Belle, 30 h. 30 : Shalimane dit...
Cité Internationale, la Galerie, 21 h. : l'Interdiction... La Dernière, la Marianne... Grand Théâtre.
Comédie des Champs-Élysées, 21 h. : le Bateau pour Léprie.
Espère, 20 h. 30 : Michaël Kohlhaas.
Footline, 21 h. : Y a des jours comme ça.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : Jacques Villard.
Gyminase, 21 h. : Gotama.
Richesse, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve; la Léon.
Il Fontino, 20 h. 30 : Louise la Pivrotine; 22 h. : le Blanc.
La Bruyère, 21 h. : Louise Michel.
Le Labyrinthe, Théâtre noir, 18 h. 30 : les Sans et les Prouds; 20 h. 30 : Funk et punk et cetera; 22 h. : la Gioconda... Théâtre rouge.
Madame, 20 h. 30 : Trois lits pour huit.
Maison des Américains, 20 h. 30 : les Caprices de Marianne.
Mathurina, 20 h. 45 : Don Juan se retourne.

Pour tous renseignements concernant l'annuaire des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (signes groupés) et 727.42.34
de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés

Les concerts
Lacenaire-Forum, 19 h. : Quatuor Farnalis; 21 h. : J. Léandre, compositeur.
Maison Saint-Algan, 21 h. : Trio d'auteurs L. Ployal (Mozart, Pleyel, Dhalia).
Cité des arts, 21 h. : R. Behrman et G. Cherley (Schubert, Wolf).
Maison (Berthelin).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : London Symphony Orchestra, dir. C. Abbado, sol. M. Foltz et Y. Minton (Berthelin).
Conservatoire national supérieur de musique, 20 h. 30 : G. Charlier.
Atelier du compositeur P. Mathias, 20 h. 30 : Mjumi Socola, violon (Tschaik.).
Centre culturel canadien, 20 h. 45 : Canadian Creative Music Collective.
Centre culturel américain, 20 h. 30 : Jay Gottlieb, piano (Bülow, Debussy, Liszt, Ravel).
K.E.L.I.S. Saint-Julien-le-Pavé, 20 h. 45 : Quatuor Parrot (Vivaldi, Tchaik.).
K.E.L.I.S. Saint-Louis des Invalides, 21 h. : Orchestre J.-F. Lore, Ensemble polyphonique de Paris (Vivaldi, Bach, Mozart).
Église Notre-Dame-des-Champs, 21 h. : Trio Guillier, G. Debussy, Ravel, Fauré, Bach, Liszt.
Salle Rossini, 20 h. 30 : D. Vayenberg (Lalo, Saint-Saëns, Debussy, Fauré).
American Center, 20 h. : Atelier renouveau avec John Cage.
La danse
M.I.C. Consier, 21 h. : Vie à Pablo Neruda.
Mogador, 20 h. 30 : Israël Hasidique 78.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Studio Chandon, 21 h. : Terre Macha Langa.

Jeudi 18 mai

Michoud, 20 h. 30 : Rustre, Moderne, 21 h. : la Nuit et le Moment.
Montparnasse, 21 h. : Pêche de cour d'une chatte anglaise.
Nouveauté, 21 h. : Après-midi.
Oblique, 21 h. : Conversation chez les Sains sur M. de C. absent.
Opéra, 20 h. 30 : Esprit.
Palais-Royal, 20 h. 30 : Cage aux Femmes.
Française, 20 h. 45 : Turbot.
Renalmon, 21 h. : Journal d'un Yeu (d'après).
Saint-Georges, 20 h. 30 : Fantomes sous la pluie.
Salle de la République, 21 h. 10 : les Dames du Jeudi.
Théâtre Adyar, 21 h. : Pandas à venir.
Théâtre de la République, 20 h. 30 : le Belge une fois.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : les Bêtes de Paris.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : les Femmes et le Poète; 20 h. 45 : Concerts amovibles.
Théâtre de Paris, 21 h. : Hôtel particulier.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Tour de Neuf.
Théâtre 34, 20 h. 30 : le Manger de verre.
Théâtre J.-V. 21 h. : Giuseppe. Variétés, 20 h. 30 : Boulevard Feytaud.

Les théâtres de banlieue

Boulogne, T.S.P., 20 h. 30 : Bortus.
Buz-sous-Verte, M.I.C., 21 h. : la Célestine.
Châtillon, C.C., 20 h. 30 : le Bonnet de toi.
Gennevilliers, Théâtre, 20 h. 45 : Ses yeux.
Saint-Pierre, C.C., 21 h. : Claude Bolling et Showbiz Band.
Meaux, cathédrale, 20 h. 45 : Sussan-de Instrumental E. Hollibaek.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipp, 20 h. 30 : Jennifer Muller and the Bureau, Théâtre J.-V. 21 h. : le Retour de Bertholt Brecht.
Vitry, Théâtre J.-V. 21 h. : Ensemble chorégraphique de Vitry.

Les cafés-théâtres

As des fins, 19 h. 45 : la Croix en l'air; 20 h. 45 : le Grand Soir; 22 h. : la Femme rompue; 23 h. 15 : P. Bondon.
Sizmes-Manteaux, 20 h. 30 : A. Simons; 22 h. : F. Triboulet.
Caix, 20 h. 30 : les 15; la Surprenante; 21 h. 30 : Pôpô; 23 h. : les Auteurs; 21. 22 h. 15 : Deux salutes au-dessus de tout soupçon.
Canal de la Gare, 18 h. 30 : le Prix du Néant; 20 h. 30 : M. Sargent; 22 h. 30 : Roger; Roger et Roger.
Campagne-Première, 19 h. : les Pan-tactos (d'après); 20 h. 30 : Charles Lacroix.
Coopérative, 20 h. 30 : le Petit Prince; 22 h. 30 : Francis Perrin.
Cour des Miracles, 20 h. 15 : A. Berson; 21 h. 30 : le Bourbonnais; 22 h. 30 : l'Espoir en poudre.
Le Paris, 19 h. 30 : Un coin dans le sens de la marche; 21 h. : le Président.
Le Serrurier, 1. 22 h. 30 : A. Pangon-Moyal; 21. 22 h. 15 : E. Fiat paroli sous.
Maison du Marais, 19 h. 45 : Halo, Mummy, help; 20 h. 45 : 24e étage; 22 h. : Rutiland; 23 h. : les Filles du Ministère de Santé; 21 h. : les Stèles; 22 h. : El Texier.
Petit-Paris, 21 h. 30 : Flash d'après; 22 h. : M. Fortenay; 22 h. 30 : Poulet.
Le Plateau, 20 h. 30 : A. Souch; 21 h. 45 : E. Percy.
Le Point-Église, 20 h. 30 : Ah! les p'tites femmes; 21 h. 30 : Un après-midi d'automne; 22 h. 30 : Horton Griffin.
Quatre-Cants-Coups, 19 h. : Filé franc; 20 h. 30 : l'Antoine; 21 h. 30 : la Goutte; 22 h. 30 : Qu'elle était verte ma salade.

cinémas

L'ARGENT DE LA VIEILLE (It. v.o.) : Maris, 4* (376-47-58).
ATTENTION - LES ENFANTS RÉGARDENT (Fr.) : Publicis Champs-Élysées, 6* (235-12-23), Paramount Opéra, 6* (475-34-37), Paramount Montparnasse, 16* (328-22-17).
LE SAL DES VAURIENS (A. v.o.) : Le Salon de la Vierge, 18 h. 30; Exodes Point Show, 6* (325-67-29), Mari-man, 6* (338-59-53).
SARAJEVO (Jap. v.o.) : Grande Augustina, 8* (632-22-13).
LA BARRICADE DU POINT DU JOUR (Fr.) : Palais des arts, 5* (272-82-89).
LE BEAUJOLAIS NOUVEAU EST ARRIVÉ (Fr.) : Quinola, 5* (325-55-40), Montparnasse, 8* (544-14-27), Marignan, 8* (328-52-51), Cinéma-Opéra, 8* (470-10-80), Faubourg, 12* (331-61-80), Cambronna, 15* (724-42-89), Clichy-Patbé, 18* (332-97-11).
LES BOIS DE BOULEAUX (Pol. v.o.) : Cinéma Saint-Germain, 6* (620-10-52).
BRANCALEONE (It. v.o.) : Montparnasse, 8* (372-47-89).
LA CHAMBER VERTE (Fr.) : U.G.C. - Danton, 8* (232-42-32), Biarritz, 8* (722-65-25), Maris, 16* (288-58-75).
LE CERCLE INFERNAL (A. v.o.) : U.G.C. - Odéon, 8* (232-71-86), Faubourg-Élysées, 8* (722-71-11), V.F. : U.G.C. - Opéra, 8* (231-59-23), Richelieu, 8* (233-56-70), Montparnasse, 8* (544-14-27), Nations, 12* (343-04-67), Gaumont - Sud, 14* (231-61-18), Clichy-Patbé, 18* (332-37-11).
CINQ LEÇONS D'ANTOINE VITEZ : Palais des Arts, 5* (272-82-89).
COMMENT CA VA ? (Fr.) : Le Seine, 5* (322-83-99).

ÉLYSÉES CINÉMA (v.o.) - U.G.C. ODEON (v.o.) - VENDOME (v.o.)
MONTPARNASSE-BIENVENUE (v.f.) - U.G.C. GARE DE LYON (v.f.)
MISTRAL (v.f.) - MAGIC CONVENTION (v.f.) - OMNIA (v.f.)
CYRANO Versailles - ARTEL Créteil - ALPHA Argenteuil - C.Z.I. Saint-Germain
STUDIO Vélizy - CARREFOUR Pantin

"Un film bouleversant prodigieusement interprété"
JAMAIS JE NE T'AI PROMIS UN JARDIN DE ROSES
Elle a 16 ans. Elle est au bord de la folie, de l'amour et de la vie...
Bibi Andersson et Kathlene Quinlan
D'un film d'Andrzej Zulawski. Une œuvre de Michel Legrand.



6 concerts exceptionnels
2 collections: 1978 et 1977

CLAUDE WILD présente au **PALAIS DES SPORTS**
les 30 - 31 mai et 1^{er} juin 1978
VERONIQUE SANSON
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
Retournez ou bon au Palais des Sports 75015 Paris, après avoir indiqué la date et les heures différentes dans l'ordre de votre préférence. Joignez un chèque bancaire ou postal (à valoir) établi à l'ordre du Palais des Sports, en qu'une enveloppe timbrée avec vos nom et adresse pour la réponse. Renseignements téléphoniques: 250.74.90 et 552.41.22.

Spectacle Véronique Sanson		Nom:	
Orchestre 1 ^{re} série	25 F.	Adresse:	
Orchestre 2 ^e série	20 F.	Dépt:	
Pistes 1 ^{re} série	20 F.	Pièces:	
Pistes 2 ^e série	20 F.	Nombre:	
Balcons 1 ^{re} série	20 F.	Prix:	
Balcons 2 ^e série	20 F.		

DATES: 1^{re} choix: heure
2^e choix: heure

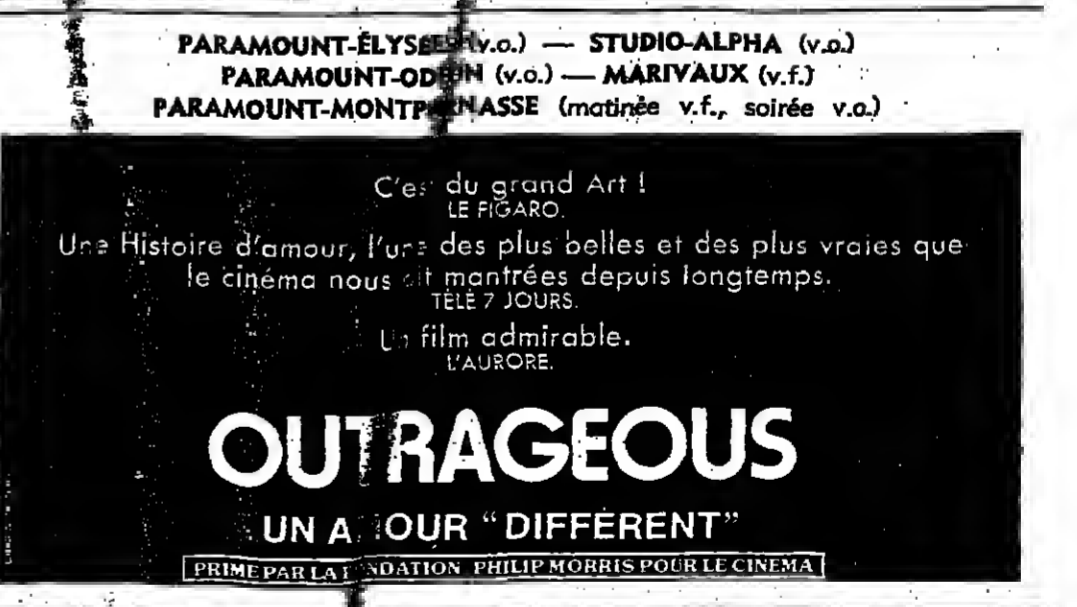
LE RACINE - PALAIS DES ARTS
TH. LUCERNAIRE
PUNK ET PUNK ET COLEGRAM
ARRABAL
Corrosif et insolent.
Jean Amadou

SOLEIL RIDHA BEHI
Film de
DES HYENES

PARAMOUNT-ÉLYSÉE (v.o.) — STUDIO-ALPHA (v.o.)
PARAMOUNT-ODEON (v.o.) — MARIVAUX (v.f.)
PARAMOUNT-MONTPARNASSE (matinée v.f., soirée v.o.)

C'est du grand Art!
LE FIGARO
Une Histoire d'amour, l'une des plus belles et des plus vraies que
le cinéma nous ait montrées depuis longtemps.
TELE 7 JOURS.
Un film admirable.
L'AUREO.

OUTRAGEOUS
UN A JOUR "DIFFÉRENT"
PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA



DEPARDEU + MASTROIANNI + FERREI +

REVE DE SINGE



هكسان الأول

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

LE CRABE-TAMBOUR (Fr.) : U.C.C. Opéra, 2 (21-30-32).
LES OMBRES AMANTES ROMANTIQUES (Fr.) : Marignan, 2 (22-30-32).

MAIS, QU'EST-CE QUE LES VEULENT ? (Fr.) : Bonaparte, 2 (22-30-32).
MILITIA BATTLEFIELD (Ang. v.o.) : Action Christian, 2 (22-30-32).

VU

Quelle histoire !

Pauvre Emmanuelle Riva ! C'est vrai, ça, on s'attendait à la voir perdre aussi la vue et l'ouïe.
D'ailleurs, il le lui reprend...
C'est tout ça, on s'attendait à la voir perdre aussi la vue et l'ouïe.

DROUOT Rive Gauche
Cie des Commissaires Priseurs de Paris
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 720906

Les films nouveaux

SOLEIL, OMBRES ET VENTS. Film tunisien de Mehdi Ben Barka (v.o.).
UN JOUR EN ANGER. Film britannique de Peter Kosminsky (v.o.).

TRIBUNES ET DÉBATS

— M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, participe à l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

JEUDI 18 MAI

18 h. 45. Comment faire ? (devenir chanteur) 19 h. 25. Feuilleton : Le village englouti.
19 h. 25. Une minute pour les femmes (accidents et assurances) 19 h. 45. Assemblées parlementaires : le Sénat.

vous l'avez vu... lisez-le

Caïn et Abel
Voltaire inconnu
Médiane CEDS

JEUDI 18 MAI

18 h. 45. Comment faire ? (devenir chanteur) 19 h. 25. Feuilleton : Le village englouti.
19 h. 25. Une minute pour les femmes (accidents et assurances) 19 h. 45. Assemblées parlementaires : le Sénat.

JEUDI 18 MAI

18 h. 45. Comment faire ? (devenir chanteur) 19 h. 25. Feuilleton : Le village englouti.
19 h. 25. Une minute pour les femmes (accidents et assurances) 19 h. 45. Assemblées parlementaires : le Sénat.

Les grandes reprises

ADIEU MA JOLIE (A. v.o.) : Champs-Élysées, 2 (22-30-32).
ALPHONSE ARRABÉ (A. v.o.) : La Fugate, 14 (22-30-32).

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : « Le Tourbillon et le Corbeau », de J. M. G. Le Goffic.
19 h. 25. Biologie et médecine : la peinture.

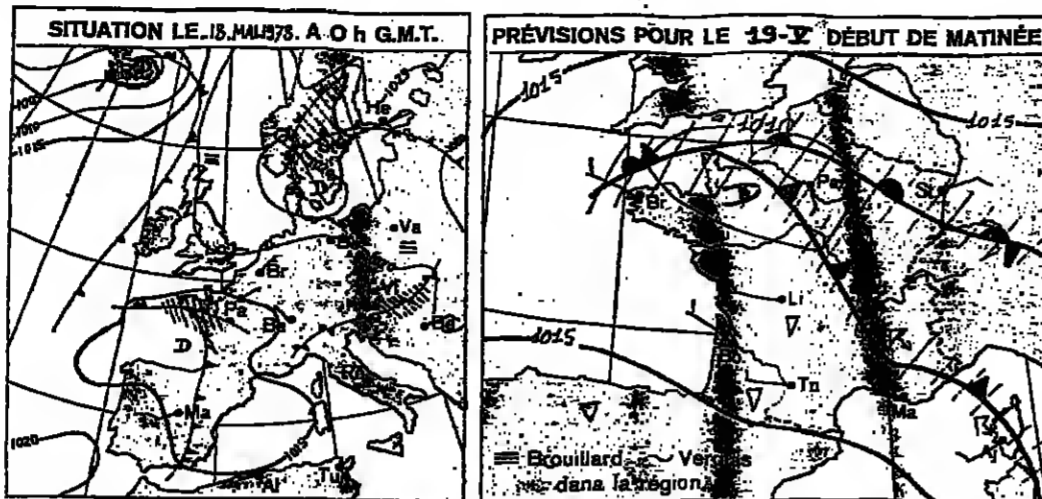
FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. Musique magistrale : 19 h. Jean Sibelius et J.-P. Coeuroy, avec R. Coeuroy, R. Pelayo, 22 h. 30. Nuits magiques... à Nice.



AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1% de mm)
 // Zone de pluie ou neige, ▽ averse, ☉ orages → Sens de la marche des fronts
 — Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 18 mai à 0 heure et le vendredi 19 mai à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence de masses d'air humide et instable, associées à une zone dépressionnaire qui évoluera lentement à travers le sud-ouest de l'Europe.

Vendredi 19 mai, sur l'ensemble du pays, le temps sera très nuageux, localement brumeux le matin, temporairement pluvieux avec des orages qui seront parfois accompagnés d'orages. Ces perturbations seront toutefois plus fréquentes sur les régions s'étendant des côtes de la Manche aux frontières de l'est et du Nord-Est, où les nuages demeureront abondants. Soit vers le sud, quelques périodes ensolleillées se produiront sur l'Alsace, les régions pyrénéennes et le Midi méditerranéen, où les vents, faibles ou modérés, s'orienteront au secteur ouest.

Les températures maximales s'élevont un peu sur les régions méridionales; ailleurs, elles seront stationnaires ou en baisse.

Jeudi 18 mai, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1013,7 millibars, soit 760,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 mai; le second le minimum de la nuit du 17 au 18; Ajaccio, 20 et 10 degrés; Biarritz, 20 et 14; Bordeaux, 20 et 12; Brest, 19 et 11; Caen, 17 et 11; Cherbourg, 13 et 9; Clamart-Ferrand, 21 et 10; Dijon, 22 et 10; Grenoble, 17 et 9; Lille, 17 et 8; Lyon, 21 et 11; Marseille, 22 et 13; Nancy, 18 et 5; Nantes, 20 et 12; Nice, 17 et 12; Paris-La Bourne, 19 et 9; Pau, 18 et 12; Perpignan, 19 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 20 et 11; Tours, 21 et 11; Toulouse, 19 et 8; Toulon-La Seyne, 20 et 11.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 24 et 15 degrés; Amsterdam, 16 et 7; Athènes, 27 et 15; Berlin, 17 et 7; Bonn, 18 et 8; Bruxelles, 17 et 7; Des Canaries, 25 et 17; Coppenhague, 16 et 9; Genève, 18 et 10; Lisbonne, 20 et 10; Londres, 16 et 8; Madrid, 22 et 10; Moscou, 21 et 12; New-York, 12 et 12; Palma-de-Majorque, 25 et 14; Rome, 20 et 10; Stockholm, 9 et 5.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 mai 1978 :

UN DÉCRET portant répartition des effectifs budgétaires du personnel militaire des armées pour 1978.

DES LISTES d'admissibilité aux épreuves d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2076

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I
 II
 III
 IV
 V
 VI
 VII
 VIII
 IX
 X
 XI

HORIZONTALEMENT

I. Une position qui n'a rien de particulier. — Combat une longue et douloureuse maladie; Bénévoles. — III. Lettres d'adieu; Ne pas s'essayer. — IV. Bien équilibré. — V. Va à la mer. — Généralement cassant quand il est froid. — VI. Est l'un d'être achevés quand elle est close. — VII. Orifices d'aération. — VIII. On l'on s'ippe la pomme d'Adam. — IX. Permettent d'être mieux du public. — X. Coin de France. — XI. Pour les rattraper, on peut toujours courir !

VERTICALEMENT

I. Est donc à l'origine de constater que l'argent n'a rien à la joie de vivre. — II. Courante, à Paris, et ailleurs. — Coup de fers. — III. Abréviation; Indicateur de quartier. — IV. — 4. Ile; Retenir. — 5. Pronom dont qu'ils ont mauvais caractère; Plante. — 6. Piana (anagramme); 7. Le veau. — 7. Tel le cœur de Thomas; Se perd implicitement. — 8. Vêtu comme un pacha; Voix confuse; Masse froide. — 9. Coupe de main.

Solution du problème n° 2076

Horizontalement

I. Déserteur. — II. Étude. — III. An. — IV. On. — V. Vespérès. — VI. Résidu. — VII. Ani; Ia. — VIII. Pommeau (Cire). — IX. Ah !; Terre. — X. Rimer. — XI. Conrager.

Verticalement

1. Bvoir; Parc. — 2. Etanne; Ohio. — 3. Suites; Ma. — 4. Ede; Starter. — 5. Res; Pin. — 6. A. Médier. — 7. Eau; R. — 8. Tu; Béline. — 9. Radis; Aze (Rome-Berlin).

GUY BROUÏY.

SPORTS

FOOTBALL

LA COUPE DU MONDE

La France a pris « certaines dispositions » pour assurer la sécurité des joueurs en Argentine

A une quinzaine de jours du coup d'envoi de la Coupe du monde de Football en Argentine, les prises de position contre le régime de Buenos-Aires et les inquiétudes pour la sécurité des joueurs se multiplient.

Sur la proposition de MM. Jean-François Revel et Emmanuel Le Roy Ladurie, le Comité des Intellectuels pour l'Organisation de la Coupe du monde de Football en Argentine (CICEL) a été associé pleinement à l'initiative de ceux qui se sont élevés contre l'organisation de la Coupe du monde de Football en Argentine. Le CICEL signale que « cette initiative ne peut pas ne pas passer, dès à présent, le problème de la tenue des Jeux olympiques de 1980 dans un pays comme l'U.R.S.S., qui est actuellement le centre le plus puissant de l'instabilité mondiale ».

Les joueurs de l'équipe de France, en stage au Touquet, ont reçu deux lettres, de Mme Simone Signoret et de la Ligue des droits de l'homme, sur la situation politique en Argentine. D'autre part, l'Association des familles et amis des déportés et disparus français en Argentine et en Uruguay — un nombre de vingt-deux, comme les sélectionnés français — demande à chaque joueur de faire un geste en faveur de l'humanité en signant un pacha; Voix confuse; Masse froide. — 9. Coupe de main.

Solution du problème n° 2076

Horizontalement

I. Déserteur. — II. Étude. — III. An. — IV. On. — V. Vespérès. — VI. Résidu. — VII. Ani; Ia. — VIII. Pommeau (Cire). — IX. Ah !; Terre. — X. Rimer. — XI. Conrager.

Verticalement

1. Bvoir; Parc. — 2. Etanne; Ohio. — 3. Suites; Ma. — 4. Ede; Starter. — 5. Res; Pin. — 6. A. Médier. — 7. Eau; R. — 8. Tu; Béline. — 9. Radis; Aze (Rome-Berlin).

GUY BROUÏY.

Le renflouement du Red Star

C'est le 25 juin que M. Jacques Bertrand, choisi par le Red Star comme conseiller juridique et fiscal avec l'assentiment du syndic de liquidation M. Chevrier, devra déposer son rapport et ses propositions devant le tribunal de grande instance de Boulogne (Seine-Saint-Denis). Déclaré en liquidation de biens pour cessation de paiements à une caisse de retraite, par un jugement du 20 février 1977 (le Monde du 24 décembre 1977), le Red Star avait bénéficié d'une suspension provisoire de poursuites le 18 février 1978 (le Monde du 13 février).

A court terme, le club autonome doit être en mesure de satisfaire ses échéances jusqu'à expiration de la saison en cours.

Pour le problème plus délicat des créances du club (environ 4 500 000 F), le Red Star prévoit d'arriver à un concordat qui établirait le remboursement de la dette sur sept ou huit ans.

Afin de pouvoir tenir ses engagements, M. Bertrand préconise l'adoption par le Red Star du statut des sociétés d'économie mixte dont le capital proviendrait, pour 35 % minimum, de l'Association sportive pour 20 % minimum des pouvoirs publics (municipalité de Saint-Ouen ou conseil général) et pour le reste des souscriptions. Ce serait le premier club professionnel à adopter ce statut juridique depuis que le décret d'application (18 janvier 1977) de la loi Mazeaud l'autorise. — G. A.

AUTOMOBILISME

Renault a construit un prototype spectaculaire pour les Vingt-Quatre Heures du Mans

C'est une voiture très spectaculaire que Renault a préparée pour les prochaines Vingt-Quatre Heures du Mans (10 juin et 11 juin). L'un des quatre prototypes (1) de la Régie a subi d'importantes aménagements qui en feront, pendant, dans le domaine de la curiosité, de la Porsche Silhouette 935. La voiture vedette de l'équipe Renault, qui sera conduite à Jabouille et Tannay, est équipée d'un moteur de plus forte cylindrée, 2 litres 140 au lieu de 2 litres, et sa ligne de carrosserie ainsi, naturellement, que son aérodynamisme sont différents. C'est ce prototype qui a atteint récemment de hautes vitesses sur l'aérodrome militaire d'Istres (378 kilomètres-heure).

On dit que la vitesse de pointe a une grande importance au Mans en raison de la longue ligne droite des Hunaudières, et qu'il est donc plus intéressant d'aller vite que demander d'effort supplémentaire au moteur. Les recherches aérodynamiques de Renault ont abouti à construire une voiture « bulle », à l'habitacle enveloppant, plus longue de 15 centimètres, dont les tests ont été jugés satisfaisants, encore que, parait-il, sa conduite extrêmement « pointue », du fait de sa grande vitesse, ait provoqué certaines réserves de la part des pilotes appelés à effectuer les essais.

Renault, comme Porsche, a donc choisi de répartir ses chances en étant à la fois conventionnel et novateur, c'est-à-dire prudent et hardi. L'équipe Porsche comporte une voiture Silhouette 935. Deux prototypes 936, tous deux équipés du nouveau moteur à double turbo-compresseur et à refroidissement mixte air et eau, et d'un prototype éprouvé dont le moteur est exclusivement refroidi par air. C'est ce dernier type de voiture qui a remporté les Vingt-Quatre Heures du Mans en 1976 et 1977.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Renault engage quatre prototypes au Mans et fournira des moteurs turbocompressés à l'équipe américaine Menzies, basée à Phoenix, dont la participation est forte de deux voitures.

Transports

LE NOUVEL INDICATEUR DE LA S.N.C.F. EST UN LIVRE DE POCHE

Un nouvel indicateur intitulé « Ville à ville » complétera, à partir du 23 mai, les documents horaires actuellement mis à la disposition des voyageurs par la S.N.C.F. Cet indicateur qui remplace l'ancien Châtaix stamboulié à deux ans de six cents pages, est format de poche (13 x 21), offre une sélection de cinq cents relations choisies en fonction de la fréquentation au départ de dix cents gares françaises et étrangères.

L'indicateur « Ville à ville » (édition du service d'été 1978) sera mis en vente au prix de 29 F à partir du 20 mai dans les bibliothèques de gares et chez les libraires-papeteries. Une formule d'abonnement est également proposée dans l'indicateur lui-même.

accord Mr Soleil stop... pour installation stop... du chauffe-eau solaire stop... réalisé par Capteur 2000 stop... financement stop... aide de l'Etat 1000 F stop... solde crédit personnalis stop... Mr Soleil.

BULLETIN RÉPONSE

Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement de ma part votre documentation sur votre chauffe-eau solaire à l'adresse ci-dessous.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Signature _____

4, rue Oscar Roty - 75015 PARIS - Tél. : 533.69.09

MONDIAL MOQUETTE

DU 8 MAI AU 20 MAI 1978

PRIX

NOUVEL ARRIVAGE

STOCK

SUR PLACE

MOQUETTE VELOURS

POSE ASSURÉE

29 F le M²

8 magnifiques coloris sur mousse.

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

MOQUETTE BOUCLEE

moquette imprimée dessin floral

22,50 F le M²

GRANDE LARGEUR

39 F le M²

GRANDE LARGEUR, TRÈS BELLE QUALITÉ

OUVERT: LUNDI MARDI JEUDI SAMEDI 9h 20h

MERCREDI VENDREDI Nocturne 9h 22h

PARIS 18^{ème} 114, rue Damrémont tél: 606.05.73

PARIS 13^{ème}: 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz. Tél: 584.72.03

PARIS 14^{ème}: 80, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans. Tél: 539.38.62

PARIS 15^{ème}: 154, bd de la Villette. M. Colson-Fahion et J. Jaures. Tél: 203.00.79

BAGNOLET: 191-193, av. Pasteur - 5 min Pte des Lilas. Tél: 351-16-46

BOULOGNE: 82 Bis rue Gallieni. Tél: 605-45-12

COIGNIERES (N 10): près Trappes route du Pont d'Alouette. Tél: 451-70-12

FOSSES-SURVILLIERS: Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél: 471-03-44

MAISONS-ALFORT: 129, rue Jean Jaurès, RN 5. Tél: 375-44-70

SARCELLES: 29, av. Division Leclerc. RN 16 route de Chantilly. Tél: 930-00-77

هكذا من الأهل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne ml.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,46
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

ANIMATEUR COMMERCIAL
pour renforcer son équipe

Il sera chargé d'actions de formation : animation de séminaires, assistance auprès des responsables commerciaux locaux, déplacements en province très fréquents. Expérience de plusieurs années dans le domaine bancaire ou des assurances appréciée.

Envoyer C.V., salaire actuel et prêt à n° 4718, COFFRAN, 41, rue de Chabrol, 75003 PARIS, qui transmettra.

emploi international

Importante Entreprise de Travaux Publics Routiers recherche pour son agence de TEHERAN

UN COLLABORATEUR ACHATS MATERIEL

Attaché au service matériel, sera notamment le Correspondant Administratif du bureau d'achats de Paris.

- L'expérience du matériel T.M. est souhaitable.
- Une bonne connaissance de l'anglais parlé, lu, écrit est nécessaire.

Adresser C.V., photo et salaire actuel à : COFFRAN - Service Recrutement 72, rue Régnault 75013 Paris en rappelant la réf. du poste 69-3031

Organisation interprofessionnelle de formation continue Afrique occidentale - recherche

3 spécialistes en formation professionnelle, disponibles à partir de septembre 1978 :

- 1) UN RESPONSABLE GESTION
 - Docteur en droit.
 - Diplôme gest. des entreprises.
 - Expér. en gest. des ressources humaines et/ou formation.
 - Expér. Afrique appréciée.
- 2) UN RESPONSABLE DEVELOPPEMENT
 - Ecole Supér. de commerce.
 - Diplôme comptabilité de gestion des entreprises.
 - Expér. en form. continue.
 - Expér. Afrique appréciée.
- 3) UN RESPONSABLE INFORMATION
 - Licence en droit.
 - Expér. journalistique (Internation-économie-géogr.).
 - Expér. Afrique appréciée.

Adress. lettre de candidature, C.V., détail, photo à Sofraco, 8, rue de la Paix, 75002 Paris, en indiquant impérativement un contact téléphonique. Les candidatures devront parvenir avant le mardi 23 mai 1978.

emploi régional

ENTREPRISE DE FABRICATIONS ELECTRO-MECANIQUE
Bilans d'équipements (100 personnes) OCCUPANT UNE EXCELLENTE PLACE SUR SON MARCHE EN FRANCE ET A L'ETRANGER, située dans petite ville du Limousin recherche

directeur de production

Ce cadre supérieur est responsable de la production : organisation de travail (séries de moyenne importance), direction, animation, gestion de la fabrication... Il négocie avec les sous-traitants et est responsable des approvisionnements. Il participe à l'équipe de Direction.

Souhaitons candidats de 38 ans minimum, Ingénieurs A.M., ENSI mécanique, ou équivalent, ayant compétence en tôlerie et expérience confirmée d'un poste de commandement en fabrication et méthodes.

Adr. CV et prêt, sous N°228571 69, rue de Monceau 75008 PARIS

VILLE MOYENNE DE LA REGION PROVENCE ALPES-COTE D'AZUR recherche

UN URBANISTE
ayant une bonne expérience (3 à 5 ans) des problèmes de planification, connaissance techniques de la réhabilitation, connaissances pratiques des procédures administratives et financières.

MISSION : ETUDES DE COORDINATION ET D'AMENAGEMENT.

Adresser C.V., Divisions A.U.E. - C.E.T.E. avenue de l'Europe, B.P. 241, 13003 Aix-en-Provence.

INGENIEUR GRANDE ECOLE
ou formation universitaire mathématique équivalente

Détaché ou avec un maximum de 3 ans d'expérience, le candidat doit avoir le baccalauréat du Fortran et du Basic, et l'expérience de traitements en time-sharing.

La participation à la réalisation de logiciel conventionnel en time-sharing est appréciée.

Justification des qualités requises doit être apportée.

Envoyer C.V., photo, présentations et date de disponibilité à M. ENSCH - Service du Personnel - CAM - 19, rue Jean Marin NAUDIN - 92220 BAGNEUX

Près de CHATEAULHIERRY (Vallée de la Sarne)

Vous voulez fuir les grandes agglomérations, Vous aimerez vivre dans une villa située dans une région agréable à 88 Kms de Paris (liaisons faciles par train et autoroute).

Melitta

Filiale française de Melitta International département CORNÈSE-FILTRES vous propose le poste de :

responsable service ordonnancement lancement et planning

MISSION : sous la responsabilité du Directeur Général, il sera chargé de gérer le service et de le rendre opérationnel.

Une formation et une expérience confirmées en organisation industrielle sont indispensables. Une connaissance de la gestion des stocks sera un atout supplémentaire.

En plus des qualités d'analyse, de synthèse et d'organisation, il devra aussi être un homme de contact et de relation.

Position cadre. Avantages sociaux. 13e mois.

Ecrire avec C.V., photo et présentations au Chef du Personnel-MELITTA France 02570 CHEZY-sur-Marne.

IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE DE DISTRIBUTION EN PLEIN DEVELOPPEMENT PROCHE BANLIEUE. SUD-EST DE PARIS
recherche

JEUNE JURISTE
de préférence titulaire du D.A.J.E. pour occuper le poste de responsable du service juridique et

Candidature 1er emploi acceptée.

Envoyer C.V., photo et présentations sous n° 93836 B à 17, rue du Docteur Leloir 94300 VINCENNES qui transmettra.

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS PARISIENNE
recherche

RESPONSABLE ACHATS DÉPARTEMENT ÉQUIPEMENT de la MAISON

Souhaités : expérience travail similaire, connaissances des matériels, problèmes d'organisation et de gestion.

Excellent contact humain et apt. à diriger indisp.

Situation : 4.500 000 F.

Adresser C.V., mandant à : CLAIR 28, rue des Mathurins, 75008 PARIS qui transmettra. Direction salariée.

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE
de PUTEAUX (93)

Filiale d'une importante Société Immobilière recherche

INGENIEUR BATIMENT

Diplômé E.T.P., E.T.P. - A.M. ou équivalent

Formation complémentaire C.E.S.C. souhaitée. Il sera chargé de la mise au point de projets de Bâtiment et de la coordination des Etudes C.E.S.C.

Quelques années d'expérience souhaitées en E.T.P. ou bureau de conseil.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et présentations sous la référence n° 5.760 à :

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
EN EMISSION ACOUSTIQUE

UN INGENIEUR PHYSICIEN

pour travaux de recherche et d'assistance technique

Une bonne expérience de la mesure (méthodes électroniques) et des connaissances en métrologie seraient appréciées. Anglais indispensable.

Déplacements fréquents à prévoir.

Adresser C.V., photo et prêt à : M. ALAIN CONTESSÉ PUBL. 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

SAT Groupe C.G.E.
Léclanché recherche pour POITIERS

2 ASSISTANTS MARKETING OPERATIONNEL

Ils prépareront et mettront en œuvre les lancement commerciaux, ils contrôleront et dynamiseront la vie des produits lancés.

L'un interviendra plus particulièrement dans le canal de distribution radio et applications électroniques.

L'autre dans celui de la photographie, de l'holographie...

Ces postes conviennent à des techniciens de l'électronique ayant une expérience commerciale dans les circuits de distribution de leur domaine d'action.

Si vous êtes intéressés, adressez-nous votre candidature sous réf. P-720 en mentionnant la rémunération souhaitée à :

SAT DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS PERRET

KLÖCKNER INA GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche

pour la Société Française à Paris un

INGENIEUR D'AFFAIRES
pour l'industrie chimique de base

Le candidat sera INGENIEUR DE GRANDE ECOLE expérimenté ayant travaillé dans l'ingénierie chimique pour des pays en voie de développement industriel.

La pratique professionnelle de l'anglais et de l'allemand est nécessaire.

Une formation complémentaire dans la maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines : Finances et Gestion de Contrats.

Adresser C.V., photo récente et présentations à : **KLÖCKNER INA FRANCE** 31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

Importante Entreprise de Travaux Publics Routiers. Pour son Siège Social Paris 13e arr. - Métro Porte d'Ivry -

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DES ACHATS DE MATERIEL

- Il participera à la rédaction des marchés, suivra l'ensemble de la procédure d'approvisionnement et d'acheminement du matériel vers l'IRAN.
- Une bonne connaissance du matériel ou de la profession I.P. est souhaitable.
- La pratique de l'anglais est indispensable.
- De courtes missions en IRAN pourront être nécessaires.

Adresser C.V., photo et salaire actuel à : COFFRAN Service Recrutement 72, rue Régnault 75013 Paris en rappelant la réf. du poste CO 3021

Importante Société-Importation Matière Premières REGION PARISIENNE recherche pour sa division alimentaire

J.H. CHEF DE PRODUITS

Avec de préférence quelques années d'expérience produits spéculatifs ou alimentaires.

Formation : achats, produits spéculatifs, contrôle réseau de vente, déplacements fréquents.

Voyage et déplacements fréquents.

Adr. C.V., photo et présentations en le n° 3.971 à : PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

KLÖCKNER INA GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche

pour la Société Française à PARIS un

INGENIEUR D'AFFAIRES
pour l'industrie agro-alimentaire

Le candidat sera INGENIEUR DE GRANDE ECOLE, expérimenté ayant travaillé comme expert ou conseiller avec les pays en voie de développement industriel.

La pratique professionnelle de l'anglais et de l'allemand est nécessaire.

Une formation complémentaire dans la maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines : Finances et Gestion de Contrats.

Adresser C.V., photo récente et présentations à : **KLÖCKNER INA FRANCE** 31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

MANPOWER France
PARIS 9ème

Vous avez déjà vendu du matériel et/ou des systèmes comptables et vous désirez changer d'orientation sans pour autant perdre vos connaissances dans le domaine de la comptabilité.

Nous vous proposons de vous joindre à l'équipe qui est chargée du recrutement, détachement et de la gestion de notre personnel itinérant comptable ainsi que de la recherche de nouveaux clients et du suivi de l'ensemble de ceux-ci.

Il est indispensable de posséder une formation comptable par ailleurs, une première expérience de la vente de services (même dans un autre domaine) sera un atout majeur.

I.F. CHIFFON Service Recrutement 88 rue Lafayette 75009 PARIS attend votre manuscrite C.V., photo et présentations.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande Banlieue NORD de PARIS, rech.

UN INGENIEUR Expérimenté en Normalisation

Cet ingénieur en relation étroite avec les différents laboratoires du centre aura à assurer de nombreux contacts avec les professions des industries mécaniques et les différents organismes français ou étrangers, traitant des problèmes de normalisation.

Adresser curr. vita, photo et prêt, n° 63.120, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

FILIALE IMPT GROUPE FRANÇAIS
C.A. 100 millions de francs Banlieue Ouest recherche

DIRECTEUR PRODUCTION

Responsable de :

- développement de matériels sophistiqués ;
- fabrication en petite série ;
- essais usins et chez le client.

Ingénieur diplômé - Minimum 3 ans d'expérience mécanique et petites séries souhaitées.

Ecrire sous le numéro 63.460, à CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Leader sur le marché du Confort de l'Habitat nous recrutons pour notre Département Marketing

un CHEF de PRODUIT CHAUFFAGE ELECTRIQUE

Sous l'autorité du responsable du Marketing Chauffage, il aura pour mission :

- de définir les produits en fonction des besoins du marché
- de suivre leur création
- d'assurer leur lancement en liaison avec la Direction des Ventes
- de suivre leur rentabilité et leur évolution.

Son profil :

- Ingénieur électricien
- Très bonne expérience réussie en marketing ou vente
- anglais indispensable (recyclage possible)

Ecrire avec CV et prêt, à n° 63807 CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

VOUS ETES DYNAMIQUES THIERIE FEUGOT VOUS PROPOSE DE FAIRE PARTIE DE SON RESEAU DE VENTE. NOUS DEMANDONS :

- Niveau d'enseignement secondaire ;
- Très bonne présentation ;
- Etre âgé minimum 22 ans ;
- NOUS OFFRONS : Formation Méthode ;
- Fixe, primes et avantages divers ;
- Véhicule de fonction.

Se présenter M. Durand, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

Pr second. secrétaire général important Groupe industriel recherche pour Paris

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

- Formation universitaire.
- Quelques années d'expér.
- Anglais, espagnol appréciés.

C.V., photo et prêt, à n° 3.963 PUBLICITE NEMUS, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

سكان من الدول

Le Monde

équipement

URBANISME

Créée dans le but d'améliorer la construction des bâtiments publics La mission Tricot se met au travail

La mission Tricot est au travail, afin d'étudier les moyens d'améliorer la qualité architecturale des bâtiments publics, la mission a lancé des enquêtes dans les ministères pour savoir comment l'Etat construit un collège, un hôpital, un bureau de poste, une caserne ou un palais de justice.

« Nous voulons aller au fond des choses », explique M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat,

ancien secrétaire général de l'Élysée et président de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques. Cette première année sera essentiellement consacrée à des recherches et à des consultations. « Cela afin d'inventorier les procédures et les règles de la commande publique, de bien connaître la pratique - qui peut être fort différente de la réglementation -, et de recueillir tous les avis et suggestions.

Pour qu'un bureau de poste soit un monument de son temps

Des groupes d'architectes et de fonctionnaires ont été lancés à la recherche de ministères désignés par le décret du 20 octobre dernier. Cette recherche doit approfondir celle qui avait été menée il y a dix-huit mois par M. Claude Cornuau, dont le rapport examinait la création de cette mission. Les services qui consentent le plus sont actuellement, dans l'ordre décroissant : les télécommunications, l'armée, l'éducation, la santé, les postes, le fisc, l'agriculture, etc. Il est intéressant de « décrire » les procédures, les normes, les habitudes administratives et essayer de comprendre comment le conseil de l'efficacité ou de la rapidité, la recherche du meilleur prix ou la sécurité de la routine (bureaux, ministères, etc.) influencent les décisions architecturales, les méthodes d'achat, les délais, les coûts, etc.

« Cela risque de n'avoir aucun effet sur la production moyenne. » L'un des objectifs de la mission Tricot est en effet la création dans les ministères constructeurs de secteurs pilotes où les normes techniques et financières pourraient être assouplies de manière à encourager l'innovation. Un peu à la façon dont le plan-construction a permis la construction de quelques milliers de logements H.L.M. « innovants » (sur cinq cent mille par an), permettant de progrès ou simple alibi ? On le saura plus tard.

Mais, avant de réserver des enveloppes financières pour l'opération (400 000 francs sont inscrits au budget de la mission pour ses études propres et le financement des succédés), la mission « réfléchit » dans plusieurs directions. En plus des « enquêtes » lancées dans les ministères, des groupes de travail ont été créés pour étudier des questions (relations avec l'urbanisme, programmation, choix des architectes, concertation avec les usagers, etc.). On se penchera aussi sur le passé pour analyser dans quelles conditions le dix-neuvième siècle, par exemple, a produit des bâtiments publics (les gares, l'Opéra) dignes d'intérêt. Enfin, on lancera des concours (architectes) à l'étranger, où bien souvent la qualité moyenne des bâtiments publics est meilleure qu'en France (1).

M. Tricot et les membres de la mission se sont donné une année de réflexion et d'investigation, qui devrait aboutir à un conseil interministériel au début de 1979. « Nous ne voulons pas être les méchants qui donnent des coups de pieds dans les tapisseries », explique M. B. Tricot. Nous préparons un document. La tâche sera longue, serrée. Mais le succès sera d'autant plus grand que nous aurons aussi sur son caractère temporaire et sur le souci de ses membres de « ne pas s'éterniser », ni devenir un organisme (un de plus) permanent. La mission Tricot a quelques années pour tenir le pari de la doctrine et de la fermeté.

MICHELLE CHAMPENOIS.

ENVIRONNEMENT

POINT DE VUE

La protection du Rhin : pollution à la demande...

par LOUIS ULRICH (*)

L'ASSEMBLEE nationale discute, ce jeudi 25 mai, un projet de loi « autorisant l'approbation de la convention signée à Bonn, le 3 décembre 1976, relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures ». Il est en soi très réjouissant de constater que ce fleuve, transformé depuis trente ans en un énorme réservoir de déchets, soit l'objet de soins attentifs des gouvernements riverains et qu'un premier accord concret ait été obtenu sur les rejets de sel.

M. GUERMEUR (R.P.R.) PRÉSIDENT LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE NAUFRAGE DE L'« AMOCO-CADIZ »

La commission d'enquête créée à l'Assemblée nationale, à la suite du naufrage d'un navire pétrolier (l'Amoco-Cadiz) sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978, s'est réunie, mercredi 17 mai, pour élire son bureau.

POLLUTION-PUNITION - DÉRISION

Le tribunal administratif de Rennes, appliquant l'article 41 du code des ports maritimes, vient de condamner M. Papadopoulos, capitaine du cargo grec Pinaros, à une amende de 35 francs pour pollution par rejet d'hydrocarbures dans le port de Lorient, le 27 juillet 1977.

Par contre, les rejets maximaux autorisés pour chaque nation riverain sont prévus : 100 kg/a pour la France (contre 100 kg/a constatés) ; 10 kg/a pour la Suisse (contre 5 kg/a) ; 134,9 kg/a pour l'Allemagne (contre 100 kg/a).

On en arrive ainsi à une notion nouvelle, codifiée par une convention internationale : celle de quotas de pollution admissible, attribués à chaque pays riverain. Une commission internationale examinera, chaque année, les rapports des Etats sur l'évolution de la charge en polluants des eaux du Rhin et, si ces Etats ne respectent pas les quotas, elle proposera une sanction. Est-on bien certain que ces adaptations éventuelles se feront dans le sens d'une réduction des rejets ?

CONSTRUCTION NAVALE

Le groupe saoudien TAG renonce à renflouer Terrin

Après avoir examiné la situation et les perspectives financières et économiques de Terrin, le groupe TAG, qui dirige l'homme d'affaires saoudien M. Akram Ojeh, ont abouti à des conclusions pessimistes et ont décidé de ne pas donner suite à leurs propositions tendant à renflouer le groupe de réparation navale marseillais (« le Monde » du 7-8 mai).

« Nous n'avons jamais eu l'intention de renflouer le groupe », a déclaré M. Ojeh, et n'avons jamais fait de déclaration en ce sens.

Il s'agissait à l'origine d'une consultation entre M. Akram Ojeh et les amis qu'il a au gouvernement. « Ceux-ci » ont permis un porte-parole ont attiré son attention sur les difficultés du groupe Terrin et lui ont demandé d'examiner la possibilité d'une prise de participation. Les études auxquelles le groupe TAG a procédé ne paraissent pas devoir aboutir aujourd'hui à un résultat positif, car il s'agit d'une affaire très difficile. Nous avons examiné toutes les possibilités d'un redressement de l'entreprise Terrin et même « sondé » nos firmes travaillant à l'étranger.

Les périodes de l'aire Terrin, qui jettent l'opprobre sur la réparation de navires, ne sont pas de l'ordre de la réparation navale française. L'image conforme à la réalité. Car sur les deux principales firmes de ce secteur, il est difficile de trouver des bien équipés, capables de soutenir la concurrence des Pays-Bas, du Portugal, de la Grèce, de Malte ou de Singapour. Toutefois, la réparation navale subit inévitablement le contre-coup de crises de la marine marchande et de la construction. « De nombreux navires en voie de développement sont équipés en regard de radars, les formes » de navires sont aussi améliorées, dont les coûts d'exploitation sont mis à mal par l'effondrement des taux du fret et l'endettement des entreprises, les chantiers à effectuer sur leurs navires. Du coup, les firmes françaises de réparation ont enregistré 1,5 millions d'heures productives en 1977, contre 1,1 en 1976. Les effectifs sont tombés de 8 000 à 6 400 personnes en 1976, les pertes des deux sociétés se sont élevées à 60 millions de francs. Pertes qui ont pour cause le coût des heures perdues (représentatives d'un pourcentage de 10 à 15 % du chiffre d'affaires) et les écarts, évalués à 10 % en moyenne, entre les prix de vente et les prix de revient.

« La réparation des navires » de réparation (la « belle » est dans le camp des autorités portuaires), et réduire les tarifs de remorque et de pilotage. On comprendrait mal qu'un pays dont le chef de l'Etat réaffirme souvent la « vocation maritime » laisse périr la réparation navale. Ce secteur industriel trouve naturellement sa place dans les grands ports de commerce. En outre, la réparation et la transformation des navires présentent l'avantage, au moment où l'on repart du pacte de l'entente, de R.F.A. et de la R.F.A. est, qui semblent le moins souffrir. Pourquoi ? Parce que ces chantiers qui font souvent et de la construction et de la réparation reçoivent diverses aides, à divers titres, et par différents organismes (par les Länder notamment). Le système français de subvention est en revanche beaucoup plus « transparent », parce que plus « classifié » et plus centralisé. Dans ce domaine comme dans d'autres (l'Europe de la culture, la recherche, le développement, etc.) on cherche à ne pas trop éveiller les soupçons des autorités communautaires. Plusieurs regroupements sont en cours pour donner plus de résistance aux entreprises. Une première opération a été faite à Dunkerque. Une autre se prépare sous l'égide des Ateliers français de l'Ouest (AFO) auxquels s'associeront des établissements du groupe Dubigeon Normandie et Ziegler, de Dunkerque. Mais ces regroupements ne concernent pas suffisamment pour lancer les « stations services maritimes » et l'activité des « gares portuaires françaises ». Le groupe TAG, qui dirige l'homme d'affaires saoudien M. Akram Ojeh, a été chargé de mener à bien ce projet de « stations services maritimes » et l'activité des « gares portuaires françaises ». Le groupe TAG, qui dirige l'homme d'affaires saoudien M. Akram Ojeh, a été chargé de mener à bien ce projet de « stations services maritimes » et l'activité des « gares portuaires françaises ».

PAS DE RASSEMBLEMENT ANTI-NUCLÉAIRE A CREYS-MALVILLE CET ÉTÉ

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Il n'y aura pas de grande manifestation cet été autour du site de Creys-Malville (Isère) où l'É.D.E. construit une centrale nucléaire à grande échelle. Ainsi en ont décidé les membres de la coordination des comités Malville de la région Rhône-Alpes, le 15 et 16 mai à Lyon. En effet, la population qui habite à proximité du site paraît encore traumatisée par les graves conséquences de l'accident, au cours duquel un réacteur avait été endommagé et cent blessés du côté des manifestants.

En revanche, les comités sont toujours décidés à continuer la coordination de la centrale. Ainsi en ont décidé les membres de la coordination des comités Malville de la région Rhône-Alpes, le 15 et 16 mai à Lyon. En effet, la population qui habite à proximité du site paraît encore traumatisée par les graves conséquences de l'accident, au cours duquel un réacteur avait été endommagé et cent blessés du côté des manifestants.

M. Defferre accuse les communistes de « mensonge » et d' « insulte »

Une vive polémique s'est engagée à Marseille entre M. Gaston Defferre, député (socialiste), maire de la ville et le journal communiste le Miroir, au sujet de l'affaire Terrin. Dans le numéro du 14 mai de ce journal, sous le titre « Comment l'union se crée », le rédacteur en chef de ce journal, M. Desjardins, a écrit : « M. Defferre, député socialiste, a voté l'initiative du parti socialiste de s'opposer au licenciement chez Terrin et lui reproche de ne pas avoir consenti à faire une sous l'impulsion du P.C. dans un article intitulé « Un mensonge ? ». M. Defferre a répondu que le mensonge est la domination et que ce n'est pas notre conception et que ce n'est pas celle qui peut servir les travailleurs victimes du drame de la réparation navale. En fait, certains dirigeants communistes et certains journalistes communistes sont l'œuvre de cons-

M. Defferre, le mercredi 17 mai, par un nouvel article qui s'intitule simplement « Union » et dans lequel il fait notamment : « On ne pourra donc que féliciter que le Provençal, après s'être fait - de surcroît dans ses propres colonnes - le porte-parole des thèses de pouvoir et du patronat sur la soi-disant fatalité des huit cent vingt-cinq licenciements de Terrin, se déclare aujourd'hui à leurs côtés. (...) Les considérations par lesquelles on a passé le Provençal pour s'attaquer avec bassesse et mesquinerie à mon article (...) ne sont-ils que la manifestation de cette tentation mensongère de décevoir le dévoué ? Son auteur en est disqualifié... »

A PROPOS DE... Les actes de vandalisme dans le métro

Le retour des banquettes en bois ? Banquettes lacérées, grillées sur les sièges : les actes de vandalisme ne cessent de se multiplier depuis plusieurs années dans le métro parisien. Notamment dans les voitures de première classe. En 1977, chaque mois 1 532 banquettes et strapontins ont été détériorés ; en mars 1978, 2 162 coussins ont été détruits. C'est la ligne 9 qui déçoit tous les records. La Régie a tenté d'appréhender les délinquants, mais sans succès de sérieux. Il n'a été pris en flagrant délit. Sa seule solution : remplacer les banquettes. Coût de l'opération : un million de francs en 1977. La Régie reconnaît qu'elle est totalement désemparée devant ce phénomène, elle affirme néanmoins que s'il prend des proportions trop importantes, les banquettes « moles » seront remplacées par des banquettes en bois... Quant aux grillés, la Régie a multiplié, sans succès, les essais afin de mettre au point une matière qui serait plus facile de nettoyer. Les coussins du nouveau matériel, qui sera mis en service au mois de septembre, seront traités pour qu'ils résistent à l'acide et soient moins visibles.



Économie

M. Barre explique sa politique à la télévision

- Il admet une légère progression de la masse salariale en 1978
- « La hausse des prix permettra aux entreprises d'investir »

« Il n'y a pas de changement dans la politique du gouvernement, mais au contraire une continuité », a déclaré M. Raymond Barre, le mercredi soir 17 mai, en ouverture du « face à face » qui l'opposait à plusieurs journalistes sur les écrans de TF1.

La tendance des prix, avant qu'il n'arrive à l'hôtel Matignon, « c'était, a-t-il dit, 13 à 14 % pour l'année 1978. Le premier effort à faire était donc d'empêcher une telle évolution. Ce que nous avons fait l'an dernier, c'est-à-dire 9 %, a représenté un effort considérable, et nous n'avons pu le réaliser que parce que les facteurs profonds de l'inflation ont été contrôlés, parce que la masse monétaire a cessé de croître au rythme du passé, parce que la politique budgétaire a été une politique très prudente, parce que, surtout, les Français ont admis qu'ils devaient accepter une modulation de l'évolution de la situation financière des entreprises publiques, mais cela n'était pas suffisant. A l'époque, il était indispensable, parce que le contrôle des évolutions fondamentales n'avait pas encore été acquis, de ne pas recréer des anticipations de hausse des prix. Nous ne recherchons pas systématiquement la vérité des prix pour les entreprises publiques (...). Mais, lorsque le déficit d'exploitation des entreprises nationales atteint un degré aussi élevé que celui que l'on a constaté, il faut bien prévoir des concours budgétaires et les financer. Vous pouvez les financer soit par l'impôt, soit par la création de monnaie de France, soit par la hausse des tarifs qui est supportée par les usagers. Il est normal que ce soient ceux qui utilisent le service public qui le paient à un coût qui corresponde à la réalité. »

Alors, nous avons décidé des hausses de tarifs pour éviter que les concours de l'Etat ne croissent encore davantage — accroisse-

ment qui nous empêche d'agir dans d'autres domaines, — et nous avons pris cette décision parce qu'il n'est pas bon de laisser les entreprises publiques s'enfoncer dans le déficit. »

M. Barre a poursuivi : « Pendant quatre ou cinq mois, les indices de prix seront élevés. Mais, bien sûr, ce qui n'est pas le cas dans tous les pays, — que les rémunérations s'ajustent sur la hausse des prix, — celui-ci peut être d'autant mieux distribué que les prix augmentent moins vite. »

Autrement dit, le pouvoir d'achat s'ajuste par la baisse des prix lorsque les prix montent, un effort est consenti par le pays, effort qui est la stabilisation du pouvoir d'achat. »

hausses d'investissement qui doivent être dissipées par un potentiel accumulé d'inflation. »

Répondant ensuite à une question sur le maintien du pouvoir d'achat de salariés des entreprises nationales, M. Barre a déclaré : « Lorsque l'économie a des problèmes monétaires, il faut, bien sûr, que ce qui n'est pas le cas dans tous les pays, — que les rémunérations s'ajustent sur la hausse des prix, — celui-ci peut être d'autant mieux distribué que les prix augmentent moins vite. »

Autrement dit, le pouvoir d'achat s'ajuste par la baisse des prix lorsque les prix montent, un effort est consenti par le pays, effort qui est la stabilisation du pouvoir d'achat. »

c'est aussi parce que le gouvernement a dit très clairement qu'il ferait jouer la concurrence, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. La concurrence permet de jeter quelques brochettes parmi les corps et d'empêcher les corps de grossir de la même façon. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Bastiat qui l'a dit jadis. Et ce n'est pas mal de penser que nous avons trop de corps en France qui prennent le goût de la croissance. Cela va changer. »

Les entreprises qui vont améliorer leur situation financière en profiteront-elles pour investir ? « Il y a une excellente garantie, a répondu M. Barre, c'est que les

entreprises, du fait même que nous avons une économie de concurrence, sont conduites à investir et à faire des investissements qui ne sont pas simplement des investissements de production, mais des investissements d'extension de capacité. Je crois que beaucoup d'entreprises françaises qui pourraient se développer ne peuvent pas investir parce qu'elles ont une situation financière déséquilibrée, parce qu'elles ont un excédent de main-d'œuvre ; l'investissement reprendra non seulement lorsque la conjoncture s'améliorera, mais encore lorsque leur situation financière sera devenue plus saine. »

il y aurait de nouveau une augmentation du SMIC en pouvoir d'achat, c'est-à-dire que, pour les salariés, non seulement la hausse des prix serait compensée, mais qu'il y aurait, en plus, une augmentation du pouvoir d'achat. »

Facilement ensuite des difficultés rencontrées par certaines entreprises. M. Barre a assuré : « Depuis dix-huit mois, chaque fois qu'une entreprise rencontre des difficultés, le concours de l'Etat n'a pas été mesuré. Je tiens à le dire ce soir : le concours de l'Etat ne sera pas mesuré aux entreprises qui feront cet effort. J'ajoute que là où il y a des licenciements et des suppressions de postes, le gouvernement entend mener une politique d'aménagement du territoire qui soit rigoureuse. En Lorraine, au moment de l'affaire sidérurgique, j'ai donné la preuve que le gouvernement pouvait favoriser des implantations d'entreprises, et pour aller voir que nous ferons pour les Vosges — puisque nous avons parlé de l'usine Boussac — le même effort de prospection systématique d'entreprises pour la création d'emplois nouveaux. »

La hausse des prix agricoles

Faisant un parallèle avec les décisions prises à Bruxelles le 12 mai concernant les prix agricoles, le premier ministre a commenté : « La réduction des montants compensatoires, et ce que l'on appelle la déduction du « franc vert », va se traduire par une hausse des prix agricoles en France. On peut voir immédiatement la conséquence de cette hausse des prix agricoles : les prix montent. Mais qu'est-ce qui est important pour l'agriculture et pour l'économie française ? C'est que l'agriculture française ne soit plus dans des conditions telles que ses exportations soient pénalisées. Et pour l'intérêt de notre pays, pour l'intérêt de nos agriculteurs, il est bon, même si nous le payons pendant quelques mois d'une hausse des prix des produits agricoles, que notre agriculture puisse retrouver compétitivité et exportation. »

C'est toujours la balance qu'il y a à faire entre un intérêt à court terme, dont on peut être affecté, et le long terme. Pour les entreprises nationales, nous payons des tarifs plus élevés,

Maintenir le pouvoir d'achat jusqu'à 30000 F par mois

M. Barre a ensuite précisé quelle serait l'évolution des salaires et du pouvoir d'achat. « Le principe est le maintien du pouvoir d'achat. Je l'ai écrit aux organisations professionnelles et syndicales en leur recommandant de rester en principe du maintien du pouvoir d'achat. De surcroît, le gouvernement a recommandé qu'un effort soit fait en faveur des basses rémunérations, des travailleurs manuels. Il est évident que si cet effort est fait, cela signifie que la masse salariale pourra augmenter un peu plus rapidement que les prix. En revanche, là où le gouvernement est en un effort doit être fait par les salaires, c'est à partir du niveau qui a été fixé, c'est-à-dire 30000 francs par mois, c'est, je le résume, une perte de pouvoir d'achat qui est bloquée. »

Le déficit budgétaire : 15 à 20 milliards

A la question qui lui était posée de savoir pourquoi l'Etat n'avait pas réagi plus tôt dans l'année Boussac, les difficultés de l'entreprise datent de sept ans, a-t-il dit. « Je ne viens pas pour vous dire que tout ce que fait le gouvernement est parfait, mais je voudrais au moins que vous rendiez au gouvernement cette justice que, depuis dix-huit mois, le pouvoir d'achat offert aux entreprises en difficulté. Mais ce que nous souhaitons, c'est que les travailleurs ne soient point abusés et que les emplois qui leur sont offerts soient des emplois sains et durables. Car c'est tromper les travailleurs que de dire que des emplois sont maintenus alors qu'ils sont subventionnés, alors qu'on sait qu'on ne pourra les subventionner longtemps, et qu'un beau jour, on se retrouvera devant une situation telle que les entreprises tout entières disparaîtront. »

Assurant, enfin, que la passe fiscale promise dans le projet de loi de finances 1978, M. Barre a déclaré que le déficit du budget de l'Etat évoluait actuellement entre 15 et 20 milliards de francs et qu'il pourrait encore être l'année prochaine « du même ordre de grandeur ».



(Dessin de KOKK.)

Changer sans trop le montrer

« Il y a vingt mois que je répète le même mot, il n'y a pas de changement de politique, c'est la continuité... » En reprenant plusieurs fois ces expressions, mercredi soir à la télévision, M. Barre a cherché à convaincre une opinion surprise par l'ampleur et la rapidité des hausses de prix que la campagne électorale de la majorité n'avait sufre laissé prévoir. Le public, les commentateurs, ne comprendraient-ils donc rien à ce qui se passe depuis deux mois ? Les inflexions multiples de la politique gouvernementale qu'ils percevaient constamment-elles de simples mirages ?

La tâche était délicate pour le premier ministre : annoncer de nouvelles mesures tout en affirmant

qu'elles correspondaient exactement à la poursuite d'un objectif qui ne les comprenait pas. M. Barre n'a pas dit plus simple — et que l'on voit d'admettre qu'une telle voie escarpée du gouvernement pouvait aller plus loin dans la voie du libéralisme qu'il affectionne, sans se soucier des états d'âme des électeurs.

Car l'affirmation de M. Barre, selon laquelle il « répète le même mot depuis septembre 1976, est en fait d'une exactitude remarquable. Sur la nécessité d'un effort des Français pour faire face à la concurrence sociale et aux désordres économiques qui tendent à la crise mondiale, il a eu à peine varié ; mais les conclusions à en tirer, c'est une autre affaire.

consentir de pire — l'on proclame dans deux ans — En particulier, la libération des prix industriels permettrait aux entreprises d'être plus profitables, donc d'investir davantage et de créer des emplois. Les deux premières conséquences du programme sont exactes, mais pas nécessairement la troisième.

L'expérience française, a-t-on dit, montre depuis dix ans — c'est quasi l'une des idées de base — que les entreprises ont en majorité tendance à donner la priorité aux investissements dits de productivité c'est-à-dire à ceux qui permettent de remplacer la main-d'œuvre par la machine. Or la raison simple que les prix reviennent à leur niveau normal, c'est que plus les salaires augmentent, plus il est tentant de substituer l'esclave mécanique à l'homme, et tout en maintenant l'entreprise à l'abri des mouvements sociaux ; la machine ne se met pas en grève, ne réclame pas d'amélioration de salaire, accepte l'horaire de travail, et ne réclame pas d'augmentation de salaire.

d'elles... Qui peut garantir qu'il en ira différemment à l'avenir ? On peut même penser que le mouvement d'investissement, sous l'égide de la concurrence étrangère stimulée par le crise...

Libérer les prix pour relancer l'investissement : oui ; pour multiplier les emplois : c'est moins sûr. M. Barre ne peut l'ignorer, qu'il le veuille ou non. Les entreprises ont tendance à séparer des salariés en surplus, pour élever leur productivité ; et qui n'admet de faire intervenir l'Etat dans les secteurs menacés que pour sauver les emplois sains et durables. Mais dans ce sens, on prendra les décisions de ces entreprises, d'autres décisions — mieux, beaucoup mieux, de l'autre côté — de l'échiquier politique, proposent la création d'emplois sociaux visant à améliorer la qualité de la vie collective — c'est se résigner à l'aggravation de chômage ou du moins de accepter le risque.

L'investissement crée-t-il nécessairement l'emploi ?

Le premier ministre annonçait, il y a encore six mois, que le programme de 1977, le France connaît le redressement, avec une croissance de 4,8 % en 1978 et une réduction du chômage ; c'est aujourd'hui une note aggravation de celui-ci qui est admise, en raison d'une expansion inférieure d'un tiers à l'objectif. La hausse des prix, pronostiquée pour 1978, devait être de 6,5 % ; les ministres s'entendent maintenant qu'elle atteindra ou dépassera 10 %. Parce que les hausses de tarifs publics décidées par le gouvernement sont deux fois plus fortes que l'année dernière (12 % en moyenne, au lieu de 6,5 %), preuve éclatante qu'il y a bien changement ; parce que le relèvement des prix agricoles dépasse les prévisions des experts officiels ; enfin, parce que la libération des prix industriels — dont il n'avait guère été question pendant les dix-sept premiers mois de gouvernement de M. Barre — va intervenir à une vitesse encore inimaginable il y a un mois.

Inflexion aussi dans la politique de l'emploi : le « pacte » numéro 2, adopté mercredi par le conseil des ministres (voir page 12) est, pour l'essentiel, moitié moins avantageux que l'ancien ; et pas seulement, comme l'a affirmé M. Barre, parce que l'effort psychologique à entreprendre pour convaincre le patronat

« Si nous libérons les prix maintenant... »

A la question qui lui était posée de savoir quel argument il trouvait pour convaincre M. Giscard d'Estaing de libérer les prix de l'industrie, ce qu'il n'avait pas fait dans le passé, M. Barre a répondu : « Il y a une différence entre une libération des prix dans un contexte orienté vers l'inflation et une libération des prix dans un contexte où, je ne

« Stagnation »

M. Barre a évoqué, il est vrai, une hypothèse de sécheresse d'une rectrice économique internationale. Dans ce cas, la production française — donc les ventes — bénéficieraient des ventes nouvelles. Mais l'éventualité nationale à cette hypothèse que l'absence — que l'on ne peut pas dire — de notre principal partenaire, et que ne prévoit pas l'O.C.D.E. — c'est d'accepter que le sort de centaines de milliers de travailleurs français dépende de l'étranger. Et renoncer, ou fait alors un pari, à un effort autonome de réajustement économique.

Celui-ci serait pourtant bien nécessaire en l'état du marché de l'emploi et des perspectives économiques de la France. M. Barre n'a dit mercredi à cet égard, qu'une concession : celle de laisser progresser un peu la masse salariale, pour qu'au-delà des 30000 francs par mois le pouvoir d'achat des salariés soit maintenu, tandis qu'un peu de l'échelle des « coups de pouce » successifs seraient donnés au SMIC. C'était d'ailleurs ce qu'a publié M. Manory, le ministre de l'économie,

LES REACTIONS

LA C.F.D.T. : il y a bien continuité...

En déclarant qu'il y a continuité de la politique du gouvernement, M. Barre a raison, commente la C.F.D.T. Il en a fait la preuve : « L'inflation, qui n'a pas cessé depuis son arrivée au gouvernement, va se poursuivre par la hausse des tarifs publics, la hausse des produits agricoles, la hausse des prix, la hausse de l'achat des travailleurs, tandis que l'indice des prix continuera à baisser. Quand au SMIC, il n'a pas augmenté plus vite que les salaires, comme l'a dit M. Barre, mais moins vite depuis que ce

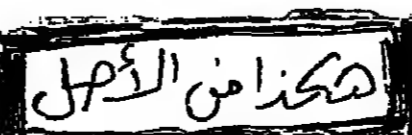
dernier est au gouvernement. « L'emploi continuera à se dégrader, conséquence d'une politique économique de concurrence fondée sur le profit. Les propos du premier ministre confirment l'appréciation portée par la C.F.D.T. à l'issue de sa récente entrevue sur l'évolution des possibilités de négociations offertes par la politique gouvernementale. Seule l'action résolue des travailleurs sur leurs revendications prioritaires permettra d'éclaircir les possibilités pour aboutir aux résultats qu'ils attendent. »

M. Chevènement, député socialiste du Pas-de-Calais, animateur du CERES : « Le premier ministre a donné le spectacle d'un maître d'école béat, ayant enfin trouvé sa classe un peu trop frondeuse et distribuant pour leur bien des punitions aux récalcitrants. Campé du haut de sa chaire électorale, sans doute aidé des brochures sur les corps, M. Barre entend accommoder ces derniers à sa façon et le leur a fait savoir. Mais n'est pas brochet qui veut. L'économie et la société françaises ne sont pas en mesure de supporter la médecine de M. Barre : la saignée traditionnelle des ministres de M. Barre, la ponction sur le pouvoir d'achat des travailleurs ne trouvent, en effet, sa contrepartie ni dans un effort de justice sociale ni dans un renouveau de l'initiative publique pour l'indépendance, notamment en matière de restructuration industrielle. Le parti libé-


M. Henry, secrétaire général de la FEN : « Le premier ministre n'a ouvert de perspectives claires et positives ni sur le maintien et la progression du pouvoir d'achat ni sur les garanties de l'emploi. Aucun mot n'a été prononcé sur la formation professionnelle des jeunes. Qui pâtira le plus de cette politique, sinon les jeunes et les familles les plus modestes ? »

Le secrétaire de la C.F.T.C. « represse qu'en dehors des dispositions visant les jeunes, plus d'efforts sont nécessaires, des mesures favorisant dans l'immédiat la création d'emplois n'ont pas été envisagées. »

GILBERT MATHIEU.



18-20
Rue de la Ferme
Le charme discret de Neuilly St-James



Rue de la Ferme : le charme d'une rue calme plantée d'arbres et de lampadaires "à bec de gaz", bordée de petits immeubles et d'hôtels particuliers. Au 18, nous y construisons 3 petits immeubles avec 21 appartements seulement.

Des 4 pièces de 100 et 114 m².

Exemple de prix :
Un 4 pièces de 100 m² + balcon au 2^e étage 1.240.000 F (tarif D du 1.12.77. Prix fermes et définitifs à la réservation).

JOR & Cie 39, rue de Courcelles 75008 Paris
766.25.32

PARIS TOKYO

Via Copenhague. Châissez le val transibérien du samedi, le plus agréable et le mieux conçu pour traiter vos affaires au Japon, frais et dispos, dès le lundi matin.

Paris samedi 9 h 30
Copenhague samedi 10 h 15
Tokyo dimanche 9 h 15.

SAS
742.06.14

résidence
BUFFON
18 à 24 rue Lecourbe Paris 15^e



DU STUDIO AU 4 PIÈCES
prix ferme et non révisable

Comegi
Square Monceau
82, Bd des Batignolles
75017 Paris Tél. 293.30.80
Bureau de vente. Tél. 763.31.22

A 100 mètres de l'avenue de Breteuil, c'est le cœur de Paris. Des arbres des commerçants, un grand lycée, des écoles, une piscine. Tout le charme d'un quartier résidentiel, au carrefour des 6^e, 7^e et 15^e arrondissements.

Bureau de vente ouvert tous les jours de 14 h à 18 h sauf Dimanches le Samedi de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

BON A DECOUPER
Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
Fonction : _____

ÉCONOMIE

Dans une lettre au premier ministre **M. Giscard d'Estaing fixe les priorités de l'action gouvernementale**

Voici le contenu de la lettre adressée par M. Giscard d'Estaing à M. Barre :

« Mon cher premier ministre, « Ainsi que j'ai fait indiqué aux Français après les élections législatives, et comme vous l'avez vous-même confirmé au Parlement dans votre déclaration de politique générale, la période qui s'ouvre, après que les choix électoraux ont été franchis, doit être consacrée principalement à trois actions qui détermineront l'avenir de la société française. »

« La première de ces actions est la poursuite du développement économique. Les difficultés de la situation internationale, les changements profonds dans les rapports entre les puissances économiques mondiales, les forces et les faiblesses propres à l'économie française, rendent nécessaire une action qui soit à la fois conjoncturelle et structurelle, pour achever le rétablissement de l'équilibre de l'économie française et pour accélérer l'adaptation de notre savoir, de nos productions et de nos échanges, aux données de la fin du vingtième siècle. »

« Cette tâche implique notamment que soient mis en place les moyens d'une politique accrue de concurrence et de développement des responsabilités des entreprises ; que l'effort engagé dans les industries de pointe soit développé ; que la situation des branches et des entreprises en péril soit considérée avec la plus grande attention dans un esprit dynamique ; que les efforts d'assainissement de la situation financière de l'Etat et du secteur public soient énergiquement poursuivis, notamment du côté de la limitation des dépenses ; et qu'enfin, soient mis en place les moyens d'une politique active et durable de plein emploi. »

« Simultanément, le combat engagé depuis plusieurs années pour faire reculer l'injustice dans la société française doit être renforcé. »

« Cette orientation implique que s'affirment au développement des relations contractuelles que vous venez d'encourager, l'Etat

« La mise en œuvre de ces orientations doit être poursuivie, dans le respect des concentrations indispensables, d'une façon aussi méthodique que possible. »

« C'est dans cet esprit qu'à la suite de vos entretiens, j'ai arrêté le calendrier de travail du conseil des ministres, que je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint. »

« Je souhaite que dans le même esprit, chaque administration programme, sous votre autorité, ses tâches essentielles. (...) »

Le programme de travail du gouvernement

de la vie contractuelle, la protection de la santé publique. Juillet : le développement des industries de pointe, l'adaptation du système éducatif, la politique des sports et des loisirs. Août : l'application de la politique de l'emploi, certains problèmes agricoles, la conservation du patrimoine culturel. Septembre : la politique de développement technologique et de réajustement des universités, celui des institutions judiciaires.

AFFAIRES

M. Ceyrac : priorité doit être donnée à la restauration financière des entreprises

« La politique économique est entièrement dominée par le fait structurel. Pour y faire face, les entreprises doivent pouvoir se battre à armes égales avec les entreprises étrangères. Cela exige d'abord qu'elles retrouvent leur liberté de gestion et qu'elles aient le moyen de restaurer leurs ressources financières », a déclaré, le 17 mai, devant l'Association des journalistes économiques et financiers, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F.

Après avoir rappelé que la liberté des prix devait être rapidement étendue aux services — et tout particulièrement aux services à caractère industriel et au commerce —, affirmant que le calendrier de libération des prix industriels suscitant plus de problèmes qu'il n'en résolvait et critiquant le retard des prix des services publics telle qu'elle est pratiquée dans la mesure où le gouvernement a donné le sentiment que la liberté des prix signifiait la hausse des prix, ce qui est un sentiment inexact, M. Ceyrac a évoqué la situation financière des entreprises françaises qui demeure difficile.

Pour remédier à cette situation, il faut agir dans trois directions, a affirmé le président du C.N.P.F. : Réviser les bilans, développer l'épargne investie dans les entreprises en prenant des mesures d'incitation comme, par exemple, l'avoir fiscal à 100 %, enfin, à titre temporaire, accorder des facilités de crédit aux entreprises sous forme de prêts bonifiés.

En ce qui concerne la politique sociale, M. Ceyrac a précisé en répondant aux questions des journalistes que le C.N.P.F. « proposait aux syndicats de définir un nouveau type d'allocations-chômage sans faire d'économie ». « Le problème de l'allocation supplémentaire (ASA) — qui représente 30 % du salaire brut — est délicat », a poursuivi le président du C.N.P.F. « On pourrait examiner la redistribution des prestations 100 % pour les uns, 55 % à 60 % pour les autres en ramenant l'ASA de 30 % à 70 % afin d'accroître l'allocation actuellement fixée à 35 % ».

Parlant enfin de la déclaration de M. Monory (le Monde du 17 mai), selon laquelle les banques prendront en compte dans l'examen des demandes de crédit qui leur seront adressées l'évolution de la masse salariale, M. Ceyrac a déclaré qu'il y avait là une idée intéressante. Il a insisté sur l'intérêt pour les entreprises françaises d'établir des budgets prévisionnels, pratiques courants aux Etats-Unis.

HUMEUR...

La tâche de M. François Ceyrac n'est pas aisée. Président du Conseil national du patron français, il ne peut qu'approuver les grandes lignes d'une politique économique que le C.N.P.F. appelle de tous ses vœux depuis plusieurs années. Représentant les chefs d'entreprises, il se doit de faire publiquement connaître les préoccupations et les inquiétudes de ses mandants. Or, bon nombre de patrons sont moroses. L'année post-débutante passée, la réalité est là : la conjoncture est molle. La reprise tant attendue des investissements n'est pas intervenue. Les prévisions sont médiocres. Certains secteurs, les travaux publics en particulier, sont dans une situation critique.

Dès lors, il n'est pas étonnant que M. François Ceyrac ait saisi l'occasion que lui offre l'Association des journalistes économiques et financiers pour lever quelques questions en direction du gouvernement et réclamer une politique plus hardie en matière de restauration des ressources financières des entreprises.

Nul doute que la proposition d'abord à usage interne. En reprenant à son compte des revendications maintes fois exprimées, M. Ceyrac tend manifestement à restaurer une base qui, sans remettre en cause l'ouverture sociale — bien mesurée — que préconise le C.N.P.F., s'interpose néanmoins sur ses conséquences.

Que ces discours traduisent une certaine déception n'est pas moins contestable. Beaucoup de gens se sont perdus, estimant-on au C.N.P.F. Dès lors que l'on avait décidé de « purger » l'économie française, il fallait le paquet, et vite, afin de profiter — de cette période de calme social assez trouble — pour reprendre l'expression de M. Ceyrac. A tout le moins, les entreprises aussent été en meilleure posture pour résister à un automne 1978 et surtout à un printemps 1979 que l'on prévoit chaud.

Est-ce à dire que l'on est à la veille d'une fronde patronale ? Certes non. « Jamais un premier ministre n'a tenu un langage aussi favorable aux entreprises », affirmait, il y a quelque temps, un responsable du C.N.P.F. On continue de le penser, même si l'on se sépare d'obtenir un peu plus un peu plus vite. « En fait, les choses ? Après tout, M. Monory n'a-t-il pas annoncé d'un mois la libération des prix industriels ? N'a-t-il pas renoncé aux « états » initialement prévus ? De là à espérer qu'il est possible d'inflechir l'attitude du gouvernement sur l'avenir fiscal ou sur la réévaluation des bilans, il n'y a qu'un pas que l'on franchit aisément.

Bref, la mauvaise humeur — courtoise — du C.N.P.F. se veut tout à la fois circonstancielle et intéressée. Gageons qu'elle sera accueillie sans trop de ressentiment à l'hôtel Matignon. Ne dit-on pas que le premier ministre veut convaincre les Français qu'il ne fait pas la politique des potrons ? — Ph. L.

Le gouvernement refuse d'assouplir l'encadrement du crédit en faveur du Crédit agricole

Pour la deuxième année consécutive, les dirigeants du Crédit agricole se plaignent de l'encadrement du crédit, qui limite davantage l'activité de la « banque verte » que celle des autres établissements.

En 1977, comme en 1976, le gouvernement leur répond qu'il lui est impossible de lever en leur faveur les contraintes qui pèsent sur le système bancaire tout entier. C'est, en substance, ce que devait déclarer, le jeudi 15 mai, M. Monory, ministre de l'Économie, devant l'assemblée générale de cette institution, comme l'avait fait M. Raymond Barre l'année précédente, sans avantage satisfaisant les mutualistes agricoles réunis à Paris.

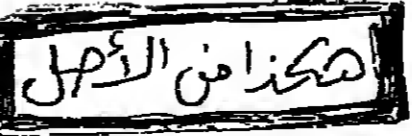
Le thème général des interventions de M. Delaite et de l'actuel directeur général de la Caisse nationale : la « banque verte » collecte plus de fonds qu'elle ne peut en prêter, au grand dam des agriculteurs.

En 1977, ses ressources ont augmenté de 15,2 % (11 % pour les dépôts à vue et 40 % pour l'épargne-logement, ce qui lui assure 30 % du marché national), tandis que ses crédits n'augmentaient que de 5 %, taux de croissance le plus bas depuis 1970. Certes, le Crédit agricole a pu développer ses activités non encadrées, comme le logement, et surtout les prêts « colonisés », qui sont passés de 2,1 milliards de francs en 1976 à 6,9 milliards de francs en 1977, à cause de la sécheresse, mais il ne dispose pas de cette formidable « coupure » que constitue les crédits à l'exportation, également « désencadrés », et qui ont permis aux autres banques d'obtenir une progression de 13,9 % pour leur concours en 1977. Conséquence : la Caisse nationale se voit contrainte de vendre ses excédents de ressources aux autres établissements sur le marché monétaire (60 milliards de francs à fin 1977) et ses bénéfices ont continué à augmenter très fortement, passant de 600 millions de francs à 1 milliard de francs.

Les dirigeants de la caisse dénoncent cette anomalie, qui les conduit à fournir à leurs concurrents les moyens de concurrencer des prêts à leurs propres clients, mais beaucoup plus chers. Inversement, les autres banques continuent à remettre en question les « priorités » du Crédit agricole, notamment les bonifications de prêts et ses avantages fiscaux.

La querelle n'est pas nouvelle, mais il est certain que l'encadrement du crédit, en place depuis cinq ans, en ce qui concerne les positions acquises, sévère la profession bancaire et fait naître des tensions de plus en plus fortes. M. Monory devait assurer les mutualistes agricoles que le gouvernement étudiait pour 1978 une refonte des bases de l'encadrement, qui pourrait éventuellement...

« La société Bodet S.A. de Tremetz (Maine-et-Loire) et la firme suisse Patek Philippe S.A. de Genève assurent le chronométrage des championnats du monde de football qui vont se dérouler en Argentine. Bodet S.A. fournira quarante horloges numériques à chiffres sautoirs double face. Le montant de la commande est de 145 000 francs. Patek Philippe S.A., de son côté, posera toutes les horloges à aiguilles et installera les centes horloges à partir de laquelle seront commandées les pendules en activité durant le championnat. »



SOCIAL

M. Robert Boulin : le deuxième « acte » pour l'embauche des jeunes a un caractère « transitoire »

Avant de commenter, le mercredi 17 mai, devant la presse, les grandes lignes du projet de loi adopté quelques heures plus tôt au conseil des ministres et reconstruisant un pacte national pour l'emploi...

Avant de commenter, le mercredi 17 mai, devant la presse, les grandes lignes du projet de loi adopté quelques heures plus tôt au conseil des ministres et reconstruisant un pacte national pour l'emploi...

Le gouvernement, il convenait, a-t-il dit de « mettre l'accent sur l'apprentissage et la formation professionnelle des jeunes, de faire comprendre aux employeurs qu'il faut désigner qu'ils se a responsabilité » et d'assurer enfin un meilleur contrôle des mesures prises.

La C.F.T.C. : il serait grave que le patronat prétende conserver le monopole du pouvoir économique

Les dirigeants de la C.F.T.C. ont, le 16 mai, devant la presse, tiré leurs premières conclusions des conversations qu'ils viennent d'avoir avec les représentants des pouvoirs publics et du patronat.

Le patronat, qui voudrait conserver le monopole du pouvoir économique, au risque de dresser les intérêts contre des mesures qu'ils ne pourraient ni comprendre ni admettre.

Pour préparer les négociations sociales LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. SE RENCONTRENT LE 19 MAI

Une rencontre a eu lieu le vendredi 19 mai à 15 heures entre la C.G.T. et la C.F.D.T. au siège de l'organisation centrale, rue Cadet.

LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE : un fabuleux cadeau aux patrons.

M. Richard Dethyre, membre du bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France, nous a déclaré :

Le mouvement de la jeunesse communiste de France, nous a déclaré : « Le pacte national pour le chômage des jeunes... »

Le syndical chrétien et la JOC :

En ouvrant la conférence de presse, M. Tessier a évoqué la « sorte de kermesse organisée à La Courneuve par la JOC... »

LA NOUVELLE GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES DES CONDUCTEURS D'AUTOMOBILES EST LARGEMENT SUIVIE

Le conflit qui oppose, depuis le 27 avril, les conducteurs d'automobiles parisiens à la direction de la S.A.T.P. s'est durci ce jeudi 18 mai.

LA FÉDÉRATION C.F.D.T. DES P.T.T. VEUT RELANCER L'ACTION REVENDICATIVE

La distribution du courrier sera perturbée en région parisienne, le jeudi 25 mai, en raison d'une nouvelle grève des préposés approuvés par les syndicats C.G.T., F.O. et C.F.D.T. à revendiquer le samedi comme jour de repos.

LA DIRECTION D'ALSTHOM-ATLANTIQUE DÉMENT L'EXISTENCE D'UN PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS

Au cours d'une conférence de presse tenue le 17 mai à Belfort, la C.G.T. a affirmé que le groupe Alsthom-Atlantique, créé en 1976 de la fusion des sociétés Alsthom et des Chântiers de l'Atlantique, et qui emploie au total 48 000 personnes, dont 7 500 à Belfort, avait mis au point un plan de reconstruction prévoyant la suppression de 3 000 emplois.

MANUFACTURE : chômage technique confirmé.

Saint-Etienne. — Une partie des salariés de Manufacture seront mis en chômage technique et 400 autres seront licenciés.

LA C.G.T. : 1 452 206 chômeurs

La C.G.T. qui estime de son côté que les mesures contenues dans le pacte bis « ne tiennent pas compte des recommandations » formulées par elle, a déclaré :

Le conflit à l'Agence Aigles (groupe de presse le « Progrès de la Dauphiné Libéré ») déclenché par une grève des clavistes observée depuis le 9 mai, devrait en principe faire l'objet d'une réunion exploratoire tripartite (direction, délégués du personnel, inspection du travail) ce jeudi 18 mai.

Le conflit à l'Agence Aigles (groupe de presse le « Progrès de la Dauphiné Libéré ») déclenché par une grève des clavistes observée depuis le 9 mai, devrait en principe faire l'objet d'une réunion exploratoire tripartite (direction, délégués du personnel, inspection du travail) ce jeudi 18 mai.

CALME ET VERDURE AU CŒUR DU VIEUX PARIS Square Saint Martin 11, rue des Récollets - 75010 Paris. Studio 2, 3, 4 et 5 pièces.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE CONSTANTINE AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES Un Appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture de matériel destiné à l'équipement de parcs d'attraction.

TUNNEL ROUTIER DU FRÉJUS Lots d'équipements : cabines de péage et conduite anti-incendie AVIS DE PRÉQUALIFICATION

Bénis soient St-Patrick et St-Killian. Ils emmènent gratuitement les voitures en Irlande. Irish Continental Line Agent Général : Transports et Voyages : 8 rue Auber 75441 Paris Cédex 09 - Tél. 742.31.49

سكنا من السفر

Reservations: 225 99 06

IRAN AIR
Only Sud

PARIS-TEHERAN.
SANS ESCALE

BOEING 747 SP:	Mardi-Samedi	10h15
	Mercredi-Dimanche	16h15
BOEING 747:	Vendredi	16h15
BOEING 707:	Lundi-Mardi	15h15
	Jeudi-Samedi	15h15

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DES PEAUX ET CUIRS

« SONIPEC »

Avis de prorogation de délai
de l'Appel d'Offres International n° DE.78.01

La Société Nationale des Industries des Peaux et Cuir (SONIPEC), 100, rue de Tripoli, Hussein-Dey, ALGER, porte à la connaissance des Sociétés et Entreprises que l'avis d'appel d'offres international n° 78.01.D.E. portant sur la fourniture de « Produits en main » d'une usine d'accessoires métalliques pour chaussures et maroquinerie à N'CHEDALLAH (W. BOUIRA), que la date limite de remise des offres initialement prévue pour le 30 Avril 1978 est prorogée jusqu'au 30 Juin 1978.

ÉTRANGER

UNE ÉTUDE DE L'O.C.D.E.

Le « dilemme » suédois

La Suède se trouve confrontée à « la multiplicité et au caractère, à certains égards contradictoires, des objectifs ambigus assignés à la politique économique » : réduire les pressions sur les coûts et les prix, ainsi que le déficit de la balance des paiements courants, tout en maintenant le niveau de l'emploi et en améliorant la compétitivité des entreprises. Face à un choix les responsables ont fait en 1977 preuve d'hésitation et se retrouvent devant le « même dilemme » indiquent les experts de l'O.C.D.E. Cette situation de coopération et de développement économique dans l'étude annuelle consacrée à la Suède.

En 1978, le produit intérieur brut en termes réels demeurait stationnaire, le niveau de l'investissement continuait à baisser fortement et, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir d'achat des ménages diminuait. Cependant, les experts notent des « traits encourageants » : une dégradation de l'emploi serait évitée, les exportations redémarreraient et les stocks pourraient redescendre à un niveau plus proche de la normale. L'inflation se ralentirait et la position internationale de l'économie suédoise s'améliorerait.

L'année 1978 pourrait donc, souligne l'étude, être une période de consolidation et préparer le terrain du redressement qui devrait ensuite s'amorcer, afin notamment de réduire la hausse des prix et le déficit extérieur. Mais

les mesures de soutien de l'emploi, qui intéressent 4 % environ de la population à court terme donnent « un caractère expansionniste » au budget.

L'absorption par le secteur public de la main-d'œuvre dégagee par le secteur privé, qui permet de maintenir le chômage à un faible niveau, risque d'avoir des « répercussions négatives » sur le rythme de la croissance potentielle et de rendre plus difficiles les changements de structure. Cependant, les « ressources accrues » devront être consacrées à la création d'équipements ouverts, dans la mesure où la place de secteur comme la construction navale, la sidérurgie et le textile va se réduire.

ÉTATS-UNIS

Les revenus personnels des Américains ont augmenté de 4,4 % en avril pour atteindre un rythme annuel de 1.600 milliards de dollars. Les traitements et salaires ont augmenté de 18,1 milliards de dollars contre 17,5 milliards en mars. Cependant, le taux d'utilisation de la capacité de production de l'industrie américaine a progressé de 0,5 % en avril pour atteindre 83,3 %. La progression est due principalement à la métallurgie et à la construction automobile, ainsi qu'à la reprise de travail dans les mines de charbon. — (A.F.P.)

AU CONSEIL ÉCONOMIQUE

« Le facteur prix n'est pas déterminant pour la conquête de marchés extérieurs »

écrit M. Pierre Bataille dans un rapport sur l'exportation

Le facteur prix est important, mais n'est pas déterminant pour la conquête des marchés extérieurs. Ce qui compte, c'est l'« offre globale », qui comprend la qualité du produit, son adaptation à la demande, les délais de livraison, les crédits, les services d'après-vente. Cette appréciation émane d'un rapport sur « la compétitivité des produits français à l'exportation », présenté au nom de la section de l'expansion économique extérieure et de la coopération du Conseil économique et social par M. Pierre Bataille, président de la société Foclain. Ce rapport et le projet d'avis, qui ont été adoptés par la section par 11 voix contre 3 (C.G.T., C.F.D.T.) et 2 abstentions (Coopération agricole, F.O.), seront soumis, les 22 et 23 mai, à la discussion et au vote de l'Assemblée du Palais d'Iéna.

Dans le projet d'avis, M. Bataille souligne que la compétitivité exige « une efficacité de toutes les fonctions » de l'entreprise : recherche, financement, gestion, commercialisation, politique d'achat, condition de travail. « La faiblesse d'une seule de ces fonctions compromet, écrit-il, l'efficacité de l'ensemble. » L'état d'esprit industriel de l'Allemagne fédérale et la réputation des produits d'outre-Rhin sont notamment cités en exemple, alors que

les salaires en R.F.A. sont supérieurs à ceux de la France et que le deutschemark s'inscrit en hausse.

Pour le rapporteur, « un Etat ne saurait compter sur sa politique de change pour améliorer sa compétitivité. Si une part un peu décaisée peut constituer un ajustement temporaire pour les exportations de certains secteurs, l'expérience prouve qu'à plus long terme les variations de taux de change n'ont ni suffi à rétablir la balance commerciale des pays à monnaie affaiblie, ni compromis la compétitivité des pays à monnaie forte ».

D'une façon générale, l'Etat « doit jouer un rôle d'accompagnement », c'est-à-dire « assurer, avec l'ensemble de la nation, un environnement propice à l'effort mené par les entreprises ». Il s'agit notamment d'adapter « à la concurrence étrangère qui se fait jour depuis la crise de l'énergie » le système français de crédit à l'exportation et d'encourager le marché financier, par exemple en révisant le dispositif d'incitations fiscales aux placements immobiliers. En tout état de cause, la tâche essentielle incombant aux entreprises, car pour M. Bataille « celles qui réussissent en termes nationaux sont condamnées à plus ou moins long terme ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Océ-van der Grinten N.V.

Résultats du 1er trimestre de l'exercice 1978 (exercice clos le 28 février)

en millions de Fl.	1er trim. 1977	1er trim. 1978
Ventes	185.624	206.370
Résultat d'exploitation	16.178	18.015
Bénéfice net (hors intermédiaires)	7.256	7.281
Marge brute	19.436	20.003
Bénéfice net par action (en florins)	4,34*	4,20
Marge brute		
Autofinancement par action (en florins)	11,08*	14,22

* ajusté en fonction de l'augmentation de capital d'avril 1977.

Les chiffres du 1er trimestre 1978 (Océfid compris) sont comparés à ceux du 1er trimestre 1977 relatifs à l'ancien groupe Océ (avant acquisition d'Océfid).

Le chiffre d'affaires a augmenté de 11 % et le résultat d'exploitation de 11 % (après des pertes de change de plus de 2 millions de florins).

Si le bénéfice net reste pratiquement inchangé, la marge brute d'autofinancement est en progression de 29 %.

L'activité du groupe peut être considérée comme satisfaisante, et il est estimé que le résultat de 1977 sera égalé en 1978.

TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Le conseil d'administration de la Compagnie française des pétroles a décidé, dans sa séance du 11 mai, de convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire le 29 juin prochain, date de l'assemblée générale ordinaire, pour permettre à la Compagnie d'émettre, si les conditions sont favorables, des obligations convertibles dans la limite d'un plafond de 500 millions de francs.

Il est rappelé qu'une assemblée générale extraordinaire, tenue le 24 avril 1978, avait déjà prévu une telle éventualité, mais les autorisations nécessaires données au conseil sont devenues caduques en avril 1977.

Cette procédure normale est présentée à l'assemblée de ce type : la Compagnie n'envisage pas d'opération particulière, mais souhaite « se réserver la possibilité dans un délai d'un an, au cas d'émission réalisée en France, et de deux ans en cas d'émission réalisée à l'étranger ».

Les actionnaires seront convoqués et informés selon les voies légales habituelles.

BAIGNOL ET FARJON S.A.

Les comptes de l'exercice 1977 sont ressortis, malgré une expansion de 27 % du chiffre d'affaires, une perte, après amortissements normaux, de 2 200 000 F. Ce résultat tient, d'une part, à l'insuffisance de la hausse de prix qui a été accordée par l'engagement de modification de février 1977, d'autre part, à la provision de 3 000 000 F qui a été faite, conséquence de celle qui constituait la filiale commerciale en raison des mauvais résultats de ses filiales étrangères et plus spécialement de l'une d'entre elles.

Compte tenu de ce résultat, le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire de ne pas distribuer de dividende pour l'exercice 1977 et de reporter à nouveau le déficit.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep.	en dep.	Rep.	en dep.	Rep.	en dep.
\$ E.-U.	4,6725	4,6825	+ 2	+ 38	+ 28	+ 52	+ 65	+ 110
Yen (100)	4,2100	4,2200	+ 1	+ 20	+ 0	+ 28	+ 19	+ 70
D. M.	2,9450	2,9510	+ 0	+ 85	+ 120	+ 150	+ 423	+ 663
Florin	2,1950	2,2000	+ 8	+ 185	+ 175	+ 280	+ 560	+ 820
F.R. (100)	2,8300	2,8370	+ 1	+ 80	+ 120	+ 135	+ 370	+ 480
S. (100)	11,8800	11,9000	+ 24	+ 320	+ 470	+ 690	+ 1140	+ 1385
L. (1 000)	2,3500	2,3580	+ 14	+ 158	+ 270	+ 280	+ 810	+ 860
L. (1 000)	5,3300	5,3350	+ 23	+ 210	+ 620	+ 545	+ 1690	+ 1820
£	8,4600	8,4650	+ 125	+ 120	+ 380	+ 390	+ 1165	+ 1820

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/8	3 5/8	3 1/8	3 5/8	3 3/16	3 9/16	3 5/16	3 11/16
D. M.	3 1/8	3 5/8	3 1/8	3 5/8	3 3/16	3 9/16	3 5/16	3 11/16
Florin	2 11/16	2 1/2	2 1/4	2 3/4	2 1/2	2 15/16	2 1/2	2 3/4
F.R. (100)	4 7/8	5 1/8	5 1/2	6 1/4	5 3/4	6 1/2	6 3/4	7 1/8
S. (100)	10 1/2	13 1/2	14 7/8	14 3/4	14 1/2	15 1/2	15 1/2	15 7/8
L. (1 000)	7 1/2	8 1/2	8 1/2	9 1/4	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 3/4
£	7 7/8	8 1/2	8 1/2	9 1/4	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 3/4

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



DEMANDEZ NOTRE BROCHURE GRATUITE INTITULÉE
GUIDE
Merrill Lynch
DU MARCHÉ DES OPTIONS

Cette brochure vous enseigne les notions fondamentales nécessaires à la vente d'options et vous en délimite les risques et les profits. Un chapitre spécial est consacré aux techniques les plus raffinées auxquelles vous pouvez recourir. Elle expose le pour et le contre des options d'achat, des options de vente, des options de couverture, des options de spéculation.

Envoyez ce coupon à Merrill Lynch, Pierce, Fenner and Smith S.A.F., 96, avenue d'Iéna, 75116 PARIS, ou Hôtel CARLTON, 06400 CANNES.

Nom : _____ (écrire lisiblement S.V.P.)

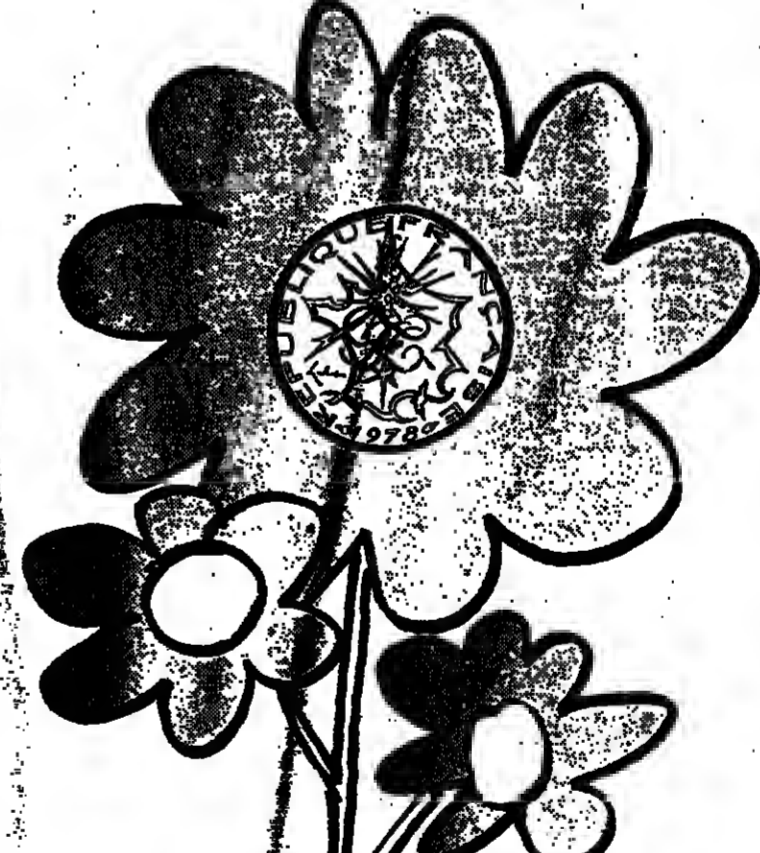
Adresse : _____

Localité : _____ N° postal : _____ Pays : _____

Téléphone privé : _____ Téléphone professionnel : _____

Les personnes déjà clientes de Merrill Lynch, Pierce, Fenner and Smith Inc. sont priées d'indiquer le nom de leur conseiller financier et l'adresse de son bureau.

LM



EMPRUNT D'ÉTAT MAI 1978

taux actuariel brut 10 %

K. BUCHANER

سكنا من الذهب

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 17 MAI Redressement

Après deux nouvelles séances de baisse, la Bourse de Paris s'est bien redressée mercredi. Un mouvement de redressement s'y est en effet opéré, qui, amorcé dès l'ouverture, mais de façon encore bien timide, s'est amplifié, puis peu à peu étendu au fil des cotations, et bien qu'à la clôture, l'indice ait subi une hausse supérieure à 1,2 %.

LONDRES Indébut

La tendance a été incertaine, les industriels s'effrayant quelques fois, et avec une baisse de Shell sur ses résultats. Légère hausse des mines d'or.

NEW-YORK La hausse se poursuit

En dépit des ventes bénéficiaires, la hausse des cours s'est poursuivie à Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné 24 points et a atteint un nouveau plus de 24 points en plus en clôture à 2897,47.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LABORATOIRES ROGER BELLON. - Le dividende global est fixé à 10 F (inchangé). SAINT-RAPHAËL. - Le bénéfice net pour 1977 revient à 4,97 millions de francs à 0,4 million de francs en raison d'une relative dégradation des affaires, notamment sur les spiritueux. Le dividende global est ramené de 13,60 F à 3 F.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns for various indices: Coteaux 100, Coteaux 200, Coteaux 300, etc. Values range from 100 to 200.

VALEURS

Main table of stock values with columns for 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours', 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours', 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours', 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours'. Includes sub-sections for 'HORS COTE' and 'SICAV'.

BOURSE DE PARIS - 17 MAI - COMPTANT

Table of stock values for the Paris stock exchange, including columns for 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours', and 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours'.

MARCHÉ A TERME

Table of term market values with columns for 'VALEURS', 'Précéd.', 'Premier cours', 'Dernier cours', 'Compt. précédent', 'Compt. cours', and 'VALEURS', 'Précéd.', 'Premier cours', 'Dernier cours', 'Compt. précédent', 'Compt. cours'.

VALEURS

Table of stock values for the Paris stock exchange, including columns for 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours', and 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours'.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', 'COURS', 'COURS', 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR', 'COURS', 'COURS', 'COURS'.

VALEURS

Table of stock values for the Paris stock exchange, including columns for 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours', and 'VALEURS', 'Cours précéd.', 'Dernier cours'.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES**
 - JEUENESSE** : Pour une formation en alternance à la fin de la scolarité obligatoire, par Jacques Lepetit.
 - « La sue s'est par la solution », par Jean Le Gac.
- 3. ETRANGER**
 - La nouvelle guerre dans le Sud de Zaïre.
- 4-5. AFRIQUE**
- 6. PROCHE-ORIENT**
- 8. AMERIQUES**
- 6-7. ASIE**
 - « Chine : la révolution rectifiée » (II), par Alois Jacob.
- 8-9. EUROPE**
 - ESPAGNE** : le chef d'état-major de l'armée de terre donne sa démission.
 - ITALIE** : la situation après le meurtre d'Aldo Moro.
- 10 à 12. POLITIQUE**
 - La succession de M. Robert Fahn à la présidence de M.R.G. ; « Saisir l'opportunité », par Michel Crépeau ; « Redevenir ce que nous sommes », par Jacques Marcellin.
- 14. SOCIÉTÉ**
- 14-15. JUSTICE**
 - De nouvelles dispositions sont prises pour renforcer la sécurité à l'égard des détenus dangereux.
- 16. RELIGION EDUCATION**

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 17 à 24

- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Le vagabond qui passe sous une ombrelle trouée », de Jean d'Ormesson.
- Lettres étrangères : Gertrude Stein achève à faire parler la langue.
- Roman : La Nouvelle Phrygie, de Gaston Bouheur.
- Reportage : Voyage en La-Toussie.
- La dixième année du Festival de Nice.

27-28. CULTURE

- Le Festival de Conset.
- MUSÉE** : le XIX^e siècle à la gare d'Orsay.

30. SPORTS

34. EQUIPEMENT

- URBANISME** : la commission Tricot se met au travail en vue d'améliorer la construction des bâtiments publics.
- POINT DE VUE** : « La protection de Rhis : pollution à la demande... », par Louis Ulrich.

35 à 38. ÉCONOMIE

- M. Barre explique sa politique à la télévision.

LIRE ÉGALÉMENT

RADIO-TELEVISION (23)
Annonces classées (31 à 33) ; Aujourd'hui (38) ; Citron (38) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Bourso (28).

Le numéro du « Monde » daté 18 mai 1978 a été tiré à 583 720 exemplaires.



Piano center
vous offre la location-vente Piano bail EN CAS D'ACHAT récupération totale des versements (caution, transport, location)

PARIS, BRUXELLES - Paris: 122-121, 1, 4 de Paris, 10300 MONTREUIL - Tél. 857.63.28

A B C D E F G

A PROXIMITÉ DU TRIBUNAL OU EST JUGÉ M. ORLOV M. André Sakharov et sa femme ont été appréhendés par la police

De notre correspondant

Moscou. — Le tribunal populaire qui juge M. Youri Orlov, cofondateur du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, devait prononcer son verdict ce jeudi 18 mai. Dans son réquisitoire, le procureur avait demandé, la veille, la peine maximale prévue par le code pénal de la fédération de Russie pour « agitation et propagande antisoviétiques », soit sept ans de camp de travail plus cinq ans d'assignation à résidence dans un lieu d'exil.

Judi matin, un incident e eu lieu à l'extérieur du tribunal. L'académicien André Sakharov voulait pénétrer dans le prétoire. Après un échange de propos assez vifs, le prix Nobel de la paix et sa femme furent contraints par des policiers à monter dans un fourgon de la police qui démarra aussitôt. Entre-temps, une quarantaine de personnes, orientées « ce procès n'est pas conforme à la loi » et « on n'a pas le droit d'interdire l'entrée au public ».

M. Sakharov avait été convoqué déjà trois fois par la « Prokuratura » de Moscou. Le 23 mars dernier, le procureur adjoint de la ville lui avait donné un « dernier avertissement » après sa participation à une manifestation de Jûbe soviétiques : « Nous avons montré notre humanité envers vous, avait-il dit. Mais vous serez tenu pour responsable de toute nouvelle action de ce genre et vous serez puni avec toute la rigueur de la loi soviétique. »

Le jour de mercredi avait été occupé par la lecture d'une partie des documents diffusés par le groupe et retenus contre l'accusé par la réquisition et par le procureur. M. Orlov remercia son avocat, M^e Evguène Schmalen, pour son assistance, mais il n'a refusé qu'il prenne la parole, et a demandé à présenter lui-même sa défense.

Finant le bilan du procès, sa femme et ses deux fils ont estimé que M. Orlov « avait gagné moralement et sur le plan de la logique, car il a donné clairement la preuve que les charges retenues contre lui ne tenaient pas ».

Sans cesse interrompu par le président du tribunal, et en butte aux quolibets du public, M. Orlov a parlé environ une heure. Puis, le procureur a tenu un discours essentiellement politique, l'a le droit, moi aussi, de parler d'idéologie, a-t-il déclaré en substance. Il a souligné, une nouvelle fois, que les informations diffusées par son groupe n'étaient ni fausses, ni diffamatoires, et que le seul fait de distribuer des documents à des correspondants étrangers est assimilé par les autorités à la diffusion de l'Éclair soviétique. Dans tous les pays, a-t-il dit, la législation intérieure est perdue en contradiction avec les accords internationaux. La tâche du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki est d'attirer l'attention sur cette contradiction et de faire correspondre les lois intérieures à l'acte final de la conférence. Dans tous les pays, des gens se sont fixés le même objectif.

Mme Irina Orlov, qui avait été fouillée à l'entrée de la salle d'audience — il est interdit de prendre des notes pendant le débat et, à l'extérieur, d'enregistrer — a été emmenée à la fin de la journée dans une salle où elle a été totalement déshabillée (à l'exception de son soutien-gorge) par trois auxiliaires féminins de la police, mais en présence de trois policiers. Ses fils ont été également fouillés.

D'autre part, selon l'agence Tass, les deux membres du groupe géorgien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, MM. Zviad Gamsakhouria et Merab Kostava, jugés à Tbilissi, auraient mis en cause des journalistes occidentaux : MM. Friendly, ancien représentant du New York Times en U.R.S.S. « A ce procès, écrit Tass, on voit se profiler de nouvelles protagonistes des actions subversives en territoire de l'U.R.S.S. »

DANIEL VERNET.

« L'HUMANITÉ » : une condamnation serait un déni de justice.

L'humanité de ce jeudi 18 mai rapporte, en première page, la peine requise par le procureur et ajoute : « Un tel verdict pour ce qui n'est en fait qu'un délit d'opinion serait accueilli comme un déni de justice. » Dans un article en page intérieure, l'organe du P.C.F. écrit : « Tandis que le procès soviétique du tribunal du black-out, le déroulement du procès du physicien Youri Orlov suscite de plus en plus d'interrogations (...). Toute condamnation qui maintiendrait en prison le physicien serait reçue par l'opinion internationale comme un déni de justice, car ni les autorités soviétiques ni le tribunal n'ont produit publiquement aucune preuve de la participation de Youri Orlov à une conspiration criminelle. Son activité à la tête du « Groupe pour la surveillance des accords d'Helsinki » ne saurait justifier une lourde peine de privation de liberté, même si les textes incriminés expriment une opposition à la politique officielle de l'U.R.S.S. »

UNE CELLULE DU P.C.F. INTERVENT EN FAVEUR D'EDOUARD KOUZNETSOV

La cellule Losery (14^e arrondissement de Paris) du parti communiste a adopté, à l'unanimité, une déclaration concernant l'écrivain soviétique Edouard Kouznetsov. Elle a transmis ce texte à l'ambassade d'Union soviétique à Paris et au quotidien du P.C.F., l'Humanité (qui ne l'avait pas publié le 18 mai).

Dans sa déclaration, la cellule Losery rappelle que M. Kouznetsov a été arrêté en 1951 « pour son attitude non conformiste » et passé sept ans de réclusion criminelle. Ne parvenant pas à obtenir l'autorisation de quitter l'U.R.S.S., après sa libération, il tenta, sans succès, de s'embarquer d'un avion. Condamné à mort en 1970, sa peine a été commuée en quinze ans de bagne. Toute visite lui est interdite et il a déjà fait une grave de la fame de près de quarante jours.

La cellule communiste conclut : « La cellule Losery considère que le cas d'Edouard Kouznetsov constitue, entre autres, une atteinte intolérable à la dignité humaine et contraire à toute conception de la démocratie et des droits de l'homme. Elle demande donc à l'unanimité la libération d'Edouard Kouznetsov, et que liberté lui soit donnée de se rendre dans le pays de son choix. »

M. Jean-Claude Boussac négocie avec le président du tribunal de commerce de Paris

M. Jean-Claude Boussac, approuvé par les pouvoirs publics et M. Marcel Boussac. Cette équipe serait chargée de réaliser un véritable « bilan de santé » de l'entreprise et de présenter un plan de redressement. Dans ces conditions, le tribunal de commerce pourrait éventuellement accorder au groupe le bénéfice de la suspension provisoire des poursuites. Si, au lieu d'un bilan, avec règlement judiciaire, voire liquidation, serait inévitable. Il semble que les ultimes négociations portent actuellement sur les modalités de la solution judiciaire, plutôt que sur son principe. En tout état de cause, une décision paraît imminente.

Aux États-Unis M. WALLACE COMPTE DE RETIRER DE LA POLITIQUE

Montgomery (Alabama) (Reuter). — M. George Wallace, gouverneur de l'Alabama, champion dans les années 60 de la « suprématie blanche », a annoncé le 18 mai, de manière inattendue, qu'il déstabiliserait de la vie politique, et qu'il avait renoncé à briser le siège de sénateur de son État.

M. Wallace, ayant été trois fois gouverneur de l'Alabama, ne peut se représenter une quatrième fois. Il pourrait, en revanche, tenter sa chance pour le siège de sénateur de l'Alabama (chaque État américain est représenté par deux sénateurs), que M. John Sparkman, un républicain, a endossé comme lui doit laisser vacant cette année.

M. Wallace a-t-il véritablement décidé de quitter la scène politique ? À ce stade, il n'est pas possible de le dire. Ses déclarations, quatre fois scandées à l'élection présidentielle, le gouverneur de l'Alabama est connu pour ses prises de position impétueuses. Son secrétaire de presse a confirmé que M. Wallace entendait se retirer de la vie politique. L'état de santé du gouverneur n'est pas non plus la tentative d'assassinat dont il a été victime en 1972, pourrait être une explication. M. Wallace avait cependant le caractère de son État natal.]

À Laos, quatorze Soviétiques ont été tués mardi 17 mai, au cours d'une embuscade tendue par des rebelles anticomunistes, à proximité de Vientiane, annonce le quotidien thaïlandais Bangkok World, citant un rapport des services de sécurité thaïlandais. Cependant, le quartier général de l'armée thaïlandaise affirme ne pas avoir reçu un tel rapport et aucune information n'a été recueillie par les autorités laotiennes.

Une messe à la mémoire d'Aldo Moro a été dite en l'église de la Madeleine à Paris, en présence du représentant de M. Cocard d'Estaling, de M. Gabriel Robin, de M. de Guiringaud, de M. Maurice Schumann, vice-président du Sénat, du nonce apostolique Mgr Nighi Lamberti, des cardinaux Benelli, archevêque de Florence et Marty, archevêque de Foggia, et de plusieurs centaines de personnes.

Dans une lettre homale, le cardinal Marty a évoqué « l'agonie mystique » que l'homme d'État italien a dû subir durant cinquante-trois jours avant d'être exécuté. « M. Aldo Moro avait été choisi, a-t-il dit, en raison de son caractère et de son rôle politique et de la dignité de sa vie privée, en raison de l'homme qu'il était... »

Pour la première fois depuis 1973

AIR FRANCE A FAIT UN BÉNÉFICE DE 9,5 MILLIONS DE FRANCS

Pour la première fois depuis 1973, Air France sera en mesure de présenter à l'assemblée générale de ses actionnaires, le 27 juin prochain, les résultats de l'activité pour l'exercice 1977 reflétant la réalité de sa gestion et se soldant par un léger bénéfice, indique la société nationale.

Le bénéfice net, son bilan, enregistré par la compagnie nationale en 1977 aura été de 9,5 millions de francs, avec un compte d'exploitation bénéficiaire de 17,5 millions. S'agissant de l'activité subséquente, les dépenses ont progressé de 14,4 % par rapport à l'année précédente, tandis que les recettes, avant toute compensation des charges et décharges d'intérêts, ont augmenté de 15,4 %. S'agissant de l'activité de l'exercice, les recettes ont progressé de 42,9 %, et les dépenses de 41,3 %.

À ce total et après versement des compensations par l'État au titre de la double installation d'Air France à Orly et à Roissy, du maintien en service des Caravelles et de la sous-utilisation de Concord, le chiffre d'affaires de la compagnie — qui atteint 3 716 millions de francs — a progressé de 21,8 % tandis que les dépenses augmentent de 16 %.

Une marge brute d'auto-financement de 66,5 millions de francs peut être dégagée par la compagnie.

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

BANGKOK 1.800 F
même en août

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

NEW-YORK 1.500 F
même en été

LE BYBLOS à SITROPEZ



L'HOTEL BYBLOS
cadre prestigieux
Vacances de grande classe

PHONE (94) 97.00.04
TELEX 470.235 / CABLE BYBLOS

VACHERON CONSTANTIN
chez **JACQUES TOUR**
VOTRE AMI JOAILLIER

9 BD DES CAPUCINES
PLACE DE L'OPERA
073.45.13

Disons les choses comme elles sont.

Entre les tous-venants de la fripe éphémère et l'habilleur-traditionnel dans ses compétences et fier de son savoir-faire, il y a une différence qui donne à l'achat d'un costume toute l'importance que celui-ci requiert.

Tous les coloris, toutes les tailles, toutes les conformations sont offertes en prêt-à-porter ou « sur mesures », pour le seul plaisir de l'homme qui sait faire la différence.

Etre habilleur ou être client, cela ne s'improvise pas.

Le spécialiste du costume qui honore autant celui qui le fait que celui qui le porte, c'est NICOLL.

NICOLL
la tradition anglaise du vêtement
29, rue Tronchet / Paris 8^e

Je suis spécialiste du diamant, et mon choix immense permet aux maris de fêter « brillamment » la fête des mères.

MP Paris 8, place de la Madeleine 138, rue La Fayette 86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Clou d'oreille en diamant avec péridot diamant à partir de 3500 F

Emeraude entourée de diamants 3750 F

Le Directeur *heveny*

CRÉDIT DIAMANT 6 MOIS sans frais après acceptation de dossier et comptant 50%

سكوان الذهب